

MALOUMINES

A Michel Tatu, qui avait évoqué les erreurs commises par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dans l'affaire des Malouines, Jean-Alphonse Bernard réplique qu'il s'agit là, à son avis, d'une guerre « utile ». Ce n'est pas l'avis du Péruvien Alberto Vivanco, pour qui M^{re} Thatcher et ses alliés pratiquent une politique à courte vue, ni de Christian Caubet, qui juge le dossier juridique britannique moins bon qu'on ne veut bien le dire. Quant à Jan H. Brunn, il se préoccupe des moyens de construire une paix globale et suggère, à cet effet, d'installer dans les terres australes des dizaines de milliers d'éoliennes capables de produire de vastes quantités d'énergie.

La paix et le vent

par JAN H. BRUNN (*)

Le conflit anglo-argentin a attiré l'attention sur les archipels qui parsèment les mers australes. La France, comme on sait, en possède un bon nombre. Les îles aujourd'hui contestées dans le sang sont précisément les seules qui soient habitées et dont l'occupation soit fondée sur le droit de ceux qui ont eu le courage de mettre en valeur ces terres désolées, battues par les vents péri-antarctiques.

Mais ce n'est pas ce droit naturel qui emportera la décision. Le compromis recherché en vain depuis vingt ans ne sera, une fois de plus, que le constat d'un rapport de forces. Il sera fragile, car aucun pays ne peut monter une garde permanente autour du vaste archipel ; son enjeu stratégique sera illusoire alors que les satellites surveillent toutes les mers du globe et l'action politique prend à revers les dispositifs militaires, comme on le voit en Amérique centrale et comme on peut s'en convaincre en écoutant les incessantes émissions en langue espagnole sur les ondes courtes. Au lieu de vouloir préserver un statu quo archaïque, ne pourrait-on tenter de construire une paix globale et positive en cherchant de quelle manière toutes les îles et les péninsules des mers australes pourraient être mises en valeur par tous et pour tous ?

Quelles seraient les ressources nouvelles capables de susciter une grande entreprise commune ? Le pétrole est déjà réglementé, bien ou mal contrôlé. La recherche pétrolière vit dans le secret et la concurrence ; elle serait d'ailleurs, dans ces régions, encore plus coûteuse et plus dangereuse qu'en mer du Nord. Au risque, consciemment assumé, de faire rimer dans les dramatiques circonstances actuelles, on voudrait suggérer ici que cette entreprise salubre pourrait être la capture de l'insaisissable énergie du vent.

Du point de vue climatique et écologique, la zone des 40 ou 50° de latitude sud, celle des *roaring forties*,

est la plus propice à la mise en œuvre de l'énergie éolienne en raison de la régularité des vents trois cents jours par an aux Kerguelen ainsi que de l'absence ou de la faible densité de la population. Les oiseaux d'habitudes vives à ces engins ailes, étranges mais inoffensifs.

Du point de vue technique et économique, la constance des vents d'ouest permettrait de faire des éoliennes d'orientation fixe, donc solides. Elles devraient pouvoir durer des dizaines d'années avec un entretien réduit grâce aux progrès réalisés dans les roulements et les lubrifiants. Le courant fourni alimenterait des installations automatisées et télécontrôlées pour l'électrolyse de l'eau de mer au vu de la production et du conditionnement de l'hydrogène. Le stockage et le transport de celui-ci sont bien maîtrisés depuis qu'on s'en sert pour la propulsion des fusées. Son utilisation dans des centrales électriques ne poserait pas de problèmes sérieux. Et c'est le seul combustible qui soit totalement non polluant. En alignant des éoliennes d'une puissance moyenne de 1 MW le long des terrasses étagées sur la face ouest des îles et des péninsules, y compris la Terre du Feu et le Chili méridional, leur nombre pourrait être de l'ordre de cinq cent mille, soit une production annuelle de plusieurs milliards de mégawatts.

La capture du vent se fait au grand jour, elle exige la paix et la confiance réciproque. Les grandes et moyennes puissances abandonneraient leurs prétentions sur les îles désertes. Orne les régions semi-habitées, la concession du sol donnerait un droit à l'utilisation directe du courant électrique. Si une commission internationale de géographes, de météorologues et de techniciens pouvait être réunie pour faire l'inventaire des possibilités, ne serait-ce pas déjà une rupture avec l'esprit de possession et de guerre ?

(*) Professeur émérite de l'université Paris-Sud.

Réplique à... Michel Tatu

Une guerre « utile »

M. Jean-Alphonse Bernard, de Paris, nous fait part des « plus sérieuses réserves » qu'il appelle à son avis l'article de Michel Tatu dans le Monde du 25 mai. Il écrit :

QUE dit M. Tatu en substance ? Que l'Amérique s'est trompée à trois reprises dans cette affaire, et que l'Angleterre a tort de vouloir défendre sur ces terres désolées, au prix de la vie de ses soldats, un principe de bien mince valeur puisqu'elle sera, en toute hypothèse, contrainte d'accepter *in fine* un compromis boiteux qu'elle aurait dû admettre d'entrée de jeu. L'Union soviétique serait le seul gagnant de la guerre des Malouines.

J'estime qu'il n'en est rien et que le conflit anglo-argentin, en devenant une guerre ouverte mais limitée, porte en lui des caractères positifs qu'il faut souligner.

En premier lieu, la guerre est populaire de part et d'autre : en Grande-Bretagne, où la nation est unanime à soutenir le gouvernement, en Argentine, où le peuple, anesthésié par un demi-siècle de régime militaire, fait corps avec une armée qui se bat pour la première fois.

Loin d'être un gâchis, cette guerre va s'avérer utile et probablement bénéfique :

a) A l'Argentine, qui est appelée à se mesurer - pour la première fois depuis son indépendance - à un grand adversaire, encore que la junte ait probablement escompté s'en tirer sans combat ;

b) Au Royaume-Uni, qui a pris les armes pour soutenir une juste querelle ;

c) Au monde occidental, qui, en manifestant sa solidarité avec lui, se montre prêt à défendre deux principes fondamentaux : l'intégrité ter-

ritoriale et l'autodétermination des populations.

C'est qu'il y a des guerres justes comme il y en a d'injustes, des guerres utiles ou nécessaires comme il y a des aventures absurdes et des guerres inutiles. Comment en juger-t-on ?

Par l'examen de ce qui se serait passé si celui qui engage ou accepte le combat ne le faisait pas. Je prendrai un seul exemple. De même que Sadat ne pouvait admettre que son pays, l'armée et l'Etat égyptiens demeurent sous le coup du déshonneur de 1967, restent longtemps encore exposés à la subversion la plus insidieuse et à une décomposition fatale et qu'il ne pouvait donc retrouver l'efficacité et l'honneur qu'en faisant la guerre du Kippour, de même M^{re} Thatcher se devait de punir, si elle en avait les moyens, une agression caractéristique contre le territoire national et les sujets britanniques qui l'habitent. Car aucun compromis acceptable ne lui a été proposé, du fait de la junte argentine. La honte et l'avilissement eussent été, désormais, le lot de la Grande-Bretagne. Aucun démocrate ne peut le souhaiter.

Quelles eussent été les conséquences pour les autres acteurs sur la scène mondiale ?

Le militarisme argentin, qui, depuis cinquante ans, a réussi à maintenir en état de délabrement avancé l'économie du pays potentiellement le plus riche du continent, parce qu'il n'a jamais pu ou su reconstruire l'Etat, en eût été démesurément renforcé.

L'alliance atlantique aurait subi un coup mortel, aux conséquences incalculables. Vous imputez aux Etats-Unis trois échecs - on trois erreurs - à cet égard. Outre qu'un échec n'est pas forcément une erreur, vous savez bien que les

Etats-Unis ont moins de prise sur l'Angleterre actuelle ou passée que la France sur l'Algérie ou le Maroc. Mais, surtout, l'erreur majeure de Washington eût été de faire pression sur Londres pour l'amener à accepter un compromis déshonorant pour la Grande-Bretagne. Or, ayant échoué à le faire, de ne pas prendre parti pour elle, c'est-à-dire en fin de compte pour le belligérant qui a pour lui le droit et la force.

L'image des Etats-Unis serait irrémédiablement ternie aux yeux de toute l'Amérique latine. Tout dépend de l'issue de la guerre : tien-t-on longtemps rigueur à un vainqueur raisonnable ?

Car c'est la guerre, désormais, qui impose sa terrible logique, et non point un système international dont nous savons qu'il est sans valeur et sans force. Dans ce monde imparfait et dans ce siècle de fer, ce sont les nations qui, par l'usage qu'elles font de la force tempérée par la raison, peuvent maintenir un semblant de droit et d'ordre.

La victoire de la Grande-Bretagne - si elle est suivie d'un accord politique raisonnable - sera celle de tout l'Occident. Je ne vois pas qu'il y ait pour le Kremlin matière à se réjouir mais je vois bien le parti qu'il tirerait de sa défaite.

[Ce n'est pas parce qu'une guerre est populaire qu'elle « comporte des caractères positifs », et encore moins qu'elle s'annonce « bénéfique ». Mais, surtout, il ne semble pas que la Grande-Bretagne fasse usage, particulièrement ces derniers jours, de « la force tempérée par la raison ». Au contraire, en cherchant la victoire totale que sera l'annexion complète et forcée des troupes argentines, Mme Thatcher ne peut que s'éloigner de « l'accord politique raisonnable » qui a les préférences de notre correspondant (tout comme les nôtres). Rappelons que le premier ministre a retiré les propositions de règlement qu'elle avait elle-même formulées, déclarant qu'elles n'étaient plus valables. - M. T.]

Une politique à courte vue

par ALBERTO VIVANCO (*)

La guerre des Malouines illustre de façon éloquentes les graves différends qui peuvent surgir entre les pays hautement développés et ceux du tiers-monde. Un orgueil démesuré a, en effet, empêché Londres de comprendre et de satisfaire les revendications que la République Argentine a formulées depuis l'occupation de l'archipel en 1833 par les Britanniques. Pas un seul document juridique n'a été signé qui reconnaisse cette occupation effectuée par la force. La délégation britannique au Conseil de sécurité des Nations unies a fait valoir qu'elle s'était réalisée « sans tirer un seul coup de canon ». Mais il n'y a rien là qui ait valeur juridique. A moins de justifier l'occupation de l'Australie et des Sudètes par Hitler, sciemment, elle aussi, sans un coup de fusil.

L'erreur fondamentale des Occidentaux, c'est de ne pas avoir engagé de négociations sur ce grave problème international. Elle est due à la morgue de la Grande-Bretagne, qui a obtenu, au nom du droit, le soutien de la C.E.E.

En réalité, de tous les Etats latino-américains, la République Argentine était le pays le plus attaché à l'Europe. Sa position tiers-mondiste s'était bien adoucie. Elle se considérait comme un pays « atlantique », dont les intérêts économiques et culturels se situaient d'abord dans la zone européenne ; sa marine de guerre s'est inspirée du modèle anglais ; en dépit de ses rapports commerciaux avec l'U.R.S.S., elle est toujours restée la pays le plus anti-communiste de cette partie du monde.

La politique de la Grande-Bretagne, soutenue par les Etats-Unis, a détruit pour longtemps le prestige que ce pays pouvait conserver en Argentine et dans d'autres Etats latino-américains. La mentalité égoïste et provinciale de M^{re} Thatcher, sous-produit tardif de lord Kitchener et de Churchill, en s'opposant à la restitution des Malouines à l'Argentine, a empêché celle-ci de se rapprocher encore davantage de l'Occident. Tous les pays latino-américains ont vu dans l'intervention militaire du Royaume-Uni un geste d'insolence qui lui coûte d'ailleurs cher, tandis que l'héroïsme de ses aviateurs vait à l'Argentine l'admiration d'une grande partie du monde.

Dans ce processus, la déroute politique de l'Europe est évidente et la responsabilité des Etats-Unis énorme. Le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) a cessé d'exister, du moins en ce qui concerne l'assistance « nord-américaine » face à une incroyable agression étrangère. Et l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) sait que la politique impérialiste de la Maison Blanche n'a pas changé. Les

Etats latino-américains savent, dorénavant, à quel s'en tenir, ce qui signifie que l'U.R.S.S. prend et prendra de plus en plus d'importance dans l'hémisphère. M^{re} Thatcher mériterait de recevoir l'ordre de Léon.

Une détérioration des rapports Nord-Sud semble inévitable puisque le conflit a peu à peu acquis ce caractère. Ce n'est pas par hasard que l'anticolonialisme est le facteur qui unit toutes les tendances du mouvement non aligné. L'échange de courriers entre Fidel Castro et Gallien est significatif à cet égard. Dans ce contexte, toute initiative tendant à dynamiser le dialogue Nord-Sud sera accueillie, dans le meilleur des cas, par le Sud avec un fort et légitime scepticisme. La cause argentine est une cause juste. En représentant possession de ce qui a toujours été territoire de la République, le gouvernement argentin a franchi, quels qu'en soient les résultats, un pas historique. Si le Royaume-Uni reprend possession de cette colonie et sanctionne l'agression commise en 1833, ce ne sera pas pour longtemps. Le prix à payer une fois les îles privées du secours permanent de l'Argentine éprouvera encore un peu plus l'économie britannique chancelante et ajoutera aux nombreux problèmes auxquels doivent faire face les Etats-Unis. Tout cela pour une politique à courte vue et contraire au sens de l'histoire.

(*) Journaliste péruvien.

Bonne foi, bon droit, bonne date

par CHRISTIAN CAUBET (*)

Nous voici parvenus au problème de fond : celui de la légitimité de la possession, par rapport au droit. On peut la fonder sur la découverte et/ou sur l'occupation.

Découverte ? Le Royaume-Uni l'attribue à John Davis, en 1592, en ignorant que les îles figuraient déjà sur des cartes nautiques dressées par des Espagnols en 1522, 1523, 1536, et 1541, sous le nom d'Islas de San Anton, Sanson, de Los-Fatos ou de Los-Leones.

Occupation ? Elle fut recommandée en 1748 à l'Amirauté britannique par le commodore Anson, mais ne fut pas effectuée, peut-être par respect des traités, qui interdisaient aux Britanniques de naviguer et de s'approcher à moins de 10 milles marins des colonies espagnoles, ou de faire du commerce avec elles. Le 5 avril 1764, Bougainville fonde Port-Louis, où il établit cent trente personnes ; et le 23 janvier 1765 l'Anglais Byron - grand-père du poète - fonde Port-Égmont, où s'établit l'année suivante une garnison. L'Espagne obtient de Louis XV qu'il reconnaisse ses droits sur les îles et lui remette Port-Louis ; ce qui est fait moyennant indemnisation. Le gouverneur espagnol de Buenos-Aires envoie ensuite une expédition qui détruit les installations britanniques le 1^{er} juin 1770. Après avoir négocié, les Anglais se retirent des Malouines le 22 mai 1774 ; jusqu'en 1811, dix-neuf gouverneurs nommés par l'Espagne se succèdent dans les îles.

A partir de 1810, les troubles occasionnés par la conquête de l'indépendance font négliger les îles, sur lesquelles le drapeau argentin est hissé le 6 novembre 1820, en conformité avec les principes élémentaires en matière de succession d'Etats : l'Argentine est l'héritière des droits et obligations de la vicé-royauté du Rio de la Plata, et c'était en toute légitimité que le 30 mai 1810 la junta de gobierno de Buenos-Aires avait ordonné le paiement de la solde du gouverneur des Malouines.

En 1825, lors de la signature d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Argentine, les Anglais ne font aucune objection à sa présence sur les îles. Mais ils élèvent des droits souverains sur l'archipel le 18 novembre 1829, à la suite du décret pris par le gouverneur de Buenos-Aires le 10 juin et créant un commandement politique et militaire ayant juridiction sur les Malouines et les îles situées près du cap Horn.

Du 3 au 5 janvier 1833, les Anglais s'emparent des Malouines et expulsent leurs habitants. Certains sont faits prisonniers ; emmenés en Grande-Bretagne pour y être jugés, ils ne furent pas, motif pris du fait que les événements « ne s'étaient pas produits sur le territoire de l'Empire ».

Les îles changent de nom, mais restent les Malouines pour tous les Argentins.

Aujourd'hui, les troupes britanniques tentent de reconquérir les Falkland au nom des principes sur lesquels s'appuient leurs diplomates : démocratie, liberté pour les habitants de l'archipel de choisir leur mode de vie, respect des décisions des Nations unies.

La démocratie constituerait un argument, si tout au long de la tragédie de son absence en Argentine à partir de 1976, le junte avait été dénoncée pour les atrocités qu'elle a perpétrées ou ordonnées. Mais l'indignation actuelle n'est malheureusement qu'un moyen de renforcer l'alignement des convictions qui cimentent le « bon » droit britannique.

Quant au respect de la légalité et des décisions de l'ONU du 16 décembre 1980, de quelles décisions s'agit-il ? De la résolution n° 1514 de l'Assemblée générale sur la concession de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ? Des deux critères retenus pour justifier la décolonisation, autodétermination des peuples et intégrité territoriale, la Grande-Bretagne choisit le premier tandis que l'Argentine soutient le second. Ce qui ne fait guère avancer vers une solution. En 1961, la résolution 1654 (XVI) crée le comité spécial de décolonisation dont le sous-comité III inclut en 1964 les Falkland (Malvinas) parmi les territoires à décoloniser. La résolution 2065 (XX) reconnaît, le 18 novembre 1985, l'existence d'une controverse entre l'Argentine et le Royaume-Uni quant à la souveraineté sur l'archipel. Il est donc recommandé aux deux parties de négocier.

Cette légalité-là a été violée de diverses manières par la Grande-Bretagne. S'agissant de l'obligation de décoloniser, il n'y avait que deux solutions. Ou bien donner aux Kelpers (1) la possibilité d'avancer le droit à l'autodétermination, ou bien négocier avec l'Argentine la restitution de l'archipel. Or la première solution n'a jamais été évoquée avant le 2 avril. Quant à l'obligation de négocier, le droit international assortit de celle de la faire de bonne foi. Pendant les dix-sept années qu'ont duré les « négociations », les manœuvres dilatoires ont constitué la constante essentielle du Foreign Office, et l'accord de 1871 n'a été qu'un moyen - dont l'Argentine supportait les charges - d'améliorer la vie des Kelpers sans permettre d'évoquer le problème de fond.

Que les dirigeants des pays nantis soient solidaires dans leurs interprétations à l'égard des Kelpers n'est pas le moindre, mais il est à l'heure actuelle beaucoup plus un prétexte qu'un obstacle, et les solutions ne manquent pas, qui garantiraient leur droit à une identité propre, dans le cadre d'un condominium placé sous l'égide des Etats-Unis sous la seule responsabilité des parties au litige.

grâce de ne pas nous semonner. Le tiers-monde, né dans et par la décolonisation, est assez grand et toujours assez méfiant pour choisir ses propres critères en matière de qualification de situations) coloniales.

Une dernière date, et encore du bon droit.

Il s'agit de la résolution 502 du Conseil de sécurité, adoptée le 3 avril dernier sur proposition de la Grande-Bretagne, qui occupe deux simultanément les fonctions de juge et partie, d'interprète et de procureur, de force morale et de police.

Dans 90 % des articles de presse qui en font état, il est rappelé que la résolution 502 « exige le retrait immédiat de toutes les forces argentines des îles Falkland ». Et seulement cela. Ce qui fait porter à l'Argentine les responsabilités de la situation actuelle de guerre et de la violation d'une décision des Nations unies. Mais il ne s'agit que du deuxième point du dispositif. Le premier point « exige une cessation immédiate des hostilités ». Toutes les actions militaires entreprises par le Royaume-Uni violent donc également la résolution 502, et l'on ne manquera pas d'épiloguer sur le paradoxe de savoir si elles ne violent pas aussi l'article 51 de la charte qui reconnaît aux membres des Nations unies « le droit naturel de légitime défense lorsqu'ils sont « l'objet d'une agression armée » mais qui limite l'exercice de ce droit dans le temps, puisqu'il ne vaut que « jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales ».

Reste le troisième point de la résolution 502, qui demande aux deux gouvernements « de rechercher une solution diplomatique à leurs différends », dans le respect des buts et principes de la charte. S'il y a un « vainqueur », voudra-t-il négocier quoi que ce soit ? Les autorités britanniques, à peine leurs troupes s'étaient-elles emparées de la Géorgie du Sud, s'opposaient tout net à son inclusion dans le champ des négociations. Elles ne parlent plus que d'évacuation ou de capitulation.

Il y a pourtant une solution juridique dans le cadre du droit traditionnel : le condominium. Elle prend acte de la concurrence des souverainetés sur un territoire contesté, permet d'en réglementer l'exercice, institutionnalise la coopération entre les Etats cordonnaires et, l'immigration fertile des juristes admet, peut intégrer toutes les modalités susceptibles de résoudre les problèmes particuliers. Celui des Kelpers n'est pas le moindre, mais il est à l'heure actuelle beaucoup plus un prétexte qu'un obstacle, et les solutions ne manquent pas, qui garantiraient leur droit à une identité propre, dans le cadre d'un condominium placé sous l'égide des Etats-Unis sous la seule responsabilité des parties au litige.

(1) Habitants des Malouines.



282. LO

Certaines ambiguïtés demeurent sur les questions monétaires et commerciales

La déclaration des sept chefs d'Etat et de gouvernement et des représentants des communautés européennes pour la désigner par son appellation officielle, est un document relativement court, ne comportant que huit paragraphes assortis d'un « engagement monétaire international » d'une page et demie divisé en sept points.

Jusqu'à dimanche au début de l'après-midi, les délégations auront travaillé d'arrache-pied pour mettre au point la déclaration commune qui porte essentiellement sur les problèmes économiques et financiers et plus spécialement sur le commerce Est-Ouest et les relations monétaires internationales. Les textes établis dans les différentes langues ont été rédigés de telle façon, a précisé M. Mitterrand, qu'il n'y ait pas de contradiction, mais qu'il y ait une certaine ambiguïté, car c'est précisément cette ambiguïté qui est le cœur du problème.

C'est pourquoi un fait qu'une double ambiguïté n'a cessé de régner pendant toute la conférence sur le sens et la portée des principales résolutions prises, comme l'ont été les déclarations effectuées de façon divergente, sinon divergentes, que n'ont cessé de faire d'une part les membres de la délégation américaine, notamment le secrétaire au Trésor, M. Regan, et le sous-secrétaire au Trésor, M. Sprinkel, et d'autre part les membres de la délégation française, M. Delors en tête. De même en ce qui concerne notamment le commerce Est-Ouest, on pouvait percevoir plus que des nuances dans les interprétations données devant les journalistes.

d'une part par le secrétaire américain au Trésor, et d'autre part par les membres de la délégation allemande dont le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, M. Laubenstein, ministre des finances, ainsi que les membres de la délégation française.

Voici les principales questions qui auront été traitées :

● **L'ENGAGEMENT MONÉTAIRE INTERNATIONAL.** — La rédaction de la déclaration ne permet guère de trancher la question de savoir quelle sera dans l'avenir la portée de l'engagement en question. Les résolutions prises ont pour la plupart un air connu, même s'il est vrai que depuis plusieurs années on n'avait pas, comme l'a dit M. François Mitterrand dans sa conférence de presse finale, entendu une déclaration aussi nette que la suivante : « Nous travaillerons à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international par une coopération plus étroite entre les autorités représentant les monnaies d'Amérique du Nord, du Japon et des communautés européennes en vue de poursuivre des objectifs économiques et monétaires à moyen terme. » L'affirmation d'un système tripartite entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon, idée lancée depuis déjà plusieurs années (notamment par les Français) trouve ainsi une expression officielle.

L'annexe de la déclaration qualifiée d'« engagement monétaire international » est sensée préciser que le contenu de l'objectif ainsi fixé.

Le point le plus controversé a, évidemment, porté sur les interventions des banques centrales puisqu'il s'agit là d'un point d'application immédiat. Le texte n'est pas, substantiellement, différent d'une résolution qui avait déjà été prise à l'occasion du premier sommet, celui de Rambouillet, en mai de novembre 1978. De même ce texte d'inspiration américaine, déjà contenu dans l'article 4 des statuts du Fonds monétaire international, ne permet pas à M. Regan, d'affirmer que rien n'avait été changé sur la position traditionnelle des États-Unis, « *Le dollar est la monnaie de référence* », a-t-il dit, « même si les Américains ont toujours reconnu que les interventions ne pourraient être justifiées que pour « contrebalancer » ce que le texte du communiqué appelle des « situations de désordre ».

Si l'on veut s'acheminer vers des interventions plus systématiques, il conviendrait donc de définir ces situations de désordre ce que, jusqu'à maintenant, n'ont jamais pu faire ni les experts du Fonds monétaire ni ceux d'aucun pays en particulier. M. Delors, a, du reste, dit dans l'une de ses conférences de presse, en guise de boutade, qu'il y avait au moins cinquante façons de définir les mouvements erratiques des monnaies sur les marchés des changes. On peut douter que le groupe de travail, que doit présider un Français, puisse renouveler le sujet d'ici à la fin de juillet, date à laquelle il devrait normalement remettre un rapport que pourraient examiner les Cinq à la veille de l'assemblée générale du Fonds monétaire, à Toronto, au début du mois de septembre.

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les exportations que les Cinq paient un compte, donc a priori sans facilité particulière, soient également englobées dans la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, rejettent au contraire la plus grande partie du blé qu'ils achètent aux États-Unis. La France se conformera à tout accord à condition qu'il soit respecté par tous, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

● **NEGOCIATIONS GLOBALES.** — Le seul point positif en faveur des pays en voie de développement est l'affirmation que le lancement des négociations globales des Nations Unies par les Cinq, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les exportations que les Cinq paient un compte, donc a priori sans facilité particulière, soient également englobées dans la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, rejettent au contraire la plus grande partie du blé qu'ils achètent aux États-Unis. La France se conformera à tout accord à condition qu'il soit respecté par tous, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les exportations que les Cinq paient un compte, donc a priori sans facilité particulière, soient également englobées dans la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, rejettent au contraire la plus grande partie du blé qu'ils achètent aux États-Unis. La France se conformera à tout accord à condition qu'il soit respecté par tous, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

La « surveillance » des fonds

Le premier point de l'annexe en question porte sur un principe affirmé depuis longtemps par notamment les Américains et les Allemands, à savoir qu'on ne peut attendre de progrès de la stabilité que d'une conférence des politiques destinée à réduire l'inflation (objectif cité en premier lieu). Ce qui est plus nouveau (et plus conforme aux vues françaises actuelles), c'est que la stabilité des monnaies est, aussi, liée au développement de l'emploi et au redémarrage de la croissance. Notons qu'au départ les Français auraient préféré qu'on ne parle pas de convergence des politiques mais plutôt de convergence de « situations » pour laisser à chaque pays la liberté la plus complète des moyens à mettre en œuvre pour obtenir le résultat commun. Seul M. Delors,

dans ses interventions, a franchi un pas de plus en précisant qu'à moyen terme la coopération internationale devrait aboutir à la définition de ce qu'il a appelé des « zones de convergence » pour l'évolution des cours des différentes monnaies. M. Schmidt a, pour sa part, qualifié de « progrès » devant les journalistes la résolution monétaire de Versailles. Le chef du gouvernement allemand ayant, d'une façon générale, été peu prolixe de propos, comme s'il se réservait pour la réunion ministérielle de la semaine prochaine à Bonn.

Quant au renforcement de la coopération monétaire, il doit se faire en liaison avec le Fonds monétaire international, dont le rôle qu'il a d'exercer une surveillance sur l'évolution des différentes devises. Jusqu'ici, le F.M.I. a été incapable de définir de façon suffisamment précise quel pourrait être, concrètement, ce rôle de surveillance qui lui a été expressément reconnu par les accords de la Jamaïque de janvier 1976 qui avaient, comme on le sait, consacré l'abandon des taux de change fixes et révisés, en conséquence, les chapitres les plus importants des statuts du Fonds monétaire.

Le groupe des Cinq, qui rassemble les pays ayant les quotas les plus importants et dont les monnaies servent à calculer les droits de tirages spéciaux (dollar, deutschemark, franc français, livre sterling et yen) devraient, désormais, s'associer à une surveillance en quelque sorte, réciproque, puisqu'elle porterait, en priorité, sur leurs propres devises. La délégation allemande qui, par définition, ne fait pas partie de ce groupe des Cinq, s'est, à plusieurs reprises, élevée contre cette initiative.

Le point le plus controversé a, évidemment, porté sur les interventions des banques centrales puisqu'il s'agit là d'un point d'application immédiat. Le texte n'est pas, substantiellement, différent d'une résolution qui avait déjà été prise à l'occasion du premier sommet, celui de Rambouillet, en mai de novembre 1978. De même ce texte d'inspiration américaine, déjà contenu dans l'article 4 des statuts du Fonds monétaire international, ne permet pas à M. Regan, d'affirmer que rien n'avait été changé sur la position traditionnelle des États-Unis, « *Le dollar est la monnaie de référence* », a-t-il dit, « même si les Américains ont toujours reconnu que les interventions ne pourraient être justifiées que pour « contrebalancer » ce que le texte du communiqué appelle des « situations de désordre ».

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les exportations que les Cinq paient un compte, donc a priori sans facilité particulière, soient également englobées dans la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, rejettent au contraire la plus grande partie du blé qu'ils achètent aux États-Unis. La France se conformera à tout accord à condition qu'il soit respecté par tous, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les exportations que les Cinq paient un compte, donc a priori sans facilité particulière, soient également englobées dans la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, rejettent au contraire la plus grande partie du blé qu'ils achètent aux États-Unis. La France se conformera à tout accord à condition qu'il soit respecté par tous, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

Un examen semestriel

Que se serait-il passé au cours des mois derniers du dollar a connu une forte progression si la résolution de Versailles avait été prise ? Il semble bien que la réponse doive être non. M. Regan, le secrétaire américain, a déclaré dans une de ses conférences de presse qu'il ne fallait surtout pas lire la déclaration commune comme signifiant que les États-Unis étaient prêts à intervenir pour modifier l'orientation du dollar. « Si le dollar est fort, a-t-il dit, nous n'avons pas l'intention de peser sur le marché pour l'affaiblir. Si, au contraire, il est faible, nous pourrions intervenir pour l'affaiblir », a-t-il dit.

« Nous sommes plus que satisfaits », a déclaré dans une conférence de presse M. Regan. Mais, du côté européen, on semble aussi très satisfait d'une formule qui, si elle est acceptée, ne sera pas sans conséquence. La limitation des crédits à l'exportation n'est pas quantitativement définie et quelle peut être simplement entendue comme une moindre progression.

Quant aux Français, ils ont également été convenu que les crédits à l'exportation seraient « limités », ces engagements feront l'objet d'un examen périodique sans doute tous les six mois, bien que cela ne soit pas précisé dans le communiqué.

Cet examen est peut-être le plus important de la résolution : il s'agit là d'un point d'application immédiat. Le texte n'est pas, substantiellement, différent d'une résolution qui avait déjà été prise à l'occasion du premier sommet, celui de Rambouillet, en mai de novembre 1978. De même ce texte d'inspiration américaine, déjà contenu dans l'article 4 des statuts du Fonds monétaire international, ne permet pas à M. Regan, d'affirmer que rien n'avait été changé sur la position traditionnelle des États-Unis, « *Le dollar est la monnaie de référence* », a-t-il dit, « même si les Américains ont toujours reconnu que les interventions ne pourraient être justifiées que pour « contrebalancer » ce que le texte du communiqué appelle des « situations de désordre ».

Notons encore que la limitation ne concerne que les ventes à crédit alors que les Français auraient voulu, ce qui était sans doute une demande exorbitante, que les exportations que les Cinq paient un compte, donc a priori sans facilité particulière, soient également englobées dans la limitation générale. Les Soviétiques, par exemple, rejettent au contraire la plus grande partie du blé qu'ils achètent aux États-Unis. La France se conformera à tout accord à condition qu'il soit respecté par tous, a-t-il dit en substance M. Mitterrand pour que les résolutions prises ne doivent pas se transformer en « instrument de tension ».

Quand la République ne « fait rien de trop »

La tâche était ardue. Il ne suffisait pas de tout mettre en place pour que tout se passe bien ; il fallait réussir. En bien, ce fut une assez belle réussite. Après les premiers pas au Panthéon, Versailles, dimanche, l'apothéose. Une fête somptueuse, grandiose et raffinée. Une belle mise en scène. Rien à dire. La France a accueilli ses hôtes avec les feux du feu aux grands de ce monde : « Nous n'avons rien fait de trop », dit M. Mitterrand. Nous avons fait ce qu'il fallait faire ; cela peut servir de rayonnement de la France, le rayonnement, bien entendu. Une fête royale, dans un cadre royal, pour un peuple de choix. En entrant chez eux, les chefs d'Etat et de gouvernement pourrions dire que, vraiment, la France sait recevoir.

Ver-sailles, un choix symbolique, comme l'a reconnu le président. « On ne voit pas pourquoi — a remarqué M. Mitterrand — la République s'installerait par vocation naturelle dans les endroits où ni l'art, ni l'histoire, ni le confort n'ont été réunis. » Qui, après tout, pour quoi, même en ces temps de crise et de conflits. « Mais la décor ne suffit pas, a cependant précisé le chef de l'Etat, il faut aussi mettre autre chose, c'est-à-dire réussir la conférence. » Là est une autre question !

Pour ce faire, on n'avait pas lésiné sur les moyens mis en œuvre, et le machine à l'œuvre, sans trop d'écarts, malgré des ajustements de dernière minute et quelques déboires. Il n'aurait pas été difficile de faire en sorte que la conférence de presse du président à la salle de séances des congrès soit audible. Les chaînes de télévision ont, d'autre part, eu à plusieurs reprises, toutes les peines du monde à obtenir le lien avec Versailles. La salle de presse des journalistes américains ressemblait à une stube, à

Ver-sailles, un choix symbolique, comme l'a reconnu le président. « On ne voit pas pourquoi — a remarqué M. Mitterrand — la République s'installerait par vocation naturelle dans les endroits où ni l'art, ni l'histoire, ni le confort n'ont été réunis. » Qui, après tout, pour quoi, même en ces temps de crise et de conflits. « Mais la décor ne suffit pas, a cependant précisé le chef de l'Etat, il faut aussi mettre autre chose, c'est-à-dire réussir la conférence. » Là est une autre question !

Pour ce faire, on n'avait pas lésiné sur les moyens mis en œuvre, et le machine à l'œuvre, sans trop d'écarts, malgré des ajustements de dernière minute et quelques déboires. Il n'aurait pas été difficile de faire en sorte que la conférence de presse du président à la salle de séances des congrès soit audible. Les chaînes de télévision ont, d'autre part, eu à plusieurs reprises, toutes les peines du monde à obtenir le lien avec Versailles. La salle de presse des journalistes américains ressemblait à une stube, à

Ver-sailles, un choix symbolique, comme l'a reconnu le président. « On ne voit pas pourquoi — a remarqué M. Mitterrand — la République s'installerait par vocation naturelle dans les endroits où ni l'art, ni l'histoire, ni le confort n'ont été réunis. » Qui, après tout, pour quoi, même en ces temps de crise et de conflits. « Mais la décor ne suffit pas, a cependant précisé le chef de l'Etat, il faut aussi mettre autre chose, c'est-à-dire réussir la conférence. » Là est une autre question !

Pour ce faire, on n'avait pas lésiné sur les moyens mis en œuvre, et le machine à l'œuvre, sans trop d'écarts, malgré des ajustements de dernière minute et quelques déboires. Il n'aurait pas été difficile de faire en sorte que la conférence de presse du président à la salle de séances des congrès soit audible. Les chaînes de télévision ont, d'autre part, eu à plusieurs reprises, toutes les peines du monde à obtenir le lien avec Versailles. La salle de presse des journalistes américains ressemblait à une stube, à

Ver-sailles, un choix symbolique, comme l'a reconnu le président. « On ne voit pas pourquoi — a remarqué M. Mitterrand — la République s'installerait par vocation naturelle dans les endroits où ni l'art, ni l'histoire, ni le confort n'ont été réunis. » Qui, après tout, pour quoi, même en ces temps de crise et de conflits. « Mais la décor ne suffit pas, a cependant précisé le chef de l'Etat, il faut aussi mettre autre chose, c'est-à-dire réussir la conférence. » Là est une autre question !

Pour ce faire, on n'avait pas lésiné sur les moyens mis en œuvre, et le machine à l'œuvre, sans trop d'écarts, malgré des ajustements de dernière minute et quelques déboires. Il n'aurait pas été difficile de faire en sorte que la conférence de presse du président à la salle de séances des congrès soit audible. Les chaînes de télévision ont, d'autre part, eu à plusieurs reprises, toutes les peines du monde à obtenir le lien avec Versailles. La salle de presse des journalistes américains ressemblait à une stube, à

POUR VOS ENFANTS
Filles et garçons de 5 à 10 ans
VACANCES D'ÉTÉ EN MONTAGNE
Juillet et août
à l'ÉCOLE INTERNATIONALE
LE CHAPERON ROUGE
CH 353 CRANS-SUR-SIÈRE
Montana Valais-Suisse
Tél. : 191/27 41-23-00

Maison moderne ouverte toute l'année (année scolaire et vacances), situation unique au centre de Crans-sur-Sièra, face au golf en été, aux bassins de ski en hiver, au centre de tous les sports d'hiver.

Le Directeur de l'école
Frédéric BAGNOUD
recevra les parents intéressés à Paris, Hôtel de France, 22 rue d'Antin (75002), tél. : 742-19-12, les mardi 8 juin et mercredi 9 juin, de 11 h 30 à 12 h 30, ou l'adresser votre message à la réception de l'hôtel.

SCIENCES-PO
STAGE D'ÉTÉ
Examen d'entrée en A.P.
Corps enseignant diplômé I.E.P.
CENTRE CARLON
1, rue Louis Villard
75116 Paris
Tél. : 722-47-77

Préparation annuelle octobre-juin

BAC — SEPTEMBRE
Unités Pédagog. Active Sari 720-36-80

le 40^{ème} le Mercure
jouxtes le Parc des Expositions de la Porte de Versailles

HOTEL RESTAURANT MERCURE
Hôtel-Restaurant Mercure Paris/Varves
400 chambres
Rue du Moulin - 92170 Varves
Tél. : (1) 642.93.22 - Téléc. 202.195
Réservation centrale : (6) 077.52.52

MEDECINE
encadrement par le 1^{er} année ou classe préparatoire
5 centres : Clamart, Neuilly, Nanterre, Clichy, Châtouilly
CEPES 57, rue Ch.-Lafayette, 92 Neuilly, 722.84.94/745.05.19
encadrement par le 1^{er} année ou classe préparatoire

PRÉPARATIONS PHARMACIE
MEDECINE
CEPES 57, rue Ch.-Lafayette, 92 Neuilly, 722.84.94/745.05.19
encadrement par le 1^{er} année ou classe préparatoire

VERSAILLES
Une ré...



SOMMET
commerciales

DE VERSAILLES

Coup d'épée dans l'eau
ou étape décisive ?

(Suite de la première page.)

L'objectif de stabilité n'a pas manqué d'être rappelé au cours de ces réunions internationales de ces dernières années. Aucun pays, en réalité, n'a intérêt au désordre. Aucun ne tire avantage de voir sa monnaie subir d'amples oscillations et la hausse ou la baisse.

En 1977-1978, le dollar avait connu une période de grande faiblesse dont les Américains avaient fini par s'alarmer. Cela avait conduit M. Carter à adopter un plan de stabilisation, le 1^{er} novembre 1978, plan assorti d'accords de crédits réciproques pour un montant considérable avec l'étranger.

Pour freiner la chute du dollar, les banques centrales d'Europe occidentale et du Japon avaient, à l'époque, procédé à des achats massifs de dollars (pour un montant net de plus de 10 milliards). Ces interventions avaient eu normalement pour conséquence une forte émission monétaire dans les pays concernés.

Il n'est pas absurde d'y voir la principale cause de la nouvelle vague d'inflation qui devait, à partir de l'automne 1978, atteindre l'ensemble du monde industrialisé, y compris des pays comme la Suisse, réputés pour leur stabilité (mais qui avaient dû intervenir avec un certain libre vigueur sur le marché des changes).

Le deuxième « choc pétrolier » provoqué par la guerre entre l'Irak et l'Iran est venu après (au printemps de 1979).

Inversement, l'irrésistible ascension du dollar à laquelle on assiste depuis l'année dernière est un facteur supplémentaire de déflation aux Etats-Unis et pèse lourdement sur les profits des entreprises américaines.

Ce dont le monde industrialisé a le plus besoin dans ce domaine, ce n'est pas seulement de valables déclarations d'intention. Ce n'est pas parce que les banques centrales interviennent pas assez que le désordre monétaire règne. Elles sont, depuis la généralisation des taux de change flottants en 1973, intervenues à certaines époques plus massivement qu'à d'autres. Elles ont fait du temps des taux de change fixes.

La question de savoir si les Etats-Unis doivent eux-mêmes intervenir directement sur le marché des changes est finalement secondaire. Le système des taux de change fixes de Bretton Woods s'est effondré en 1971-1973 parce que le système ne comprenait plus de mécanisme d'auto-régulation. Il a précisément cédé sous le poids des dollars accumulés par excès d'intervention des banques centrales.

L'idée qu'aujourd'hui un jeu de bascule pourrait s'instaurer entre les trois grands pôles monétaires que constituent l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon, est que les interventions des banques centrales pourraient, en exerçant tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, freiner les pointes et finalement diminuer l'amplitude des mouvements, semble faire bon marché d'un certain nombre de réalités. Les interventions ne sont jamais gratuites : elles sont en premier lieu un facteur de création monétaire. Les effets induits qu'elles produisent viennent rapidement perturber plutôt que calmer les marchés des changes et la situation économique générale des différents pays.

Ce dont le monde industriel a besoin, c'est de propositions concrètes, fondées sur l'idée qu'il faut absolument rétablir des mécanismes régulatoires. Le système de Bretton Woods en comportait un qui était théoriquement efficace. Le libre convertibilité du dollar en or devait permettre en principe la régulation des dollars accumulés et créateurs d'inflation dans les pays créanciers des Etats-Unis. Mais, on sait que, pour des raisons politiques notamment, ce mécanisme a été progressivement bloqué, ce qui a entraîné l'introduction du régime du dollar flottant sous lequel le monde industrialisé continue à vivre plus ou moins péniblement. Rien n'indique qu'une volonté politique existe plus aujourd'hui qu'hier pour une reconstruction substantielle.

PAUL TABRA.

SPECIAL
BAC préparation
intensive

INSTITUT BARGUE
86 aux Ties ABCD
sciences po

(1) 306-77 09

Une réunion troublée par les événements du Proche-Orient

Le sommet de Versailles ne s'est pas terminé aussi bien que M. Mitterrand pouvait l'espérer. Vendredi soir, l'idée que la conférence marquait une date dans l'histoire financière internationale commençait à s'affaiblir et l'on craignait surtout qu'une bataille sanglante aux Malouines ne ternisse un « nouveau Bretton Woods ». Outre que les résultats économiques n'ont pas totalement répondu à cette attente, une autre région du monde a soudain détourné l'attention.

Au cours de sa conférence de presse de samedi, M. Mitterrand avait pourtant fait la sourde oreille : quand on lui avait rappelé que M. Chayeson avait eu, de son propre aveu, la veille, un dîner « en partie sinistre », il répondit que les Malouines n'étaient dans la cause, alors que le ministre des relations extérieures et ses collègues avaient

Les hésitations de M. Mitterrand

« Cependant, en fin d'après-midi, s'adressant à la presse en tant que président des sept chefs d'Etat et de gouvernement et en leur présence, M. Mitterrand s'est contenté d'exprimer « leur réprobation vigoureuse » et rappelle que le Liban avait droit « comme tout autre, à l'indépendance, à la liberté, à l'unité » et à la souveraineté sur son territoire national ».

Partant ensuite en son nom propre au cours d'une conférence de presse, le président n'a pu en rester là. Toutes les questions politiques, à l'exception de deux, portaient sur le Liban. A la dernière, formulée confusément par un journaliste liba-

« Pour un arrêt immédiat et simultané
des violences »

Voici le texte de la déclaration publiée, dimanche en fin de matinée, à Versailles ; elle a été rédigée avant que les opérations israéliennes contre le Sud-Liban soient connues.

Nous sommes bouleversés par les nouvelles qui nous sont parvenues du Liban et de la région de la frontière entre le Liban et Israël. Nous sommes vivement émus par les pertes de vies humaines, par les souffrances et les destructions. Nous pensons que ce nouvel enchevêtrement de violence pourrait avoir, s'il se poursuivait encore, des conséquences désastreuses pour toute la région.

Nous avons pris connaissance de l'adoption, dimanche par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution exprimant en gros préoccupation devant la violation de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban et appelant toutes les parties au conflit à cesser de façon immédiate et simultanée toutes activités militaires au Liban et à travers la frontière entre le Liban et Israël. Nous avons pris note également de l'adoption, dimanche par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, d'un message envoyé par lui au président de la République française en tant que président de cette réunion.

Nous appuyons fermement les appels urgents du Conseil de sécurité et du secrétaire général pour un arrêt immédiat et simultané des violences et nous appelons toutes les parties à écouter ces appels afin que soient sauvegardées la paix et la sécurité dans toute la région.

Chacun de nos gouvernements utilisera tous les moyens à sa disposition pour atteindre ce but.

« étonnés » par les événements du Liban.

Dimanche matin, ayant connaissance du nombre des victimes au Liban, les Sept décidèrent que le sommet, bien que consacré pour l'essentiel à l'économie, ne pouvait rester muet. Une déclaration fut préparée et les chefs d'Etat et de gouvernement se déclarèrent « bouleversés » par les nouvelles parvenues du Liban. Mais, peu avant midi, la nouvelle de l'intervention terrestre israélienne arrivait à Versailles.

Les Sept pensèrent qu'il ne pouvaient garder plus longtemps un silence devenu pesant. La déclaration fut donc distribuée sur-le-champ à la presse, les porte-parole étant chargés d'expliquer que, si cette prise de position pouvait paraître « dépas-sée », les chefs d'Etat et de gouvernement se réservaient d'en dire plus dans la soirée.

La déclaration commune des Sept sur le Liban concluait que « chacun des gouvernements utilisera tous les moyens à sa disposition » pour que soient restaurées la paix et le « équilibre dans toute la région. M. Mitterrand fut interrogé sur la nature de ces moyens. D'après ses réponses, il ressort qu'il s'agit de deux sortes : 1) diplomatiques et politiques notamment, par le truchement des Nations unies ; 2) « sur le terrain », puisque la France participe à la Force des Nations unies au Liban (FINUL). Mais toute intervention s'assure nécessairement par le gouvernement libanais, a souligné le président de la République. « C'est à lui d'en faire la demande », a-t-il dit. Même la convocation d'une conférence internationale, « une idée qui en vaut une autre », a dit M. Mitterrand, suppose que Beyrouth en prenne l'initiative. Quant à prendre des mesures « semblables à celles que vous avez déjà prises contre l'Argentine », c'est-à-dire des sanctions économiques, M. Mitterrand élude la question : « C'est possible, comme il est possible que non ».

Pendant que M. Mitterrand parlait à la presse, chaque chef d'Etat et de gouvernement, sous les voiles de l'Orange, en faisait autant, à l'exception de M. Reagan, qui avait laissé la parole à M. Haig. Celui-ci a déclaré d'emblée « extrêmement soucieux » par l'escalade de la violence au Liban. Il annonce que M. Haig, le spécialiste du Proche-Orient au département d'Etat, avait été appelé à Versailles, avait été reçu par M. Reagan et serait ce lundi à Jérusalem. Comme on lui indiquait que M. Mitterrand avait « condamné l'action israélienne », M. Haig répondit par une périphrase et rappela que les Etats-Unis s'étaient toujours employés à faire prévaloir le cessez-le-feu et à éviter toute effusion de sang.

L'autre question politique qui a dominé la soirée fut la bataille des Malouines. « M. Mitterrand a été absolument apaisé », déclare Mme Thatcher aux journalistes. « Il aurait fallu que vous entendiez, je vous assure, comment j'ai appuyé sans réserve la position de la Grande-

Bretagne, qu'il a décrite comme celle de la solidarité, de l'unité. Toutes les nations de ce sommet ont été absolument fermes. »

Il serait excessif de dire que le sommet a donné le « feu vert » à Mme Thatcher pour qu'elle lance l'assaut sur Port Stanley, ne serait-ce que parce qu'elle ne l'a pas demandé. Tous ses partenaires du sommet lui en ont certainement su gré, comme ils lui ont su gré que la bataille n'ait pas été déclenchée pendant qu'ils étaient ensemble.

M. Mitterrand n'en était pas moins fondé à déclarer, comme il l'a fait au nom des Sept : « Nous avons tenu à affirmer notre solidarité entière à l'égard de la Grande-Bretagne, en la circonstance, dans ses intérêts nationaux et dans sa liberté nationale, solidarité qui est naturelle : la Grande-Bretagne doit retrouver son droit, étant entendu que nous ferons tout pour que, ce droit reconnu, la paix l'emporte sur la guerre. »

Il y a, dans ce dernier membre de phrase, une limite que Mme Thatcher n'a peut-être pas perçue. Ce qui importe pour le gouvernement français, c'est que le droit ne cède pas à la force et que l'action militaire

argentine soit repoussée. Le président de la République n'en estime pas moins que, historiquement et géographiquement, la légitimité de la Grande-Bretagne sur l'archipel n'est pas démontrée. « Quand la Grande-Bretagne aura récupéré les Malouines », a dit M. Mitterrand au cours de sa conférence de presse, une nouvelle phase commencera. »

Que devra-t-il se passer une fois la bataille de Port Stanley gagnée par les Britanniques ? La réponse française, implicite, est que la Grande-Bretagne devra alors négocier avec l'Argentine un nouveau statut équitable pour l'une et l'autre. Il ne semble pas que ce soit l'intention de Mme Thatcher, qui, en encre ses réponses aux journalistes, ne voit pas d'autre solution que l'« autodétermination » des mille huit cents habitants.

Apparemment, les Etats-Unis seraient plutôt, comme M. Mitterrand, partisans d'une solution politique « modérée ». Ainsi, si les vues de Paris et de Washington en économie internationale ne convergent pas toujours, les deux espiales sont très proches dans les affaires politiques.

MAURICE DELARUE.

DE CLICHY A LA BASTILLE

L'anti-sommet

A l'aune de Calicut, la manifestation fut réussie. Des mètres de drap de coton, de rayonne, l'art de la lettre bâton sur fond rouge révolution, des emblèmes au pochoir sans une bavure, des dessins appliqués, des trous faits au compas contre un veni qui ce jour-là ne souilla pas deux les banderoles, ici, la « Ligue communiste » se détachait sur un champ violet, là « Des emplois, pas des bombes » s'élevait dans de l'ocre-jaune, et la sautelle parme du M.L.F. portait des mots, qu'on aurait dûs broder : « Femmes, nous sommes un peuple. » Mille slogans comme cent fleurs pour un bal et chaud après-midi de printemps, une armée de drapeaux, une vraie foison de coquelicots.

Les ateliers de l'extrême gauche réunis à l'appel du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE) avaient dû lorer les cadences pour produire, samedi 5 juin, cette marche nationale de la paix. Ils étaient peut-être vingt mille de la place Clichy à la Bastille. Autant de tendances, d'analyses marxistes de drames étrangers, de peuples asservis qu'on découvrait au passage des pancartes. Les organisations politiques ouvraient et fermaient le défilé — la P.S.U., Ligue communiste, Ligue communiste révolutionnaire, — tandis qu'au centre du cortège, les émigrés, des Turcs, des Palestiniens, des Iraniens, des Latino-Américains, marchaient, certains portaient le drapeau d'une armée de libération, d'autres — parmi eux un petit enfant — un monticule que les photographes agrandis de leurs lortures ou de leurs diaphanes. « A bas Khoméini ! », « Halte aux tortures en Turquie ! », « Mitterrand complice des juifs assassins ! »

On pouvait en lire et en lire sur la trame des étoffes, des simples mots de ceux qui militaient contre les armes nu-

cléaires » à des formules plus idéologiques : « Menez la guerre de classe contre l'impérialisme ! » ou « Si tu veux la paix prépare la révolution ! » Des slogans imprévus aussi, des causes qu'on croyait oubliées : « Abandonne le socialisme force de paix dans le monde ! », « l'Alsace contre l'impérialisme ! », « Aujourd'hui, lancez la son d'une voix de meeting un « camarade responsable », le mouvement de la paix non-aligné est en train de naître. » On en voulait surtout à M. Reagan et au sommet de Versailles :

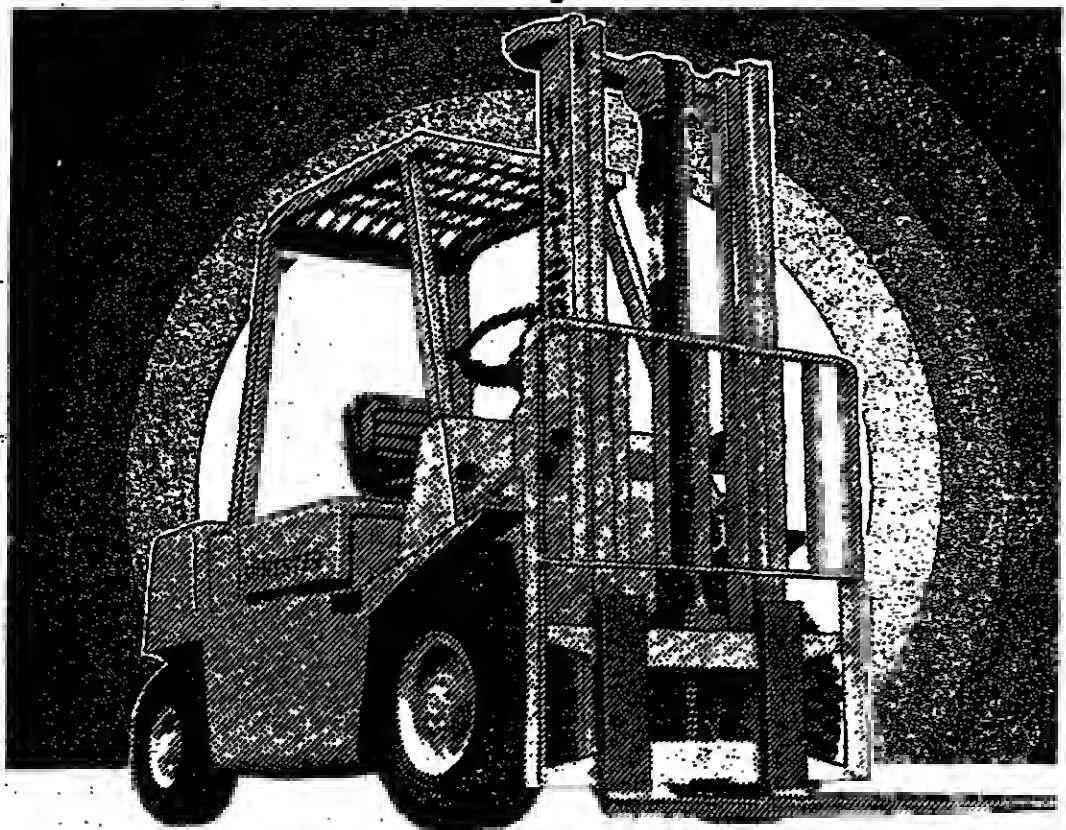
« A Versailles on trompe
On nous a fait la chomage
A Versailles au drapeau
C'est la crise qu'on nous sert. »

Il s'acharnaient ainsi vers la Bastille où Colette Magny et un groupe de musiciens chiliens attendaient de pied ferme que la fête continue. Pour l'instant la fête s'enlaidit un peu à la hauteur du boulevard Magenta où le service d'ordre des manifestants, débordé, ne put empêcher que des vitrines soient cassées, où la jeune garde n'aurait pas pris garde qu'on venait d'incendier une agence de la B.N.P. En bout de course, place de la Bastille, les mêmes « Incontrôlés » recommenceront contre les forces de l'ordre à lancer, haute de pavés, des cailloux et, pour finir, ils auront leur affrontement assés violent avec, en plus, un lancer de grenades lacrymogènes.

Tandis qu'on écoutait vaguement les orateurs, on enroulait soigneusement les calicots autour des hampes de bois rond. Puis il n'y eut plus qu'à vider la place et une militante anvers ses orilles de Mickey. On avait bien travaillé contre l'impérialisme américain. On n'entendait plus que la son désagréable des boîtes de Coca-Cola que les derniers manifestants poussaient machinalement au pied.

CHRISTIAN COLOMBANI.

HYSTER BIEN PLUS QUE
L'EXPERIENCE

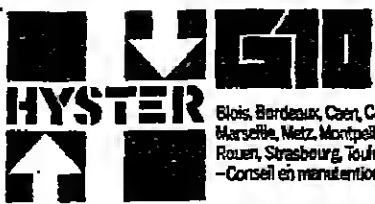


Hyster fabrique des chariots élévateurs depuis un demi-siècle. La nouvelle série XL, chariots thermiques de 2 à 3 tonnes, est le fruit de cette expérience, mais aussi bien plus.

En effet, pour la production mondiale de cette seule série, Hyster a investi l'équivalent de 330 millions de francs dans une nouvelle usine européenne où robotisation et automatisation permettent un important volume de production d'un niveau de qualité élevé et constant. XL, c'est un chariot Hyster hautement productif et fiable, de faible consom-

mation, d'une simplicité d'entretien exceptionnelle, facile d'accès, d'un confort irréprochable et dont le prix n'est pas la moindre qualité.

XL, c'est l'expérience Hyster et bien plus. Pour en savoir plus, contactez-nous dès aujourd'hui.



La Générale de Distribution,
29 rue Arago, 92800 Puteaux
Tél. 775.30.18 Telex 620 822

Blois, Bordeaux, Caen, Colmar, Dunkerque, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Pau, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Vannes, Valenciennes, Yverdon.

le 41^{ème}
Mercure
est à Paris
Place Clichy

HOTEL
MERCURE

Hôtel Mercure Paris/Montmartre
308 chambres
3, rue Caulaincourt - 75018 Paris
Tél. : (1) 294.17.17 - Télex 640 605
Réservation centrale : (6) 077.52.52

LE SOMMET DE VERSAILLES

Les propositions des « 77 » envisagent une « phase préliminaire » des négociations globales Nord-Sud

Du point de vue des relations Nord-Sud, il y a eu, à Versailles, « avancée », selon l'expression de M. Mitterrand, sur un point, celui de la préparation des négociations globales.

Le lancement de telles négociations a été décidé par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1979. Elles doivent porter sur tous les aspects de la coopération entre pays industrialisés et pays en

développement. A Ottawa, en juillet 1981, les Sept s'étaient déclarés prêts à participer « aux préparatifs en vue d'un processus de négociations globales dans des circonstances offrant des perspectives de progrès sensibles ». A Caucun, en octobre, les vingt-deux chefs d'Etat et de gouvernement du Nord et du Sud étaient convenus de « soutenir aux Nations unies un consensus pour lancer des négociations globales sur une base mutuellement acceptable, dans des circonstances offrant des perspectives de progrès significatifs, et en prenant en compte l'urgence de ce problème ».

La déclaration de Versailles devrait offrir la possibilité de servir de l'ombrage aux discussions à l'ONU, et peut-être de lancer la « phase préliminaire » de la conférence sur les négociations globales. Le groupe des « 77 » — le groupe de pression des pays en développement — a proposé, en avril, que cette « phase » serve à établir les procédures, l'ordre du jour et le calendrier des négociations, ce à quoi il n'a pas été possible d'aboutir jusqu'à maintenant. Les Etats-Unis, en revanche, insistent pour que ces questions soient réglées au cours d'une « conférence préliminaire », espérant sans doute pouvoir ainsi, le cas échéant, retirer plus facilement leurs billes du jeu. On n'était pourtant pas loin d'un accord à New-York.

En ce qui concerne la préservation de l'identité des grandes organisations internationales au sein desquelles ils occupent une position dominante (F.M.I., Banque mondiale, GATT), les pays industrialisés, y compris cette fois les Etats-Unis, s'étaient également rapprochés de la position des « 77 », et vice-versa. Les deux parties reconnaissent que la conférence des Nations unies exercera le rôle central dans les négociations et que la compétence et les pouvoirs des institutions spécialisées seront respectés. Les rela-

tions entre la conférence et ces institutions devront être définies dans la « phase préliminaire », selon le texte des « 77 ».

Celui-ci était jugé acceptable par tous les pays occidentaux, sauf les Etats-Unis. L'attitude dilatoire des Américains irritait leurs partenaires, même les Britanniques. On pouvait penser que les Etats-Unis tentaient, à Versailles, de faire cautionner par les autres participants l'absence d'une opération dont, pour des raisons dogmatiques, les républicains envisagent mal la mise sur pied. (Mais l'administration Carter, émettant également des réserves, s'était abstenue dans le vote prévoyant le lancement des négociations globales.)

Cependant, M. Reagan ne pouvait se montrer à Versailles en retrait sur les prises de position auxquelles il a souscrit à Ottawa et à Caucun. C'est été reconnaître que « l'esprit de Caucun » avait fait long feu. Il s'est montré accommodant face en particulier à l'insistance de la France. C'est là un résultat politique notable. Mais il va de soi que sur la plan juridique, dans les discussions ultérieures aux Nations unies, les Etats-Unis, voire d'autres pays industrialisés, ne seront pas dépourvus de moyens pour paralyser l'entreprise, ou en limiter la portée. Versailles permet d'apaiser les « 77 », auxquels il est pour la première fois fait mention dans un communiqué des Sept (1).

GÉRARD VIRATTE.

(1) A La Haye, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés ont rappelé que les négociations globales restent « la tâche la plus importante (...) de la communauté internationale pour affronter le problème de l'économie mondiale de manière cohérente, stimulante et intégrée ». Ils ont pris, sans le sommer, les Etats-Unis d'en accepter la nécessité « pour assurer une coopération économique internationale significative ». Malgré les objections israéliennes et syriennes, ils n'ont pas remis en cause la tenue à Bagdad du prochain sommet des pays non alignés.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LIBERATION : « Begin et les sept nains »

« Lorsqu'ils sont entrés en conclave, vendredi soir, le château de Louis XIV, qui n'était pas vraiment un modeste, paraissait trop petit pour accueillir ces sept Rois Soleils venus se concerter sur les manières d'affronter la crise économique mondiale. Les 11 fait déchanter. Les 11 François Mitterrand doit remballer ses réveries : le sommet de Versailles, c'était la réunion annuelle des sept nains. Tous plus nains les uns que les autres d'ailleurs. Jusqu'à Ronald Reagan dont on se demande s'il hésite entre le rôle de Grinchoux ou de Stimpert (...) »

« La richesse redondante de Versailles n'a pas suffi pour étouffer les participants. Les Argentins n'ont pas évacué Port-Sitney, et Margaret Thatcher profitait de ses temps libres pour ajuster le tir sur la capitale des Melonines. Ronald Reagan n'a évidemment rien cédé sur le marché monétaire, et Menahem Begin n'a pas juré utile de différer sa nouvelle guerre. »

LE FIGARO : « Bénéfice du doute »

« Il faut inscrire à l'actif du sommet les injonctions solennelles du gouvernement japonais aux fonctionnaires nippons de renoncer à l'esprit de refus des produits et investissements de l'étranger : la reconnaissance hésitante mais générale de la nécessité de travailler à la stabilisation des grandes monnaies par une meilleure convergence des politiques économiques et, si nécessaire, par des interventions sur les marchés des changes pour corriger les situations de désordre ; enfin, l'hommage rendu au rapport de François Mitterrand préconisant de faire passer les grandes mutations technologiques dans les sociétés ayant peur du changement. »

« Ce qui inquiète, ce ne sont pas les dissensions répertoriées à Versailles, ce sont ceux qui pourraient naître des nouveaux accords apparents, dans la mesure où on peut en donner des interprétations bien différentes. (...) »

« Inutile, le sommet ? Non, sûrement pas. Les plus sévères devraient l'acquiescer au bénéfice du doute, même si l'on ne sait pas encore lesquelles, parmi les graines lancées à la volée, ne manqueront pas de germer. »

(ALAIN VERNAT.)

LES ECHOS : « Un tournant trop brutal vers les Etats-Unis »

« On se rappelle l'accession de François Mitterrand au pouvoir. Il faut bien reconnaître que l'opération de séduction lancée par la gauche (vers les Etats-Unis) « se développe avec succès (...) »

« Loin de nous la tentation de déplorer le bon état des relations existant aujourd'hui entre la France et les Etats-Unis. Notre pays a commis trop d'erreurs dans le passé, sous le présidence d'assessor son indépendance face à son principal allié, pour que nous ne nous réjouissions pas de ce changement. Mais, pratiquement, le tournant est trop brutal, trop rapide, trop radical pour que nous n'éprouvions pas un certain malaise devant l'assaut d'amabilités auquel se livrent Washington et Paris. »

« Si la France a pu redevenir une puissance qui compte (...), c'est qu'elle a su affirmer son identité au sein de l'ensemble atlantique. Les choses étant ce qu'elles sont, il serait regrettable que la gauche, dans le louable souci de se justifier aux yeux de

ses alliés, se jette dans les bras de l'Oncle Sam : outre le fait qu'elle y perdrait sa capacité d'influence, elle retomberait vite dans les errements de la IV^e République. »

(PAVILLON.)

L'HUMANITE : « Les choix de la France affirmés »

« Les Américains ne sont pas prêts à mettre en œuvre une politique de croissance outre-Atlantique ou à faciliter la tâche de la France. Leur refus d'aborder la question des taux d'intérêt et leur déclaration sur l'accord monétaire en sont autant de preuves. Mais rien n'empêche dans ce communiqué les choix nationaux de reconnaissance du marché intérieur d'essor de l'activité. Rien ne remet en cause la voie originale amorcée par notre pays. »

Faire piler le gouvernement français au nom de la « crise mondiale » et le lier pieds et poings à la stratégie U.S., était pourtant l'un des objectifs des Américains. Et, s'ils ne sont pas mécontents d'avoir obtenu une référence à la « limitation des crédits à l'exportation » dans les échanges avec les pays socialistes, François Mitterrand a indiqué : « Pour l'instant chaque pays reste souverainement juge » en ce domaine. »

« A n'en pas douter, ils remettront leurs prétentions sur le tapis des négociations et chercheront à exploiter l'ambiguïté du communiqué sur ce point. »

(MARTINE BULARD.)

La lumière et la bourrasque

La fête de Versailles, dimanche soir, si incongrue en ces temps de crise et de violence qu'elle en paraissait irréelle, c'était d'abord celle de la lumière. Une statue, pas un buste qui ne fût éclairé à giorno dans le parc et les bosquets, où ne manquaient que les personnages de Molière. Les projecteurs présentaient peu à peu, sur la pierre et le marbre rose, le relief du soleil, non sans que celui-ci compose un moment avec les jets d'eau, dans la pourpre de son déclin, un paysage japonais. En pénétrant dans la galerie des Glaces, où avait été dressée la table du banquet,

leurs rayons striaient d'or les volutes et le haut des miroirs tenus par le temps, comme si Piranèse avait voulu retoucher Mansart.

Deux cents personnes étaient là, autour des Grands du moment. MM. Giscard d'Estaing et Lecanvet s'étaient excusés, à l'instar de M. Marchais, mais en remarquant Mme Pompidou, M. Chirac, Mme Garud, au milieu des barons du nouveau régime. Parmi ceux-ci, MM. Fierman et Lajoinie, pour qui le smoking obligatoire avait visiblement osé quelques problèmes idéologico-vestimentaires.

« Pretty »

Servis chauds à point, ce qui n'était pas, un mince mérite, compte tenu de la dimension de la galerie, le homard et le saumon d'agneau nouvelle cuisine mirent beaucoup de temps à parvenir à leurs destinataires, si bien que le spectacle à l'Opéra de Versailles, auquel trois cents autres personnes avaient été conviées, devait commencer avec pas mal de retard. Spectacle d'une belle extravagance, même si une charmante Anglaise devait, à côté de nous, le trouver « pretty ». Certes, il n'est pas de musique plus à sa place, en ces lieux, que celle de Marc-Antoine Charpentier, et l'image monstrueuse de la Discorde, apparue au milieu d'un « bruit effroyable », sous les traits d'une tarasque écarlate, était bien dans l'esprit du temps, comme celle de la Paix descendue du ciel dans sa nacelle, entourée de marquises empoudrées.

Mais, outre que le livret pousse le « culte de la personnalité » du Roi-Soleil à des limites qu'un bon militant de gauche devrait avoir quelque peine à dépasser, (Les exploits de Louis que tout le monde admire, Otent aux mots la force et l'ornement... Ce n'est qu'en faisant des miracles qu'on peut plaire à Louis), que dire du thème des « Arts florissants » ? Cette « idylle en musique » exhumée par le claviériste William Christie et mise en scène par Jorge Lavelli, avec

des trouvailles comme un superbe poney blanc aux oreilles d'or et aux yeux de velours, célèbre tout simplement le retour définitif de la Paix !

Il est vrai que quelques instants plus tard, Rachel faillait entendre, dans la chapelle du château, ses médévales lamentations. Mais rares étaient ceux qui furent admis à les écouter. La foule des invités se voyait conviée à reprendre le chemin de la galerie des Glaces pour assister, comme la cour, jadis, dans les derniers temps de l'Ancien Régime, à un feu d'artifice destiné à donner à cette célébration de la lumière une conclusion digne d'elle. Mais, à voir rougeoier l'horizon et les fusées s'élever dans le ciel, plus d'un songeait sans doute au Liban et à toutes ces batailles que les hommes se livrent, avec des armes achetées, pour une borne part, aux puissances réunies à Versailles.

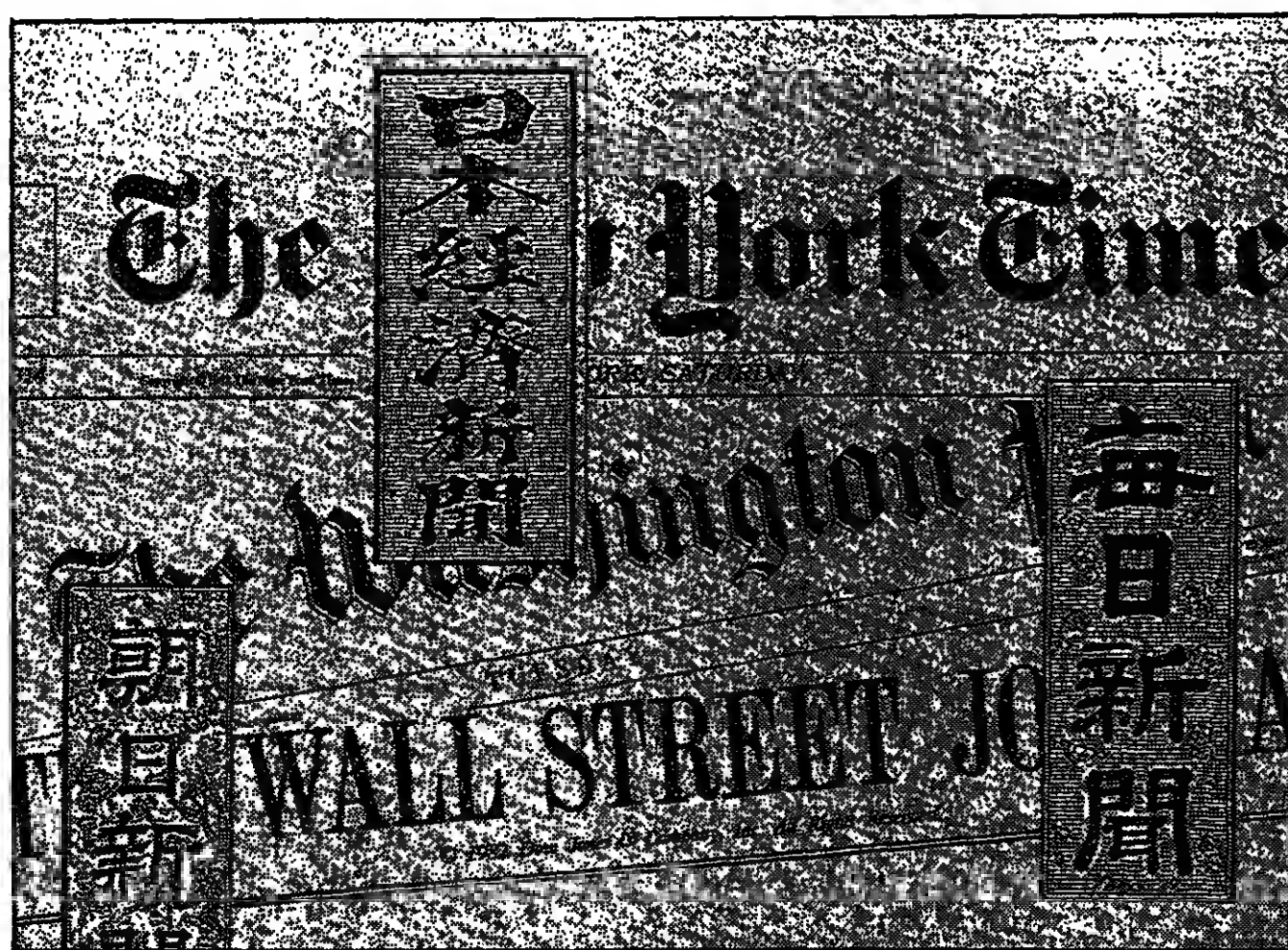
Petite ou grande, une fête, pour être réussie, suppose qu'on s'en laisse totalement pénétrer, qu'on se sépare, le temps qu'elle dure, du reste du monde. Il fallait à la fois, dimanche soir, chez Louis XIV et François Mitterrand, qu'il fallût ouvrir les fenêtres. La bourrasque, soudain, s'y engouffra, comme le symbole d'une réalité trop sinistre, pour se laisser, ne serait-ce qu'un instant, oublier. — A.F.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à une affirmation du ministre des affaires étrangères de Tunisie, reprise par notre correspondant (le Monde du 1^{er} juin), M.M. Sedate et Mitterrand ne sont pas les seuls chefs d'Etat étrangers à s'être rendus en Israël. M.M. Nixon et Carter y ont été reçus respectivement en 1975 et en 1979.

CEPES
préparation en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.09.19

U.S.A.
PARIS NEW YORK 2380 F
PARIS SAN FRANCISCO 4230 F
PARIS LOS ANGELES 4230 F
JET EVASION
205 rue Saint-Honoré - 75001 Paris - 260.30.85
201 rue de Grenelle - 75007 Paris - 705.07.20
Vols aller-retour valables en Juillet-Août

L'HOTEL MERIDIEN PARIS FAIT LA "UNE"



C'est à l'hôtel Meridien Paris que les journalistes des délégations américaines et japonaises sont installés durant la conférence des pays industrialisés. Le Centre de Presse est dans l'hôtel et un circuit de télévision par câble retransmet la conférence en direct dans les chambres de journalistes. De plus, le Meridien Paris exploite pour la première fois la télématique. Les journalistes peuvent ainsi faire la « Une » de leurs journaux en disposant de terminaux télépaieement, télélet, télétext français en anglais, Antiope, vidéotexte, téléécriture. Les journalistes peuvent aussi utiliser cinq canaux vidéo intérieurs.

L'hôtel Meridien Paris est un hôtel qui sait vivre au rythme de l'événement.
Hôtel Meridien Paris, 81, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris. Tél. 758.12.30. Téléc. 290.952, câble Homer.

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LE YÉMEN ÉCARTELÉ

I. - Un parfum de pétrole...

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Sanaa (Yémen du Nord). - Le spectacle est pour le moins insolite : réunis dans une même salle, quelque deux cents personnalités, les ministres, grands commis de l'Etat, ambassadeurs représentant un large éventail de gouvernements ; les délégués de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, et d'autres géants de la haute finance ; ceux des grandes organisations internationales et régionales : ONU, mais aussi l'ECWA, l'UNIDO, TOIT, l'OMC, l'UNICAF, la CEE, la Ligue arabe, l'OECE, les organismes latino-américains et africains. Les voilà, donc, siégeant en conclave pour... examiner le deuxième plan quinquennal de la République arabe du Yémen (du Nord), en présence du chef de l'Etat et du président du conseil entouré de la plupart de ses ministres.

Les hôtes du gouvernement de Sanaa se succèdent à la tribune pour commenter, approuver ou critiquer - sans gêne aucune - la stratégie économique d'un Etat souverain. Les plus audacieux sont, à tout seigneur tout honneur, les bailleurs de fonds arabes, ceux qui viennent d'offrir, telles des bonnes fées, les pétrodollars qui nourriront le « parent pauvre » de la famille. En effet, la République du Yémen et la République démocratique du Yémen (du Sud), sont les deux seuls pays arabes à figurer parmi les trente et un P.M.A. (pays les moins avancés) de la planète, avec un revenu mensuel par tête d'habitant inférieur à 200 francs par mois.

La R.A.V., néanmoins, le privilège d'être bien pourvue en ressources financières, d'origine étrangère. On l'a bien vu à la « conférence internationale sur le développement du Yémen » qui s'est tenue ici du 17 au 22 avril : les dons des Etats-Unis, du Japon, des Pays-Bas, de l'Allemagne fédérale, entre autres, sont insignifiants par rapport aux cadeaux princiers offerts par les cheikhs du Golfe. Sur leur cassette privée ou par le truchement de leurs gouvernements et d'organisations de crédit para-étatiques.

Le cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis, par exemple, insiste pour payer, jusqu'au dernier centime, le barrage qui doit être construit à Maatib, site antique de la capitale supposée de la reine de Saba. Les représentants du cheikh n'ont pas voulu quitter Sanaa avant de déposer dans la corbeille, outre ces 120 millions de dollars (au bas mot), quelque 200 millions de dollars supplémentaires, comme premier acompte pour la réalisation du deuxième plan. Des prêts à long terme, comportant des intérêts symboliques, suivront. Les contributions des autres pays du Golfe - l'Arabie Saoudite étant largement en tête, - également multiples et généreuses, serviront à combler les déficits budgétaires, financer des projets de développement et régler des factures d'armement.

On ne refuse rien à la République arabe du Yémen, quitte à faire rager de jalousie sa « sœur » du Sud. C'est-à-dire, la République démocratique du Yémen, est en quelque sorte le membre de la famille arabe qui s'est dévoyé, non seulement en optant pour le « socialisme scientifique », mais encore en choisissant des amis peu recommandables, les pays communistes, l'URSS, en tête. Ainsi, le Yémen du Nord n'aura-t-il aucun mal à obtenir d'ici peu les 3,3 milliards de dollars dont il a besoin en apports extérieurs pour réaliser l'ensemble de son deuxième plan quinquennal (1982-86), dont il a évalué le coût total à 6,44 milliards de dollars.

Ces facilités de trésorerie n'ont pas que des avantages. Elles remettent en question, entre autres, l'indépendance du bénéficiaire, tant sur le plan politique qu'économique. Le premier plan quinquennal (1978-1982) a été alimenté dans une proportion de 66 % par des sources étrangères, lesquelles fourniront les 51,1 % au moins des capitaux néces-

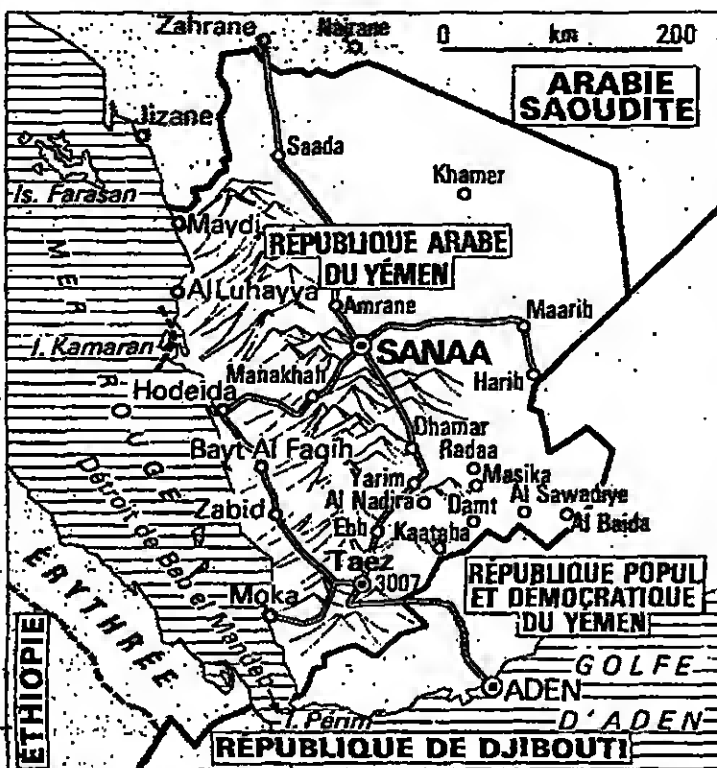
saire au second plan. Les dettes énormes ainsi contractées risquent d'hypothéquer l'avenir. Déjà, il n'est pas imaginable que les principaux bailleurs de fonds, tous champions de la libre entreprise, acceptent que la R.A.V. modifie le régime de la propriété, largement « féodale », héritée de l'ère des imams, ou qu'elle instaure un quelconque dirigisme économique, pourtant indispensable à un pays en voie de développement.

Passivité et laxisme

La générosité excessive suscite encore chez le bénéficiaire passivité - à quoi bon déployer des efforts superflus ? - et laxisme. Le gouvernement de Sanaa a vécu ces dernières années bien au-dessus de ses moyens. Au déficit chronique du budget - comblé sans difficulté notamment par l'Arabie Saoudite -

semble, n'a pas été positif. Plus du quart des investissements prévus n'ont pas été engagés, souvent faute d'une organisation adéquate, tandis que la majeure partie des fonds utilisés ont bénéficié aux secteurs non productifs de l'économie. En raison, entre autres, de protections douanières insuffisantes et d'une main-d'œuvre onéreuse, la fabrication de produits de consommation n'a pas connu d'expansion notable, et l'agriculture, qui emploie 70 % des quelque sept millions d'habitants, a dangereusement périclité. Au total, le taux de croissance - dû essentiellement au secteur tertiaire - n'a été que de 7 % l'an, ce qui est bien modestes pour un pays partant virtuellement de zéro.

Autrefois autosuffisant, le Yémen est aujourd'hui un grand importateur de produits agricoles. A peu près toutes les cultures sont en regression. La production céréalière



est venu s'ajouter celui de la balance commerciale. L'importation, sans restrictions, de produits et de services, dont la valeur s'élève d'année en année, et la baisse parallèle des exportations ont creusé un « trou » de quelque 6,5 milliards de dollars en cinq ans. Les réserves internationales, pourtant substantielles il y a peu, ont été dilapidées (1).

Si encore l'essentiel des achats à l'étranger avait servi au développement de l'économie ! L'Organisation centrale de la planification indique, pour le déplorer, que 61 % des importations portaient sur des biens de consommation. Les catégories aisées de la population, profitant de la cascade de pétrodollars qui s'est abattue sur leur pays, n'ont pas lésiné sur l'achat de postes de télévision, de vidéos, d'appareils ménagers, de gadgets de toutes sortes et - pour les plus privilégiés - de voitures américaines et de robes de grands couturiers. Tant et si bien que l'épargne nationale a été négative - dans une proportion de près de 20 % l'an - et que la contribution du secteur privé à la réalisation du premier plan est restée singulièrement modeste. Cet état de choses est jugé « dangereusement menaçant » par le ministre du développement, M. Fouad Kaeid Mohamed. « Nous calquons notre société sur celle des pays du Golfe sans avoir leurs moyens », nous dit un économiste yéménite, avant d'ajouter : « On est en train de nous corrompre avec un parfum de pétrole... »

Le déclin de l'agriculture

Il serait cependant injuste de soutenir que le premier plan quinquennal a été entièrement négatif. Malgré la mise en œuvre plutôt anarchique des projets, les gaspillages et le gâchis, des progrès certains ont été réalisés au moins dans le domaine des infrastructures. La longueur des routes a doublé, celle des pistes a quintuplé ; le quadruplement de la capacité électrique installée a permis de fournir de l'énergie à de vastes régions rurales qui ont été reliées entre elles par des réseaux téléphoniques - comportant plus de soixante-quinze mille nouvelles lignes - mis en place par un consortium de firmes françaises. Grâce à la création d'écoles et de centres médicaux, il y a actuellement deux fois plus de médecins (un pour 8 639 habitants au lieu de 17 709), près du double d'élèves et d'étudiants.

Il n'en reste pas moins que le premier plan quinquennal, dans son en-

est en baisse de 14 %, celle du coton de 63 %, par rapport à ce qu'elle fut il y a à peine cinq ans. Le fameux café moka, qui est loin de suffire à la consommation locale, n'est pratiquement plus exporté. Le qui se répand dans les campagnes, rongent tout sur son passage. La culture de cette plante euphorisante, consommée sur une grande échelle par la quasi-totalité de la population adulte, est, en effet, beaucoup plus rentable que les produits vivriers, dont les coûts de production sont plus élevés.

La toxicomanie des Yéménites - qui atteint un niveau sans précédent dans leur histoire - est un fléau national, à plus d'un titre. Outre ses effets nocifs pour l'organisme - que certains s'efforcent à minimiser - le qui contribue à paralyser toute activité productive pendant quatre à huit heures par jour, tout en absorbant une partie notable des revenus individuels. La dose quotidienne la plus modeste coûte l'équivalent de 70 francs. Des chefs de familles privent leurs proches de l'essentiel afin de subvenir à leurs propres besoins en « herbe » ou bien - s'ils en ont l'occasion - se livrent à des pratiques illicites pour joindre les deux bouts.

Sans aller jusqu'à imposer des mesures restrictives ou répressives, l'Etat aurait pu versifier la production du qui simplement en le rendant moins rentable par rapport aux autres denrées agricoles. Le président du conseil, M. Abdel Karim El Idrissi, en convient mais avoue son impuissance. « Nous avons envisagé, plus d'une fois, de subventionner d'autres produits de la terre, nous dit-il, mais aucun des pays arabes n'a accepté de nous fournir des fonds à cet effet... » Une telle mesure heurterait de front, sans doute, la sensibilité des détenteurs des pétrodollars attachés au sacrosaint principe de la libre entreprise...

Des goulots d'étranglement

La prospérité des campagnes n'est pas pour autant assurée, même si les grands cultivateurs de la drogue y trouvent leur compte. Un tiers seulement des projets destinés au développement agricole ont été achevés au cours du premier plan quinquennal. Un système d'irrigation vétuste et nettement insuffisant, des structures embryonnaires de stockage et de distribution, la concurrence de produits importés, l'absence de salaires plus élevés dans les centres urbains ou dans les pays pétroliers voisins, ont contribué à intensifier la migration rurale.

Les Diplômes Nationaux de 3^e Cycle de l'IAE

- à finalité professionnelle
 - organisés à temps plein pour les demandeurs d'emploi
- « la Réflexion sur l'Action »

D.E.S.S. « Contrôle de Gestion et Audit »

- Forme des Contrôleurs de Gestion, Contrôleurs Budgétaires, Cadres des services de planification, Auditeurs.
- S'adresse aux cadres en reconversion, titulaires d'un Diplôme National de 2^e cycle.
- Inscriptions : du 15 Juin au 30 Septembre 1982.
- Enseignements : de Novembre 1982 à Juillet 1983.
- Renseignements : Patricia BORGES et Béatrice FLOCH 557.28.41

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162, rue Saint Charles 75740 PARIS Cedex 15

GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se réserver à volonté.



150 F (taxes et service compris)
Tous les jours de 12 à 15 h.
Hôtel PRINCE DE GALLES
33 avenue George-V PARIS 8^e Tél. 723 55.11

TARDI-MALET LA BANDE DESSINÉE DONNE SON VRAI VISAGE A NESTOR BURMA.



casterman les romans (A SUIVRE)

Chaque jour dans
Le Monde
ventes dans les
5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e
et 17^e arrondissements
NEUILLY, BOULOGNE
et SAINT-CLOUD

S.A.

EVASION

PROCHE-ORIENT

L'invasion du Sud-Liban

Jetant une ombre sur la fin du sommet de Versailles, dont les participants se sont dits « bouleversés », l'attaque de l'armée israélienne a suscité de vives réactions internationales, allant de la « réprobation vigoureuse » de M. Mitterrand à la condamnation sans nuances de Moscou. Taq va jusqu'à estimer que « la cinquième guerre contre les Arabes a commencé avec le soutien et la complicité des États-Unis ».

L'agence soviétique a préconisé toutefois une solution négociée, relayant l'idée émise par M. Brejnev devant le vingt-sixième congrès du parti communiste d'U.R.S.S., en février 1981, d'une « conférence internationale sur le Proche-

Orient réunissant toutes les parties intéressées ».

● A NEW-YORK, le représentant de Washington à l'ONU, Mme Kirkpatrick, a estimé qu'« il ne serait ni raisonnable ni équitable de désigner d'un doigt accusateur l'une des parties accusées de n'avoir pas respecté la résolution des Nations unies sur le cessez-le-feu au Sud-Liban (juillet 1981), quand apparemment les deux ne l'ont pas fait ». Mme Kirkpatrick a estimé que si les informations faisant état d'importants tirs sur la Galilée étaient exactes, « il ne serait pas déraisonnable qu'Israël ait cherché à exercer son droit de légitime défense selon l'article 51 de la charte de l'ONU ».

● A LA LIGUE ARABE, nous câble de Tunis Michel Daur, le secrétaire général de l'Organisation, M. Klibi, a adressé dimanche à MM. Sadat et Arafat des messages exprimant « la détermination des États arabes de faire front face à l'ennemi commun » et « d'usurper tous les moyens » pour protéger le Liban et les Palestiniens. M. Klibi avait affirmé la veille qu'Israël « poursuit sa politique d'expansion (car) il est assuré qu'aucune force au monde ne peut l'en empêcher ». Il force au monde ne peut l'en empêcher. Il force au monde ne peut l'en empêcher. Il force au monde ne peut l'en empêcher.

● L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE, par la voix de M. Arafat, a

assuré, dès samedi 5 juin, à Djeddah, que « les Palestiniens vont donner un leçon aux Israéliens, comme ils l'avaient fait dans le passé ». Plus prudent, le représentant de l'O.L.P. à Paris, M. Souss, a estimé, pour sa part, le lendemain, que « les Syriens, avec les Palestiniens et les Libanais, vont essayer de repousser l'agression israélienne ».

● DANS LES CAPITALES ARABES, l'indignation s'exprime partout. Le Caire dénonce « l'agression contre le Liban frère » (voir ci-dessous), mais aucune riposte concrète n'avait encore été annoncée ce lundi matin 7 juin. Accusée par Tripoli de « passivité face à l'agression sioniste au Liban », Damas s'était borné, dès le début de l'opération israélienne,

Beyrouth : exode et dévastation

(Suite de la première page.)

Ce faisant, M. Begin paraît avoir donné à ses troupes l'ordre de réaliser un vieux rêve : traverser le Liban et atteindre le fleuve Zahran, occuper le territoire compris entre ce cours d'eau et la frontière israélienne, soit le sixième du Liban, y anéantir l'essentiel de la force militaire palestinienne, puis négocier à partir de ce fait accompli les conditions d'une éventuelle restitution du terrain occupé aux Nations unies. On aboutirait, dans ce cas, à un étrange découpage du Liban-Sud qui serait le suivant : milices du commandant Haddad — FINUL — armée israélienne.

Le chef du gouvernement israélien a immédiatement saisi le prétexte de la riposte palestinienne contre les villages frontaliers de la Haute-Galilée. Mais que pouvait faire d'autre l'O.L.P. sauf à se discrediter, que de tirer quelques obus sur le nord d'Israël, après le raid aérien massif et sanglant du vendredi 4 juin contre les secteurs palestiniens de Beyrouth faisant suite lui-même à l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres ?

L'armée israélienne, ignorant délibérément la FINUL (force intrinsèque des Nations unies pour le Liban-Sud), avance depuis dimanche sur trois axes :

— Sur la route côtière, cent chars et autant de transports de troupes blindés ont atteint Tyr le jour même vers 15 heures. Ce secteur est tenu par les contingents bouillants et fidèles des Nations unies à Tyr même, abordée par les Israéliens dans la zone des vestiges archéologiques de cinq civilisations.

Les Palestiniens ont commencé à opposer une vive résistance.

alors que jusque-là, avançant en faisant peu de toutes pièces, les colonnes israéliennes avaient progressé facilement. Annonces par l'O.L.P. un débarquement de troupes israéliennes hélicoptères au nord-est de Tyr et un assaut naval contre la position de Rachidieh au sud de la ville se sont traduits par l'encercllement complet de celle-ci.

Dans le secteur central, une force équivalente à celle arrivée à Tyr a traversé le pont de Qaqaieh sur le Litani. Le contingent français de la FINUL tient cette région.

— A l'est, sur les pentes du mont Hermon, un bataillon d'infanterie israélienne progresse à partir de la région de Chebaa, également vers la vallée du Litani, dans un secteur tenu par le contingent norvégien, qui a perdu un homme en tentant de s'opposer à la pénétration israélienne.

Deux objectifs majeurs se présentent dans ce secteur, outre le château de Beaufort, verrou de toute la région, et le pont de Khardali que la colonne terrestre peut maintenant atteindre facilement. De même, la ville de Nabatieh, bastion palestinien, devrait être intenable sans Beaufort. L'armée israélienne dispose déjà d'une « brèche » en face de Marjayoun, par où elle aurait pu s'engouffrer dans le territoire tenu par les Palestiniens sans faire subir à l'ONU l'affront d'ignorer la présence de ses troupes. Elle a préféré ne pas prendre le risque de se présenter là où elle pouvait être attendue.

Pas d'intervention syrienne

Le reste des opérations militaires est difficile à rapporter, le théâtre de l'invasion ne pouvant être atteint, les routes qui y mènent ayant été coupées depuis la veille par les raids israéliens et, de plus, étant constamment bombardés dès le début de l'invasion. La brève mais intense préparation de celle-ci a permis à l'aviation israélienne — au prix d'un très grand nombre de victimes civiles libanaises — de couper les forces palestiniennes et leurs alliés libanais au sud de leurs arrières. Les routes, y compris l'autoroute côtière construite l'an dernier, ont été littéralement labourées par les bombes, et des ponts détruits. Une fois de plus, comme en mars 1978 et en juillet 1981, des dizaines de milliers d'habitants fuyant les zones de combats ont été soufflés, et leurs passagers tués ou blessés.

Après avoir bombardé les camps palestiniens de Beyrouth vendredi, et faisant près de cent morts et deux cent cinquante blessés, l'aviation israélienne est revenue à la charge sans discontinuer, samedi, faisant cent cinquante morts, dont vingt jeunes filles dans un même autobus, et blessant de blessés. Lundi, l'aviation a poursuivi un mitraillage systématique des routes et des positions palestiniennes. Outre Beyrouth, Tyr et Nabatieh, une cinquantaine de localités ont ainsi été pilonnées, dont Saïda, troisième ville du Liban, et Damour.

La conséquence est un nouvel exode, moins massif que celui ayant accompagné l'invasion de mars 1978, car la population ne sait plus vers où fuir. Beyrouth et Saïda ayant été elles-mêmes bombardées et étant le théâtre

d'exodes qui contraignent des centaines de familles à camper à la belle étoile dans les jardins publics.

Solidement retranchés, décidés à se battre, à même d'exploiter un terrain très accidenté et qu'ils connaissent mieux que les Palestiniens sont en état d'opposer une résistance sérieuse aux Israéliens et de leur rendre l'opération coûteuse en vies humaines. Jusqu'à lundi matin la Syrie n'était impliquée que très marginalement dans la bataille, sous forme d'une intervention limitée de sa D.C.A. et de la destruction d'un avion israélien télégué qui survolait le site de ses missiles SAM-6 dans la Bekaa. Mais ce n'est pas la première fois qu'un appareil sans pilote est abattu par les forces syriennes, et Israël n'en a jamais fait un casus belli. L'aviation syrienne n'est pas intervenue et Damas l'a officiellement expliquée par des impératifs de « stratégie militaire », en raison de l'importance de l'aviation israélienne engagée dans l'opération.

Des mouvements de troupes syriennes en direction de Nabatieh, à 20 kilomètres au nord de Nabatieh, sont signalés, mais il est quand même possible que le contact soit évité avec les forces israéliennes.

Lors de la précédente invasion, l'armée syrienne au Liban avait pu se maintenir hors des hostilités. Il est vrai que les troupes 157 et 158 ne pouvaient leur éviter cette fois-ci, nettement plus vers le nord, mais dans l'intervalle, les troupes syriennes avaient été retirées de tout le Liban-Sud, jusqu'à l'entrée de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

Jérusalem : une « opération limitée »

(Suite de la première page.)

Il s'agit de repousser les Palestiniens derrière une ligne couvrant vers le sud-est à partir de Saïda, afin que leur artillerie ne puisse plus atteindre la Galilée. Pour le moment, les dirigeants israéliens n'auraient pas l'intention d'aller au-delà et de nettoyer jusqu'à Beyrouth tous les secteurs contrôlés par l'O.L.P. projet qui était souvent prêté au gouvernement de M. Begin et à l'état-major depuis plusieurs mois.

Le communiqué publié à 18 heures dimanche, à l'issue du conseil des ministres (cinq heures après l'incursion des troupes israéliennes), indique que l'intervention devra avoir pour résultat de « placer le pouvoir civil de Galilée hors de portée des terroristes ». La durée de l'intervention, dit-on de source proche du gouvernement, ne devrait pas excéder trois jours. Selon le communiqué, une autre limite a été fixée : éviter d'affronter les unités de l'armée syrienne au Sud-Liban. « A moins que », celles-ci « n'attaquent » les forces israéliennes.

La porte-parole, l'armée, a été à Tel-Aviv, a pris soin de faire savoir, dans la nuit de dimanche à lundi, que l'information en provenance de Beyrouth et de Damas faisait état de combats entre Syriens et Israéliens sans fondement. Cependant, si l'on en juge par l'importance du déploiement militaire le long de la frontière nord, tel qu'il est décrit par les correspondants militaires israéliens, il semble évident que l'armée est prête à faire face à une extension du conflit en cas de besoin.

Le cabinet s'est réuni deux fois dimanche pour examiner la situation, et un nouveau conseil des ministres était prévu ce lundi matin. L'état-major fait preuve d'une très grande discrétion. Une stricte censure est appliquée. Dans une première mise au point, depuis le début de l'offensive, le porte-parole de l'armée s'est contenté, lundi matin, de faire savoir que les troupes israéliennes « poursuivaient leur mission ». Soit précision : l'annonce de la prise, au cours de la nuit, du château de Beaufort, dont les ruines ont été pendant des années, dans le secteur oriental du Sud-Liban, un bastion des fedayin dominant l'enclave chrétienne, tenue par le commandant Haddad, et le partie la plus septentrionale de la Galilée. L'armée n'a donné aucune indication sur les motifs de cette opération, mais a fait que confirmer celle d'un avion Skyhawk, dont le pilote a été capturé par les Palestiniens, et celle d'un hélicoptère d'assaut dont les deux membres de l'équipage sont portés manquants.

Dimanche après-midi et jusqu'à 19 heures, malgré le percée israélienne, les Palestiniens ont continué à bombarder plusieurs localités de Galilée sans faire de victime, mais les tirs ont ensuite complètement cessé. Toutefois, la vie dans la région frontalière reste perturbée, lundi pour la quatrième journée consécutive. Les habitants viennent encore de passer la nuit dans les abris et les écoles, et le plupart des usines demeurent fermées.

La décision de lancer l'opération « Paix pour la Galilée » a été prise samedi soir par le cabinet de M. Begin après une réunion de trois heures et demie. Le plan d'action n'a soulevé aucune objection majeure de la part des ministres. M. Begin avait, notamment, souligné que les risques d'une intervention syrienne étaient réduits, surtout dans la mesure où Israël se chargerait, « par la voie diplomatique », c'est-à-dire par l'intermédiaire de pays tiers, de faire comprendre à Damas qu'Israël n'avait pas l'intention de s'en prendre aux positions syriennes au Liban.

Dimanche matin, peu avant le début de l'opération, M. Samuel Lewin, ambassadeur des États-Unis en Israël, s'était entretenu avec M. Begin. Il aurait de nouveau tenté de dissuader ce dernier de déclencher cette opération, à laquelle s'atten-

dit manifestement le gouvernement américain. Il a remis au premier ministre un message de M. Reagan qui rappelait le contenu de celui précédemment envoyé le 4 juin, invitant Israël à faire preuve de modération. M. Begin a, plus tard, donné sa réponse, assurant que l'armée israélienne d'avait pour instruction que de repousser les Palestiniens, sans autre précision, « à 40 kilomètres ou nord ».

Le soutien de M. Pères

On estime dans les milieux politiques de Jérusalem que les pressions américaines ne sont guère à redouter si l'opération en cours reste dans le cadre actuellement défini. L'envoyé spécial américain, M. Habib, était attendu lundi en Israël. De nombreux observateurs pensent que les dirigeants de Jérusalem refuseront dans l'immédiat un cessez-le-feu, mais tenteront de prévoir avec M. Habib une extension de la zone où est déployée la FINUL. Cette idée paraît être très sérieusement envisagée au ministère de la Défense à Tel-Aviv, et la plupart des journaux israéliens y sont tout à fait favorables.

Si tel est l'objectif du gouvernement et si une confrontation avec la Syrie est évitée, les éditeurs — même celui de Herzliya, qui dénonçait les mois précédents l'attitude « provocante » de M. Begin — propos du Liban — approuvent l'opération « Paix pour la Galilée ». Le journal *Devar*, de tendance travailliste, ne fait pas exception et reflète ainsi l'attitude de l'opposition.

Consulté dimanche par M. Begin, M. Pères, président du parti travailliste, qui, à plusieurs reprises, avait jugé « aventuristes et dangereux » les positions gouvernementales au sujet du Liban, a apporté son soutien au cabinet, déclarant qu'il était en parfaite circonstance manifeste, « l'unité » du pays pour délivrer la population de Galilée de la menace palestinienne. Toutefois, M. Yossef Serfat, chef de file des « colombes » du parti travailliste, a émis une opinion divergente en disant qu'il fallait immédiatement obtenir un cessez-le-feu pour « tester » la bonne volonté des Palestiniens. Le parti communiste Rehav est le seul mouvement politique représenté à la Knesset à avoir condamné l'intervention militaire israélienne.

FRANCIS CORNU.

A L'UNANIMITÉ DE SES QUINZE MEMBRES

Le Conseil de sécurité des Nations unies exige le retrait « immédiat et inconditionnel » des forces israéliennes

De notre correspondante

New-York. — Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à la demande du Liban, a voté, pendant le week-end, à l'unanimité de ses quinze membres, deux résolutions demandant un cessez-le-feu. L'unanimité du Conseil a été obtenue grâce à de laborieuses tractations conduisant à des textes qui risquent, fort d'être sans conséquence.

La première résolution, adoptée samedi 5 juin, avait été présentée par le Japon et demandait « à toutes les parties concernées » de cesser « immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et sur la frontière libano-syrienne » à partir de six heures dimanche 6 juin, heure locale.

Au cours du débat, le représentant permanent du Royaume-Uni, Sir Anthony Parsons, avait révélé que la liste de noms, vraisemblablement de personnalités assassinnées, trouvée sur l'un des assaillants de l'ambassadeur d'Israël à Londres, comportait celui du chef de l'Organisation de libération de la Palestine dans la capitale britannique, M. Nour Ramlawy, accreditant ainsi l'affirmation de l'O.L.P. qu'elle n'était pas responsable de l'attentat.

Une seconde résolution, un peu plus « musclée », a été adoptée dimanche soir, également à l'unanimité du Conseil. Présentée par l'Irlande, elle « réitère qu'il est retiré immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationales recom-

mandées du Liban » et demande « à toutes les parties de faire connaître au secrétaire général leur acceptation dans les vingt-quatre heures ».

À l'issue de la réunion, présidée par le représentant permanent de la France, M. de la Barre de Nanteuil, le secrétaire général a indiqué que les positions de la force d'intervention des Nations unies avaient été dépassées sans incident par les forces israéliennes.

Le représentant d'Israël, M. Blum, a accusé l'O.L.P. de « couvrir » un certain nombre de ses actions de terrorisme sous des noms divers. Il a assuré que, depuis l'application du cessez-le-feu de l'année dernière, l'organisation palestinienne avait été responsable de cent quarante et un actes de terrorisme qui avaient fait dix-sept morts et deux cent cinquante et un blessés. « Nombre de décisions approuvées par le Conseil de sécurité ont été ignorées », a-t-il ajouté, « la Syrie a fait disparaître sa ligne internationale de démarcation avec le Liban ».

Les représentants du Liban, M. Tuani, de l'O.L.P., M. Bahman, et de la Ligue arabe, M. Mahmond, ont fait de violentes déclarations contre les « agresseurs israéliens ».

NICOLE BERNHEIM.

UN PILOTE ISRAËLIEN PRISONNIER DES PALESTINIENS

Beyrouth (Reuters). — Le pilote du chasseur-bombardier israélien abattu dimanche, au-dessus du territoire libanais, a été déclaré « source de dimanche 6 juin, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait perdu le contrôle de son Skyhawk, alors qu'il recherchait une position d'artillerie palestinienne près du château Beaufort ».

Le capitaine de réserve Avram Achien est le premier pilote israélien dont l'appareil ait été abattu par les Palestiniens depuis au moins huit ans.

Vêtu d'une djellaba blanche, et l'hôpital Gaza de Beyrouth, il a déclaré aux journalistes qu'il avait eu « des problèmes » avec les milices libanaises qui l'ont trouvé, mais qu'il avait été bien traité quand les commandos palestiniens sont arrivés. Les miliciens ont indiqué qu'il souffrait seulement de douleurs légères au dos.

D'autre part, un hélicoptère israélien a été abattu au-dessus du Sud-Liban, dans la nuit du 5 au 6 juin, et ses deux hommes d'équipage sont portés disparus.

Le Caire condamne « l'agression contre le Liban frère »

Correspondance

Le Caire. — Après avoir réclamé vainement, vendredi 4 et samedi 5 juin, aux deux parties, israélienne et palestinienne, des « rétroactions » et de ne pas sombrer dans le « terrorisme », le président Mubarak a condamné, dimanche 6 juin, l'agression israélienne contre le Liban frère et a demandé au gouvernement de M. Begin qu'il retire « immédiatement » ses troupes du Liban. Mais l'Égypte, persuadée de la vanité d'une démarche auprès d'Israël, demanderait aux États-Unis de faire pression sur l'État juif. C'est en tout cas le sens des déclarations faites dimanche après-midi par M. Oussama. El-Sissi, directeur du cabinet du chef de l'État, qui n'a parlé de « contacts » qu'avec Washington.

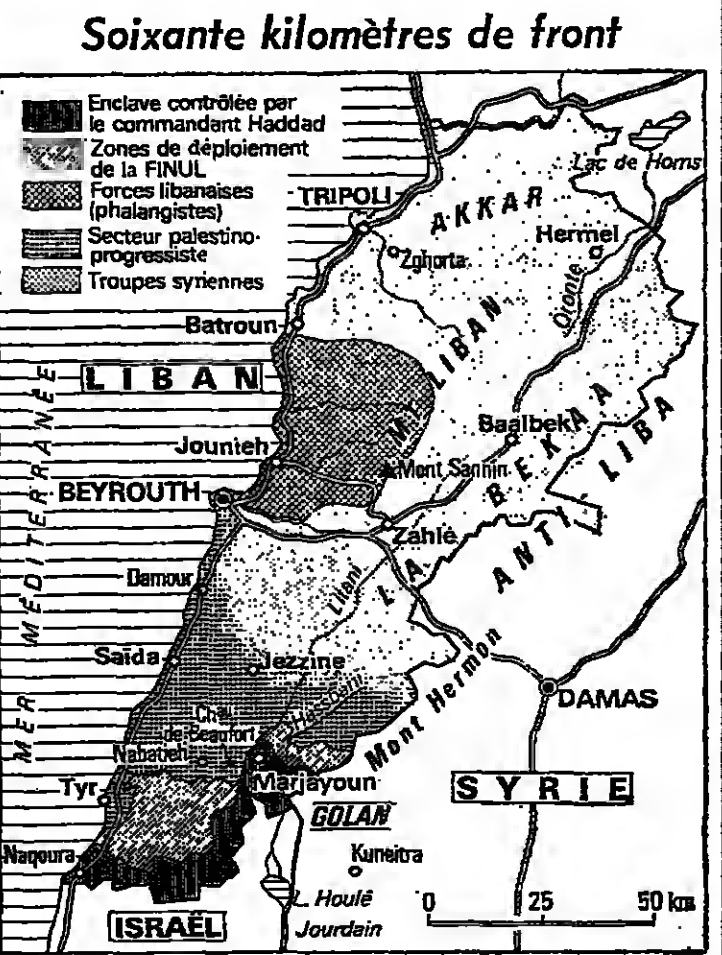
Lundi matin, le Conseil national de sécurité égyptien, qui regroupe tous les principaux responsables du pays, devait se réunir pour étudier la situation.

Bien que la presse ne ménage

pas ses critiques à Israël, elle n'évoque pas — ou du moins pas encore — la possibilité de représailles politiques ou économiques, l'option militaire étant totalement exclue. Pour Al-Gomhouriya, « Israël a révélé dimanche son vrai visage, qu'il avait tenté de cacher dans les documents de paix ». Al-Akhar, chaque fois que les pays arabes, incapables, selon lui, de faire la moindre suggestion et qui, dans de telles circonstances, restent muets.

« Israël, conclut le quotidien, est revenu à ses anciennes habitudes, qu'il s'agit de ses menaces, de ses actions militaires ou de la poursuite des implantations juives (...) en profitant notamment de l'absence de politique des grandes puissances préoccupées uniquement par des problèmes de polarisation ».

MOUNA EL-BANNA.



Par rapport aux seuls Palestiniens, l'armée israélienne bénéficie d'une supériorité numérique écrasante, de l'ordre de dix contre un.

Disposant de trois mille cinq cents chars et de quatre mille véhicules de combat divers, d'après les indications fournies par l'O.N.U., Israël n'a engagé dans son offensive au Sud-Liban, outre l'aviation et la marine, que deux brigades blindées et un bataillon d'infanterie, soit à peu près huit mille hommes, deux cents chars et deux cents transports de troupes blindés. L'O.L.P. de son côté assure faire face à vingt mille hommes.

Les forces libanaises, dont la moitié environ sont concentrées au Sud-Liban. Contrairement aux Israéliens qui ont pu grouper leurs forces sur trois axes (secteurs de Tyr, de Nabatieh et du mont Hermon) l'O.L.P. est obligée, pour parer à toute hypothèse, de disperser ses troupes tout au long des 90 kilomètres de front.

Selon M. Yeshua Sagry, chef des renseignements militaires israéliens, l'O.L.P. dispose de soixante batteries de lance-roquettes et de quatre-vingt chars et a accompli des progrès considérables dans l'art de se camoufler et de se servir dans des arènes souterraines profondes.

Les milices chrétiennes du commandant Haddad comptent de mille cinq cents à deux mille hommes.

La Force arabe de dissuasion (FAD), qui n'est pas engagée dans les combats, comprend de vingt à trente mille Syriens basés en permanence au Liban, son noyau opérationnel étant constitué par deux brigades blindées et deux brigades mécanisées. Globalement, l'armée de terre syrienne est évaluée à cent soixante-dix mille hommes appuyés par trois mille sept cents chars.

La FINUL (Force internationale de l'O.N.U. pour le Liban) comprend sept mille hommes venant de dix pays, depuis l'Argentine, le 28 mai dernier, d'un nouveau contingent français de dix cent quarante-trois hommes, fournis en majeure partie par le 1^{er} R.P.I.M.A. (régiment parachutiste d'infanterie de marine).

سكوا من الأصل

سكوت الأمل

PROCHE-ORIENT LA GUERRE DES MALOUINES

par les forces israéliennes

A assurer à Beyrouth que « la Syrie mettrait tout son potentiel aux côtés des frères libanais... Le roi Khalid d'Arabie Saoudite a, quant à lui, lancé, dimanche, un appel à M. Mitterrand et Reagan, ainsi qu'à Mme Thatcher et à M. Schmidt, pour qu'ils fassent cesser le massacre par Israël du Liban et de Palestiniens sans défense ».

● A TEHRAN, le chef de l'Etat, l'hojatoleslam Khamenei, a annoncé, dimanche, que son pays « tenait prêts des forces blindées et d'infanterie pour les envoyer à la première occasion sur le front de combat avec Israël ». Le chef de l'Etat iranien estime que « l'ordre d'occuper une vaste région du Liban a sans

doute été donné par la mystérieuse réunion des chefs d'Etat impérialistes en France ».

● A LA HAVANE, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés avaient, avant d'avoir connaissance de l'opération israélienne, quelque peu atténué le ton du passage du communiqué final de leur réunion sur le Proche-Orient. Celui-ci n'en demandait pas moins à « tous les pays de ne pas faciliter la mise en œuvre des projets sionistes » et de « s'abstenir de fournir à Israël une aide militaire, matérielle et humaine ». Les ministres ont affirmé que « l'appui que reçoit Israël des Etats-Unis est le facteur déterminant de la poursuite par le régime sioniste de sa politique d'occupation et de colonisation ».

14 MARS 1978 - 6 JUIN 1982

Un cessez-le-feu précaire entre deux invasions

14 MARS : Trois jours après un raid palestinien sur la zone Naqurah, l'armée israélienne pénètre au Sud-Liban pour y mener une opération de police « habituelle » et pour mettre en place une « ceinture de sécurité ».

19 MARS : Le Conseil de sécurité demande à Israël de cesser son action militaire contre le Liban et de retirer ses forces. Il décide d'établir sous son autorité une Force internationale des Nations unies pour le Liban-Sud (FINUL), « aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes de ce territoire et de la sécurité internationale et d'aider le gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région » (résolution 425).

21 MARS : Le ministre israélien de la défense ordonne le cessez-le-feu dans le territoire contrôlé par ses troupes au Sud-Liban, (jusqu'à 150 kilomètres carrés soit près du sixième du territoire libanais). Le Conseil de sécurité fixe les missions de la FINUL, qui sera composée d'environ 1 000 hommes (résolution 426).

22 MARS : Le général Weizmann annonce de reprendre les combats, si les troupes palestiniennes ne cessent pas. Le lendemain, à la suite d'une rencontre entre le chef de l'O.L.P. et le commandant de la FINUL, le secrétaire général de l'ONU annonce que M. Arafat a accepté un cessez-le-feu général au Sud-Liban. Les combats cessent provisoirement.

26 MARS : Le cabinet israélien annonce sa décision d'achèvement, le 31 juin, l'évacuation du Sud-Liban, commençant le 21 avril, à condition que les troupes ne reviennent pas dans les territoires évacués, ce que M. Arafat accepte le 24 mai.

12 JUIN : 31 jours après le départ de leur opération au Sud-Liban, les Israéliens évacuent totalement le Sud-Liban. Ils restent à 10 positions à la FINUL, mais laissent aux milices chrétiennes du commandant Haddad le contrôle de la « ceinture de sécurité », c'est-à-dire d'une bande de territoire large de 5 à 10 kilomètres, située le long de la frontière, de Hama à Marjayoun.

19 JANVIER : L'armée israélienne lance l'opération la plus importante au Sud-Liban depuis la fin

de son occupation dans cette région. Ce raid a lieu après une escalade des attaques palestiniennes en Israël. Israël fait savoir qu'il n'a plus confiance dans les forces de la FINUL et que leur présence ne l'empêchera pas de mener des actions au-delà de la frontière.

15 AVRIL : Le commandant Haddad, proclame « l'Etat du Liban libre et indépendant ». Il est incriminé à Beyrouth pour haute trahison.

22 AVRIL : L'attaque d'un commando palestinien contre le bourg de Nahariya provoque des représailles contre les camps de réfugiés du Sud-Liban. Celles-ci se poursuivent pendant près d'un mois.

23 JUIN : Les Etats-Unis manifestent leur irritation à la suite des bombardements israéliens près de Beyrouth.

28 AOÛT : Le représentant des Etats-Unis au Conseil de sécurité qualifie d'« erreur » la politique de « guerre préventive » menée par Israël, tout en condamnant la « barbarie » des attentats palestiniens.

19 AVRIL : Israël établit des positions de défense avancées au Liban-Sud après l'attentat contre le kibboutz frontalier de Misgav-Am. 19 OCTOBRE : M. Rabin affirme que Jérusalem se réserve le droit d'intervenir à tout moment au Sud-Liban contre les organisations palestiniennes et que, plus récemment, par manque de représailles, comme c'était le cas les années précédentes.

15 AVRIL : L'artillerie israélienne bombarde Saida et Tyr. Les fedayins lancent des roquettes en Haute-Galilée.

14 MAI : M. Arafat prévoit une nouvelle escalade militaire à l'encontre des Palestiniens au Sud-Liban.

30 MAI : Reprise des raids contre les bases palestiniennes au Liban.

15 JUILLET : Près de cent vingt roquettes tirées sur le territoire israélien en représailles aux opérations aériennes qui avaient fait la veille plus d'une vingtaine de morts et deux fois plus de blessés du côté palestinien.

17 JUILLET : L'aviation israélienne bombarde des installations palestiniennes à Beyrouth, faisant plus de 200 morts.

20 JUILLET : Faisant allusion aux échanges de tirs à la frontière, M. Arafat déclare que l'O.L.P. se

considère « en état de guerre » contre Israël et que les Palestiniens « n'ont rien à perdre » dans ce combat.

23 JUILLET : Un premier bilan de l'offensive israélienne traditionnelle au Liban fait état de près de 500 tués et 1 200 blessés parmi les civils palestiniens et libanais, contre 5 morts et 40 blessés en Israël.

24 JUILLET : Le gouvernement israélien accepte les propositions de M. Habbish pour mettre un terme aux affrontements. M. Arafat annonce que son organisation observerait le cessez-le-feu si Israël y adhère.

1er SEPTEMBRE : Israël dénonce la rencontre à Beyrouth entre M. Chayoun et M. Arafat comme un « encouragement » au terrorisme.

25 FÉVRIER : Le Conseil de sécurité décide d'augmenter de mille hommes les effectifs de la FINUL.

5 AVRIL : L'éventualité d'une nouvelle intervention israélienne contre l'O.L.P. au Liban est envisagée à Jérusalem après l'assassinat de M. Barilmantov à Paris.

21 AVRIL : Nouvelle flambée de violence. Le bombardement de Toul P, au Liban, est considéré comme un « encouragement » au terrorisme.

9 MAI : Pour la première fois depuis le cessez-le-feu du 24 juillet, le territoire israélien est bombardé par l'artillerie palestinienne, en riposte aux raids israéliens.

14 MAI : Le général Rabin, confirme que des forces israéliennes importantes se déploient sur la frontière. Il oblige les Palestiniens à venir à bout des Palestiniens et de leur faire payer un prix qu'ils ne peuvent supporter.

3 JUIN : M. Rabin se déclare « quasi offensé » par la demande formulée par l'administration américaine qu'Israël s'engage avec modération au Liban. Dans un message à M. Haik, il reproche au dirigeant américain de « ne pas tenir compte du fait que ce sont les organisations terroristes qui commettent des actes de guerre et entraînent la confrontation ».

4 JUIN : L'aviation israélienne bombarde Beyrouth, en représailles à l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres. Les bombardements se poursuivent le lendemain. Quatre 200 Palestiniens et Libanais sont tués.

6 JUIN : Les Israéliens envahissent le Sud-Liban.

Les Britanniques renforcent leur étai autour de Port-Stanley

LONDRES. — « En ce moment, des actions que je ne pourrais qualifier d'extraordinairement osées sont en cours et qui, en cas de réussite, rapprocheraient la fin de la guerre ». Cette phrase de l'envoyé spécial de la télévision commerciale aux Malouines est suffisamment ambiguë pour satisfaire la censure militaire, mais elle suggère ouvertement que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

Tout en maintenant l'embargo sur les informations en provenance de l'archipel, le ministre britannique de la défense a annoncé le dimanche 6 juin que la bataille de Port-Stanley a commencé, sans doute par des opérations de commandos derrière les lignes argentines.

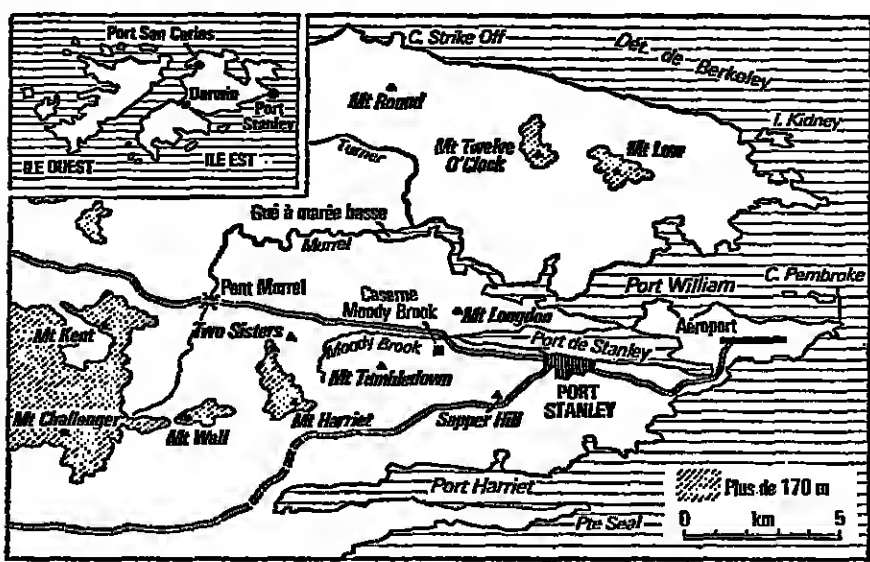
De notre correspondant

La crise domine totalement les commentaires de la presse britannique sur le sommet de Versailles. Les questions économiques et monétaires passent au second plan.

Les Malouines seront encore au centre des entretiens que le premier ministre britannique et le président américain doivent avoir mardi et mercredi à Londres. M. Reagan, qui est l'hôte de la famille royale, doit s'adresser mardi matin aux deux Chambres du Parlement réunies dans la Royal Gallery de Westminster. Les Américains semblent penser que, sans retour, de dernière minute de la junte de Buenos Aires, une bataille autour de Port-Stanley et une défaite argentine sont inévitables. Ils n'ont pas d'autre choix que de soutenir le gouvernement de Londres dans sa volonté de reprendre le

du parti conservateur et proche collaborateur de Mme Thatcher, les Etats-Unis proposeraient le plan suivant : retrait de la force d'intervention britannique qui reprendrait sa place dans le dispositif de défense de l'OTAN ; mise en place d'une administration multinationale avec la participation des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Brésil et de la Jamaïque (ceux deux derniers pays auraient déjà donné leur accord de principe ; d'ici trois ou six mois, ouverture de négociations sur le statut des Falkland auxquelles l'Argentine invitée à participer).

La Grande-Bretagne devrait, selon ce plan, faire une petite concession en cédant une « part » de sa souveraineté à l'Argentine. M. Parkinson a déclaré qu'un tel plan était inadmissible pour Londres car, après une victoire de la force d'intervention, il n'y aura pas de place pour l'Argen-



été transportés par le Queen Elizabeth II ont déjà rejoint les forces qui encerclent Port-Stanley.

Le renforcement des positions britanniques s'est poursuivi au cours des derniers jours sur les hauteurs dominant la petite capitale des Malouines. Le brouillard a interrompu les opérations. Le samedi et l'assaut contre la garnison argentine pourrait commencer par le barrage d'artillerie le plus intense depuis la guerre de Corée, selon les envoyés spéciaux de la presse londonienne. Une reddition des troupes du général Menéndez reste donc le seul moyen d'éviter les combats généralisés.

contrôle de l'archipel. Ils insistent toutefois sur la nécessité d'ouvrir, dès que possible, des négociations sur le statut à long terme des Malouines, alors que les priorités de Mme Thatcher sont sensiblement différentes.

Au cours des derniers jours, le chef du gouvernement de Londres a insisté sur la nécessité de préserver une position internationale à laquelle les Etats-Unis devraient participer. Washington a réitéré sa position et pose des conditions à sa participation. Selon les informations de la chaîne commerciale de télévision britannique, que n'a pas démenties M. Parkinson, président

fine, tant en ce qui concerne l'administration que la souveraineté. Si une garantie multinationale se heurte à des conditions inacceptables, à poursuivre le président du parti conservateur, la Grande-Bretagne fera les sacrifices nécessaires afin d'assurer seule la défense de l'archipel. M. Parkinson a reconnu qu'au-delà des principes communs qu'ils défendent, Londres et Washington n'avaient aucun intérêt divergent.

Pour protester à la fois contre la guerre la visite de M. Reagan à Londres et la course aux armements, le Comité national pour le désarmement a organisé dimanche une manifestation à Londres. Cent quinze mille personnes selon la police, deux cent cinquante mille selon les organisateurs ont participé à une marche qui a été la plus grande manifestation pacifique que la Grande-Bretagne ait jamais connue.

DANIEL VERNET.

A TRAVERS LE MONDE

Guatemala

● LES CADAVRES DE DIX FEMMES ont été découverts près du village de Najibahaj, dans la région de Alta Verapaz, au nord du pays, à-t-on appris le dimanche 6 juin à Guatemala. Les victimes avaient été torturées avant d'être décapitées. Les autorités ont déclaré qu'elles s'agissaient de femmes appartenant à des familles de paysans, qui se sont multipliées, ces derniers semaines, à l'intérieur du pays. Le gouvernement du général Rios Montt a annoncé une intensification de la lutte anti-guérilla à partir de la fin du mois de juin. Les forces armées ont espéré un délai de trente jours pour défaire aux rebelles pour déposer les armes contre une promesse d'amnistie ; plusieurs régions seront déclarées zones d'exception.

Honduras

● LES INONDATIONS qui ont frappé la semaine dernière le sud du Honduras ont fait cent trente morts, six cents disparus et vingt-cinq mille sinistrés, a-t-on appris le samedi 5 juin de source officielle. Les dégâts matériels sont provisoirement estimés à 50 millions de dollars. — (A.F.P.)

El Salvador

● UN MILITANT DEMOCRATE CHÉRIEN A ÉTÉ ASSASSINÉ par des miliciens à Pachamalco, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, a indiqué, le samedi 5 juin,

un porte-parole de la D.C. Salvadorienne. M. Fasiano, 28 ans, vingt-deux ans de la dix-septième victime démocrate-chrétienne depuis la victoire de la droite et de l'extrême droite le 28 janvier dernier. Cependant, l'opération de nettoyage, lancée le 31 mai par des troupes d'élite de l'armée, s'est poursuivie toute la fin de la semaine dans le nord du pays. On estimait, le 6 juin, qu'une centaine de guérilleros et dix soldats avaient été tués. — (Reuter, U.P.I.)

États-Unis

● ELECTIONS PRIMAIRES SENATORIALES EN CALIFORNIE — Les élections primaires pour désigner les candidats, démocrates et républicains, qui s'affronteront le 2 novembre pour le poste de sénateur de Californie, devaient avoir lieu samedi 5 juin. Parmi les trois candidats républicains, M. Barry Goldwater Jr (fils du candidat à la présidence en 1964) semble mieux placé que Mme Maureen Reagan (fille du président). Du côté démocrate, le gouverneur Brown, qui achève son deuxième mandat, a de bonnes chances d'être désigné. Des primaires ont également lieu mardi pour le poste de gouverneur. Le maire de Los Angeles, M. John Bradley, un Noir âgé de soixante-quatre ans, paraît le mieux placé.

Mexique

● VINGT-SIX PAYSANS ONT ÉTÉ TUÉS le 3 juin par les

hommes de main d'un groupe d'événement pour occuper les rues, vingt-deux ans de la dix-septième victime démocrate-chrétienne depuis la victoire de la droite et de l'extrême droite le 28 janvier dernier. Cependant, l'opération de nettoyage, lancée le 31 mai par des troupes d'élite de l'armée, s'est poursuivie toute la fin de la semaine dans le nord du pays. On estimait, le 6 juin, qu'une centaine de guérilleros et dix soldats avaient été tués. — (Reuter, U.P.I.)

Mozambique

● REPORT DE LA VISITE EN EUROPE DE M. MACHEL — Le retour de la visite en Europe de M. Machel, le président mozambicain, a été reporté à la fin de l'été. Le président Machel a annoncé qu'il ne pourrait pas effectuer la visite qu'il devait effectuer le mois prochain en France, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, à-t-on appris samedi 5 juin de source officielle à Maputo. Les gouvernements des Etats en question ont été informés mercredi de cette décision. Les autorités mozambicaines affirment détenir la preuve que les rebelles, la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), ont reçu un soutien accru en armes, matériel et entraînement de Pretoria. — (Reuter).

Vietnam

● TRENTÉ-QUATRE CHINOIS ont été tués en territoire vietnamien samedi 5 juin, a-t-on appris samedi 5 juin de source officielle à Hanoi. Les autorités vietnamiennes affirment détenir la preuve que les rebelles, la Résistance nationale du Vietnam (R.N.V.), ont reçu un soutien accru en armes, matériel et entraînement de Pretoria. — (Reuter).

SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME

« CHEVEUX »

pellicules, démangeaisons, cheveux gras, sans caspans, etc. n'hésitez pas qu'il soit TROP TARD pour bien les soigner

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

spécialiste des soins du cheveu

— plus de 20 ans d'expérience — vous offre un examen-conseil de votre chevelure.

Prenez vite rendez-vous :

EUROCAP : 4, r. de Castiglione, 75001 Paris. Tél. (1) 260-38-84

à Paris : 4, place d'Orléans, 51100 Reims - Tél. : (2) 88-55-74

et à PROVENÇAL (04) 48-05-74 - BORDEAUX (01) 42-01-01 - LILLE (03) 51-24-10

LIMOGES (03) 34-15-23 - LYON (7) 838-00-76 - MULHOUSE (03) 45-00-30 - NANCY (03) 332-01-88 - NANTES (40) 40-74-57 - NERES (03) 30-15-08 - SAINT-ETIENNE (77) 30-15-16 - TOULON (94) 22-55-30 - TOULOUSE (01) 22-24-44 - ROUEN (03) 73-08-22

VIENT DE PARAITRE

L'ENTREPRISE ETOUFFÉE

Le premier livre qui donne envie de réussir ensemble "Entreprise France", que l'on soit de Droite ou de Gauche.

par Jean MARTEL

Préface d'Yvon GATTAZ

pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

EUROPE

R.F.A.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES DE HAMBURG

L'échec des sociaux-démocrates et des libéraux risque de remettre en question la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. — Aux élections qui se sont déroulées dimanche 6 juin dans la ville-Land de Hambourg, les sociaux-démocrates, qui y disposaient de la majorité absolue, ont enregistré une défaite cuisante. Dans l'immédiat, ils envisagent pourtant de rester au pouvoir. Bien qu'arrivés en tête du scrutin, leurs adversaires chrétiens-démocrates ne sont pas non plus en mesure de s'assurer au sein de la nouvelle Assemblée parlementaire une majorité suffisante pour former le gouvernement.

Mais le choc le plus dur est

Une sage manifestation à Bonn pour « la paix la liberté » et l'alliance avec les États-Unis

De notre correspondant

Bonn. — C'était la manifestation des gens qui ne descendent jamais dans la rue. Sur l'immeuble Hofgarten, derrière l'université de Bonn, on ne défilait pas le moindre comitologue. Les participants étaient aussi hirsutes que les champions de la société « alternative ». Car la jeunesse était là, elle aussi. A l'ombre des arbres entourant la pelouse, quelques couples s'enlaçaient sans tenir aucun compte de la foule qui les entourait. Par plus de 30 degrés à l'ombre, d'autres, à demi nus, prenaient un bain de soleil. Mais, dans l'ensemble, ceux qui se sont retrouvés samedi dans le centre de Bonn, pour proclamer leur amitié et leur solidarité avec les Américains, présentaient l'image d'une Allemagne bourgeoise, populaire et prospère.

Cette fois-ci, il s'agissait d'une manifestation « pour la paix et la liberté ». L'appel à la jeunesse chrétienne, démocrate, libérale, socialiste ? Cont mille selon les organisateurs, un peu moins selon la police. Il est vrai qu'au même moment, à Munich, M. Strauss avait lui aussi mobilisé quelque cinquante mille partisans de la C.S.U. bavaroise pour leur rappeler que « Wash-

ington est le symbole de la liberté tandis que Moscou est celui de l'oppression ».

Trente-six trams spéciaux et d'innombrables autocars étaient arrivés dans la matinée. Mais, avant de s'occuper de politique, les manifestants se sont consacrés aux stands et aux restaurants improvisés, qui leur ont permis de déguster généreusement, en f. le, saucisses et chopes de bière, sous l'œil de policiers qui, pour une fois, n'avaient pas à craindre les attaques des « casseurs » de l'extrême gauche. Devant un café avoisinant la Hofgarten, certains membres des forces de l'ordre, soucieux de réorienter leur montre en cette journée d'effusion, mettaient pied à terre pour offrir du Coca-Cola à leurs chevaux !

C'est donc dans l'atmosphère la plus pacifique que la majorité silencieuse mobilisée par les chrétiens-démocrates a pu occuper la capitale pendant quelques heures en brandissant des drapeaux américains, en chantant *Glory hallelujah* ! et en écoutant le président de la C.D.U., M. Kohl, déclarer : « Chez nous, il n'y a pas de revanchisme et pas de militarisme. Notre peuple veut la paix. Une paix dans la liberté. » — J. W.

Suisse

Les électeurs ont repoussé un projet d'amélioration du statut des immigrés

De notre correspondant

Berne. — De justesse (par 690 339 non contre 690 432 oui), le corps électoral suisse a rejeté le dimanche 6 juin une nouvelle loi déjà adoptée par le Parlement, qui visait à améliorer le statut des immigrés. Ce résultat a surpris, car la plupart des partis, les associations professionnelles et les organes d'information avaient mené campagne en faveur des amendements proposés. Même Genève s'est distingué des autres cantons romands en repoussant la loi.

A part une petite opposition de gauche, qui l'estimait trop restrictive, le projet a surtout combattu par les milieux xénophobes. Pour l'Action nationale, formation en perte de vitesse ces dernières années, c'est le programme se limite à dénoncer l'emprise étrangère, ce référendum a été l'occasion de relever la tête.

M. Kurt Furgler, chef du département de justice et police, n'a pas dissimulé une certaine « tristesse » après ce scrutin. Attribuant la décision des électeurs à un « malentendu », il a estimé que certains d'entre eux avaient pu être influencés par le tassement de la conjoncture

et la crainte de perdre leur emploi.

Une autre consultation populaire avait lieu sur un projet de loi relatif au statut des étrangers. Les électeurs ont approuvé cette révision par 83,7 % de oui, en dépit de l'opposition de l'ensemble de la gauche et des syndicats. Cette loi d'une partie de la droite libérale et des organisations de jeunesse des « partis bourgeois ». Les opposants s'inquiétaient notamment des dispositions prévoyant la punition de l'incitation à la violence et les poursuites contre la préparation d'actes délictueux. Là encore, la peur a joué, et certains ont porté leurs fruits, tel celui-ci : « Si vous avez peur la nuit, votez oui ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Le Land ingouvernable

De son côté, la C.D.U. a fait un bond en avant remarquable, en passant de 37,6 % à 43,2 % des voix. Avec cinquante-six sièges au sein de l'Assemblée (contre cinquante pour le S.P.D.), les chrétiens-démocrates ne sont toutefois pas en mesure de s'installer au pouvoir, toute coopération entre eux et les écologistes et « alternatifs » étant inconcevable. Mais le bourgmestre social-démocrate, M. von Dohnanyi, ne peut plus exercer son autorité sans l'appui des opposants de gauche, avec lesquels toute alliance risquerait fort d'apparaître comme une capitulation du S.P.D. devant un courant politique qu'il a toujours combattu.

La première conséquence de la bataille politique qui vient de prendre fin est, on le rendra le Land de Hambourg plus ou moins ingouvernable. Dès maintenant, d'ailleurs, on peut songer à des élections anticipées, mais les ondes de choc déclenchées à Hambourg se font sentir aussi sur les bords du Rhin. Pour rétablir leur image de marque, les libéraux vont être conduits, plus que jamais, à se démarquer clairement du S.P.D. et de la C.D.U., ce qui ne peut qu'accroître les divisions au sein de la coalition socialiste-libérale. Au-delà de ce problème immédiat, la question est de savoir si M. Genscher et ses amis ne se sentent pas en danger, dans la mesure où il est possible un navire qui fait eau de toutes parts.

JEAN WETZ.

Espane

• L'ETA MILITAIRE A RENVERSÉ L'ASSASSINAT. Le samedi 5 juin à Santurce, près de Bilbao, M. Rafael Vega Gil, dix-neuvième victime de la violence politique au Pays basque depuis le début de l'année, a été tué par quatre bombes. L'explosion a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 juin à Saint-Sébastien et dans deux localités voisines. Elles visaient, outre des succursales de banque, la centrale thermique de Pasajes et un transformateur électrique à Renteria. Installations appartenant à la société Iberdrola, maître-d'œuvre de la centrale nucléaire de Lemiz, près de Bilbao, et dont la construction est interrompue depuis février 1981. Des attentats de l'ETA militaire. — (A.F.P., Reuters.)

Portugal

M. Pinto Balsemão remanie son gouvernement

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuters, D.P.T.). — Un remaniement ministériel partiel a eu lieu le samedi 5 juin à Lisbonne. Quatre nouvelles personnalités remplaceront dans le gouvernement des membres de la coalition de droite modérée de M. Francisco Pinto Balsemão, MM. Gonçalves Pereira (indépendant, ministre des affaires étrangères), José Crespo (parti social-démocrate, éducation), Quêros Martins (P.S.O., travail) et Fernando Amaral (P.S.O., ministre adjoint au premier ministre, chargé des relations avec le Parlement). Il s'agit, si le président de la République le confirme, de MM. Vasco Figueira Pereira, ambassadeur aux États-Unis, qui devient ministre des affaires étrangères ; José Fausto da Silva (indépendant, proche du P.S.O.), à l'éducation ; João Moraes (indépendant), au travail ; et Marcelo Rebelo de Sousa, un expert en droit constitutionnel, proche collaborateur de M. Balsemão, qui devient l'adjoint du premier ministre pour les relations avec le Parlement. Ce remaniement, plus tech-

nique que politique, ne modifie pas les rapports de forces entre les trois formations de la coalition majoritaire (contre le P.S.O., le centre démocratique et social et les monarchistes), mais pourrait redonner un peu plus de cohésion et de dynamisme à un gouvernement très critiqué, en vue des débats parlementaires sur la révision constitutionnelle, et avant les élections locales de l'automne. Le ministre du travail a aussi annoncé qu'il n'est pas de la coalition, pour n'avoir pas su faire face à une vague de grèves depuis la fin de 1981. Le ministre de l'éducation s'est accusé de n'avoir pas su contrôler les flux d'étudiants à l'entrée des universités. Le ministre des affaires étrangères, pour sa part, souhaitait s'éloigner de la vie publique et reprendre sa profession d'avocat.

Le premier secrétaire du parti socialiste, M. Soares, a pris à part le premier ministre à l'occasion de l'annonce de ce remaniement, réclamant sa démission.

politique

La fin du congrès de la jeunesse communiste

M. Marchais dénonce « ceux qui sont prêts à livrer la France à Reagan »

Le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste (M.J.C.F.) s'est achevé, dimanche 6 juin, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), par l'élection des cent dix-sept membres de son conseil national, lequel a élu le bureau national et réélu M. Pierre Zarka, député de la Seine-Saint-Denis, membre du comité central du P.C.F., au secrétariat général du Mouvement.

Le congrès avait adopté, samedi, une « charte de la jeunesse », appelant les jeunes à « lutter », non seulement pour « protéger », mais aussi pour « exploiter toutes les possibilités nouvelles offertes par les décisions gouvernementales ».

La fête d'« Avant-Garde », organe bimensuel du M.J.C.F., organisée, samedi et dimanche, dans le centre d'Ivry, a été l'occasion, le premier jour, d'une « journée de solidarité internationale » attirant un grand nombre de monde. M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, a rendu visite aux jeunes communistes, samedi matin.

Dimanche après-midi, après une « marche » de quelque trois mille personnes à travers la ville, M. Georges Marchais a dénoncé « ceux qui, hier, ont vendu leur âme à Hitler, et qui, aujourd'hui, sont prêts à livrer la France à Reagan ».

M. Marchais a souligné que, depuis la victoire de la gauche, « un nouveau climat, plus sain, plus confiant, entre la jeunesse et la société dans son ensemble, s'installe peu à peu ». Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « Tout cela, vous le concevez, naturellement, comme un début. Et c'est normal : il y a encore tellement de choses à faire pour qu'on puisse vraiment parler de changement dans les domaines essentiels ! Vous ne demandez pas la lune : vous savez bien que ça n'existe pas. Mais vous pouvez tout faire pour que ça aille mieux. »

« Vous avez raison. Ce sentiment, c'est celui qui provoque ces millions de Français qui ont contribué à la victoire de l'an dernier. S'ils ont fait ce choix, c'est pour voir résolus les grands problèmes qu'ils rencontrent. (...) Cette profonde transformation que vous réclamez, cette manière d'aborder et de résoudre tous les problèmes, c'est ce qui correspond le plus étroitement aux intérêts du peuple et du pays. C'est ce que nous voulons. »

M. Marchais a évoqué les problèmes de l'école, dont « tout le monde reconnaît, a-t-il dit, que c'est un problème ». Il a déclaré : « Vous vivez à l'heure de l'ordinateur et de la « puce » électronique, du magnétoscope et de la moto, du rock et de la bande

disque. Seuls les États-Unis, à en croire les vérités assénées tout au long de la fête, échappent au danger. Les jeunes communistes rêvent de la paix, troublée seulement par les armes yankees. « Reagan nous brise notre avenir », affirmait, sans rire, une jeune militante du Sud-Ouest.

Le héros du jour

M. Ronald Reagan était, ici aussi, le héros du jour. Son effigie en cowboy de la chaudière nucléaire ou en « Onele Sam » était offerte, ce week-end, aux critiques ou aux rires des participants de la fête du journal Avant-Garde, qui clôturait le congrès des jeunes communistes.

Dans chaque stand, dans le périmètre d'à peu près toutes les fédérations, sur le mode sérieux ou ironique, une cible unique, plus visible, en tout cas, que les autres, était exposée. Dans la France, l'impérialisme américain et ses méchantes bombes, racontés ici comme une bande dessinée pour enfants impressionnables. Pour l'occasion, on avait rasé le visage d'acier, culturel, Jacques Prévert : « Quelle connerie, la guerre ! » — et Boris Vian, dont une « sono » volontairement méliée les jets de bombes atomiques. Dans le centre d'Ivry, interdît à la circulation, des affiches, des dessins, étalant l'attention sur les fusées Pershing.

« Désarmement », proclamaient les badges sur les poitrines ou les jeans délavés. Mais l'illustration du cas vécu restait unilatérale.

Ph. Bg.

La préparation des élections municipales

LES RESPONSABLES FÉDÉRAUX DU P.S. INVITENT LA DIRECTION A LA « FERMÉTÉ » VIS-À-VIS DU P.C.F.

Les premiers secrétaires fédéraux du P.S. se sont réunis samedi 5 juin à Paris pour débattre de la réforme du mode de scrutin en vue des prochaines élections municipales.

Selon M. Paul Quilès, membre du secrétariat national et député de Paris, les responsables départementaux sont partisans d'une « attitude de fermeté » face au parti communiste, avec lequel existe un désaccord sur le système électoral.

A deux semaines de la convention nationale du P.S. (prévue à Cachan les 19 et 20 juin) qui fixera la stratégie électorale du P.S. pour les élections municipales et la procédure de désignation de ses candidats, les responsables fédéraux du P.S. ont entendu M. Jean Popereau, numéro deux du parti, leur exposer la proposition de la direction sur la réforme électorale. Celle-ci recouperait à quelque nuance près le projet gouvernemental.

M. Popereau est revenu sur ce sujet dimanche 6 juin à Lille, près de Lille, où il présidait une « école de la rose ». Répondant à M. René Piquet, qui, au nom du P.C.F., avait accusé le P.S. de « gloutonnerie » (le Monde du 5 juin), le député du Rhône a souligné que le P.S. revendique, dans la négociation, « ce à quoi il a droit, rien de plus, mais rien de moins ». Nous ne voulons pas manager dans l'écritte des autres », a-t-il ajouté.

Après avoir rappelé la décision du Bureau exécutif du P.S. de « rechercher l'union des composantes de la gauche, porteur, si possible, au premier tour », le secrétaire national a déclaré : « Nous tiendrons compte dans les négociations avec le P.C.F. de ce qui se passe dans chaque ville. En effet, a-t-il ajouté, comment pourrions-nous demander aux électeurs, dans des villes où ils nous ont portés en tête des suffrages, de voter pour le 25 avril, le 10 mai et le 20 juin 1981, de voter pour d'autres aux prochaines municipales ? »

Cet état d'esprit, selon M. Jean Popereau, est en accord avec les discussions entre communistes et socialistes. Mais, a-t-il ajouté, « nous ne sommes pas obsédés par les débats électoraux et nous avons encore tout à faire pour aboutir à un accord ».

La préparation des élections municipales motivera, le samedi 19 juin, la réunion d'une conférence nationale du P.S. Elle figurera, le même jour, parmi les travaux du comité central du P.P.R.

La décentralisation outre-mer

LES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES DES DOM PRÉSENTENT M. MITTERRAND DE SE PRONONCER

La commission nationale du P.S. chargée de l'outre-mer s'est réunie, vendredi 4 juin, à Orthez, sous la présidence de M. Laurent, Cebalès, maire de la ville, député du Val-de-Marne, délégué du parti aux DOM-TOM. Les délégués des trois fédérations départementales que le P.S. compte outre-mer (Guadeloupe, Martinique, la Réunion) ont notamment souhaité que le président de la République donne rapidement son avis à l'égard du projet de loi visant à instituer dans chacun des DOM une assemblée mixte élue au scrutin proportionnel. Au terme du conseil restreint qui avait examiné ce texte, le secrétaire national, M. François Mitterrand, s'est prononcé, en effet, un décal de réflexion.

« Ce silence devient insupportable », nous a déclaré le premier secrétaire de la fédération de la Martinique, M. Siméon Salpêtrier. Les espoirs nés le 10 mai 1981 sont en train de se dégrader, outre-mer, parce que l'opinion publique, relayée par la droite, finit par penser que le gouvernement n'a pas de politique pour l'outre-mer. M. Henri Emmanuel, o. parfaitement satisfaits des problèmes qui se posent chez nous, même nous-mêmes, de ses prédécesseurs, mais il faut reconnaître qu'il n'est pas suffisamment soutenu au sein des DOM. Le gouvernement ne nous a pas donné nos fédérations dans une position difficile parce que nous sommes à la fois les assises de la droite et les assises de la gauche. Le paradoxe, finalement, est que le plan social le gouvernement a-t-il fait depuis en matière de choses extraordinaires pour les DOM, mais ce bilan est équilibré dans le passé, est complètement occulté par ses problèmes politiques.

Les fédérations socialistes des DOM demandent que le projet de loi en préparation au secrétariat d'Etat soit examiné avant l'automne par le Parlement afin que les DOM puissent bénéficier dès 1983 d'un régime de décentralisation particulier.

30 :
Carlo
Fifth Avenue
Bar
Mozart
Paco rabanne
OUVERTURE
DES SOLDES
Mardi 9 Juin à 11h

هكذا من الأصل

M. BARIANI (rad.) : il faut renforcer l'aile réformatrice de l'opposition

A quelques jours d'intervalle, M. Didier Bariani, président du parti radical et M. Olivier Stirn, député (rad.) du Calvados, ont fait allusion aux initiatives qui seraient prises d'ici la fin du mois, pour favoriser un rapprochement d'hommes prêts à favoriser une alternance : « réformatrice » au socialisme.

Au terme de la réunion du bureau national du parti radical, jeudi 3 juin, M. Didier Bariani s'est déclaré convaincu qu'il « est de plus en plus indispensable de renforcer l'aile réformatrice de l'opposition ». Il a notamment affirmé : « Le nouveau paysage politique dans l'opposition après les différents congrès qui viennent d'avoir lieu crée des devoirs au parti radical. Contrairement à ceux qui pensent

qu'il n'est pas besoin de programme ni de doctrine, qu'il s'agit d'être opposant, les radicaux estiment qu'on ne prépare l'alternance « réformatrice » au socialisme qu'avec une attitude politique et des engagements clairs ».

De son côté, M. Olivier Stirn, a déclaré samedi 5 juin à Paris, devant les responsables nationaux du mouvement social démocrate qu'il préside : « Il ne s'agit pas pour nous de créer un parti politique mais d'être le moteur dans l'opposition d'un courant social-démocrate qui puisse réunir les socialistes d'aujourd'hui, les radicaux, les centristes, les gaullistes et tous les hommes de progrès. Une autre voie, que celle de la droite doit être envisagée pour critiquer la majorité actuelle. Dans cet esprit, des initiatives seront prises d'ici la fin du mois ».

La critique des projets Auroux

M. BERNARD PONS (R.P.R.) : une législation faite pour les apparatchiks de la C.G.T.

M. Bernard Pons a précisé, dimanche 9 juin, lors du Club de la presse d'Europe 1, que le R.P.R., dont il est le secrétaire général, présenterait son programme « face à la politique actuelle du gouvernement » lors d'un congrès « extraordinaire » qui se tiendra à la porte de Versailles, le 23 janvier 1983. Cette manifestation ouvrira en fait la campagne pour les municipales.

Il a indiqué qu'il ne fait pas crédit : « aux déclarations que M. Mitterrand doit faire dans sa conférence de presse du 9 juin, précisant : « Chaque fois les résultats démentent totalement ses déclarations. Chaque semaine apporte une mauvaise nouvelle ». Evoquant les projets Auroux, M. Pons a déclaré : « Le gouvernement Mitterrand - Mauroy - Marchais légifère pour certains syndicats politiques et non pour l'ensemble des salariés (...). La législation mise en place est faite pour les quelques deux à trois mille apparatchiks de la C.G.T. ».

M. Pons avait annoncé à la fin de la semaine que M. Jacques Chirac prononcerait un discours, jeudi 10 juin, à Paris, au cours d'un colloque organisé par le R.P.R. sur le thème « Entreprises et Libertés ».

LE PARTI DÉMOCRATE FRANÇAIS PRÉCONISE LA CRÉATION D'UN « COMITÉ DE LIAISON DE L'OPPOSITION »

Le parti démocrate français a réuni samedi 5 juin à Paris son congrès constitutif.

Créé par M. Guy Gennesseaux, adjoint au maire de Paris, ancien radical de gauche et démissionnaire du parti radical valaisien, le P.D.F. veut se situer « à gauche de l'opposition » et « construire une société de troisième type, moderne, ni libérale plus ou moins avancée, ni socialiste plus ou moins démocratique ».

Le congrès lance « un appel solennel, devant l'opinion publique, à toutes les Françaises et les Français pour engager ensemble un processus d'élaboration du grand projet politique qui constituera une véritable alternative au socialisme marxiste (...) ». Ce projet reposera sur une majorité de principes. Principes de la défense de toutes les libertés, d'une nouvelle construction européenne, de la défense de la sécurité des Français, d'une morale de l'effort et de la responsabilité.

Le P.D.F. propose à tous les partis « hostiles à la politique de l'actuel gouvernement » de constituer un « comité de liaison de l'opposition » représenté par cinq membres de chaque parti : P.D.F. - P.R. - C.D.S. - Rad. - R.P.R. - C.N.I.F.



L'exemple de Toulon - Grand Var (ouverture : 1978) : 54 000 m² / 100 boutiques / 400 emplois / 8 000 000 de visiteurs par an / Chiffre d'affaires 1981 : 897 millions de francs.

LA CREATION D'ESPACES UTILES

L'immobilier dans la distribution : un investissement productif

PREMIÈRE ACTIVITÉ nationale, la construction immobilière ne se réduit pas à la construction de logements. On ne sait pas assez que, chaque année, l'immobilier industriel, commercial et touristique représente un peu plus du tiers des surfaces construites et un peu plus du tiers des investissements.

La fonction commerciale est primordiale dans la naissance et la croissance des villes.

Depuis douze ans, la Banque Privée de Gestion Financière, BPGF, assure, avec le concours de compagnies d'assurances et de caisses de retraite et de prévoyance, ou au travers de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, le financement des murs de centres commerciaux.

À la fin de 1982, 600 000 mètres carrés de surfaces de vente avaient été construits grâce à son intervention.

Le but est triple : aider à la modernisation de l'appareil de distribution français dans l'équilibre des formes traditionnelles et modernes du commerce, participer au développement régional (création d'emplois permanents, valeur ajoutée, recettes pour l'État et les collectivités locales), offrir à l'épargne longue des possibilités de s'investir dans de bonnes conditions de rentabilité et de sécurité.

Quelques références

Rénovation de centres villes
Montpellier, Le Polygone.
Strasbourg, Place des Halles.

Centres commerciaux de villes nouvelles
Cergy-Pontoise, Les Trois Fontaines.
Le Vaudreuil.

Centres périphériques
Toulon, Grand Var.
Tours, Chambray 2.

Centres commerciaux spécialisés
Le Havre - Gousserville.
Villeneuve-la-Garenne.

Centres de voisinage
Masséna 13, Paris 13^e.
Centre Saint-Didier, Paris 16^e.

Des projets

Angers, Grand Maine.
Montgeron.
Carcassonne, Salvaza.
Senlis, Villevert • Sète, Balaruc.

BANQUE PRIVÉE DE GESTION FINANCIÈRE
BPGF

département immobilier - 61, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 256.48.48

18 heures 30 :
Monte-Carlo
rencontre Fifth Avenue
du nouveau Bar
du Meurice

AIR CONDITIONED

228, rue de Rivoli 75001 Paris

paco rabanne



Homme
Solde sa collection
printemps-été 82

**OUVERTURE
DES SOLDES**
Mercredi 9 Juin à 11 h

Costume 100% coton... 850F 500F
Costume gabardine
pure laine... 1.280F 800F
Veste Wash et Wear... 499F 350F
Pantalon... 290F 180F
Chemise 100% coton... 209F 130F
Blouson sportwear... 479F 330F
etc... etc...

paco rabanne

30, bd des Italiens - Paris 9^e - Tél. 770.51.47
30, rue de Berri - Paris 8^e - Tél. 256.08.38

Le Monde

société

MÉDECINE

La préparation des réformes hospitalières

- Tous les médecins auront un statut unique
- Le personnel médical sera recruté sur concours

Le professeur Jacques Latrille, directeur de cabinet au ministère de la Santé, a tracé, samedi 5 juin, les grandes lignes des prochaines réformes hospitalières, au cours d'une rencontre avec les animateurs d'une intersyndicale représentant près de sept mille médecins hospitaliers. Il a aussi indiqué le calendrier législatif en la matière.

Celui-ci devra en partie tenir compte de la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics.

Ces réformes devraient profondément modifier l'actuelle organisation médicale de l'hôpital. Il est notamment acquis que tous les médecins hospitaliers à plein temps bénéficieront dans quelques mois d'un statut unique. Un concours national assurera leur recrutement. Suivra la mise en place des départements hospitaliers. Le ministère de la Santé n'en donnera pas de définition officielle, laissant dans ce domaine, semble-t-il, l'initiative et le choix aux praticiens.

« Statut unique », « département ». Ces deux notions sont à l'ordre du jour, aujourd'hui, dans tous les échelons hiérarchiques de la communauté médicale hospitalière française. En acceptant de faire le point devant les animateurs d'une intersyndicale née au fil des différentes séances de concertation au ministère de la Santé, M. Latrille a répondu à autant de questions qu'il en a suscitées. Plusieurs points semblent néanmoins acquis qui ne devraient pas être modifiés par les concertations à venir.

L'ensemble des médecins hospitaliers à plein temps bénéficieront d'un statut unique. En ce qui concerne la tarification, huit ou neuf hôpitaux en France ont expérimenté la formule d'un budget global. Les conclusions sont actuellement étudiées au ministère de la Santé.

Enfin, s'il a bien confirmé la récente création de mille cinq cents postes de médecins hospitaliers, M. Latrille a aussi indiqué que tous n'auraient pas été ouverts, certains conseils d'administration refusant des créations ou certaines directions départementales de l'action sanitaire et sociale bloquant les transmissions.

JEAN-YVES NAU.

RELIGION

Pour la première fois

UNE FEMME A LA TÊTE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE D'ALSACE ET DE LORRAINE

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Pour la première fois en France, une femme va présider aux destinées d'une Église protestante. Il s'agit de Mlle Thérèse Klipfel, qui vient d'être élue à la tête du Conseil synodal de l'Église réformée d'Alsace et de Lorraine et succède dans cette charge au pasteur Christian Schmidt, en poste depuis deux ans. Son élection n'a été acquiescée qu'au quatorzième tour, avec deux tiers de scrutin favorables, la majorité de 75 % étant requise lors des trois premiers tours.

Agée de soixante-deux ans, Mlle Klipfel a été ordonnée pasteur en 1955, après des études de théologie, et a occupé les postes d'aumônier d'école normale à Strasbourg. Depuis 1969, elle dirigeait le secrétariat général de la commission régionale des catéchèses des Églises protestantes d'Alsace.

L'Église réformée d'Alsace et de Lorraine regroupe cinquante-cinq paroisses avec quelques cinquante mille fidèles d'obédience calviniste. Mais la grande majorité des protestants de cette région sont luthériens et deux cent mille appartenant à l'Église de la confession d'Augsbourg.

FAITS ET JUGEMENTS

Dix-sept millions d'amendes pour fraude sur le saint-émilion.

Bordeaux. — De lourdes condamnations ont été prononcées, vendredi 4 juin, par le tribunal correctionnel de Libourne contre le président et le directeur d'une coopérative viticole de Fuisseguin (Gironde).

A la suite d'un contentieux avec un coopérateur, on avait en effet découvert que 23 000 des 30 000 hectolitres de la récolte de 1974 avaient eu droit à l'appellation contrôlée alors que 53 % seulement de la récolte pouvaient y prétendre. L'époque, seule les moindres titrant 11 degrés avaient en effet droit à la chaptalisation et à l'appellation contrôlée. L'enquête avait prouvé qu'on avait mélangé des vendanges de qualités différentes.

Les bouteilles portant l'appellation libourne-saint-émilion du millésime 74 restées en possession de cette coopérative ont été saisies et données à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Le président, M. Raymond Bonnot, a été condamné à 50 000 F d'amende et à un an d'emprisonnement avec sursis. Le directeur, M. Lacroix, à 50 000 F d'amende et à trois ans d'interdiction d'exercer la profession de directeur salarié. Le total des amendes fiscales se monte à 17 millions de francs. — (Corr.)

Deux ans de prison pour le principal responsable de l'enlèvement de M. Pitou.

La cour d'assises des Alpes-Maritimes a condamné samedi 5 juin à deux ans de réclusion criminelle Rocco Magnochi, le principal responsable de l'enlèvement de M. Guy Pitou, un administrateur de sociétés disparu le 30 janvier 1980 à Valbonne (Alpes-Maritimes) et libéré par ses ravisseurs deux semaines plus tard.

La cour d'assises a prononcé des peines modérées contre le « clan calabrais » : six années d'emprisonnement pour Fortunato Tripoli, cinq années pour son épouse, Girolina. Un autre inculpé, Eugène Nammur, un ancien employé de M. Pitou, a été acquitté. Au cours de ce procès a été évoquée la lavaine policière survenue pendant l'enquête pour retrouver M. Pitou. Un gardien de la paix d'Antibes, Philippe Mazza, avait été tué par des policiers de la brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.) de Nice, embusqués près de la maison où était séquestré l'homme d'affaires. L'épouse de M. Magnochi a été condamnée à deux ans de prison pour complicité de l'enlèvement de son fils Nicolas, cinq ans.

Un attentat à l'explosif a été commis, samedi 5 juin, à Paris contre la librairie dont le pro-

prétaire, M. Michel Rousseau, avait été tué d'un coup de carabine, le 27 mai, un cambrioleur qui s'était introduit dans son magasin (Le Monde daté 30-31 mai). L'explosion a provoqué des dégâts importants dans la librairie, située 2, avenue de la Porte-Saint-Paul (19^e). Dans la nuit du 26 au 27 mai, M. Rousseau, âgé de cinquante ans, lassé des cambriolages répétés dont il avait déjà été victime, dormait sur un lit de camp dans son arrière-boutique, une carabine 22 long rifle à portée de la main lorsqu'il avait été réveillé par un bruit d'explosion. Un jeune homme, âgé de vingt ans, Pascal Bastien, s'avancant dans la librairie lorsqu'il fut atteint en plein cœur.

La mort du jeune Sylvain. — Pour répondre à des informations remises en cause la thèse du suicide après la mort du jeune Sylvain, 11 ans, le 18 juin 1981 au domicile de ses parents à Argentan (Orne) (Le Monde daté 31-22 juin 1981) le père de l'enfant a publié une déclaration dans laquelle il rappelle que « depuis la mort tragique de Sylvain il a tout fait pour que la justice et la vérité permettent d'établir les responsabilités de chacun. Les rapports d'expertises demandés par le juge d'instruction, a ajouté le père de la victime, n'ont jamais conclu que Sylvain avait été tué par autrui. Autrement, il va de soi que des incriminations auraient été prononcées depuis longtemps. »

CARNET

Réceptions

— M. Hédi Mabrouk, ambassadeur de Tunisie, a donné vendredi 4 juin, dans le jardin de sa résidence, rue Barthe-de-Jouy, une réception à l'occasion de la fête de l'Unité nationale. M. Mabrouk a reçu les membres du conseil d'administration de l'Association tunisienne de la Santé, ainsi que les membres du conseil d'administration de l'Association tunisienne de la Santé, ainsi que les membres du conseil d'administration de l'Association tunisienne de la Santé.

Décès

Jean-Marie DAUZIER

Mme Jean-Marie Dautzier, M. et Mme Pierre-Louis Dautzier, M. et Mme Gilles Dubautier et leur fille.

Mme Maurice Dautzier, M. et Mme Pierre Dautzier et leurs enfants.

Mme Maurice Berru, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie DAUZIER, survenu le 5 juin 1982, dans sa cinquante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 juin, à 16 heures, en l'église de Courtil (Corrèze), suivie de l'inhumation.

Une messe sera dite en l'église Saint-Sulpice, à Paris, le mercredi 9 juin, à 11 heures.

(Né à Courtil (Corrèze), dont il était maire, Jean-Marie Dautzier, diplômé de l'Institut national agronomique, avait commencé sa carrière en 1949 comme directeur de la Consédération générale des agriculteurs, chargé des questions économiques internationales. En 1953, il était nommé adjoint au commissaire général à la productivité, chargé des questions agricoles. Inspecteur de l'économie nationale en 1954, il était alors entré au Commissariat général au Plan comme expert économique d'état. Entre-temps, il avait occupé comme conseiller technique aux cabinets de MM. Robert Buron, puis Pimlin. Il était nommé en 1960, secrétaire du Centre national du commerce extérieur, puis entré, en 1964, à la Caisse nationale de Crédit agricole.

Le Père Jean VILLAIN

On nous prie d'annoncer le décès de

R.P. Jean VILLAIN (s.j.), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, ancien directeur de l'Action populaire et des études.

survenu à Nantes, le 3 juin 1982, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Nantes, les 4 et 5 juin 1982.

(Né le 16 décembre 1902, le Père Jean Villain était entré chez les Jésuites en 1921 à la suite de sa sortie de Polytechnique. Ordonné prêtre en 1925, il avait participé à la création de l'Union sociale des ingénieurs catholiques, tout en exerçant son ministère comme aumônier à Polytechnique. En 1930, il devient, à Venise, directeur adjoint de l'Action populaire, consacré avant tout à l'étude de l'enseignement social de l'Église, publiant trois volumes à ce sujet et servant de conseiller à la J.O.C. et à la C.F.T.C. Après la guerre, il s'était intéressé à la rédaction d'une charte du travail et aux nationalisations, d'un point de vue chrétien. De 1946 à 1952, il fut directeur

de l'Action populaire et, de 1952 à 1958, directeur de la revue « Études ». En 1959, il devint supérieur de la Communauté des Jésuites de Grèce. En 1961, il fut élu à la présidence de la Commission nationale de la culture, où il a apporté aux artistes-ouvriers.

— Mme Marcel Bleu, 50 rue de la République, 93340 Le Raincy, ont la douleur de faire part du décès de

Marcel BLEU, de sa fille Marie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 8 juin, à 14 h. 15, en l'église Notre-Dame de la Résistance, 93340 Le Raincy.

— Les collaborateurs et le personnel des Editions Bien-Publicité, prient d'annoncer le décès de

Marcel BLEU, leur directeur général, survenu le 5 juin 1982, à l'âge de cinquante-huit ans, à la suite d'une courte et pénible maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 8 juin 1982, à 14 h. 15, en l'église Notre-Dame de la Résistance, 93340 Le Raincy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— René Courret, son fils.

Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès, le 20 mai 1982, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

Mme Emilie COURET, née Marie-Louise Chevalier.

Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme André Clément, ses enfants et petite-famille, ont la douleur d'annoncer le rappel à Dieu de

Bernard André CLÉMENT, au ministère de l'Économie et des Finances, survenu à Paris, le 31 mai 1982, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Châteaufort-Thierry, 141, rue Nationale, 75012 Paris.

— Mme André Lanes, son fils, M. et Mme Jacques Thérèse et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André LANES, croix de guerre 1939-1945, administrateur, de biens honoraires, survenu le 2 juin 1982, en son domicile, à l'âge de soixante-dix ans. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 4 juin 1982.

Loupillon, 47170 Villeneuve-de-Mazis.

— On nous prie de faire part du décès, survenu à Paris-13^e, le 2 juin 1982, dans sa soixante et unième année, de

M. Pierre LAYUS.

Une messe sera célébrée à sa mémoire en l'église Notre-Dame de Ménilmontant, Paris-13^e, à 11 heures, le jeudi 10 juin 1982, à 11 heures.

N'envoyez pas de fleurs.

Vos prières seront le témoignage de votre sympathie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Jacques Thon-Debe et leurs enfants, l'ingénieur général et Mme Jean Thon-Sarrat et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Veuve ALFRED TISON, pleureusement endormie à Denain, le 1^{er} juin 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 juin 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Denain (Nord).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur Maurice Toubiana, Le docteur Claude Toubiana, Mme Annie Toubiana-Cremades et son mari, Anna Germaine Toubiana, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Gabrielle TOUBIANA, née Laloum, survenue le 25 mai 1982, à Paris-13^e, à l'âge de 82 ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 26 mai 1982, dans les landes, à Sainte-Eulenne-d'Orthe (40300), 56, rue de Selne, 75006 Paris.

— Mme Maurice Verdier, M. et Mme Jean-Marie Verdier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice VERDIER, premier président honoraire de la Cour de cassation, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1914-1918, survenu à Paris, le 6 juin 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 juin, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 191, boulevard de Montparnasse, Paris-14^e, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Jean-Louis Verdier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

— Nous apprenons le décès du général Jacques VERGUES, grand officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 juin, à 10 h. 30, en l'église de Lucury-Lévis (Ailier).

(Né le 2 mars 1923 à Lucury-Lévis (Ailier), Jacques Vergues, officier de réserve dans les Communautés d'Armées, durant la seconde guerre mondiale, resté dans l'armée après 1945, où il sert, notamment, comme chef de parachutisme, le commandement du 8^e groupe de chasseurs portés à Vichy (Ailier-Nord), qu'il transforme en corps mécanique.

Après plusieurs fonctions d'état-major, Jacques Vergues devient, comme général de brigade, adjoint au général commandant la 1^{re} division parachutiste à Paris, en 1973 et il prend, en janvier 1978, le commandement de la 1^{re} division d'infanterie à Limoges. Avec le grade de général de division, il devient en novembre 1979, major des forces françaises outre-Rhin.

Remerciements

— Les disciples et l'Association Zen internationale, remercient très vivement tous ceux qui leur ont adressé leurs messages de sympathie et leurs vœux pour la continuité de la mission de

Koshi TAISEN DESHIMABU, supérieur général du Soto Zen pour l'Europe et l'Afrique, décédé à Tokyo, le 30 avril 1982.

Et tous conviés à la cérémonie d'inhumation, qui aura lieu le dimanche 20 juin 1982, à midi, à La Geneslère, 41320 Candé-sur-Sevroux - Valaire (14 km de Blois).

Association Zen internationale, 48, rue Perceval, 75014 Paris. (Tél. : 543-86-89).

Anniversaires

— Pour le quarantième anniversaire de sa mort nous demandons leur peine à ceux qui ont connu le docteur Etienne GELLET.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le jeudi 10 juin 1982, à 10 heures, en l'église Saint-Médard (Paris-19^e), à l'intention du

compte Joss de BEAUREPAIRE. De la part de ses enfants et petits-enfants.

Communications diverses

— Le centre d'études balkaniques annonce que pour cause de maladie, M. Dragica Vukobratovic ne pourra pas se rendre à la conférence, prévue le 10 juin 1982 à 18 heures dans les salons de réception de l'UNESCO. Cette conférence est reportée pour l'hiver 1983.

— La librairie Flammarion du Centre Georges-Pompidou, invite à venir au Palais National, à Paris, le mardi 8 juin 1982, à partir de 19 heures.

David Scharer, prix littéraire étranger 1981, y dédicacera son livre.

HÔTESSE TUNON
UN VISA POUR TOUTES
LES PROFESSIONS
DE L'ACCUEIL

École
Internationale
d'Hôtesse
TUNON

(Grandes écoles privées).

22 ECOLES TUNON dans le monde
75008 PARIS

164, Avenue Saint-Honoré
(1) 359.45.18 Fondée en 1964

Journées portes ouvertes
le 16 juin à partir de 14 h 30

GRAND-PALAIS

mardi 8 juin
vernissage de 18 à 21 h

**SALON
COMPARAISONS**

peintures, sculptures, tapisseries
avec
un groupe érotique
jusqu'au 27 juin

**PARIS
LIMA
PARIS**

A PARTIR DE

3890

FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE

1, rue Cassette (M^o St-Sulpice) 75006 Paris Tél. 544.39.61
17, rue d'Artois (M^o Opéra) 75002 Paris Tél. 268.13.94
Demandez notre documentation dans nos agences.

ESMOS

UN FILM DE GLOB PANG

VALENTINA

UN FILM DE

MOURIR A

UN FILM DE

Présentées avec le concours de "SOLIDARITE"

LES BALLET

vous offrent un

POLOGNE D'HIVER

du

RTL

FRAS

Le Monde

culture

EXPOSITIONS

DESSINS D'POUSTEGUY A L'ARC

Humeurs

Pousteguy, comme la plupart des sculpteurs, dessine beaucoup. Pour l'occasion de l'exposition, il a organisé un atelier de dessin monumental, que pour y échapper et vagabonder hors des contraintes matérielles, spatiales et temporelles de l'œuvre à faire en dur. A peu d'exceptions près, les dessins présentés à l'ARC, deux cents choisis parmi les cent mille réalisés, depuis quarante ans, ne rappellent pas d'ambles l'homme du marbre et du bronze, qui engage tout l'être humain, y compris ses petites histoires, dans l'histoire, et au-delà, l'histoire sur laquelle il est toujours, bien sûr, une affaire de corps approché au doigt et à l'œil, au coin d'un bras, au détour d'une fesse, une façon de dire la chair, caracassée, foulée dans ses creux et ses plis, mais autrement : rapide, instantanée, fantaisiste, ludique.

Au crayon gras, à l'encre de Chine, au charbon, au fusain, de série en série ponctuelle, occasionnelle, la main navigante et improvisée, imprévisible et indisciplinée, multiple et dévouante de mobilité, tout à tour de miel, va-

ROCK

The Cure à l'Olympia

A force de tournées régulières et en suivant une ligne de conduite méthodique, l'ascension de Cure s'est faite progressivement mais, à l'image de la musique, pourrait-on dire, de façon inéluctable. C'est un bel exemple que celui de ce groupe, né en 1976 dans le Sussex et qui, après avoir connu quelques remaniements internes, a retenu la formule du trio - Robert Smith (guitares, chant, claviers), Simon Gallup (basse, claviers), Laurence Robertson (batterie). Un exemple d'intégrité et de conviction à l'égard des mécanismes et des circuits habituels du show-business, reposant strictement sur une création en prise directe avec le public et en rupture avec les courants qui se sont succédés.

La musique est d'une incroyable dureté, chargée de ces traumas, et de cette violence sourde et latente qui trahissent dans les cris de

COSMOS
LE NOUVEAU FILM DE Gleb PANFILOV
VALENTINA

MOURIR A TRENTE ANS
UN FILM DE ROMAIN GOUPIL
CAMERA D'OR
PRIX DE LA JEUNESSE
CANNES 1982

Présentés avec le concours du "CONGRES POLONIA" et de "SOLIDARITE avec SOLIDARNOSC"

LES BALLETS MAZOWSZE

vous offrent un spectacle émouvant et fascinant
POLOGNE D'HIER et de TOUJOURS
du 15 juin au 2 juillet 1982

Soirées à 20 h 30 : les 15-17-18-19-22-23-25-26 et 30 juin et les 1^{er} et 2 juillet

matinées à 15 h 30 : les samedis 19 et 26 juin et mercredis 23 et 30 juin

matinées à 17 h 30 : les dimanches 20 et 27 juin

PRIX DES PLACES
Fauteuil 1^{re} série : 120 F.
Fauteuil 2^e série : 90 F.
Balcon 1^{re} série : 65 F.
Balcon 2^e série : 40 F.

Renseignements au 828.40.48

au **PALAIS DES SPORTS**

location au Palais des Sports de 12 h 30 à 19 h
location par téléphone au 828.40.90 sauf dimanche
location dans toutes agences et FNAC

LOCATION PAR CORRESPONDANCE

Remplissez ce bon en indiquant 2 dates par ordre préférentiel

Retournez-le au Palais des Sports - Porte de Versailles 75015 Paris, avec votre règlement à l'ordre du Palais des Sports et une enveloppe timbrée à vos nom et adresse pour la réponse.

Si vos billets ne vous parviennent pas 5 jours avant la date la plus proche choisie, réclamez téléphoniquement au 828.40.10.

BON DE COMMANDE à adresser au : **PALAIS DES SPORTS - Porte de Versailles - 75015 Paris**

Nom : _____ Adresse : _____ Code Postal : _____ tél : _____

Indiquer : 1^{re} _____ 2^e _____

2 dates : 1^{re} _____ 2^e _____

2 billets : 1^{er} _____ 2^e _____

DANSE

AU PALAIS DES CONGRÈS

Soirées « patchwork » du Kirov

Un des cinq programmes présentés par le Kirov au Palais des congrès est composé d'extraits du répertoire et de chorégraphies contemporaines. Cela donne une soirée copieuse, variée et fort intéressante, car elle permet aux solistes de donner une idée de leur amplitude de registre.

La soirée s'ouvre sur l'acte des Ombres de la Bayadère avec le descriptif rituel de tout le corps de ballets tirant ses arabesques sur un plan incliné. On a déjà vu tant de défilés précautionneux aux équilibres vacillants que l'on apprécie, que l'on savoure, cette progression souple et calme. Malgré l'écharpe de gaze qui plonge leurs épaules dans un flou artistique, les danseuses jouent mollement de leurs bras. Irina Tchistakova, enjouée, se distingue dans la première variation. On la retrouvera un peu plus tard dans une chorégraphie de Dmitri Biantsev, Variations sur un thème des années 30 (musique de Chostakovitch).

Avec Constantin Zaklinski, affublé d'une casquette de voyou, Irina Tchistakova se livre à un enchaînement de pas burlesques à mi-chemin entre le flâneur et la danse de caractère, le comique étant encore le meilleur moyen d'échapper à l'académisme officiel, à moins de sombrer dans une expressionnisme appuyé rappelant la style Laban. C'est ce que propose ce même Biantsev avec un fils prodigue, réduit à une mimique statique et véhémente. Un autre jeune espoir de la « danse moderne », Boris Elmann, a composé sur l'Adagio d'Albinoni une sorte de fresque fumeuse et convulsive mettant en valeur le visage pathétique et les quintessences plastiques d'Eugène Ioffe, qui ne serait pas déplacé parmi les solistes de Béjart.

C'est classique, voici le « grand pas » de Diane et Actéon dans une chorégraphie d'Agrippine Vaganova, avec le sympathique Nicolas Kournik, déguisé en Terzan musclé à la limite de la charge ; puis le Papillon, de Pierre Lacotte, d'après Taglioni, où Kolpakova volete joyeusement dans le plus pur style romantique autour d'un Serge Berezneff aux équilibres incertains. Le « grand pas classique » du Carnaval de Venise paraît long et conventionnel. En revanche, Mezentsev, si décevant lors de ses premières prestations, donne une Mort du cygne bouleversante où elle parvient à faire oublier les clichés accumulés par presque siècle de gais.

La soirée s'achève sur le « Divertissement » de Paquita (version Vaganova) détaillé à la perfection par la fine, l'élégante Olga Tchistakova. La plus extraordinaire est qu'avec son partenaire Murat Dokuayev elle

interprète également la Wabern opus 5, de Maurice Béjart. Entraine à Leningrad par Jacqueline Rayet, qui crée le rôle, elle réussit, par le fini et le posé de ses gestes, à donner un éclat nouveau à ce très bel adage. De même, Natalia Bolchakova et Vadim Goutaiev dansent de manière très personnelle Bhakti, de Béjart (pas de deux du troisième tableau). En gommant le caractère heurté, éronique, ils lui confèrent une harmonie rappelant la courbe douce des sculptures indiennes.

Il est bien évident que le jour où ils en auront l'opportunité, les danseurs du Kirov seront à même de maîtriser toutes les formes de danse contemporaines.

MARCELLE MICHEL

* Palais des congrès, les 8, 9 et 12 juin, à 20 h 30 ; le 13 juin, à 15 h 30.

THÉÂTRE

Ecritures de femmes à Théâtre ouvert

Bérangère Bonvoisin, Michelle Marquis, Hélène Cixous lisent ce lundi 7 juin, à 21 heures. Je me suis arrêtée à un mètre de Jérusalem c'était le paradis, un texte inédit d'Hélène Cixous qui, auparavant, à 18 h 30, dirige un dialogue public.

Chaque jour, jusqu'au 12 juin, Théâtre ouvert présente au jardin d'hiver des textes d'auteurs féminins « mis en voix ». Le 8, Louise Doreglie. Le 9, à 18 h 30, Agnès Cécilior et, à 21 heures, Michèle Fabien. Le 10, à 18 h 30, Annie Dana, et, à 21 heures, Ninon Ozanne. Le 11, Mona Thomas, à 18 h 30, et Madeleine Lark, à 21 heures. Le 12, à 18 h 30, aura lieu le second dialogue public, suivi, à 21 heures, d'une pièce de Danielle Sallenave.

Mort de l'acteur René Arrieu

Le comédien René Arrieu, sociétaire de la Comédie-Française, est mort le 6 juin, à Paris, d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-huit ans.

[Né en 1924, René Arrieu entre au Conservatoire et dans la compagnie Renaud-Barrault avant d'être engagé en 1957 à la Comédie-Française, pour les emplois de grand premier rôle auxquels le destin, sa stature, sa voix, sa nature de tragédien. Nommé sociétaire en 1970, il joue Racine, Victor Hugo, Corneille. A l'Odéon, dans la mise en scène d'Henri Ronse, A Memphis il y a un homme d'une force prodigieuse a été sa dernière création.]

MUSIQUE

Le vrai Boris

(Suite de la première page.)

Voilà donc un premier pas, mais c'est un pas de géant : aussi se bannit-on à observer, par souci d'exactitude et, sans le moindre intention méprisante, que quelques coupures ont été pratiquées, cependant que l'on a conservé le tableau devant Sainte-Basile, supprimé par Moussorgski dans la rédaction définitive de son ouvrage lorsqu'il décida d'achever l'opéra sur l'épisode de la forêt de Kromy.

Pour la mise en scène et les décors, l'Opéra de Lille s'était adressé au Grand Théâtre de Genève, où Petrika Ionesco avait imposé, en mai 1981, une vision vivement controversée (le Monde du 26 mai 1981) mais dont on ne peut nier la beauté plastique ni la qualité du travail de direction d'acteurs. Cette transposition dans la Russie du dix-neuvième siècle, la relative incongruité des lieux (les appartements du tsar devenant une sorte de tombeau gigantesque), se trouvent largement compensés par la vélocité du jeu des protagonistes et par l'espèce de fascination qui se dégage naturellement d'une suite de tableaux aux couleurs harmonieuses, aux mille détails à partir desquels l'imagination peut vagabonder.

Ce n'est là qu'une vision extrême de l'œuvre mais dans ce cas particulier du retour à la partition originale, on pouvait trouver une sorte d'accord entre le renouveau aux fastes de Rimski-Korsakov et ce dédain des images traditionnelles que le souvenir de Chaliapine a si fortement marqué de son sceau. L'œil, parfois, aide à entendre et ce dépaysement visuel incite peut-être à prêter une autre attention à la partition, comme s'il s'agissait d'un ouvrage absolument différent de celui qu'on connaît.

C'est dans l'écriture orchestrale que se trouvent les différences les plus remarquables entre l'original et

les arrangements successifs. Les ovations spontanées qui ont salué les musiciens à chaque entracte prouvent, s'il en était besoin, que l'orchestration de Moussorgski produit un effet incontestable et que les fins de scène pianissimo sont capables d'attirer des applaudissements aussi vifs que lorsqu'elles ont été transformées en détonateurs par des révéreurs bien intentionnés. Il n'existe donc plus aucune raison, pour les théâtres qui renouvelleront l'expérience, de craindre un accueil moins chaleureux.

Placé sous la direction de Rousslan Raytcheff, l'Orchestra de l'Opéra du Nord a montré un souci de bien faire qui compensait largement certaines insuffisances. Les chœurs se trouvaient renforcés par ceux de la radio-télévision de Cracovie (ceux-là mêmes qui avaient participé à l'unique enregistrement réalisé à ce jour). Malheureusement, les impératifs de la mise en scène rendant difficile une exacte synchronisation avec la fosse, la puissance de cette masse chantante perdait une partie de son efficacité. De la très nombreuse et homogène distribution, on retiendra principalement le magnifique Boris de Boulat Minjickiev, Wladimir Ochman (Dimin), un ténor dont la vaillance avait conquis, dans le rôle de Tamino, le public d'Orange, Jean Brun, inoubliable Varlaam, rude et truculent, mais aussi Viorica Cortez (Marina), Simone Codinas (l'Hôte), Maria Sertova (la Nourrice), Gérard Serkoyan (Pamélus). Il faudrait citer tout le monde, et mieux vaut renvoyer le lecteur à la retransmission télévisée (1) après lui avoir recommandé la lecture du livre de Maurice Le Roux sur Boris Godounov aux éditions Aubier, qui fait le point sur les « versions » successives avec d'éclairantes comparaisons.

GÉRARD CONDÉ.

* Mardi 29 juin, FR 3, 20 h 30.

A PARTIR DU 15
100 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
MADELEINE
COMPAGNIE VALÈRE DESAILLY

L'Alouette

JEAN ANOUILH

SPECTACLE CONÇU ET RÉALISÉ PAR **MARIO FRANCESCHI**

JEAN DAVY-JEAN DESAILLY ANNE-MARIE PHILIPPE
YVAN VARCO-HENRI DEUS BERNARD VALENBERG
ODILE MALLET CHARLES VERCORS JEAN-MARIE FERTY
JEAN PERIMONY-JEAN JUILLARD JEAN-JACQUES DULON
DIDIER PAIN BRIGITTE WINSTEL EDMUND DECHARTRE
GENEVIEVE DINQUART MICHEL BERTAY ERIC LAGARDE

LOCATION : 265.07.09 ET AGENCES

UGC ERMITAGE (v.o.) - UGC DANTON (v.o.) - GRAND REX (v.f.), (2 800 places) - LES MONTPARNOS (v.f.) - ARTEL Créteil - ARTEL Marne-la-Vallée - CARREFOUR Pantin - PARLY 2 - UGC Paisy - 4 TEMPS La Défense - VÉLIZY 2 - PLANADES Sarcelles - DOMINO Mantes - PB Cergy Pontoise

CLINT EASTWOOD
LE BON,

LEE VAN CLEEF
LA BRUTE,

ELI WALLACH
LE TRUAND

LE BON, LA BRUTE, LE TRUAND

UN FILM DE **SERGIO LEONE** United Artists

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les autres salles

Astéris (606-49-24), 21 h : Le Nombril.
 Carroussel Atelier du chaudron (328-97-04), 20 h 30 : Performance.
 Comédie Caumartin (742-43-11), 21 h, Reviens dormir à l'Élysée.
 Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 : Figaro solo : 20 h 30 : Jafabule : 22 h : Tours d'Or.
 Escalier d'Or (523-15-10), 21 h : Diables très amoureux.
 Galère-Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Koudou.
 Grand hall Montorgueil (296-04-06), 20 h : De la vie.
 La Vieillesse (206-40-40), 20 h 30 : Les

Tiens voilà deux boudins : 21 h 45 : Mangearde d'hommes : 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. - 11, 20 h 30 : Praline et Berlingotte : 21 h 45 : L'amour c'est comme un bateau.
L'Envol (347-33-061, 20 h 45 : Les voyages déforment les valises.
Fatal (253-91-17), 20 h : Innocentes : 21 h 15 : Une saison en enfer.
La Gageure, (367-62-43) : 20 h : Padula : 21 h : la Garçonne ; 22 h 30 : Ch. Auberson.
Père Casiano (278-36-50), 21 h : Doubly - le good : 22 h 30 : les Bés de Hurléwau.
Poivre Virgule (278-67-031) : 21 h 15 : Vincent B. : le Navigateur ; 21 h 30 : Du roman vers les films.

Lundi 7 juin

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 :
M. Pottini (Schubert, Schumann, Chopin).
Radio-France, Auditorium 105, 20 h 30 :
M.-H. Dupard, D. Bellik (Strauss, Webern, Duparc), L. Nawarek, C. Brill (Duparc, Ravel, Roussel, Poulenc).
Hôtel Saint-Aignan, 21 h : M. Delfosse, J. Bailot (Blavet, Duphly, Balbastre).
Salle Gaveau, 23 h 30 : P. Fontanarossa (Bach, Paganini, Kreisler...).
Église Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 :
Orchestre de chambre D. Fanal, F. Trachier, M.-J. Chasseguet (Mozart, Vivaldi, Poulenc).

En région parisienne
Boulogne. C.N.R. (604-73-93), 20 h 30 :
Ballet-théâtre de la Seine.
Evry. Agora (077-93-50), 21 h : Jacques
Higelin.
Saint-Denis. Festival de musique (243-
30-97), Théâtre G.-Philippe, 20 h :
Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Paris.
dir. A. Lombard (Berlioz).
Vincennes. Théâtre Daniel-Sorano (374-
73-74), 21 h : le Dîner bourgeois.

LE BEAUFRAY (Ad.) : 5, rue de la République, 13001 Marseille, 6 (225-18-45).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Garmont-Halles, 1^{er} (297-49-70); Impérial, 2^e (742-72-52); Hautefeuille, 6^e (633-79-38); Olympe-Lucembourg, 6^e (633-97-77); Montparnasse 83, 6^e (544-14-27); Olympe-Balzac, 8^e (561-10-60); Marignan, 8^e (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8^e (387-35-43); Nations, 12^e (343-04-67); Olympe-Entreprise, 14^e (542-67-62).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : 10, rue de la République, 13001 Marseille, 6 (223-04-56).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Impérial.
2° (742-72-52) ; Lucernaire, 6° (544-
57-34) ; Élysées Lincoln, 8° (359-36-16).
GLY DE MAUPASSANT (Fr.) (*) :
Ambassade, 8° (359-19-08).
L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) : Escu-



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

_____ Seller _____

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Livres et revues

A l'occasion de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, décidée par les Nations unies, de nombreux ouvrages ou revues ont consacré un numéro spécial aux problèmes de personnes âgées.

● Dans *Vivre ou survivre ? Les centres d'hébergement pour personnes âgées*, Marcel Druhe, sociologue, analyse, à partir de sa région Midi-Pyrénées, l'hébergement collectif en France des personnes âgées, les particularités et le fonctionnement de ces établissements ainsi que les relations établies entre les pensionnaires et le personnel et la vie sociale menée à l'intérieur de ces maisons.

● *Vivre ou survivre ? Les centres d'hébergement pour personnes âgées*, Marcel Druhe, Centre régional de publications de Toulouse, éditions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, 31007 Paris, 180 pages, prix : 68 Fenvion.

● *Gérontologie et société*, double numéro consacré d'un double numéro consacré aux innovations. Après *Innovations*, coordination, activités, créativité des personnes âgées, voici *Hébergement, services : des formes nouvelles*. Après une introduction de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, intitulée *Innovations pour ajouter de la vie aux années*, la revue expose des expériences tentées dans des appartements d'accueil, des centres d'accueil à la journée, des maisons de retraite, mais elle explore, aussi l'action menée par les caisses de retraite et celle de la Mutualité sans oublier les politiques étrangères.

● *Gérontologie et société*, *Hébergement, services : des formes nouvelles*, Cahiers de la Fondation nationale de gérontologie, numéro 30, avril 1982, 207 pages, prix : 55 F le numéro, Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris, Tél. 525-9280.

● Le Groupe familial a choisi de « centrer ses thèmes sur les personnes très âgées, quatre-vingt ans et plus » et de « faire parler ces personnes, leurs familles tout autant que les travailleurs sociaux, les médecins et les sociologues » dans ce numéro

intitulé *Vivre et travailler avec les personnes très âgées*.

● *Vivre et travailler avec les personnes très âgées*, Le groupe familial-revue de la Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs, 4, rue Brunel, 75017 Paris, Tél. 380-2400, Numéro 95, avril-juin 1982, 96 pages, prix : 33 F.

● *Gérontologie 82* - titre avec optimisme *Vivre vieux-vieux* mieux et propose trois grands thèmes : « Vieillesse » - la philosophie du vieillissement, les besoins de la personne âgée, etc., « Vieillesse en France », la situation aujourd'hui, le point sur la génération, etc., « Vieillesse dans le monde ».

● *Gérontologie 82* - *Vivre vieux-vieux* mieux, numéro 42, avril 1982, édité par l'Association Les Amis de la revue gérontologie, 14, passage Duguesclin, 75015 Paris, Tél. 734-64-63.

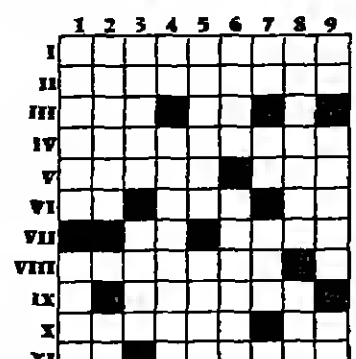
● *La Vie*, dans un hors série *Quand nos parents vieillissent... veut aider à mieux faire face au défi de la solidarité entre générations* afin de construire « un monde où parents et enfants ne seraient pas un problème mais une joie ». Il aborde tout à la fois les choix possibles : « le rêve : vieillir chez soi », « et s'ils venaient vivre à la maison ? » puis l'hébergement collectif, « leur trouver une place digne ».

● *La vie - Quand nos parents vieillissent...* Hors série numéro 13, avril 1982, prix : 12 F, 163, boulevard Malesherbes, 75059 Paris Cedex 17, Tél. 766-01-86.

● *Santé du monde*, le magazine de l'Organisation mondiale de la santé, avec son numéro *Redonner vie à la vieillesse*, publie une série d'articles de réflexions sur la vieillesse dans le monde, ses aspects sociologiques, philosophiques et médicaux.

● *Santé du monde*, *Redonner vie à la vieillesse*, numéro février-mars 1982, O.M.S., avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse. - C. G.

MOTS CROISÉS - PROBLÈME N° 3205



HORIZONTALEMENT

1. Versé dans une langue qui, selon Boileau, brave l'ignorance. - II. Représentation très colorée. - III. Parleur autant brillant qu'intelligible. Divinité. - IV. Poignée pour la main et poignée pour le cœur. - V. Gertrude ou Karl. Corps mou. - VI. Préposition. Présentation succincte d'une série d'articles indéfinis. Article contracté. - VII. Excellence parmi les bonheurs. Heureux, sûrment : bienheureux peut-être. - VIII. Donne un souffle non recommandé à certains coureurs. - IX. Caisses de retraite. - X. Ses chenilles sont loin d'être papillons. Pratiques. - XI. Participe passé. Jamais larges chez des personnes sèches.

VERTICALEMENT

1. Ensemble d'impressions sur lesquelles Voltaire a plus de succès que Racine. Moment précis où les mœurs cessent d'être gris. - 2. Peut-être de rigueur à la caserne et facultatif dans le quartier. Participe. - 3. Grandissemment encore Cyrus le Grand. Parait d'un marin qui perd la Boussole. - 4. En France. Bien que venant de l'Est, ce n'est pas un rouge. - 5. Dix. Avril. Vaselement ou piétement lamentablement. Disciple d'Homère. - 6. Epreuve d'un test psychologique. Libanais que l'on peut trouver en scierie. - 7. L'agrément des Napolitaines. Deux lettres pour une enveloppe. Grand du Sud qui s'est mesuré avec un quanté par un illustre philosophe. Produit des perles sans valeur. - 9. Proposition. Famille de « sanges ». Soutane blanche ou chemises noires.

Solution de problème n° 3204

Horizontalement

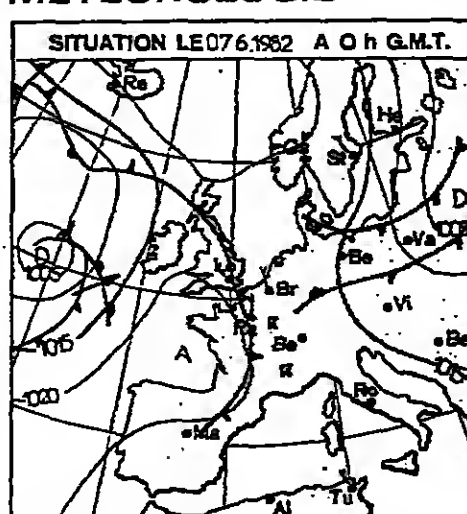
1. Puritain. Gibets. - II. Inaliénable. Sue. - III. Cil. Tri. Rimes. - IV. Opiniâtre. Avarice. - V. Rani. Tiens. No. - VI. Erg. Hui. Navigue. VII. Reus. Oie. Cires. - VIII. Ebonite. Or. - IX. Avril. Vaselement. - X. V6. Ragueusement. - XI. Artères. Ail. - XII. Ria. Go. Aspre. Ré. - XIII. Issoudun. OE. Dés. - XIV. Ems. Ecton. Oise. - XV. Sec. Suture.

Verticalement

1. Picorer. Avaries (cf. « J'espe »). - 2. Unipare. Vérisme. - 3. Raliquier. Tasse. - 4. Il. Ni. Sbirre. - 5. Titi. Olargues. - 6. Aération. Gode. - 7. Initiatives. Ut. - 8. Na. Ré. Etou. Anis. - 9. Brenn. Erres. Ou. - 10. Glu. Sac. Ré. Pout. - 11. Éna. V1. Omé. - 12. EV. Ironie. - 13. Essanger. Na. Die. - 14. Tu. Roue. Etrés. - 15. Séné. Esus. Lésés.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 juin à 6 heures et le mardi 8 juin à 24 heures :

A l'arrière de la zone orageuse s'évanouissant vers les régions de l'est, la hausse du champ de pression sur la France atténuera l'activité d'une nouvelle perturbation abordant l'ouest du pays mardi.

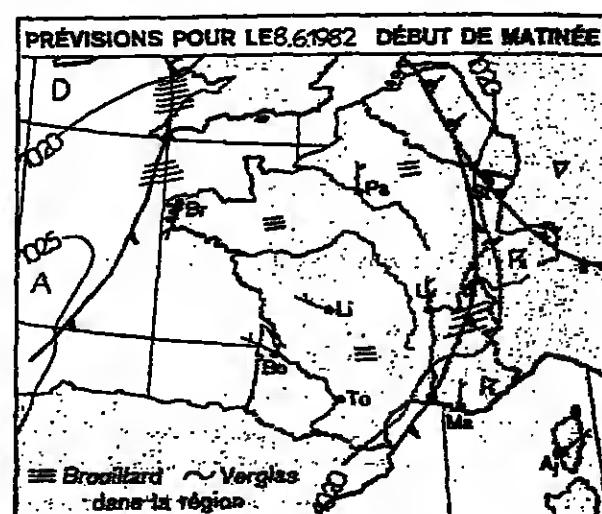
Des orages se produiront encore mardi, le matin du nord-est aux Alpes et à la Corse. L'après-midi, cette zone orageuse, se décalant vers l'est, se limitera au Jura, aux Alpes et à la Corse. Sur toutes ces régions, le temps sera toujours très chaud.

A l'ouest du pays, c'est une zone très nuageuse accompagnée d'ondées éparpillées qui affectera la Bretagne, puis la Normandie, le Maine et l'Anjou. Les températures y seront en légère baisse.

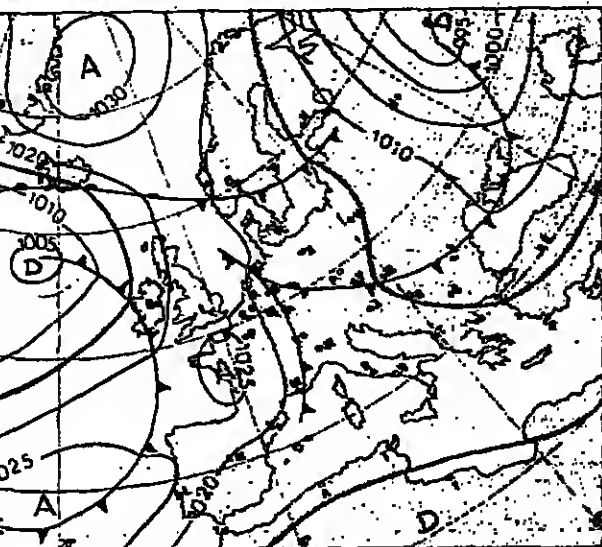
Sur toutes les autres régions françaises, des nuages bas et des brouillards locaux du matin feront place à un temps encore ensoleillé, avec des nuages passagers.

La pression atmosphérique redonne au niveau de la mer était à Paris, le 7 juin à 7 heures de 1 020,2 millibars, soit 765,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juin ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 juin) : Ajaccio, 25 et 15 degrés ; Biarritz, 18 et 15 ; Bordeaux, 23 et 13 ; Bourges, 27 et 15 ; Brest, 16 et 7 ; Caen, 24 et 14 ; Cherbourg, 21 et 12 ; Clermont-Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 28 et 16 ; Grenoble, 30 et 13 ; Lille, 27 et 15 ; Lyon, 29 et 17 ; Marseille-Marinasse, 28 et



PRÉVISIONS POUR LE 8 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



16 : Nancy, 28 et 16 ; Nantes, 28 et 15 ; Nico-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 28 et 17 ; Pau, 20 et 15 ; Perpignan, 25 et 20 ; Rennes, 25 et 14 ; Strasbourg, 29 et 16 ; Toulon, 28 et 14 ; Toulouse, 29 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 15 degrés ; Amsterdam, 27 et 14 ; Athènes, 27 et 17 ; Berlin, 28 et 17 ; Bonn, 25 et 16 ; Bruxelles, 27 et 17 ; Le Caire, 30 et 19 ; Les Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 16 et 12 ; Dakar, 28 et 23 ; Djérba, 17 et 8 ; Genève, 26 et 12 ; Jérusalem, 24 et 14 ; Lisbonne, 23 et 13 ; Londres, 26 et 15 ; Luxembourg, 25 et 15 ; Madrid, 27 et 17 ; Moscou, 30 et 15 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 16 et 13 ; Palms-de-Majorque, 25 et 16 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 14 et 4 ; Tunis, 28 et 18 ; Toulon, 35 et 23.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 JUIN

● Paris et son urbanisme présentés aux enfants, 14 h 30, sous l'Arc de triomphe, M^{me} Colin.

● Musée-jardin Paul-Landowski, 15 heures, 15, rue Max-Blondat, à Boulogne, M^{me} Bouquet de Chaus.

● La ville-jardin d'Ivry, 15 heures, métro Mairie-d'Ivry, M. Guiller.

● Eglise romane de Deuil, 15 heures, garde de Deuil-la-Barre, M^{me} Penne.

● Musée Carnavalet, 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

● Peinture monumentale du seizième siècle, 15 heures, musée du Louvre (Approche de l'art).

● Courbet et le réalisme, 11 heures, musée du Louvre, Victoire de Samothrace (M^{me} Caen).

● Saint-Germain-des-Près, 15 heures, porche de l'église (M^{me} Hager).

● Hôtel de Lauzun, 15 heures, métro Pont-Marie (M^{me} Haullier).

● Montmartre, 15 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jalet).

● Palais de justice, 15 heures, grille, boulevard du Palais (Paris et son histoire).

● Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

● Ile de la Cité, 14 h 30, Pont-Neuf, statue de Henri IV (M^{me} Roman).

● Le monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75437 PARIS - CEDEX 99

C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 736 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 948 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans semaine ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'ERFAS

(Institut d'études de recherches de formation en action sociale) organise, les 9, 10 et 11 juin 1982, sur les thèmes « L'attitude face à la mort » et « L'accompagnement des mourants », des journées d'études et de réflexion destinées aux personnes confrontées aux problèmes de la mort.

● *Reunions* : L'ERFAS, 52, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 222-80-15.

FORMATION PERMANENTE

TRAVAIL DU BOIS

Le Centre des arts et techniques appliqués (CATA) reprend, à l'intention de toute personne intéressée par le travail du bois, des cours d'initiation, formation et perfectionnement le mercredi soir, de 18 heures à 21 heures. Menuiserie, ébénisterie, tournage, sculpture, marqueterie, vernis, restauration de meubles anciens.

● 121, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 371-61-43.

JEUNESSE

JOBS DE VACANCES

Le Centre d'information jeunesse et l'ANPE de Boulogne-Billancourt proposent aux jeunes désireux de travailler pendant l'été, des emplois pour les vacances. S'adresser au C.I.J. de Boulogne, 102, boulevard Jean-Jaurès, le mercredi 9 juin, toute la journée.

LOISIRS

LA LÉGISLATION DE L'AUTO-STOP

Le ministère de la justice indique, dans un de ses derniers bulletins d'information, à propos de l'auto-stop, que cette façon de voyager est « parfaitement légale, sauf sur les autoroutes où l'auto-stop est formellement interdit ».

Que se passe-t-il en cas d'accident, ajoute le ministère ? L'assurance de responsabilité civile, qui est obligatoire, se substitue au conducteur pour indemniser intégralement l'auto-stoppeur blessé.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants :

Jacques Fauvet, directeur de la publication.

André Laurens.

Imprimerie

du « Monde »

5, r. des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395-2037.

UNE TABLE - UNE CARTE

Vanel ou l'accent tonique

Publicité

“Q

uinquagénaires aux cheveux blancs et, la voix sonore à l'accent

chantant, Lucien Vanel (dit la tête des cuisiniers toulousains)

(servait l'excellent Rabaudy dans son guide de 50 restaurants de

France. Le décor n'a pas changé, la conception de moules

en cuivre, le mur de briques un peu plus foncées que la Toulouse

ancienne, l'homme non plus. A la carte des spécialités du Quercy sont toujours

à l'honneur et le cou d'oie à l'oselle géral (80). Lucien Vanel, jadis aux deux

visages, celui du cuisinier proche du terroir et celui du chercheur ami du grand

Jacques Manière, a su malgré les tentations de la recherche, traiter de façon

presque paysanne des produits et des plats éloignés du terroir.

Avec l'accent il m'expliqua la primiparité sauvage, son goût légèrement

apica (le mot viendrait de piper, poivre... il y a plus d'un millénaire, ses

vertus ; elle sert chez lui pour assaisonner les oignons confits qui accompagnent

superbement le homard breton cuit à la vapeur (100). Prix modique pour ce plat

somptueux, et leçon de cuisson courte. Le pot-au-feu de tête et langue de veau

avec les légumes du pot (50), petite merveille qui met en émoi tous les sens, y

compris le toucher, car les sensations sur la langue, contre le palais au contact

des morceaux dont la cuisson a préservé jusqu'à la texture moelleuse et un rien

ferme cependant, magnifie encore celui des parfums du « pot-au-feu », ce « pot »

retrouvé dans toute son intégrité campagnarde et bourgeoise par Lucien Vanel.

Et que dire des carottes poêlées servies à part.

Même nature et émoi devant la tourte de pieds de porc aux aubergines

(75). Vanel qui sait les herbes, y avait ajouté un rien de sarriette et de sauge.

La perfection croyait-elle. Elle était pourtant encore dépassée quand arriva le

chevreau (85). Trois cuissons différentes pour réaliser ce plat. L'épave est en

blanchette, et quelle blanchette ! Et les côtelettes et la tresse poêlées, aux

goûts si différents mais toutes d'une extrême tendreté. Des navets caramélisés

en prime. J'avais choisi un Margaux, Marquis de Terme, 4^e cru classé de Mar-

gaux. Sa souplesse convenait à ces plats aux parfums variés. Il fit aussi le vin de

mon roquefort, gras à souhait. Quitte à rester dans la rusticité de luxe, je finis

par une galette au citron (30) et un Armagnac dans la très belle carte des alcools

que Vanel choisit avec un soin jaloux.

Je regrettais d'être seul pour une telle fête malgré les attentions de

Lucienne Vanel, hôteesse parfaite et discrète, malgré le service excellent (à noter

que les prix sont nets) et que le mot service, ici, reprend toute sa belle signification.

Je me promettais de jeter l'ancre bientôt sur le canal du Midi, de visiter

mieux la cité des violettes... et la carte de Lucien Vanel.

A. MESCAULT

LUCIEN VANEL

22, rue Fontvieille, 31000 Toulouse - (61) 21.51.82

Fermé dimanche, lundi midi, fêtes et août

Carte American Express exclusivement acceptée.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

cycles alternés de formation supérieure

développés en collaboration avec des entreprises

et des organisations professionnelles.

2^e CYCLE

GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau

7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires

d'un DEUG, DUT ou BTS

Prochaine session de recrutement : 2 juillet 1982

Date limite de dépôt des dossiers : 25 juin 1982

3^e CYCLE

MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau

7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement

supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles

scientifiques) et à des jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 2 juillet 1982

Date limite de dépôt des dossiers : 25 juin 1982

dossiers de candidatures et brochures détaillées

en précisant le cycle à :

IGS, 25, rue François-1^{er} 75008 Paris

Etablissement privé d'enseignement supérieur.

150 من الأهل

Le Monde ECONOMIE

1 174 156 ADHÉRENTS EN 1980

La chute des effectifs syndiqués à la C.G.T.

Les débats qui traversent depuis quelques années la C.G.T. sont relativement connus. Les mutations qu'elle subit depuis une décennie le sont moins. Celles-ci sont pourtant profondes : des baisses d'effectifs plus importantes que celles officiellement annoncées, une audience qui décroît régulièrement, et une chute constante du pourcentage de sections syndicales affiliées. Que représente donc aujourd'hui la C.G.T. dans le mouvement syndical ? D'où viennent ses difficultés, et son déclin doit-il être considéré comme réversible ? M. Jacques Kergoat, sociologue, livre ci-dessous les résultats étonnants de son enquête.

A la veille de son quarante et unième congrès, qui s'ouvre le dimanche 18 juin à Lille, la C.G.T. a publié les chiffres officiels de ses adhérents depuis 1977. Ce faisant, elle a très honnêtement reconnu une baisse sensible de ses effectifs. Cette baisse, est-il dit, « ne peut être isolée des conséquences de la crise, de la crise industrielle, de l'accroissement très important du chômage, de la précarisation de l'emploi et de la répression patronale (...). Les campagnes anticomunistes et anticapitalistes n'ont pas été sans répercussion auprès d'un certain nombre de travailleurs et de syndiqués » (Le Peuple, n° 1130).

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA C.G.T.

Chiffres officiels (1)	Chiffres estimés
1968 2 431 564	
1969 2 381 543	
1970 2 335 856	
1971 2 287 837	
1972 2 238 827	
1973 2 189 817	
1974 2 140 807	
1975 2 091 797	
1976 2 042 787	
1977 1 993 777	
1978 1 944 767	
1979 1 895 757	
1980 1 846 747	
	1 381 338
	1 768 739
	1 719 308
	1 588 388
	1 692 894
	1 719 245
	1 691 991
	1 659 215
	1 174 156 (2)

(1) Il s'agit des syndicats actifs et retraités, ces derniers étant estimés à 294 208 en 1980.
(2) En février 1980, M. Charpiot, secrétaire de la fédération des officiers de la marine marchande, faisait état de 1 200 000 membres (Le Monde du 6 octobre 1981).

La première de ces différences est bien entendu que les chiffres ainsi obtenus sont nettement inférieurs à ceux publiés par la confédération. Mais d'autres divergences apparaissent. Ainsi, la progression des effectifs en 1973 n'apparaît pas dans les chiffres officiels. Les années 1979 et 1980 ne sont pas non plus traduites de la même manière. Selon les chiffres du Courrier confédéral, les pertes en 1979 ne sont que de 2,18 %, alors que l'évaluation officielle les porte à 7,31 %. Et, inversement, les pertes réelles de 1980 sont de 19,94 %, alors qu'elles sont estimées à 5,54 % seulement dans les chiffres donnés par la confédération. Tout cela mérite quelques explications.

Dans quelle mesure les conséquences de la crise économique expliquent-elles l'affaiblissement de l'adhésion et des effectifs de la C.G.T. ?

A première vue, la courbe de l'évolution des effectifs de la C.G.T. n'a que peu de chose à voir avec celle du chômage. Une comparaison département par département permet une analyse plus fine. Incontestablement, il existe des zones de recoupement : c'est le cas pour l'Alsace, la région Champagne-Ardenne et la Haute-Normandie. Encore faut-il se garder de toute interprétation mécanique : ce n'est pas seulement la « casse » et la diminution des emplois industriels qui expliquent ici la diminution des effectifs syndicaux. En outre, il existe une ligne de coupe l'alternance des luttes sociales et des fermetures d'entreprise qu'on n'a pu empêcher, la réflexion parfois critique sur la stratégie syndicale et l'incapacité — qui n'est pas propre à la C.G.T. — à organiser les chômeurs.

Mais, surtout, la comparaison de ces deux courbes rend inadéquates dans beaucoup de régions l'explication de la baisse des effectifs par la situation économique. Ainsi, la forte croissance

du chômage dans la région Rhône-Alpes, dans le Poitou-Charentes et dans une partie des Pays de la Loire n'entraîne pas une baisse similaire des effectifs. Et la chute des adhérents est par contre particulièrement sensible dans des zones où, toutes proportions gardées, le taux d'augmentation du chômage est plus faible que sur l'ensemble de l'Hexagone. C'est le cas dans la région parisienne, en Auvergne et dans le Limousin. Il convient donc de rechercher des explications complémentaires.

Rupture de l'union de la gauche et division syndicale

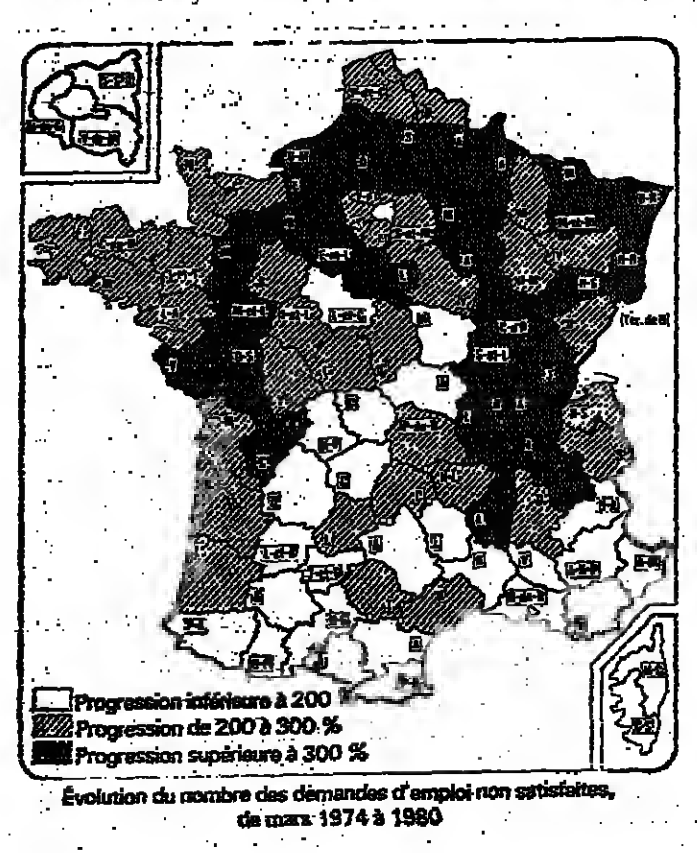
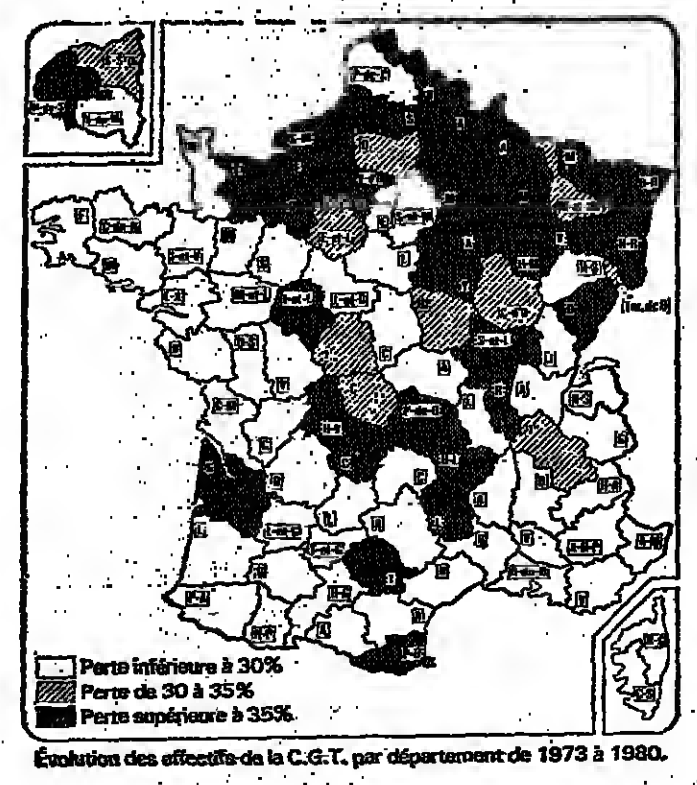
Attardons-nous sur les années 1979 et 1980. Nous avons déjà remarqué que la courbe des effectifs reconstituée à partir du Courrier confédéral ne coïncidait pas avec la courbe des effectifs officiels. Or, cette période n'est pas sans importance pour la C.G.T. : c'est à la fois la période de la rupture de l'union de la gauche et celle de son quarantième congrès. Il convient en effet de rappeler qu'il n'y eut pas ici de synchronisme entre l'adhésion prise par le P.C.F. au plan politique et celle de la C.G.T. au plan syndical. C'est plus d'un an après que le P.C.F. a entamé le processus de rupture de l'union de la gauche, au moment même où la division politique bat son plein, que se tiennent les quarantième congrès. Georges Séguy y lance la proposition d'un pacte national d'unité d'action avec la C.F.D.T. (Le Peuple, 1^{er} décembre 1978) et fait adopter l'idée de campagnes de syndicalisation communes. Et ce n'est qu'à partir de décembre 1979 que la C.G.T. commence à dénoncer le rôle de la C.F.D.T. et des autres syndicats « réformistes » dans le « consensus mou » par la droite, l'appellation qui culminera avec le texte de juin 1980 sur « l'unité d'ac-

tion », où la C.F.D.T. est accusée, au même titre que les autres centrales syndicales, « d'insérer progressivement l'activité syndicale dans le cadre de la gestion de la crise pour le plus grand profit du patronat ». Les chiffres des effectifs peuvent donc se lire de plusieurs manières.

Les pertes les plus sensibles se font dans l'année 1979 : l'année 1980 marque « le ralentissement de la baisse » et « la tendance au redressement » : selon les chiffres officiels, c'est quand la C.G.T. tentait encore de réaliser l'unité d'action que ses pertes auraient été les plus sensibles. Les quelques éléments « unitaires » et « démocratiques » contenus dans le quarantième congrès auraient en fait jeté le trouble dans l'organisation, lui auraient fait perdre son identité, auraient détourné d'elle des travailleurs qui ne voyaient plus sa spécificité comme organisation « de classe et de masse ». C'est seulement quand elle a à nouveau parlé son propre langage, quand elle a su se démarquer clairement des syndicats qui voulaient le consensus social, que la C.G.T. a pu retrouver son audience et enrayer la chute de ses effectifs.

Mais c'est une autre histoire, sans doute plus proche de la réalité, qu'indiquent les chiffres reconstitués à partir du Courrier confédéral. La chute brutale des effectifs en 1979 est au contraire celle du quarantième congrès seraient donc positives en ce qu'elle concerne le recrutement. Et la diminution des effectifs reprend en 1980, concomitamment avec le cours plus « isolationniste » qu'imprime alors Henri Krasucki, concomitamment aussi avec la division syndicale qui s'affirme et avec le soutien sans faille de la C.G.T. au programme du candidat du P.C.F. aux élections présidentielles.

JACQUES KERGOAT.
(Lire la suite page 19.)



Taiwan veut développer ses échanges avec l'Europe

Les autorités de Taiwan poursuivent leur offensive commerciale en direction de l'Europe. Plus que jamais, elles ont le souci d'équilibrer leurs échanges encore principalement axés sur le Japon et les Etats-Unis. Question d'indépendance économique. Question d'indépendance politique aussi. Le premier ministre, M. Sun Yun-Suen, s'en est expliqué devant un petit groupe de journalistes européens : développer les relations commerciales avec les pays occidentaux, c'est imposer une meilleure idée de la Chine, être entendu que pour M. Yun-Suen, il n'en existe qu'une où se pratique la libre entreprise. De l'autre côté du détroit de Formose, sur le continent — ce que l'on veut bien appeler à Taiwan la Chine communiste par opposition à la République de Chine — on vit une situation ébroulée, véritable défi au tempérament chinois, individualiste avant tout, soulignée avec force M. Yun-Suen. Cependant, pour aussi individualiste qu'il soit, le Taiwanais ne répugne pas à la marche en groupe, de l'école à l'usine, en passant par les organisations de jeunesse. « Il

est parfois difficile de distinguer un étudiant d'un militaire », dit en plaisantant un observateur français établi à Taipei. Cela ne veut pas dire pour autant que l'on sente passer sur l'île les rigueurs de la loi martiale. « Nous la méritons », expliquera le premier ministre, parce que nous devons prendre des mesures pour interdire toute tentative de subversion communiste, mais la loi martiale, l'avez-vous vue dans le rue ? « Rien n'est plus paisible, en effet, qu'une rue de Taipei quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. C'est une foule souriante et riante qu'on y côtoie en permanence. La loi martiale est plutôt faite pour contraindre toute velléité d'opposition politique, voire pour tuer et exécuter dans les cinq jours un voleur qui aurait tiré sur les policiers. La Chine nationaliste militante n'est plus celle que l'on montre en priorité aux visiteurs. De Quemoy et de ses cinq cent mille soldats retranchés, nous ne verrons rien. En revanche, du nord au sud, nous avons vu ce qui se fait de mieux en matière industrielle. Autres temps, autres mœurs, et d'aucuns préféreraient sans doute cette guerre économique à tout autre conflit armé.

Des positions à prendre pour l'industrie française

Celui qui veut concurrencer les Japonais a besoin d'une base en Asie ; quelle meilleure base aujourd'hui que Taiwan ? L'ancien président de China Steel Corporation, devenu ministre des affaires économiques à Taipei, M. Chao Yao-Tung se présente avec fougue, non comme un politicien, mais comme un homme d'affaires chargé de faire des bénéfices et d'investir. Il résume en quelques phrases tous les entretiens que nous pourrions avoir au cours de notre visite dans l'île. « Taiwan passe de l'état de pays en voie d'industrialisation à celui de pays industrialisé. Fini le textile bon marché : on laisse ça aux voisins immédiats qui peuvent encore profiter des bas salaires. A Taiwan, « on a toujours des ouvriers dociles, des ouvriers habiles mais plus de bas salaires », affirme un directeur d'usine qui veut nous persuader

que tout a bien changé sous le soleil du Pacifique. Et c'est vrai que les statistiques officielles font état de courbes ascendantes en matière de rémunérations, en même temps que le chômage continue d'être parfaitement inexistant (1,4 % de la population active). La seconde famille Ces données cependant sont loin de rendre compte de la situation et du comportement des salariés dans un pays où bien peu de choses se passent comme ailleurs. M. Alban Young, directeur de France Asia Trade Promotion Association (Association française pour le développement du commerce en Asie) fournit à ce titre des précieuses données. Fin 1981, le salaire mensuel moyen calculé sur treize mois, s'élevait à 15 821 NT, soit à peu près 2 500 F (1 new taiwan dollar équivalant à 8 F environ). Les charges sociales varient entre 10 % et 15 % selon les sociétés, attendu que chacune d'elles détermine l'importance de la production sociale qu'elle entend accorder. Cela peut aller jusqu'à la construction d'un hôpital réservé aux salariés de l'usine. La plupart des entreprises pratiquent le système de l'intéressement qui peut représenter un mois de salaire en supplément, voire un accroissement de 50 % du total des revenus en fin d'année. En revanche — que les tenants du maintien des droits acquis se tachent les yeux — si la situation économique le justifie, on arrête la progression des salaires, on les diminue au besoin et, dans les cas extrêmes, on en diffère le versement ! FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 18.)

Les avantages acquis

Le patronat italien vient de s'attaquer à un tabou, en dénonçant le dernier accord — conclu en 1975 — sur l'échelle mobile des salaires. Déplorant les tergiversations gouvernementales, la Confindustria a justifié son attitude : « Nous n'exportons pas des bavardages. De fait, les industriels estiment que le mécanisme d'indexation des revenus sur les prix entretient et aggrave l'inflation, au détriment de la productivité des entreprises, sans compter que, sous sa dernière forme, il impliquait un tassement de la hiérarchie des salaires.

Après le sommet de Versailles, l'heure paraît plutôt être à la rigueur. Il est difficile d'imaginer les contraintes de la crise qui met un nombre croissant d'entreprises en difficulté. Chaque pays en fait l'effort. Partout on s'efforce de serrer le coût de la main-d'œuvre et d'éliminer les rigidités, ce qui conduit à remettre en cause — fait naguère inimaginable — les avantages acquis.

Ainsi, lors de la dévaluation de son franc, fin février, la Belgique suspendait l'indexation des salaires sur le coût de la vie. En mars, le puissant syndicat ouest-allemand de la métallurgie acceptait un recul — prospectif — du pouvoir d'achat de ses membres, ce qui laissait à leur tour, fin avril, les représentants de la fonction publique. Aux Etats-Unis, de grands syndicats — transports routiers, automobile, compagnies aériennes et métallurgie — renonçaient à des avantages salariaux, en échange d'une garantie de l'emploi. Cependant, le régime syndical peut aussi inverser la détermination des prix.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, la France faisait jusqu'à maintenant cavalier seul. Toutefois, afin d'introduire des habitudes de modération, il est actuellement question que la hausse des salaires devienne l'augmentation des prix au lieu de la contraindre. On pense par ce moyen combattre l'inflation, mais aussi, qu'on le dise moins, améliorer la situation des entreprises en réduisant la part revenant aux salariés. Mais un tel souci, pour ne pas être stérile, doit s'inscrire dans un ensemble global, de discipline économique.

M. R.

ENCYCLOPEDIE - DELMAS - pour la vie des affaires

YVES SAINT-GAL
Pratiquant et défenseur des
MARQUES DE FABRIQUE
ET CONCURRENCE DÉLOYALE
avec Michel et Jeanne Gaudin
Pratiquant et défenseur des
MARQUES DE FABRIQUE
ET CONCURRENCE DÉLOYALE
avec Michel et Jeanne Gaudin

CHRYSTIAN JACOTY
Pratiquant et défenseur des
MARQUES DE FABRIQUE
ET CONCURRENCE DÉLOYALE
avec Michel et Jeanne Gaudin

En librairie ou par correspondance
à la M.L.S. 7, rue Geoffroy St-Hilaire
75005 PARIS
* Prix Publics TTC au 1.6.82

Taiwan veut développer ses échanges avec l'Europe

(suite de la page 17)

On nous citera le cas d'ouvriers d'une fonderie qui ont attendu neuf mois avant de recevoir à nouveau leur fiche de paie. Ils ont tenu le coup du fait que, comme pour 75 % des usines de l'île, ils étaient pour la plupart logés et nourris et du fait que les Chinois continuent de pratiquer la solidarité familiale à outrance. Précisément, l'entreprise est une seconde famille qu'il n'est pas question de mettre en péril, qu'il faut soutenir même de toutes ses forces.

M. Bernard Lengrand, directeur de l'agence de la Société générale à Taipei, raconte comment il a dû exposer à certains de ses employés les difficultés qu'il rencontrait en raison du mouvement de grève qui paralysait les activités de la banque en France. Il a dû surtout leur expliquer ce qu'était une grève, pour s'entendre répliquer avec indignation : « Alors, ils sont contre leur entreprise ? Le droit de grève est bien reconnu dans la Constitution, mais il ne saurait être appliqué en raison de la loi

restent quatre fois inférieurs à ceux pratiqués en Europe. Ses mille neuf cents ouvriers travaillent quarante-huit heures par semaine sur cinq jours et l'absentéisme y est totalement méconnu. Elles sont d'une habileté manuelle confondante, opérant des deux mains contrairement à leurs homologues allemands. Aussi n'a-t-il fallu que trois semaines pour les former, alors que l'on avait prévu deux mois. Le syndicat ? « Jamais vu », dit-il en éclatant de rire. « Le temps manque pour s'occuper des revendications, pourvu qu'il. De toute façon, les salaires sont bons quand les affaires marchent. » Grundig fabrique par an cent cinquante mille postes de télévision en noir et blanc et en couleur qu'il réexporte vers l'Europe. M. Staneski considère Taiwan comme la meilleure place pour obtenir des composants. Son usine est installée sur l'une des trois zones de franchise (export processing zone) que comporte l'île. Ses ouvriers y sont logés sur place, en cités-dortoirs, celles-ci abritant quelque quatre mille cinq cents per-

technologie. Des avantages importants sont offerts aux industries qui voudraient s'installer à Hsinchu.

Des domaines à exploiter

Car la Chine nationaliste a sa stratégie. Elle veut non seulement devenir un pays industriel à part entière, mais encore développer sur son territoire les techniques de pointe. Sauter une génération du développement en quelque sorte. Une raison supplémentaire en tout cas pour s'affranchir de la tutelle des États-Unis et de la dépendance du Japon. Les Taiwanais ne cachent pas qu'ils se sentent comme pris en tenaille sur le plan économique par ces deux pays et que le secours doit leur venir de l'Occident, quelle que soit la distance.

Depuis plusieurs années, ils multiplient les invites auxquelles ont répondu en premier les Allemands et les Néerlandais. La France, empêtrée dans ses mauvaises habitudes, des lors

d'abord, et Renault pour l'année prochaine ont signé des accords de coopération : le premier compte fabriquer 1 000 véhicules par mois, et le second compte produire principalement la R-9. Mais ni l'un ni l'autre ne se sont mis sur les rangs pour la mise en chantier de l'usine nationale que veut voir construire le ministre des affaires économiques, et qui produira 200 000 véhicules par an. La partie se jouera donc entre Nissan et Toyota. Moins timide, Rhône-Poulenc semble prendre le bon chemin et fabriquer certains produits chimiques, quand il ne procède pas à des transferts de licence, par l'entremise de sa filiale Fa Tai Chemical Co Ltd.

Une mission du C.N.P.F.

Restent les banques. La société Générale et Paribas ont aujourd'hui pignon sur rue à Taipei. Indispensable, dit M. Lengrand, car les Chinois savent qu'un commerce européen ne va dans un pays où il ne retrouverait pas sa banque bien à l'aise. Pour cet homme qui connaît parfaitement l'Asie du Sud-Est (il a été en poste à Tokyo), Taiwan s'impose à tous égards. Il y a l'intelligence et la rapidité des Taiwanais, la stabilité évidente du régime et la très haute qualité de la main-d'œuvre. Selon lui, ce pays, déjà riche, ne cherche pas à devenir une place financière, ses habitants sont, par nature, des commerçants et des industriels qui veulent rencontrer des commerçants et des industriels.

Deux événements auront marqué sur ce point l'année 1982

en ce qui concerne la France. Il y aura, du 30 novembre au 3 décembre, une semaine technique à laquelle participeront une centaine de firmes françaises. Il y a eu surtout, en février dernier, une mission industrielle composée de 17 industriels, de 3 banquiers et du directeur général de l'Union des fabricants qui s'est rendu de Paris à Taipei sous la houlette du C.N.P.F. La composition de la délégation montre le souci du patronat de s'intéresser à un certain nombre de projets, puisqu'il y avait là des représentants de Crouzet-Loire (Fratelme), Fives-Cail Babcock (construction de ports), Stein Heurtey (aluminium et acier), Degremont (stations d'épuration), Soffrata (transports urbains), Thomson (télécommunications), Alsthom Atlantique (équipements électriques et matériel ferroviaire), Jeumont-Schneider (équipements électriques) et Elf-Aquitaine (notamment pour les lubrifiants).

Les délégués français ont multiplié les entretiens et les visites d'entreprises. Ils ont pu mesurer la différence qu'il y avait entre ces déplacements lointains et une implantation permanente. De petite part en petite part de marché à conquérir, la France a bien des atouts pour renforcer ses échanges avec Taiwan (elle ne représente pas plus de 1 % du total) et reste déficitaire. Le moment paraît d'autant mieux venu que la Chine nationaliste poursuit avec opiniâtreté son mouvement de résistance à la pénétration japonaise. M. Chen, vice-ministre des affaires étrangères, ne le cache pas : « C'est vrai que mon gouvernement a dit, aux entre-

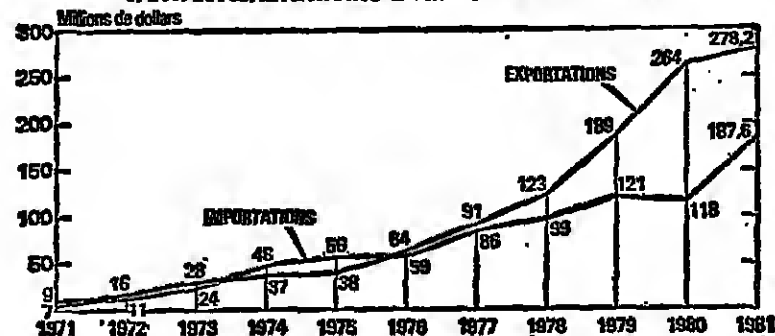
prises qu'il souhaitait voir réduire le déficit de ses échanges avec le Japon. » Au demeurant, le ministre des affaires économiques a, le 15 février dernier, décidé d'intensifier les importations de 1 533 produits de consommation d'origine japonaise.

Pour impressionnant que soit ce chiffre, il ne représente toutefois que 4 % des achats de Taiwan au Japon. Cependant, les industriels taiwanais ont été renforcés dans leur conviction de l'inconvénient qu'il y avait à s'en tenir à un seul fournisseur. Peu de temps après la mise en place de ces mesures protectionnistes, un coup d'arrêt était donné aux importations japonaises de camions et autocars. Renault Véhicules industriels, qui a modestement vendu une soixantaine de véhicules de ce type (40 autobus et 20 camions), a la main cartée à jouer. En 1981 Taiwan a importé 8 500 véhicules de plus de 3 tonnes. Plus de 99 % ont été fournis par les Japonais, qui, nui ne saurait en douter, vont venir en masse négocier des accords commerciaux avec restrictions, faisant jouer la loi de la présence sur le terrain.

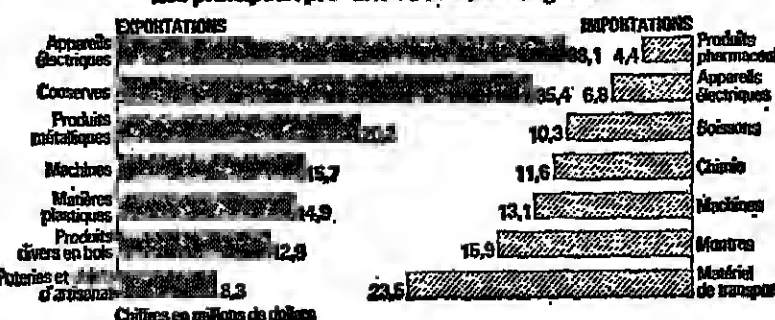
Pour certains observateurs, l'échec de Framatome, dans le contrat de la centrale nucléaire, tient essentiellement à un défaut de pugnacité, face à des Américains plus qu'entrepreneurs. Dans le Sud-Est asiatique, les places fortes sont établies à Hongkong, à Singapour, en Corée du Sud et, bien évidemment, à Tokyo. On n'y traite pas les affaires avec de simples courbettes.

FRANÇOIS SIMON.

TAIWAN ACHÈTE MOINS QU'IL NE VEND À LA FRANCE



Les principaux produits dans les échanges en 1980



maritale en vigueur... depuis qu'a été promulguée la Constitution. En tout état de cause, il apparaît que les ouvriers taiwanais n'ont nullement l'intention de recourir à ce moyen d'action.

Pas de SMIC, des salaires diminués ou différés à l'envi, un syndicat unique dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il sert à inaugurer les expositions de chrysanthèmes, la durée du travail fixée par entreprise variant de quarante-quatre à cinquante heures (durée au-delà de laquelle on paye en heures supplémentaires), des congés payés — toujours selon les entreprises — qui vont de cinq à dix jours par an en fonction de l'ancienneté (un directeur, qui offre quinze jours de congés annuels après cinq ans d'ancienneté, nous a prêté de n'en pas faire état...). Tels sont les résultats d'un consensus « à la chinoise » dont plus d'un patron capitaliste doit rêver.

Au demeurant, c'est sans vergogne que M. Staneski, directeur de l'usine Grundig implantée à Kshohaling, un port du sud de l'île, énumère ces avantages. Bien qu'ils aient pratiquement doublé depuis 1977, les salaires

sonnes. Une solution qui paraît bien acceptée... jusqu'au jour du mariage. Mais on sait patienter, à Taiwan, avant de prendre femme ou mari.

Une zone pour les industries de haute technologie

Dans le même port se trouvent les aciéries ultra-modernes de China Steel Corporation et l'important chantier naval de China Shipbuilding Corporation où neuf mille personnes sont employées pour la fabrication de cargos lourds et de pétroliers. Là, on voit la vie en rose, avec des cartes de commandes remplies pour deux ans. Quant à l'avenir, il est symbolisé par la zone réservée aux industries de haute technologie inaugurée en décembre 1981 à Hsinchu, ville du Nord cette fois puisqu'elle est située à 70 kilomètres de Taipei. La zone, qui commence à fonctionner, regroupe une main-d'œuvre qualifiée et d'élite autour de deux universités en sciences et techniques, d'instituts de recherche, et de l'institut national de

qu'il s'agit de commerce extérieur, a pris dix ans de retard. Son absence sur le terrain lui a fait manquer quelques beaux contrats notamment celui de la quatrième centrale nucléaire que mettront en chantier les Taiwanais. « Alors que derrière une centrale, on vend beaucoup de choses », fait remarquer M. Young. D'autres domaines seraient à exploiter, notamment celui des transports. Encore faut-il s'y mettre, car la concurrence est vive dans ce coin du Pacifique. Les plus hardis ne songent pas seulement aux importants marchés de l'Indonésie, de la Malaisie ou des Philippines, voire à celui du Japon. Ils lorgnent, comme tous les pays industrialisés, vers l'Amérique du Sud-Est asiatique, vers l'immense continent chinois et ses innombrables habitants. Imaginer que la Chine puisse s'éveiller au monde de la consommation et ne pas se trouver alors à la porte de ce marché fabuleux leur donne des cauchemars.

Les industriels français, quant à eux, semblent dormir tranquilles. En tout cas, ils ne se précipitent pas vers ce paradis asiatique où ne s'y installent que précautionneusement. Feng et

Le grand bond en avant

L'ÉCONOMIE taiwanaise a marché à grands pas. Cette petite île de 361 kilomètres de long sur 120 de large, tout encombrée de hautes montagnes, se prend à déifier les pays industrialisés. Elle n'a pourtant que dix-huit millions d'habitants, mais ceux-ci ont vu leur niveau de vie augmenter régulièrement. Aujourd'hui, chaque foyer a l'électricité et son poste de télévision ; 98 % d'entre eux ont un réfrigérateur, 87 % une machine à laver le linge, 84 % le téléphone... et 82 % une automobile. Pourtant, quand les prix des matières premières augmentent (le cas des chocs pétroliers), le taux de croissance annuelle reste bien au-dessus de ce que peuvent espérer les pays occidentaux. Ainsi la croissance, qui avait été de 8,27 % en moyenne de 1953 à 1959, est montée à 8,15 % de 1960 à 1962, s'est élevée encore à 10,09 % de 1970 à 1979 et n'a été ramenée qu'à 8,08 % en 1980 et en 1981.

En trente ans, le revenu national brut est passé de 1,33 milliard à 40,20 milliards de dollars. Dans le même temps, l'indice de production industrielle était multiplié par 43. En 1952, l'agriculture était la base de l'économie : elle fournissait près de 36 % du revenu national brut, tandis que la part de l'industrie n'atteignait pas 18 %. En 1981, le part de l'industrie était de 50,8 %, celle de l'agriculture tombant à 7,4 %. Loin de s'établir sur des rentes de situation, l'industrie taiwanaise se soumet à la concurrence à l'échelle mondiale, sous la pression d'un gouvernement qui, sans intervenir dans la gestion des entreprises, incite au développement de la haute technologie, de l'industrie électronique, de

l'industrie chimique, des appareils de précision, de la recherche, etc.

C'est bien évidemment l'important développement de l'industrie qui a fait que les rapports se sont inversés. L'agriculture est restée prospère grâce à une réforme agraire originale et — ce qui est rarement le cas — a réussi. La loi de 1953 a eu un double effet : d'une part elle a donné le tiers à ceux qui la cultivent (en limitant le droit de propriété à 3 hectares), d'autre part, elle a contraint les anciens propriétaires fonciers d'indemniser à investir. Ceux-ci ont reçu l'indemnité du prix de vente sous deux formes : 30 % en parts d'entreprises d'État et 70 % en bons de marchandises. Beaucoup, quant à faire, se sont transformés en industriels. En dépit d'un accroissement limité des surfaces cultivables, l'indice général de la production agricole a augmenté en trente ans de 181 % et le rendement à l'hectare a plus que doublé.

Le meilleur acheteur

On a assisté à un transfert constant des travailleurs de l'agriculture vers l'industrie et à une augmentation régulière des sommes au travail, qui sont aujourd'hui 2 311 000 contre 4 588 000 hommes.

Taiwan, qui, en 1952, voyait le pourcentage des produits agricoles dans les exportations s'élever à 81,9 %, le voit tomber aujourd'hui à 7,8 %, tandis que le pourcentage des produits industriels passe de 6,1 % à 82,2 %.

En ce qui concerne les importations, le pourcentage des biens de

consommation est revenu de 19,9 % du total en 1952 à 6,1 % en 1981. Celui des biens de production s'élevait de 14,2 % à 25,7 %.

L'année dernière, les États-Unis restaient le meilleur acheteur de Taiwan avec un volume de 8,16 milliard de dollars, soit 36,1 % du total des exportations qui s'élevaient à 22,6 milliards de dollars, le Japon venant ensuite avec 11 %. L'ensemble de l'Asie du Sud-Est représente 18,9 % du total et l'Europe 12,8 %. Le Japon vient en tête des pays fournisseurs avec 28 % du total, sa proximité géographique l'avantageant pour le prix du transport des marchandises. Il est suivi par les États-Unis (22,5 %), la France (20 %), la République de Chine (19 %), le Proche-Orient (18 %), pourcentage qui correspond essentiellement aux ventes de pétrole.

Afin d'attirer les capitaux étrangers, le gouvernement de Taipei a promulgué en 1960 un code pour l'encouragement des investissements. En 1981, le montant annuel des investissements des étrangers et des Chinois d'outre-mer s'est élevé à 3,114 milliards de dollars, les industries électroniques et électriques en recueillant la meilleure part (49,16 % du total).

Taiwan continue de faire appel aux capitaux étrangers pour développer principalement l'industrie lourde, l'automatisation, les industries de base, les équipements pour les communications routières et pour assurer le programme énergétique. Le plan quinquennal (1982-1986) prévoit un taux de croissance moyenne annuelle en termes réels de 8 %, le revenu national brut devant atteindre 60,89 milliards de dollars en 1986.

VERS UN LIBRE-ÉCHANGE DE L'INFORMATION ?

Les enjeux économiques de la circulation internationale des données
Le rôle du droit et commercial face à l'information

nouveau Les flux transfrontières de données
Vers une économie internationale de l'information

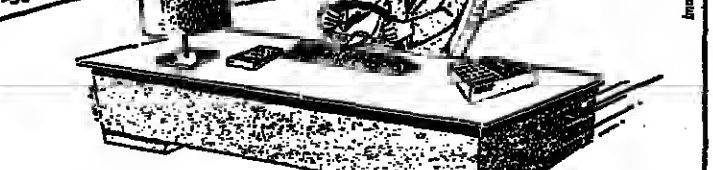
collection
Information et Société n° 12

152 p. 58 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire - 75007 Paris
165, rue Garibaldi - 69003 Lyon
vente par correspondance : 124, rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers CEDEX

Affacturage Sofirec :



Pilotez votre entreprise en toute sécurité.

La sécurité du chef d'entreprise est avant tout la sécurité de son entreprise. Sofirec permet une gestion efficace de vos comptes clients grâce aux relations privilégiées qu'elle a établies avec les responsables des postes-clés de grandes entreprises, clients de votre société.

Avec Sofirec, le choix des comptes clients que vous souhaitez financer vous appartient. C'est ce que l'affacturage sur mesure.

BANQUE SOFIREC S.A. au capital de 15.000.000 F
16, rue d'Agnesseau 75008 Paris Tél. 742.73.97
24, rue Francis Davos 13331 Marseille Cedex 1 - Tél. (91) 54.92.76

ANNÉE UNIVERSITAIRE 1982-1983 DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES ET DOCTORAT DE 3^e CYCLE EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

ORGANISATION : Université de Dijon, Université de Paris II et Institut français du pétrole (I.F.P.) avec le concours de professeurs de plusieurs universités.

CONDITIONS D'ACCÈS : Être titulaire d'une maîtrise de sciences économiques, d'économie, d'un diplôme d'ingénieur ou d'une école de commerce ou d'un diplôme reconnu équivalent.

FORMATION : En étroite collaboration avec les milieux professionnels qui ont accepté la responsabilité de nombreux enseignements.

DÉBOUCHÉS : Les étudiants pourront acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires pour accéder aux postes de décision dans les industries et organismes liés aux domaines de l'énergie.

ENSEIGNEMENTS : Pour l'année universitaire 1982-1983, ils auront lieu à :

**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU PÉTROLE ET DES MOTEURS
INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE**
4, avenue de Bois-Préau
92500 RUEIL-MALMAISON

INSCRIPTION : Demandes d'informations et dépôt des dossiers à l'adresse ci-dessus.
DATE LIMITE : 15 JUILLET 1982

chute des effectifs

La Banque de

concours d'admission

2eme cycle d'études

ou du diplôme

d'une grande école

150 من الاصل

La chute des effectifs syndiqués à la C.G.T.

(suite de la page 17)

Les pertes d'effectifs par département, de 1979 à 1980, témoignent d'autres indications. La perte d'adhésion de la C.G.T. n'est pas due pour l'essentiel à la progression du chômage : son recul commence à se faire sentir en France — une zone géo-politique dont le vote à gauche constitue une des données de la carte électorale française. Sans doute faudra-t-il attendre de pouvoir dépeindre les effectifs de 1981 pour voir si cette tendance s'est confirmée. A première vue cependant, la C.G.T. semble avoir subi le contre-coup de la politique unitaire qui fut la sienne à partir de la fin de l'année 1979.

Un électoral qui se modifie

Au-delà des effectifs, il y a l'adhésion. Telle que la traduisent les élections professionnelles, il est connu que celle de la C.G.T. est en baisse régulière depuis plusieurs années. Mais ce que l'on sait moins, c'est que l'évolution des résultats de la C.G.T. est profondément différente d'une catégorie socio-professionnelle à l'autre. Dans le premier collège, qui regroupe les ouvriers et les employés, la baisse de ses résultats est continue, à l'exception d'une brève remontée en 1971. Elle passe ainsi, de 1968 à 1978 (c'est-à-dire pour le corps électoral votant les années paires) de 55,9 % à 44,9 % (soit une perte de 11,0 %). Pour les

années impaires, elle passe, de 1967 à 1979 de 51,5 % à 40,3 % (soit une perte de 11,2 %).

Par contre, dans le second collège, qui regroupe les techniciens, les ingénieurs et les cadres, c'est une progression sensible des résultats de la C.G.T. qui apparaît : de 1968 à 1978, elle passe ainsi de 16,8 % à 22,8 % (soit une progression de 35,71 %) et, de 1967 à 1979, elle passe de 15,4 % à 18 % (soit une progression de 13,59 %). Cette tendance à la hausse semble certes s'être inversée depuis les années 1974 et 1975. Mais il reste que les pertes électorales subies par la C.G.T. dans la dernière décennie sont quasi exclusivement le fait de son électoral le plus populaire. Certes, la C.G.T. reste encore, et de loin, la confédération syndicale la plus influente dans le collimateur des ouvriers et des employés. Il semble bien, cependant, que son image de marque « prolétarienne » s'est érodée en années, et la distingue de moins en moins des autres confédérations.

L'image de la C.G.T. a toujours été associée à celle d'une présence massive dans les grands centres industriels, à la « force ouvrière » de Billancourt, voire à des situations de monopole syndical, comme dans le Livre ou dans les ports et docks. C'est là une idée largement erronée. Non que la C.G.T. ne dispose effectivement de solides bastions. Mais la réalité de sa force vient tout autant de sa présence dans une série de petites entreprises, où elle est bien souvent le seul syndicat représenté.

Du point de vue du pourcentage de sections syndicales que regroupe chaque confédération, la situation quasi hégémonique qui était la sienne tend à aussi à être battue en brèche. En 1969, elle affiliait ainsi 48,26 % des sections existant sur le territoire. En 1978, elle n'en affiliait que 39,85 %. Mais le constat varie selon la taille de l'entreprise. Dans les entreprises de plus de mille salariés, le taux de sections syndicales affiliées à la C.G.T. baisse de 10,37 % entre 1972 et 1978. Il baisse encore plus nettement (12 %) dans les entreprises qui ont entre trois cents et mille salariés. Mais cette baisse est beaucoup moins sensible dans les petites entreprises : 8,70 % dans celles qui ont entre cent cinquante et trois cents salariés, 6,08 % seulement dans celles qui ont entre cinquante et cent cinquante salariés. Ce résultat est d'autant plus significatif qu'il est évidemment plus courant de voir se fonder une section syndicale dans une petite entreprise — où il suffit souvent du départ d'un salarier — que de la voir disparaître dans une grande entreprise, où l'encadrement syndical est plus étoffé et où les difficultés se traduisent plus naturellement en pertes d'effectif. Le constat, en tout cas, n'est pas dénué d'intérêt : la C.G.T. regroupe encore aujourd'hui près de 45 % des sections syndicales existant dans les petites entreprises.

Faut-il partager l'optimisme de la direction confédérale, qui annonce d'ores et déjà un redressement en 1981 ? Il vaut mieux, dans ce domaine, être extrêmement prudent. Car, depuis la fin de l'année 1980, événements et prises de position se sont accumulés qui ne semblent guère avoir favorisé le recrutement, ni élargi l'adhésion : cela va de l'Afghanistan

à la Pologne, en passant par les ambiguïtés de l'élection présidentielle.

Visiblement, c'est dans les grandes concentrations ouvrières, là où il y a mémoire ouvrière collective, confrontation syndicale et débat d'idées, que la C.G.T. a le plus chèrement payé la caution qu'elle a apportée à la division politique et la part qu'elle a prise à la division syndicale. Reste le poids considérable qu'elle continue d'exercer dans les petites et moyennes entreprises. Qu'apparaisse demain un mouvement général de syndicalisation, et la C.G.T. dispose là de structures d'accueil qui pourraient lui permettre d'en engranger les bénéfices. Ce ne serait pas la première fois : déjà, au lendemain de mai 1968, c'est par ce biais, bien plus que par le recrutement dans ses bastions, qu'elle avait pu développer ses effectifs. Et, bien sûr, la décision du Parlement d'autoriser la création de sections syndicales dans les entreprises de moins de cinquante salariés renforce encore l'enjeu que peuvent représenter les petites entreprises.

En tout état de cause, l'ensemble de ces problèmes passera sur le quarante et unième congrès. Les plus influents des dirigeants confédéraux savent bien que la baisse en effectifs n'est pas pour eux une simple question d'adaptation. Mais, pour répondre aux difficultés que connaît aujourd'hui la grande confédération ouvrière, il faudra plus qu'un changement de ton.

JACQUES KERGOAT.

La méthode d'évaluation

Le Courrier confédéral est une publication hebdomadaire de la Confédération, destinée aux responsables des fédérations et des unions départementales. Le « secteur organisation » y publie chaque semaine, par département, la liste des adhésions recueillies, par les unions départementales, depuis le début de l'année. Les données en regard le pourcentage que représentent ces adhésions par rapport aux effectifs précédemment recensés, par chaque département. Une règle de trois permet de retrouver ces effectifs.

Selon la C.G.T., les informations fournies par le Courrier confédéral sont « précieuses », les renseignements donnés par

département sur les nombres d'adhésions, n'étant que « fragmentaires ». La « vraie base de calcul », selon la C.G.T., est celle des cotisations versées : la masse de celles-ci, divisée par un nombre moyen de cotisations mensuelles pris par les syndiqués, permet de connaître les effectifs de la Confédération.

Selon d'autres indications, cette méthode, si l'on retient des chiffres par adhérents, aboutit au résultat de un million trois cent mille, selon le nombre de cotisations retenues les effectifs seraient compris entre un million trois cent mille et un million six cent mille : quel que soit le chiffre, il ressort que la C.G.T. s'est perdue quatre cent mille syndiqués en trois ans.

ANGLAIS : COURS D'ÉTÉ

En ANGLETERRE (Londres - Cambridge - Brighton), aux ETATS-UNIS (Berkeley - San Francisco)

- Méthode unique sur le campus universitaire.
- En Angleterre, cours intensifs de 2, 3 ou 4 semaines, en groupes de 5 à 6 personnes.
- Aux Etats-Unis, cours intensifs ou semi-intensifs de 3 ou 4 semaines, en groupes de 10 à 12 personnes.

• Nous organisons également des cours d'été pour l'ESPAGNOL à Madrid.

Pour tous renseignements et inscriptions concernant ces cours, veuillez nous téléphoner au 260-33-76, ou nous envoyer ce bon

LANGUAGES STUDIES, 350, rue Saint-Hugues - 75001 PARIS
TEL : 260-33-76
Nom, prénoms :
Age, profession :
Adresse :
désire recevoir une documentation sur les cours d'été

pesup
Leader préparation
HEC - ESSEC

RECRUTE
dans le cadre du
mba
INSTITUTE

BACHELIERS 82 en vue MBA 87

Les candidats devront posséder : une bonne connaissance de l'anglais, un esprit d'analyse et de synthèse développés, une personnalité déjà affirmée.

Les candidats obtiendront, après une formation de haut niveau de quatre années en France, le diplôme internationallement reconnu de Master of Business Administration lors d'une cinquième année passée dans l'une des meilleures universités américaines.

Documentation et Dossier MBA INSTITUTE
c/o PESUP, Enseignement Supérieur Privé
18, rue du Cloître N-Dame 75004 Paris - (1) 325.63.30

E.P.E.C. FORMATION
REVISION ETE 82

- Révisions D.E.S. : juillet, août.
- Révisions CERTIFICATS SUPÉRIEURS (I.E.F., D.S.E.) : septembre.
- Révisions B.P. Comptable : septembre.

Renseignements :
246-58-14

ALLÔ LE 758 1100 ? UNE TABLE POUR 2 POUR TAHITI, S'IL VOUS PLAIT.



RESTAURANT Club Méditerranée
58, Boulevard Victor-Hugo
92200 NEUILLY (Parking)
Tel : 758 11 00

BUICK
Shelby 900



Jean Charles s.a.
28, rue Claude-Terrance, Paris-10. 524.43.33

BF

La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL DE DIRECTION
de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du

concours d'adjoint de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 2 et Dimanche 3 Octobre 1982.
Inscriptions reçues jusqu'au 30 Août.

Ce concours s'adresse aux candidats de nationalité française âgés de moins de 26 ans (sans réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1982.

Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75004 PARIS CEDEX 01
Téléphone 261.56.72 postes 35-43 et 35-44.



L'ordre monétaire mondial.

Par Pascal Salin.

Pascal Salin, spécialiste d'économie monétaire internationale, explique dans cet ouvrage, le fonctionnement des systèmes monétaires. Il montre pourquoi les gouvernements, toujours prompts à dénoncer les désordres du système monétaire international, en sont les seuls responsables. Aucun sommet de Chefs d'Etat ne pourra donc les supprimer.

L'ordre monétaire mondial implique la fin de l'intervention étatique dans la production et la circulation de la monnaie.

Collection "L'Etat d'aujourd'hui" dirigée par Georges Galois-Henry et Pierre Auloy - 536 pages - 125 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion. (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11 rue Viète 75017 Paris. Tél. 723.67.48
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom :
Prénom :
Bac : 1^{re} langue :
Adresse : 101

PRIX UNIVERSITE DAUPHINE ENTREPRISE 1982

délivré par l'université DAUPHINE et l'AMICALE des ANCIENS de l'université DAUPHINE
ce prix vise à récompenser un décideur pour un ouvrage de management clair et original

NICOLAS WAPLER

"les changes, cambisme et trésorerie devises"
DALLOZ coll. gestion pratique

LISTE DES MEMBRES DU JURY

M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris
M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris	M. Jean-Louis Baudry, professeur à l'Université de Paris

AMU/DAUPHINE - PLACE DU MARÉCHAL DELATTE DE TASSIGNY 75775 PARIS CEDEX 16

(Publiété)

Redressement d'entreprise en difficulté

ACRES (1) 260 97 73

NEUBAUER

DU 1^{er} au 30 JUIN 1982

REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4.000 F QUEL QUE SOIT SON ETAT

pour l'achat d'une berline 305 Peugeot 82
Dans la limite de nos stocks disponibles.

M. GÉRARD : 821-60-21

150 من الأمل

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● THÉORIE Z FAIRE FACE AU DÉFI JAPONAIS

William OUCHI

Avant-propos de Henri-Claude de Bettignies

En économie, l'opinion française croit volontiers à l'existence d'un « truc », sinon d'un miracle ; le titre de cet ouvrage pourrait encore renforcer cette croyance. Il n'en est rien : le livre du professeur Ouchi (de grande renommée aux États-Unis) ne nous montre pas comment le Japon a troqué ses deux sabres contre une serviette et une machine à calcul, mais comment peut fonctionner une entreprise, au Japon ou ailleurs.

La performance japonaise ne résulte d'ailleurs ni de l'équipement ni de la qualité du personnel, mais de la gestion, par la méthode « Z ». Celle-ci a du reste été employée, depuis longtemps, par des entreprises américaines (notamment la General Motors et IBM).

Pour-on d'ailleurs parler de méthode, alors qu'il s'agit plutôt d'un « style » ? Celui-ci peut prendre la forme japonaise (type-J) ou occidentale (type-A, c'est-à-dire américaine, curieusement prôné par Max Weber).

A la lecture des développements sur le personnel, pourrait naître l'impression qu'il n'y a pas de relations-confrontations entre le personnel et le chef d'entreprise, mais un important « consensus » (ce terme vague, qui a, de ce fait même, fait fortune aux Nations unies et qui, dans le cas de l'entreprise, pourrait être opposé à l'aliénation). A tout le moins, les bénéfices sont loin d'être considérés comme une fin en soi.

On retiendra, notamment, l'histoire de la montre digitale.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'application pratique avec énumération des diverses phases de la compréhension et de l'adoption. C'est seulement à la phase sept qui est envisagée la participation du syndicat, ce qui pourrait, en d'autres pays, soulever des difficultés d'autant plus sérieuses qu'est exploité tout contact avec les syndicats.

Bien séduisante, la stabilité de l'emploi dans le cadre de l'entreprise pourrait cependant poser des difficultés à l'échelle nationale, pour peu que l'économie soit mouvante ; mais cette cause de divergences n'est pas signalée.

La méthode Z devrait, est-il spécifié, caractériser l'entreprise socialiste, en particulier la yougoslave, mais le scepticisme prévaut sur ce point.

Cette théorie Z est-elle vraiment une méthode ou même un style ? N'est-elle pas, plus encore, une culture ?

Bibliographie très sommaire et un peu surprenante, où le dix-neuvième siècle tient une large place.

Bonne traduction de l'anglais par J. Guio, Interéditions, Paris, 1982, 22 cm, 284 pages, 75 F.

● L'ÉCONOMIE MONDIALE EN TROIS DIMENSIONS

Michel COURCIER

Cette marche économique du monde, il la suit dans tous les sens, depuis longtemps, ce pionnier de la comptabilité nationale, puis de la prospective, et, surtout, il l'interroge.

Trois parties, dont la première, description du passé, commence paradoxalement (ou logiquement, peut-être) avec l'an 2000, intervention proche à nous préparer au jeu. C'est en 1870 que commence la « crise », depuis le changement d'évolution. Une fois achevé le tour de la planète, nous sommes prêts à voyager dans le temps.

Cette prospective de deuxième partie, qui est aussi l'histoire du groupe d'études, se réalise d'abord avec le modèle Moïse et ses trois moteurs. Jusqu'en 1980, le scénario a, logiquement, mieux réussi pour le PIB que pour l'emploi et la balance des paiements courants.

La troisième partie est d'exploration et, plus encore, de méthode ; en particulier, est analysée la stratégie des grandes firmes et sont présentés quelques outils utiles à la politique (économie française, dialogue Nord-Sud, etc.). La lecture soulèverait, bien entendu, moins de questions, mais il s'agit en définitive, moins de prévision que de méthode et de recommandations ; est particulièrement soulignée la fragilité de l'Europe de l'Ouest.

Quelques conclusions pratiques terminent cette consciencieuse présentation, nécessairement très condensée, de toute une vie de recherche.

En annexes, nombreux tableaux. * Casterman-Lévy, Paris, 1982, 21 cm, 260 p.

● LA CRISE, QUELLE CRISE ?

Dynamique de la crise mondiale

Samir AMIN

Giovanni ARRIGHI

André Gunder FRANK

Immanuel WALLERSTEIN

L'entrée de jeu est, selon le rite, innucentée la hausse du pétrole de 1973-1974, pour bien localiser les responsabilités occidentales. Les quatre économistes souhaitent chacun une issue ou, tout au moins, un déroulement plus favorable aux pays pauvres, mais c'est l'analyse des pays riches qui est la plus intéressante.

Des quatre textes, c'est celui de M. Samir Amin qui nous paraît le plus digne d'attention. De son observatoire de Dakar, il procède à une observation continue, rarement mise en défaut, il semble cependant ne plus nourrir la même foi en un isolement économique du Sud, appelé volontiers Sud-Sud. La désintégration en cours du tiers-monde ne peut, dit-il, se terminer que par une issue « nationale et populaire », dont le modèle n'est toutefois pas précisé.

Moins au fait des faits, si nous osons dire, A.G. Frank et I. Wallerstein ne présentent une analyse du même niveau. Tout en faisant tous deux appel à quelque évolution cyclique de Kondratieff, toujours complaisante, ils ne formulent rien de précis : même la critique de Keynes par Frank est méritée d'être nuancée. Quant à l'issue de la crise, qui semble conclure les vues de Wallerstein, elles ne sort guère du bon classique.

De vues assez différentes, G. Arrighi décrit l'évolution de l'hégémonie américaine et formule sur le chômage un diagnostic assez pénétrant, notamment sur les rigidités de l'offre, si nettement contestées en France. Dans l'ensemble mondial, aucune innovation n'est en vue dans les prochaines années.

Le caractère le plus commun aux quatre auteurs n'est pas tant le manichéisme qu'une indifférence surprenante vis-à-vis des problèmes démographiques ; or, même sur un horizon assez court, la population joue un rôle. Du reste, de façon générale, les chiffres sont très rares.

Traduction contestable sur quelques points : par exemple, ignorance de l'utilisation du

terme néo-mercantilisme en comptabilité nationale.

Regrettons que l'éditeur n'ait pas jugé utile de présenter les auteurs, en nationalité, en âge, en profession.

* François Maspéro, Paris, 1982, 22 cm, 244 pages.

● L'ÉCONOMIE FICTION, CONTRE LES NOUVEAUX ÉCONOMISTES

W. ANDREFF, Annie-L. COT

R. FRYDMAN, L. GILLARD

F. MICHON, R. TARTARIN

Le titre doit évidemment être aspergé du sous-titre. C'est un sévère réquisitoire contre les économistes néolibéraux, le cible principale étant M. Lepage et son ouvrage au titre résolument provocant : *Demain, le capitalisme*.

Sans être la meilleure partie de cette analyse critique, l'introduction, anonyme, met en évidence le vide qui a succédé à la période de la foi keynésienne.

Professeur à Paris-XI, R. Frydman nous donne un intéressant historique, mais reste dans l'abstrait.

Ce sont les droits de propriété (*usus, fructus et abusus*) qui sont à la base de l'argumentation de W. Andreff, professeur à Grenoble. La partie la plus digne d'attention concerne la Yougoslavie, et notamment le malheureux à l'embauche, qui semble avoir précédé le nôtre. Trop facile, par contre, nous paraît la condamnation de la théorie pour « double non-lieu » et même « utopie », au sens si dilué.

C'est également le droit de propriété, plus que le libéralisme, qui fait le cible de M. Robert Tartarin, maître-assistant à Nantes ; retenons-en surtout l'histoire pittoresque des Indes Montagnaises.

L'adversaire type H. Lepage est encore particulièrement visé par Mme Annie-L. Cot ; plus fertile, semble-t-il, eût été une critique sûre de Laffar et de la théorie de l'offre. Texte coulant, plaisant, même que tendu, où Mandeville, Taylor, La Courbe, etc., sont appelés en témoignage, mais qui finit dans une abstraction qui se prête aux interprétations les plus diverses.

La meilleure « parodie » est celle de M. L. Gillard, du C.N.R.S. Cortes, 22

« Nouvelle théorie du consommateur » nous éloigne quelque peu du Credo, mais le champ est plus large (une illusion est même faite aux migrations) et le fond plus solide. Ne se laissant jamais enfermer dans son propre jeu, ou s'en dégageant à temps, il accède, de temps à autre, à des points d'humour, témoignage indiscutable de maîtrise.

C'est sur le chômage que s'étend surtout, non sans courage, M. F. Michon, mais rien de positif n'en résulte. Par exemple, l'allusion au « *labor saving* » (pourquoi pas « économie du personnel » ?) ne va pas jusqu'à « déverser » ni aux « circuits de travail » : sans aller jusque-là, une dénonciation claire des rigidités est permise de mieux conclure que l'esquisse finale.

Au bout de cette lecture, de haute tenue, nous nous posons évidemment la question de son efficacité. Sans doute quelques sautes de réalités auraient-elles touché davantage les personnes les plus dignes d'attention, c'est-à-dire les indifférents.

* François Maspéro, Paris, 1982, 22 cm, 238 pages.

● LES LUTTES DE CLASSE EN U.R.S.S.

3^e PÉRIODE : 1930-1941 ***

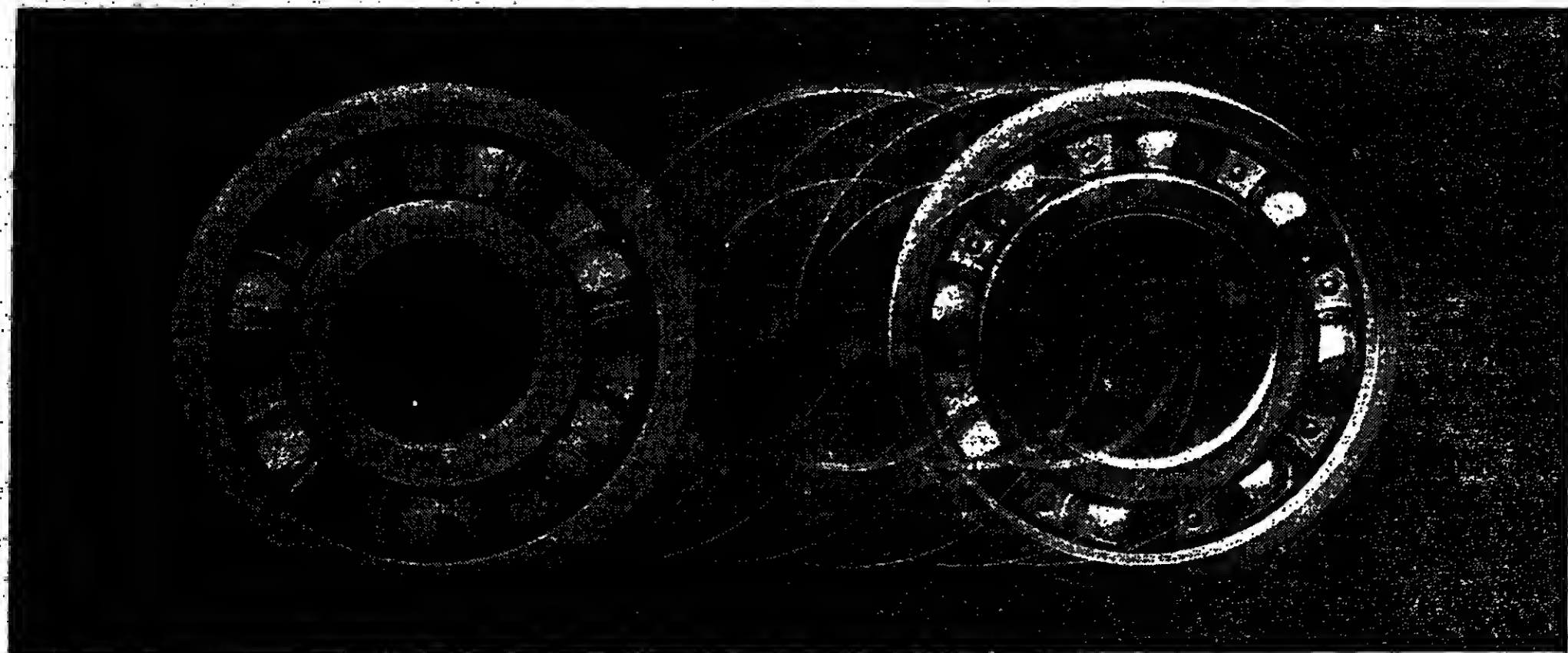
LES DOMINÉS

Charles BETTELHEIM

Le grand spécialiste — et partisan — des méthodes de planification, qui a décrit avec tant de conscience l'évolution de l'économie soviétique, n'a pas hésité, par scrupule scientifique, à rectifier ses premiers jugements, lorsque les lumières reçues l'ont conduit à le faire. Poursuivant la série des ouvrages sur la lutte des classes en U.R.S.S., il décrit ici la période si haurée 1930-1941 et le sort subi par les paysans, par les victimes de la répression et de la terreur. La quatrième partie, plus technique, décrit l'évolution économique et l'accumulation du capital, lesquelles conduisent à un capitalisme de type nouveau.

La bibliographie sera donnée dans le prochain numéro, qui sera aussi le dernier de cette remarquable série.

* Seuil-Maspéro, Paris, 1982, 20,5 cm, 316 pages.



Roulements: la révolution.

Beaucoup de gens refusent de l'admettre. Et pourtant, c'est un fait : au fil des ans, les roulements ont beaucoup changé. Et il y a entre eux des différences considérables. Voyons cela de plus près. Lorsque, à la fin du siècle dernier, les moteurs électriques ont fait leur apparition, les difficultés ont commencé. Le temps gagné, en accélérant la cadence de travail, était bien souvent perdu quand les pièces n'arrivaient plus à soutenir l'effort et se brisaient. (A cette époque, SKF entra dans l'histoire en inventant les roulements à billes qui ont permis de les aligner.)

Comme aujourd'hui, la technologie d'ensemble ne pouvait progresser que si la technologie des paliers s'améliorait parallèlement.

Et les roulements ne font pas exception. Le principe de base qui régit leur construction reste toujours valable. Mais c'est à peu près tout. Intuition et théorie ont cédé la place à la science, et à l'expérience. Des modifications de l'ordre du dix-millième de millimètre sont aujourd'hui monnaie courante. Et adopter un nouveau concept de roulement peut permettre de réaliser des économies d'énergie d'ordre de 8 à 80%.

En 75 ans, nous avons inventé ou amélioré pratiquement tous les types de roulements à billes.

Nous avons établi la théorie de base de la durée de vie des roulements. Nous avons mis au point un acier pour roulements dont le degré de pureté n'a pas encore été surpassé. Et nous avons créé des rectifieuses d'une précision encore inconnue sur le marché. Le temps

d'usage des roulements était de 10 minutes il y a soixante ans. Nous l'avons fait descendre à 75 secondes aujourd'hui. Et nous avons si bien augmenté la durée de vie des roulements qu'ils durent maintenant (à une ou deux exceptions près sur mille) plus longtemps que les machines qu'ils équipent.

Le résultat de tous ces efforts ? Nous représentons environ 20% du marché mondial du roulement, depuis les roulements miniatures dont le poids ne dépasse pas 3 centièmes de gramme jusqu'à des roulements pesant 500 millions de fois plus. Vous admettez que nous avons fait de grands progrès depuis la révolution dont nous avons nous-mêmes été les initiateurs, il y a 75 ans ? Vous remarquerez donc que tous les roulements ne se ressemblent pas.

Nous réduisons les frottements des mouvements mécaniques.



SKF

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS A ROLAND-GARROS

Le Suédois Wilander succède à Borg

Il serait déplacé de clamer « le roi est mort, vive le roi » pour saluer l'avènement du jeune Suédois Mats Wilander dans les Internationaux de France, succédant à Björn Borg, victorieux en 1981. Pour le bonheur de tous les sportifs, Borg - vingt-six ans hier - est superlativement vivant, et son nom universel, quelle que soit la suite de sa carrière, est à jamais gravé dans les mémoires. Le nouveau phénomène du tennis suédois n'aurait pas eu la même réussite durable tout le tournoi, ni la même foi dans la victoire finale si son grand aîné

ne lui avait montré la trace en remportant dans ce même Central de Roland-Garros son premier titre en 1974 au même âge ou presque.

La nouvelle loi du sport confère la gloire à des adultes précoces dont l'expérience s'est forgée dès la prime adolescence : il est donc normal que le champion des Internationaux 1982 ait été sacré l'an dernier champion des juniors. Mieux encore : à dix-sept ans on se réveille à vingt-neuf on est fini. Pour illustrer cette vérité cruelle, Mats Wilander a dominé Guillermo Vilas.

Ce ne fut pas une finale de tennis brillante, où l'attaque est risquée sur tous les points, où les ripostes claquent comme des pétards, ce fut une empoignée sur la ligne de fond qui, sur les quatre heures et demie du match, parut longtemps fastidieuse, mais qui secrétait, pour les initiés, le mystère des deux tempéraments livrés à nu dans des échanges où la balle repassait jusqu'à cinquante fois le filet.

A ce rythme, d'une lenteur étudiée, on aurait cru Guillermo Vilas, renvoyant au cœur énorme, champion surinté, trois fois finaliste à Roland-Garros, dont une fois gagnant - en 1977, - on l'aurait cru, ce super-athlète, absolument invincible. C'était négier, sans vouloir oublier sa mégalomane victoire à Monte-Carlo, sa propension à gambolier quand ce se gâte, et le manque de confiance dans ses inspirations de gauche qui l'obligent de consulter en permanence son directeur de conscience, le Roumain Tiriac, auquel le relie un télegraphiste optique depuis le premier rang des tribunes.

C'était surtout négier la condition physique, la maturité et le sens tactique que Mats Wilander avait originalement fait admirer contre un monstre de régularité, le Tchèque Ivan Lendl, puis confirmé devant José-Luis Clerc et Vitas Gerulaitis, autres seigneurs du tournoi.

Cette finale à retentissements, au plein sens du mot, gagnée en quatre sets (1-6, 7-6, 6-0, 6-4) par Wilander, fut en réalité passionnante. Durant ces rallies de longue patience, on eut cent fois l'occasion de se demander si le « pied-tendre » tiendrait jusqu'à la fin. Au bout de deux heures, quand fut disputé le tie-break du deuxième set, et plus tard, quand le dénouement, gagnant, se découvrit, les dix-huit mille spectateurs, d'abord réticents, puis surpris, se rendirent compte qu'ils avaient

assisté au jeu du chat et de la souris, mais que le gros metou n'était pas celui auquel on pensait.

Passons derechef le captivant question : les grands prédateurs de filets, comme autrefois Paoli et, hier encore, Pecci, ou des relanceurs de terre battue dotés d'un arsenal de flèches, à l'image d'un Drobny ou d'un Sentana dans le passé, n'auraient-ils pas résolu en un clin d'œil ces longs problèmes de géométrie dans l'espace ? Mais déjà Borg, au sommet de la pambolo, avait répondu péremptoirement. Reste l'inconnue : John McEnroe, l'autre grand esset, le génie...

Au fil des jeux

Le soleil était caniculaire - 36 degrés au thermomètre du central - quand, ce dimanche 6 juin, à 14 heures, les deux finalistes tant attendus pénétrèrent sur le terrain. On vit tout de suite au premier set que l'inédit Wilander n'était nullement déconcerté, ni par l'atmosphère, ni par l'enjeu. Ce fut néanmoins Vilas qui l'emporta par 6-1. Et les innocents commencèrent à se dire que son jeu soit-disant amélioré, le nouveau talisman de sa raquette à moyen tamis allaient s'imposer.

Toutefois, au milieu du deuxième set, on s'aperçut que les initiatives de Vilas manquaient de mordant, que son service ne délivrait aucun ace et que ses retours ne faisaient jamais le point, en dépit de ses déplacements inlassables sur la ligne de fond et même à la volée. Lorsque Wilander eut remporté cette deuxième manche au tie-break, il fut clair que le jeune Suédois menait sa partie avec la plus vive intelligence, compensant sa lenteur étudiée par des accélérations foudroyantes en coups droits poussés

dans les angles, ou bien par des incursions inopinées au filet.

Le troisième set, remporté dans les grondements du tonnerre par le score catégorique de 6-0, confirmait ces observations. C'est au quatrième set que les chances chavirèrent tout à fait. Vilas avait mené 2-0 sans que Wilander, transparent à peine, perdît son sang-froid. Après que les jeux se furent égarés à deux partout, le brouillard d'usage forcé se déroula entre les deux hommes pour la conquête du commandement. Ce fut l'occasion de remarquer que le déplacement latéral de Wilander était toujours aussi sobre et équilibré - il paraissait par moments presque arrêté sur ses deux pieds, - tandis que les jambes si véloces de Vilas, éprouvées par tant de courses d'avant en arrière, notamment sur les lobs judicieusement livrés, s'alourdisaient. Vilas prit quand même ce jeu essentiel. Mais, bientôt, Wilander égalisait, puis menait à son tour par 4-3.

Vilas, au prix d'un effort terrible, conquiert encore le service adverse par un jeu blanc, remettant le score à quatre partout ; mais il ne parvint pas à aller chercher une amortie au jeu suivant, et, dès lors, un set qu'il était perdu, pire, qu'il était mort.

Wilander, sans s'écarter, continua avec lucidité les longs échanges pour user l'Argentin jusqu'à la corde. Un magnifique contre-pied à la volée lui permit de mener 5-4. Là, au service, Wilander passa carrément à l'attaque : deux volées gagnantes, une de 40-0, trois balles de match, une balle dehors : 40-15. Enfin, un dernier coup de raquette, un seul, percuté à fond dans l'angle mort : 6-4.

Sous des ovations frénétiques, le Viking blond leva les deux bras en l'air : il a rejoint Borg au seuil de sa légende !

OLIVIER MERLIN.

AUTOMOBILE

Watson (McLaren) vainqueur dans la confusion à Detroit

Detroit. - Parti en dix-septième position, le Britannique John Watson (McLaren), qui avait déjà gagné cette saison le Grand Prix de Belgique à Zolder, a pris, dimanche 6 juin, la première place du Grand Prix de Detroit devant l'Américain Eddie Cheever (Talbot-Ligier) et le Français Didier Pironi (Ferrari). C'est avec la J.S.-17, dont on pensait qu'elle ne se produirait plus sur

un circuit que l'écurie française a fait sa première bonne opération de la saison.

Alain Prost, le plus rapide aux essais, et René Arnoux (Renault turbo) ont dû abandonner à la suite de problèmes de pompe à injection. Prost perd sa première place au classement du championnat du monde des conducteurs au profit de Watson.

(De notre envoyé spécial)

M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), aime à dire qu'un Grand Prix de formule 1 est une manifestation à grand spectacle qui débute le vendredi par des essais libres, se poursuit le samedi par des essais de qualification et se termine le dimanche par une apothéose que constitue la course. Le bon déroulement de la compétition sportive mais aussi les investissements que réclame une épreuve de formule 1 exigent que les organisateurs, les constructeurs et les pilotes respectent les termes d'un contrat qui les lie tous.

Le président de la FISA prendra-t-il des sanctions contre les organisateurs du Grand Prix de Detroit qui n'ont pas tracé, en temps voulu, un circuit sur lequel les coureurs puissent piloter leurs monoplaces dans des conditions raisonnables de sécurité ? Prendra-t-il aussi des sanctions contre les responsables de la FISA qui ont permis l'homologation du circuit et l'on trouve, semble-t-il, à leur convenance ?

Le pouvoir sportif, si soigneux envers les pilotes, n'est pas aussi rigoureux quand il s'agit de ses propres finances.

Paradoxalement, M. Bernie Ecclestone, patron de la Formula one Contractor Association (FOCA) et de l'écurie britannique Brabham, n'était pas très satisfait de l'organisation. Pour une fois, les pilotes n'ont pas fait les frais de la colère des dirigeants de la FISA et de la FOCA. A peine arrivés dans la capitale de l'automobile, ils se sont rendus sur le circuit et l'ont parcouru à pied. A son retour, Alain Prost dénonçait principalement « le manque de profondeur des échappatoires, l'insuffisance du nombre de pneumatiques destinés à atténuer les chocs ». Didier Pironi demandait que des modifications soient appor-

tées sur le circuit et obtenait notamment que certains murets soient recouverts de plusieurs mètres et que des pneumatiques de protection soient ajoutés ; enfin, que les échappatoires soient approfondies.

Tout ce travail, sur un circuit qui n'était pas terminé, devait pourtant obliger les organisateurs à annuler les essais privés et les premiers essais libres. Les pilotes se sont ainsi contentés de « tourner » une seule fois, samedi, pour des essais qualificatifs. La deuxième séance, qui a eu lieu l'après-midi, ayant été contrariée par des chutes de pluie.

Au volant de sa Brabham à moteur B.M.W. turbocompressé, le Brésilien Nelson Piquet, champion du monde, classé à la vingt-huitième place, faisait les frais de ces essais écourtés. C'était l'une des conséquences de l'expérience des organisateurs. Si certains pilotes soulignaient les dangers du circuit, d'autres s'étonnaient que en cas d'accident, deux camions-grues (1) seulement aient été prévus pour dégager la piste, qui ne comportait pas moins de vingt virages, ce qui impliquait que l'un de ces véhicules pénétrât à ce moment-là sur le circuit. Les organisateurs n'avaient pas d'autre solution que d'arrêter la course en cas d'incident. Ce qui arriva après six tours, alors que la voiture de l'italien Patrese, après avoir « tapé » le rail, prenait feu.

Deux départs

Interrompu pendant une heure, le Grand Prix de Detroit faisait l'objet d'un deuxième départ. Les écarts qui avaient été enregistrés après six tours de course étaient maintenus. Alain Prost repartait avec les trois secondes d'avance qu'il avait sur le Finlandais Rosberg. Son épée pre-

rait fin au vingt-deuxième tour, au moment où, dans un virage, il était doublé par Rosberg, dont la manœuvre audacieuse faillit se terminer dans les débris. Le Finlandais s'installait en tête, Talonné par Pironi. Watson, Landa et Cheever, il était la première place au Britannique qui, officiellement pourtant, n'occupait pas alors la tête de la course, compte tenu des écarts enregistrés au moment où elle avait été arrêtée. Ce fut fait plus tard quand Watson eut grignoté la vingtième des secondes qui le séparait de Rosberg.

Outre la défaite de Renault, le fait du jour reste le comportement remarquable de la Talbot-Ligier conduite par Eddie Cheever. A vingt-quatre ans, l'Américain confirme la troisième place obtenue au dernier Grand Prix de Belgique. Un résultat qui conforte les responsables de l'écurie française après la non-homologation de la J.S.-19 lors du Grand Prix de Monaco.

Organisé afin de redonner un peu de vitalité à l'activité commerciale de la ville axée sur les constructions d'automobiles, industries automobiles sérieusement ébranlées par la crise économique (2), le Grand Prix de Detroit, qui a été suivi par cent mille spectateurs, a donné l'occasion à Didier Pironi, porte-parole des pilotes de formule 1, d'affirmer la cohérence de son comportement.

Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois depuis le Grand Prix d'Afrique du Sud, le dialogue a été possible avec la FISA et les organisateurs, qui, à défaut d'expérience, ont fait, malgré tout, preuve de bonne volonté.

GILLES MARTINEAU.

(1) Au Grand Prix de Monaco, un camion-grue est mis en place à chaque virage.

(2) Detroit et son agglomération comptent quatre millions d'habitants. Le taux de chômage s'élève à 20 % de la population active.

MARTINA NAVRATILOVA L'ATHLÈTE

Il faut savoir perdre. Même à dix-sept ans. Même une finale à Roland-Garros. Andrea Jaeger et un très mauvais caractère. Ce qui la sert sur les courts et la dessert hors du terrain. Elle a fait samedi 5 juin après cette jolie finale du simple dames un gros caprice. Battue, mais pas contrainte : « C'est déjà dur de se battre contre une joueuse comme Martina Navratilova, mais quand elles sont trois contre vous c'est impossible. Nancy Lieberman et Renée Richard n'ont pas cessé de faire des signes à Martina pour lui dire comment il fallait jouer. Cela a fini par me gêner. J'ai perdu ma concentration dans le second set. »

Elle n'en démordra pas. Et si elle précise : « Ne me faites pas dire ce que je ne veux pas dire. Martina et moi, nous nous aimons. » elle dira quand même : « C'est injuste ! » C'est injuste en effet de perdre une finale à Roland-Garros à dix-sept ans quand un autre, lui, la gagne. Mais c'est injuste comme une balle de tie-break qui hésite entre un camp et l'autre, comme un point décisif qui caresse la ligne ou la fuit, comme un match de tennis.

Martina Navratilova, vingt-six ans, a gagné (7-6, 6-1) ce tournoi féminin. Elle qui savait aussi ce que veut dire perdre une finale ici - en 1975 contre Chris Evert - aurait probablement apprécié que sa rivalité lui marchande point son plaisir. D'un revers méprisant, Mlle Navratilova a expédié la petite fille de Chicago : « Ce sont des encouragements qui m'ont été prodigués par mes entraîneurs, pas des conseils. J'ai toujours essayé d'être une bonne perdante et une gagnante gracieuse. Merci Andrea ! De toute façon, cette finale je l'aurais gagnée même en dormant. »

Ce coup d'après-match, ce crêpage de chignon totalement inutile si ce n'est pour confirmer la réputation d'un circuit féminin assez vif, s'expliquent néanmoins. Pour les deux joueuses, ce fut une rude et belle finale, l'affrontement de deux écoles. Martina Navratilova, joueuse at-

personnage d'exception, n'était pas avantagée sur cette surface lente avec son jeu très offensif d'adaptable du service-volée. La prime allait plutôt à Andrea Jaeger, prototype de ces jeunes surdoués que les écoles de tennis, comme les écoles de gymnastique, de natation ou de patinage artistique, semblent devoir fabriquer aujourd'hui à la chaîne. Elle se situe plutôt dans la lignée de Chris Evert avec un jeu de fond de court extrêmement régulier, d'une précision millimétrique, avec en plus quelque chose de la technique de Jimmy Connors dans le revers à deux mains.

Cet affrontement de deux écoles, l'offensive et la défensive, sous un soleil de plomb, allait donner lieu effectivement à un beau premier set. Longtemps Andrea Jaeger, dont la jupette rouge de petit chaperon indigeste aidait à suivre l'extraordinaire mobilité, parut en mesure de croquer l'athlète d'en face. Mlle Navratilova était clouée sur la ligne par les balles adverses, lobs, amortis, passing-shots, toute la gamme des coups qui décourageaient n'importe quelle joueuse d'humeur offensive. Mais le point faible du jeu de la jeune Américaine est précisément contenu dans son point fort. Andrea Jaeger veut tellement imposer son jeu, avec une volonté entêtée, qu'elle prend, en permanence, des risques. Elle vit dangereusement dans un décompte éternel de points gagnés et de fautes. Et il arrive, si le gain est moindre que le déchet, que l'adversaire, même dominée, l'emporte. Ce fut le cas dans le premier set où, au terme d'un tie-break acharné, Martina Navratilova finit par l'emporter grâce à deux doubles fautes de son adversaire et eussent à un coup de chance transformant une volée ratée en un amorti réussi.

Après cela, Mlle Navratilova, l'ex-Tchécoslovaque, ne pouvait plus perdre. Elle imposa sa fraîcheur athlétique et sa rage de vaincre au seul éppenti coléreux de la petite.

PIERRE GEORGES.

RUGBY

CHALLENGE DU MANOIR

Dax bat et égale Narbonne

L'U.S. Dax a gagné, samedi 5 juin, la trentième finale du Challenge Du Manoir en battant, au Parc des Princes de Paris, le R.C. Narbonne par 22 à 19. Chaque équipe a marqué trois essais. Les Landais, qui ont toujours mené à la marque, ont fait la différence grâce à un drop.

Ouf ! Le coup de sifflet de M. René Hourcade mettant un terme à la finale du Challenge Yves-du-Manoir était aussi le point final de la saison ovals. Il était temps, car le rugby par 30 °C n'est plus de saison. L'extrême fatigue qui s'est abattue sur les lignes avant de Dax et de Narbonne, après qu'elles eurent joué leur journée en première mi-temps, en fut l'illustration. Par cette moitié tropicale, les gaillards d'avant ressemblèrent peu à peu à des pingouins transportés à l'Equateur.

La qualité du jeu en souffrit. Toutefois, cela contribua à atténuer la pugnacité des deux équipes qui avaient pénétré sur la pelouse du Parc des Princes avec un lourd contentieux : à l'issue du match retour des poules de dix du championnat, le 20 décembre, sept joueurs avaient été suspendus, deux d'acquies et cinq de Narbonne, ces derniers voyant de surcroît leur équipe encaisser un cuisant 47-0. Quelques vilains coups de godasse étaient donc inévitables, le « méchant » Ros étant le cible favorite des Landais et le couteur de toutes Pandans la victime désignée des Audois. L'arbitrage, cependant, fut assez vigilant pour que la partie ne dégénérât pas en règlement de comptes. Le baromètre fit le reste. Un reste qui, finalement, devait laisser un bon souvenir aux huit mille spectateurs disséminés dans les gradins.

A peine le coup d'envoi donné, les Narbonnais furent sur le point de réaliser un exploit. Etrange quinze qui traîne comme un boulet une réputation de « desperados » depuis sa funeste finale contre Bagnères en 1979 (10-0). Etrange compagnie qui venait de congédier son entraîneur, Laurent Cabrol, comme elle l'avait déjà fait il y a deux saisons avec son prédécesseur, Gérard Sutra. Les Languedociens sont cyclothymiques, euphoriques puis incompréhensiblement déprimés.

Euphoriques, ils le furent donc au coup d'envoi donné par les Dacquois. Un regroupement s'opéra au point de chute du ballon. L'ouvreur Mathias récupéra le cuir, percuta la première ligne de défense, servit le centre Codorniu qui tenta sa place malgré un deuil cruel. L'ailler

Cette victoire, la cinquième dans le challenge organisé par le Racing Club de France, après celles de 1957, 1959, 1969 et 1971, permet aux Dacquois d'égaliser le palmarès de leurs adversaires, qui s'étaient imposés en 1968, 1973, 1974, 1978 et 1979.

Estève prenait le dernier relais, débordait les ultimes défenseurs landais et aplatisait en coin. Essai refusé toutefois : le juge de touche avait vu le trois-quarts aile mettre un pied dehors.

On ne jouait que depuis une minute, mais la dégringolade s'empara alors des Narbonnais. Une dégringolade sur un lot de mauvais coups et de balourdises. Dax allait faire empirer cette situation. Les Landais rallièrent tous les ballons en touche, ne cédèrent rien dans les regroupements et s'installèrent dans le camp narbonnais. Manifestement, ils voulaient tirer un feu d'artifice pour le dernier match de leur capitaine Bertrand Vinciguerra et pour faire oublier leur élimination par Perpignan en quarts de finale du championnat. Pour cela, ils ne disposaient pas de pétards mouillés.

Après cinq minutes de jeu, les Narbonnais concédèrent une touche à dix mètres de leur ligne de but : le deuxième ligne Bayon toucha la balle à deux mains et la transmit à Vinciguerra qui força à l'essai : 4-0. La seconde mi-temps commençait lorsque les demis dacquois, brouillant le jeu sur la ligne des 22 mètres narbonnais, servirent Salléfranque qui transpara la défense languedocienne pour le deuxième essai transformé par Lesseurbour : 10-3. Soixante-six minutes s'étaient écoulées lorsque l'ouvreur landais fit un « up and under », long coup de pied en cloche, ballon échapard par Bégu et transmis à Coya pour l'essai transformé encore par Lesseurbour :

ALAIN GIRAUDO.

Athlétisme

RECORD DE FRANCE

Pour la cinquième fois, la Cannoise Isabelle Accambry a battu le record de France du lancer du disque, le 5 juin à Reims, en réussissant 55,04 mètres.

Automobilisme

GRAND PRIX DE DETROIT DE FORMULE 1

1. Watson (McLaren), 1 h 58 min. 41 sec. 2. Cheever (Talbot-Ligier), à

Les résultats

15 sec. : 3. Pironi (Ferrari), à 26 sec. ; 4. Rosberg (Williams), à 1 min. 11 sec. ; 5. Daly (Williams), à 1 min. 23 sec. ; 6. Laffite (Talbot-Ligier), à un tour.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Watson (G.B.), 26 points ; 2. Pironi (Fr.), 20 ; 3. Prost (Fr.), 18 ; 4. Rosberg (Fin.), 17 ; 5. Faurese (It.), 13 ; 6. Landa (Aut.), 12, etc.

CYCLISME

Deuxième victoire

d'Hinaut dans le « Giro »

Bernard Hinaut a remporté, dimanche 6 juin, le Tour d'Italie, qu'il avait déjà gagné en 1980, égalant ainsi la performance d'un autre Français, Jacques Anquetil, vainqueur de l'épreuve à deux reprises, en 1960 et en 1964.

Cette victoire permet au routier breton de convoiter à nouveau l'objectif qu'il n'avait pu atteindre il y a deux ans : réusir le double « Giro » - Tour de France au cours de la même saison, comme le firent par le passé Coppi, Anquetil et Merckx. Elle confirme aussi ailleurs la supériorité de l'ancien champion du monde sur un effectif relativement pauvre. Confronté à une opposition inconsistante essentiellement formée de l'italien Cantini, du Suédois Prim et du vétéran belge Lucien van Impe, Hinaut a imposé sa loi dans l'étape de montagne de Monte-Campione, après avoir été mis en difficulté la veille par Contini, incapable de produire un effort décisif deux jours de suite. De son côté, le champion français a souffert de la faiblesse de son équipe, constituée de coureurs valeureux mais pour la plupart inexpérimentés.

On attendait beaucoup de l'étape Cuneo-Pinerolla, qui empruntait, samedi 5 juin, les cols français de La Madeleine, de Vars et de l'Isard. Elle a donné lieu à une course négative conclue sur un sprint de Sarroin. La preuve est faite une fois de plus que l'accumulation des obstacles de montagne ne garantit pas obligatoirement la qualité du spectacle.

Dans le Tour de France, la tâche de Bernard Hinaut sera sans doute moins simple. - J.A.

Escrime

CHAMPIONNAT DE FRANCE A L'ÉPÉE

Philippe Riboud (Lyon) a remporté son cinquième titre national à l'épée, le 5 juin à Toulouse, en dominant en finale Michel Salosse (V.G.A. Saint-Maur) par 10 touches à 8. Par équipes, le Racing-Club de France a battu le Masque de fer de Lyon par 8 victoires à 5.

سكنا من الاصل

une semaine avec

LANGUEDOC-ROUSSILLON



Le Monde

Petite Grèce

par PHILIPPE LAMOUR

CETTE région, elle s'assemble, à première vue, avoir un périmètre logique. Ses quatre départements littoraux sont tracés entre des limites naturelles : la mer, le Rhône, la frontière pyrénéenne, et la falaise des Cévennes qui, à 30 kilomètres à vol d'oiseau de la Méditerranée, constitue une ligne de partage entre les deux océans s'écoulent vers Bordeaux.

Seul le département de la Lozère est une pièce rapportée, détachée de la macaronesia du Massif Central. Il fait bien le rattachement à une des régions de l'ouest. C'est le Languedoc qui est le véritable cœur de la région, car c'est un beau pays peuplé par des gens courageux et profondément sympathiques.

Cependant, comme l'Europe, la région a ses problèmes nord-sud et est-ouest.

La grande majorité de la population est concentrée au pied des garrigues, dans ce couloir littoral qui va de la mer à l'arrière-pays, mais pas nécessairement par les viticulteurs. Le nombre de ceux-ci, qui vivent exclusivement de la vigne, est relativement restreint. Seule la production des vins d'origine ne peut faire vivre une petite exploitation. Il faut récolter plus de 1 000 hectolitres de vins de table pour parvenir, au cours actuel, à une recette de l'ordre de 150 000 francs comportant en contrepartie une dépense presque égale : ce qui n'est pas péror.

Or les statistiques publiées par l'administration des contributions indirectes révèlent que, pour toute la France, et non seulement pour le Midi, le nombre de déclarations de récoltes de plus de 1 000 hectolitres dépasse à peine 15 000 sur un nombre total de plus de 800 000.

Dans le Languedoc, il y a plus de viticulteurs que de vigneron. Les coopératives groupent la plus grande partie des propriétaires dont l'agriculture n'est pas l'occupation principale : aux 280 000 coopérateurs, 80 000 seulement relèvent de la Sécurité sociale agricole.

De ce fait, la viticulture est un problème social, autant, sinon davantage, qu'un problème économique : c'est donc aussi un problème politique. Et c'est pourquoi, avec ses prolongements à l'amont et à l'aval, elle domine largement le vie de la région.

Quant à l'identité culturelle, elle bénéficie de la chance que représente l'usage pratique des deux langues françaises. Certes, la langue d'oc comporte de nombreuses et profondes variantes, parfois même d'un village à l'autre. Mais n'en est-il pas également ainsi pour la langue d'oïl, défigurée par les patois et l'argot ? On ne parle le français comme on l'écrit qu'en Touraine et à Liège. En Belgique il en est d'ailleurs de même pour l'italien et l'allemand qu'on ne parle correctement qu'à Florence et à Hanovre.

Le grand mérite du Félibrige est d'avoir fixé une langue littéraire, que, dans le vie quotidienne, on n'entend guère utilisée qu'à Salon et à Arles mais que tout le monde lit et comprend de Limoges à Nice. Et c'est, après tout, dans cette langue nationale qu'est la langue d'oc que s'est exprimé le plus grand poète français, Frédéric Mistral. Le Languedoc est un pays à double culture qui doit s'exprimer également dans ses deux langues.

C'est un pays attractif, assainisseur, civilisateur comme le fut jadis la Grèce. Loin de recuser cette vocation par un repli frileux et méfiant, il doit s'ouvrir à tous ceux qui peuvent, à la fois, lui donner et lui apporter beaucoup.

C'est un pays qui sait se faire aimer aussi bien par ceux qui en sont originaires que par ceux qui l'ont rejoint.

Il y a deux sortes d'amour : l'amour filial, qui est le produit déterminé du destin ; mais aussi l'amour conjugal, qui résulte d'un choix. Il n'est pas le moins profond ni le moins fructueux.

Des hommes neufs pour une gauche de tradition

VILLE « blanche » dans un environnement dominé par les socialistes et les communistes, Montpellier reconduira-t-elle, en mars 1983, le municipalisme à direction socialiste qu'elle avait élu il y a cinq ans ? A l'époque, le courant national en faveur de la gauche, l'évolution sociologique de la ville et les mécontentements provoqués par dix-huit ans de règne de M. François Delmas avaient eu raison d'une gestion qui faisait des Montpelliérains les administrés les moins imposés de France.

Conflit de personnes, désaccord sur les méthodes ? Certes, mais aussi inimitié à l'égard d'un homme dont l'ascension imprévue et rapide venait troubler les plans de l'établissement socialiste.

Trêve dans les querelles intestines

Convertie au mitterrandisme après le congrès d'Epinal, en 1971, la fédération socialiste de l'Hérault était demeurée, dans la tradition de la S.F.I.O., un ensemble de baronnies dirigées par des hommes comme M. Jean Béné, alors président du conseil général, ou MM. Raoul Bayou et Gilbert Sénéas, députés, ce qui bloquait le nécessaire renouvellement du personnel politique. Les élections législatives de 1978 et l'élection européenne de 1979 vinrent sanctionner cette situation en mettant en évidence le déclin du P.S., non seulement dans l'Hérault mais aussi dans le Gard, face au P.C.F. et à la majorité d'ailleurs, essentiellement U.D.F. dans cette région.

M. Delmas élu contre M. Frêche, Mme Myriam Barbère (P.C.) enleva

le siège de Sète, les communistes emportant les quatre sièges du Gard, tandis que M. Paul Alduy, ancien socialiste devenu U.D.F., conservait le siège de Perpignan et que la Lozère demeurait fidèle à la droite : le bilan n'était pas fameux pour les socialistes, qui ne maintenaient leurs positions que dans l'Aude.

Juin 1979 : le scrutin pour la désignation des représentants français à l'Assemblée européenne fait du P.C.F. au terme d'une vigoureuse campagne contre l'élargissement du Marché commun, le premier parti de la région (29,35 % des suffrages exprimés). Cette situation permettrait aux communistes languedociens, après un net recul au premier tour de l'élection présidentielle (M. Marchais obtint 20,28 % des voix dans la région), de mieux résister qu'ailleurs au raz de marée socialiste des élections législatives, tout en perdant deux circonscriptions sur quatre dans le Gard et une sur deux dans l'Hérault.

La victoire du printemps 1981 a contribué à stabiliser la situation au parti socialiste en renforçant, en premier lieu, la position des mitterrandistes. Hommage a été rendu au sé-

rieux et à la cohésion de la fédération de l'Aude par le choix de M. Raymond Courrière comme secrétaire d'Etat aux rapatriés. La désignation de Mme Georgina Dufoux, conseiller municipal de Nîmes, comme secrétaire d'Etat à la famille a pourvu les socialistes gardois d'un chef de file potentiel, qui s'est affirmé en remportant, le 23 mai dernier, une élection cantonale partielle difficile.

La remise en ordre de la fédération du Gard s'est traduite aussi par le choix de M. Georges Benedetti, en mars dernier, comme président du conseil général, en remplacement de M. Gilbert Baumez, qui avait la préférence de certains élus socialistes, mais auquel il était reproché, entre autres choses, d'avoir pris position en faveur de M. Michel Rocard comme candidat du P.S. à l'élection présidentielle, en décembre 1979. Mitterrandistes, rocardiens : les débats, dans cette région, portent parfois sur la stratégie et la doctrine socialiste, mais ils recouvrent souvent des rivalités de personnes ou de clans.

PATRICK JARREAU.

(Suite en page 25.)

Une journée en Occitanie

SIX heures trente : le soleil n'est pas encore levé sur les vignes qui s'étendent à perte de vue autour de Pézenas, dans les plaines de l'Hérault, mais Jean Huillet, trente-huit ans, moustache à la Tarte et salopette rayée, est déjà sur son tracteur d'où fusent des jets de soufre. Quand l'odium menace, les vignes se lèvent tout.

Entant de mai 68, surnommé Mao dans son village, militant occitaniste, Jean Huillet est aussi l'un des porte-parole des comités d'action viciques, ces commandos de la nuit qui visent les caves des pinardiers félon. Si la formule pouvait le résumer ce serait : « viticulture et occitanie même combat ». « De ne suis ni nationaliste ni séparatiste, explique-t-il, mais autonomiste. En construisant l'Europe verte, Paris nous a oubliés, nous les vignerons du Midi. Et bien ! nous avons été nous entendre directement avec les camarades italiens, visiter les viticulteurs allemands et nous sommes déjà en contact avec les Espagnols. Cette Europe que les nations n'ont pas faite, les régions peuvent la réaliser. Quant à l'irrigation du Languedoc et à l'aménagement touristique de la côte, ils auraient été menés tout autrement si nous avions été maîtres de nos affaires, croyez-moi ».

Des points pour le bac

Dix heures : c'est dans ces classes de seconde, de première et de terminale — et dans ces classes seulement — que nous retrouvons quelques heures de langue oc dispensées par une poignée de professeurs volontaires. L'épreuve facultative d'occitan peut donner quelques points à l'oral du bac. Rien que pour l'Hérault deux mille candidats en ont profité l'an dernier. Dès la rentrée prochaine les plus mordus pourront préparer une licence d'occitan dans les facultés de Montpellier et d'Aix-en-Provence.

Onze heures : c'est jour de marché à Lézignan, gros bourg de l'Aude, serré autour de son église fortifiée. Sur la place stationne le discoballibus occitan qui prête micro et cassette à ceux qui le désirent. Financé par le conseil général, ce véhicule dessert chaque mois quarante localités dans lesquelles il a été recruté six cents abonnés.

Midi : à la mairie de Béziers, Marie Rouquet, chanteuse « oc » et conseillère municipale, célèbre un mariage en occitan à la demande des familles. Cette pratique, courante à l'église, fait une timide entrée à l'hôtel de ville. Et elle a valu à la conseillère municipale les remontrances d'un procureur sourcilieux.

Midi trente : « Excusez-moi, Radio-Narbonne, la radio del país », dit Radio-Narbonne, radio locale, indépendante et bilingue qui émet en modulation de fréquence sur 101 mégahertz. « A cet instant, Jean-Claude et Marie Jules, lui professeur d'anglais, elle institutrice, entament avec une bande de copains

leurs sept heures d'émission. Ils ont installé, eux-mêmes, une antenne de 15 mètres sur le toit de leur villa, logé l'émetteur dans les combles et sacrifié deux pièces pour le studio. Leurs économies y sont passées, leurs loisirs aussi, mais ils travaillent maintenant comme des « pros ». Variétés, jeux, bulletins d'information, reportages, dialogues avec les auditeurs se succèdent, ni en occitan ni en français jusqu'à l'heure du souper. Pas de militantisme : « Il faut sortir l'occitan de son ghetto, dit Jean-Claude, en faire sur les ondes un langage spontané, comme dans la rue ». Radio-Narbonne peut atteindre soixante mille languedociens.

Quatorze heures : dans son petit bureau de Béziers, René Zerby, trente-quatre ans, gérant de la société d'édition musicale Ventador, se débat avec une comptabilité difficile. Depuis treize ans cette maison fondée par une vingtaine de chanteurs et musiciens « oc » tient le coup. Son catalogue compte 85 titres : des variétés surtout, mais aussi, depuis peu, un opéra et du classique. Ventador n'écoule que 40 000 microsillons et 3 000 cassettes par an. La revendication d'antan accompagnée d'instruments folkloriques a fait place à des thèmes universels soigneusement harmonisés. « Nous sommes devenus majeurs », constate René Zerby.

C'est l'heure où le docteur Max Rouquette, soixante-trois ans, dans la pénombre fraîche de son appartement du vieux Montpellier, corrige les épreuves de la revue trimestrielle Oc. Six cents exemplaires seulement, mais une littérature de qualité. Signe des temps, l'œuvre maîtresse du docteur Rouquette, un recueil de nouvelles intitulé *Vers Paradis*, a été traduite et publiée en français. Finit les ostracismes réciproques. « Et nos jeunes auteurs sont légion », ajoute le directeur d'Oc.

C'est l'heure aussi où dans un hameau pyrénéen Jean Flechet et une équipe de cinéastes occitans reprennent le tournage de *Lorsalhier*, long métrage consacré aux monstres d'ours d'autrefois et au désenchemement.

Dix-huit heures : les derniers « clients » quittent la salle de lecture du Centre international de documentation occitane logé fort à l'étroit dans un local municipal, à Béziers. Sur 100 mètres carrés François Pic, vingt-sept ans, et une poignée d'archivistes ont méticuleusement engrangé en huit ans 17 000 livres, 8 000 brochures, des milliers de périodiques, de disques, de photos, d'affiches et de manuscrits occitans. Cette « bibliothèque nationale de l'occitanie », financée par la ville, le département de l'Hérault, la région et plusieurs ministères, s'enrichit chaque jour par une sorte de dépôt légal spontané, des dons et des achats. Elle va se transporter prochainement dans des locaux dix fois plus vastes. Six mille personnes la consultent chaque année, et certains chercheurs viennent de l'autre bout du monde.

Dix-neuf heures : Jean-Pierre Lavat, trente-trois ans, rédacteur d'un quotidien local, achève son papier du jour. Mais son esprit est ailleurs. Il songe à Région 83, le mouvement qu'il a lancé récemment à Narbonne avec quelques audacieux. Objectif : réunir enfin les multiples chapelles qui divisent les occitanistes, oublier les échecs des candidatures aux présidentielles de 1974 et 1981, et présenter enfin une liste « oc » aux élections régionales de 1983. Faute de projet cohérent et crédible, la politique a toujours été le point faible des occitanistes. Depuis le 10 mai, leurs idées ont été récupérées par la gauche. Réussiront-ils cette fois à se « singulariser » vraiment en Languedoc-Roussillon, et à se ranger en bon ordre sur une seule liste ? Vingt et une heures : sur la scène d'une maison des jeunes, Claude Marti, soutenu par trois musiciens, entame son tour de chant. Il se produit ainsi quatre-vingts fois par an. Marie Rouquet soixante fois. Les chanteurs et les groupes « oc » se multiplient, comme les troupes de théâtre. « Nous sommes tous les colporteurs de la culture occitane », dit Marti.

Ainsi jour après jour, par petites touches prudentes, les occitanistes font leur chemin en Languedoc, retrouvant leur passé et rêvant de demain.

MARC AMBROISE-RENDU.

La civilisation du vin

Le Languedoc-Roussillon s'est maintenu dans sa tradition agricole, ce qui, d'ailleurs, lui évite aujourd'hui les inconvénients de la dégradation de ce premier secteur industriel, celui de l'industrie lourde. Il ne subit pas les conséquences de la décadence de la métallurgie, ni de la construction navale, ni du textile, ni du pétrole, ni de l'industrie automobile. Pas de Longwy en perspective. Qui s'en plaindrait ?

Les doigts des deux mains sont encore trop nombreux pour dénombrer les entreprises privées occupant plus de cinq cents salariés. Les autres se répartissent entre une multiplicité de petites entreprises plus artisanales qu'industrielles réparties sur l'ensemble du territoire. Si la moitié d'entre elles créait un nouvel emploi, il n'y aurait plus de chômeurs ; mais si chacune d'elles congédiait un salarié, le chiffre des chômeurs doublerait.

L'analyse de l'économie languedocienne, effectuée selon les méthodes scientifiques à la mode, aboutit ordinairement à la conclusion que cette économie est morte ; mais si l'en est ainsi, elle est morte depuis un demi-

siècle ; et c'est, apparemment, une mort qui se porte bien.

Sans doute est-ce parce que ces petites entreprises, dont un grand nombre disparaissent pour renaître sous une forme nouvelle avec une mobilité embiennée, sont accoutumées à confondre assez étonnamment leurs affaires professionnelles avec leurs affaires personnelles. Un compte en banque ou rouge n'empêche pas les sentiments et ne coupe pas l'appétit.

Les Languedociens sont indépendants, individualistes, bien dans leur peau. Ils ne sont pas obsédés par l'argent. On gagne ce qui est nécessaire pour vivre, sans faste mais avec aisance et, chose qui, sans fébrile désir d'aller voir plus loin ni on y est mieux. Certains n'ont jamais été jusqu'à Marseille, et beaucoup ignorent Paris et n'en sont pas autrement troublés.

On dit que l'agriculture est dominée par la viticulture. C'est vrai, mais pas nécessairement par les viticulteurs. Le nombre de ceux-ci, qui vivent exclusivement de la vigne, est relativement restreint. Seule la production des vins d'origine ne peut faire vivre une petite exploitation. Il faut récolter plus de 1 000 hectolitres de vins de table pour parvenir, au cours actuel, à une recette de l'ordre de 150 000 francs comportant en contrepartie une dépense presque égale : ce qui n'est pas péror.

Or les statistiques publiées par l'administration des contributions indirectes révèlent que, pour toute la France, et non seulement pour le Midi, le nombre de déclarations de récoltes de plus de 1 000 hectolitres dépasse à peine 15 000 sur un nombre total de plus de 800 000.

Dans le Languedoc, il y a plus de viticulteurs que de vigneron. Les coopératives groupent la plus grande partie des propriétaires dont l'agriculture n'est pas l'occupation principale : aux 280 000 coopérateurs, 80 000 seulement relèvent de la Sécurité sociale agricole.

De ce fait, la viticulture est un problème social, autant, sinon davantage, qu'un problème économique : c'est donc aussi un problème politique. Et c'est pourquoi, avec ses prolongements à l'amont et à l'aval, elle domine largement le vie de la région.

Quant à l'identité culturelle, elle bénéficie de la chance que représente l'usage pratique des deux langues françaises. Certes, la langue d'oc comporte de nombreuses et profondes variantes, parfois même d'un village à l'autre. Mais n'en est-il pas également ainsi pour la langue d'oïl, défigurée par les patois et l'argot ? On ne parle le français comme on l'écrit qu'en Touraine et à Liège. En Belgique il en est d'ailleurs de même pour l'italien et l'allemand qu'on ne parle correctement qu'à Florence et à Hanovre.

Le grand mérite du Félibrige est d'avoir fixé une langue littéraire, que, dans le vie quotidienne, on n'entend guère utilisée qu'à Salon et à Arles mais que tout le monde lit et comprend de Limoges à Nice. Et c'est, après tout, dans cette langue nationale qu'est la langue d'oc que s'est exprimé le plus grand poète français, Frédéric Mistral. Le Languedoc est un pays à double culture qui doit s'exprimer également dans ses deux langues.

C'est un pays attractif, assainisseur, civilisateur comme le fut jadis la Grèce. Loin de recuser cette vocation par un repli frileux et méfiant, il doit s'ouvrir à tous ceux qui peuvent, à la fois, lui donner et lui apporter beaucoup.

C'est un pays qui sait se faire aimer aussi bien par ceux qui en sont originaires que par ceux qui l'ont rejoint.

Il y a deux sortes d'amour : l'amour filial, qui est le produit déterminé du destin ; mais aussi l'amour conjugal, qui résulte d'un choix. Il n'est pas le moins profond ni le moins fructueux.

FRANTEL

MONTPELLIER - Tél. (67) 64-65-66

Le polygone, au cœur des affaires.

LA GRANDE-MOTTE - Tél. (67) 56-90-81

Sur le port, au cœur des loisirs depuis dix ans.

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

DE LA MER VERS LA MONTAGNE

Composé de cinq départements, la Lozère, l'Hérault, le Gard, l'Aude et les Pyrénées-Orientales, le Languedoc-Roussillon est peuplé de 1 800 000 habitants (recensement de 1975) avec un très net contraste entre les hautes terres du sud du Massif Central, des Corbières, du Minervois et de la frange orientale des Pyrénées, touchées par l'exode rural, et la bande littorale où se concentrent les principales villes (dont Montpellier, dont la croissance récente a été très rapide), les activités économiques et touristiques et les principales infrastructures de transport. Mende, la préfecture de la Lozère a vingt fois moins d'habitants que Montpellier, la capitale régionale, qui se voit d'ailleurs accusée par les autres villes d'attirer à elle les emplois de haut niveau et le meilleur des centres de recherche et universitaires.



Politiquement marqué à gauche - et ce depuis plusieurs décennies - agité périodiquement par les crises de la viticulture, de tradition peu industrielle (sauf à Alès), partagé entre trois « régions » naturelles ou historiques - le Languedoc, la Catalogne, le Massif Central, - à la recherche d'une identité culturelle et d'un grand projet pour l'aquaculture, le Languedoc-Roussillon est lui aussi - et même plus que d'autres régions - frappé par le chômage. Le nombre des demandeurs d'emploi y a augmenté de 26,7 % en un an (17,2 % pour l'ensemble de la France).

LES HOMMES

Ensemble dans la différence

NIMES jette un oeil vers Marseille, et Perpignan vers Toulouse. La rive droite du Rhône entend les cloches d'Avignon ; le Lauragais celles de Toulouse. Sans doute, en sens inverse, le Millavois, le Saint-Affricain et une partie de la Montagne Noire albigeoise verseraient vers le golfe du Lion. Mais ces zones n'appartiennent pas à la région administrative du Languedoc-Roussillon.

Pourtant, de plus en plus, les gens de cette région écartelée, tendent à se trouver. Sans trop savoir encore ni pourquoi ni comment, ils savent qu'ils forment un embryon de communauté. C'est que les temps ont changé. Les cloisonnements sont moins marqués, même si la solitude des hautes vallées défie les siècles.

Modestine, la mule de Stevenson, n'est plus utile (quoique peut-être recommandée) pour pénétrer au cœur des Cévennes. Des routes en bon état se fauillent dans les vallées, courent sur les crêtes. A l'image de ce pays, plus ouvert mais toujours rude, le Cévenol qui se bat pour sa liberté d'expression est resté réservé dans ses souvenirs carnassiers.

Plus bas, sur les coteaux ou dans la plaine, l'exubérance méditerranéenne est tempérée par un zeste de rigueur cathare avec, peut-être, une pointe plus acide dans le Minervois ou autour des hauts lieux de la croisade albigeoise : Carcassonne, Béziers, Quéribus, Peyrepertuis.

La trêve de Dieu

Dans les Pyrénées-Orientales, qui représentent le type même du département maritime et montagnard, le Catalan se sent dans un pays à part, dans une région en modèle réduit, mais complète, du sable imprégné de sel à l'herbe des hauts plateaux cernés, de la vigne aux cultures

maraisières, au pied du Canigou, immense jardin de primeurs.

Le Catalan est épris de liberté et de paix. Il a gardé dans la mémoire collective le souvenir des « corts de Perpinyà » et celui des assemblées conciliaires qui, à Toulouse, aux portes de Perpignan, instituèrent pour la première fois, dans la première moitié du onzième siècle, la trêve de Dieu.

Paix et liberté

Cette institution apparaît comme une des premières tentatives pour faire régner la paix par un acte négocié et accepté. Elle permet d'entrevoir, à travers les siècles, le courant de pensée qui, bien plus tard, donnera naissance à la Société des nations et à l'Organisation des Nations unies. Elle contient des principes sur le respect de la personne humaine qui s'inscrivent dans la Déclaration des droits de l'homme.

Les « corts » de Catalogne portaient dans leurs convocations une formule qui commençait ainsi : « Afin de traiter de l'utilité commune de cette terre... ». Elles constituaient dans l'histoire le premier en date des Parlements européens.

Sur ces bases, jouons aux devinettes : quelle différence y a-t-il entre un Cévenol, silencieux comme un huguenot, austère et savant comme un psalme ; un Languedocien, farouche comme un cathare, rogue et sourcilieux envers tout gouvernement central, et un Catalan, mystique comme un pénitent noir au matin du vendredi saint ou gai et acide comme une note de prime dans la cobla ?

Il n'y en a pas !... ou si peu. Tous sont attachés par le poids de leur histoire à une même douceur de vivre dans le respect des libertés.

ROGER BÉCIAUX.

CONSEIL RÉGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

"Pour un espace économique et social équilibré"

Par la décentralisation, redistribuer le pouvoir et redéfinir les responsabilités des collectivités territoriales, telle est la condition pour le Languedoc-Roussillon de maîtriser son avenir.

E. Tailhades

Edgar TAILHADES
Sénateur du Gard
Président du Conseil Régional
du Languedoc-Roussillon

Conseil Régional du Languedoc-Roussillon - 20, Rue de la République, 34000 Montpellier - Tél. (67) 58.05.58

Infrastructures
de Communication
43,5 MF

Politiques Culturelles
26 MF

Environnement
et Cadre de Vie
13,7 MF

Actions Sanitaire
et Sociale
11 MF

Habitat
8 MF

Tourisme
7 MF

Aide au Développement
Agricole et Rural
33,5 MF

Aide au Développement
Industriel et Artisanal
31,5 MF

Hydraulique Agricole
16,2 MF

Politique Foncière
10 MF

Aménagements
Urbains et Ruraux
4,6 MF

Mer et Étangs
Aquaculture
4 MF

550 ن الاصل

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

MINORITAIRES ENCERCLÉS

L'opposition : rien à perdre, tout à gagner

Deux députés sur seize, trois sénateurs sur onze, deux conseillers régionaux sur quinze, une dizaine de conseillers départementaux sur quarante-quatre : l'opposition en Languedoc-Roussillon n'est pas absente mais... qu'elle est minoritaire ! « Nous sommes en terre de mission », la phrase vient comme un leitmotiv-poutier des propos des responsables de l'U.D.F. et du R.P.R. Elle traduit un état d'esprit : n'ayant rien - ou pas grand-chose - à perdre, tout à gagner dans ces terres rouges ou roses de tradition.

Si la situation n'est pas facile, l'opposition ne la juge pas pour autant désespérée. D'une part, elle dispose de quelques bastions dont la solidité est éprouvée. D'autre part, elle semble bien décidée à se battre sans complexe en partant à l'assaut des fiefs, même les plus modestes, de la gauche.

Conservier l'acquis

Conservier l'acquis : c'est l'objectif en Languedoc-Roussillon. Le petit, le plus pauvre et le moins peuplé des cinq départements est dominé à ce point par l'U.D.F. que le R.P.R. ne dispose d'aucun élu au conseil général, bien qu'il ait tenté d'y faire son entrée en mars dernier en présentant deux candidats. Si l'unité de l'opposition est susceptible de souffrir de rivalités pour la succession de M. Pierre Coudere (P.R.), ancien député, à la mairie de Mende, en revanche elle devrait être efficace pour reprendre à l'union de la gauche celle de Saint-Chély-d'Apcher.

Conservier l'acquis : c'est également l'objectif dans les Pyrénées-Orientales. Le jeu politique en Catalogne est particulier. Plus affaire de personnes que de partis : les hommes s'y imposent et imposent une vision catalane de leur action. Ainsi M. Paul Alduy, qui a rompu avec le P.S. en 1976, n'est, après vingt-cinq ans de mandat législatif, vu comme aux législatives de 1981 par la candidate socialiste. Battu aux cantonales de 1978, il a pris sa revanche en mars dernier. Ce succès a été cependant quelque peu obscurci par l'échec des candidats « séduits » dans d'autres cantons à Perpignan. Vice-président du Mouvement démocratique socialiste (composante de l'U.D.F.), M. Alduy peut se vanter d'être le premier employeur de son département (plus de deux mille employés de mairie). Acceptera-t-il de « politiser » sa liste autant que le souhaite le R.P.R. ? M. François Benadetti évalue à 18 % de l'électorat le poids du R.P.R. dont il a la responsabilité départementale. « Cela devrait se traduire, estime-t-il, par la présence de sept à huit candidats R.P.R. sur la liste Alduy. » Pour lui, « le problème est d'avoir des élus », seul moyen à ses yeux de « clarifier » - « donc en politique » - le vie publique locale.

Est-elle si confuse, cette politique catalane ? Bien sûr, les députés sont de gauche (un P.C. et un P.S.) ; bien sûr, M. Mitterrand y a recueilli plus de 50 % des voix le 10 mai 1981. Mais le conseil général est présidé par un ancien socialiste, actuellement « en congé »

du M.R.G., élu à la tête de l'assemblée départementale en mars dernier, M. Guy Malé. Successeur, voire dauphin de M. Léon-Jean Grégory, sénateur non inscrit, il considère que les qualités de gestionnaire font, plus que l'étiquette politique, les succès aux scrutins locaux. Et, ajoute-t-il : « Le métier de conseiller général s'apprend sur le tas, pas dans un parti politique. »

Cette conception est bien proche de celle de M. Hubert Mouly. L'opposition dans la mesure où il n'appartient pas à l'union de la gauche, le maire de Narbonne, en place depuis onze ans, entend rester fidèle à l'engagement qu'il avait pris lors de son élection : ne pas faire de politique. Rédu conseiller général en mars avec quelque 61 % des voix au premier tour, avec le soutien de l'opposition, il place avant toute autre considération le souci d'administrer et de gérer au mieux sa ville. L'opposition dans l'Aude pèse 38,33 % (score de M. Giscard d'Estaing le 10 mai). Pâasserait-elle plus lourde aujourd'hui ? Avec un gain de trois sièges en mars dernier (dont deux dès le premier tour), le R.P.R. se place en position d'offensive. Ancien député, M. Jean-Pierre Cassabel, qui dans sa ville de Castelnaudary vient de reprendre au P.S. le canton que celui-ci lui avait ravi en 1976, estime que « les socialistes ont joué l'aphrodisia du département pour faire gagner contre le pouvoir central ». Encouragé par l'élection d'un conseiller général R.P.R. à Carcassonne à la fois sur le sortant communiste et sur le maire socialiste, M. Cassabel espère que la

tactique d'union avec l'U.D.F. permettra de porter quelques coups à la mainmise socialiste.

L'heure de la revanche

Que les villes importantes soient moins sous l'emprise des appareils des partis de gauche que les petites communes rurales permet à l'opposition, certes dans l'Aude mais aussi dans l'Hérault, de penser à la revanche de 1977. Les résultats des cantonales confortent cette espérance à Béziers où, d'une part, R.P.R. et U.D.F. se sont trouvés une « tête de liste » avec M. Georges Fontès, proche du R.P.R., premier grand maître adjoint du Grand-Orient de France, nouvel élu au conseil général, et, d'autre part, du maire et député communiste, M. Paul Balmigère, s'est fait battre dans son canton d'Agde par le candidat R.P.R.

Espoir également à Montpellier. M. François Delmas (P.R.), ancien secrétaire d'Etat de M. Barre, explique sa défaite municipale de 1977 après dix-huit ans de mandat par le « ras-le-bol de quelqu'un qu'on a trop vu » et par « l'accumulation des petits mécontentements provoqués par les grands travaux » d'urbanisme. Outre à devoir de plus jeunes que lui, M. Delmas a décidé de mener en première ligne la bataille municipale. La relève devra attendre, que ce soit M. Willy Di Miglio (P.R.) ou M. Jean-Jacques Pons (C.D.S.) ou M. Bernard Serrou (R.P.R.), tous trois conseillers généraux. « Cautelaire et cautions », selon l'expres-

sion de M. Jacques Blanc, M. Delmas devra faire preuve de beaucoup de diplomatie pour ménager les susceptibilités et les ambitions, et prendre en compte les contributions des uns et des autres au futur programme municipal.

Autre bataille en perspective : Nîmes. L'opposition s'est cassée les dents jusqu'à présent pour faire perdre la mairie à M. Emile Jourdan (P.C.), en place depuis 1965. Elle n'a qu'un seul élu sur la ville chef-lieu avec M. Antoine Castelnaud (C.O.S.). Dirigant d'une fabrique de brandade de morue, M. Castelnaud est prêt à prendre le tête de la liste de l'opposition. Le R.P.R. départemental, dont les dirigeants travaillent pour nombre d'entre eux à la chambre de commerce, n'y serait pas hostile. Autrement dit, M. Castelnaud souhaite, et de beaucoup, que les affaires se règlent entre « Nimois ». Assurant que la population nimoise « préfère s'identifier plutôt aux ânes qu'à des personnalités », il dénonce par avance tout ce qui pourrait apparaître comme un parachutage.

Nouvelle vocation

M. Pierre Andrieu, secrétaire départemental du R.P.R., défend le choix fait dans le passé de M. Jean-Claude Servan-Schreiber. Mais il reconnaît qu'aujourd'hui « priorité doit être donnée à la notion d'équipe ». Du côté U.D.F., comme du côté R.P.R., on veut oublier le plus rapidement possible la récente « bavure » de la partielle de Nîmes-V où les deux partis étaient présents au premier tour.

La vision unitaire qu'ont le R.P.R. et l'U.D.F. sur le terrain répond à une nécessité. Dès lors que les deux formations sont dans l'opposition, elles sont plus inclinées à présenter un front uni, d'autant que l'électeur semble y être sensible. Voilà pour la tactique immédiate, celle qui préside à la préparation des municipales. Les difficultés seront pour un peu plus tard : quand il égraira des régions, M. Cassabel prône des listes séparées dès lors qu'il s'agit d'un scrutin proportionnel. M. Jacques Blanc souhaite conduire une liste d'union.

Question stratégie, l'opposition considère que les erreurs de la majorité, les déceptions qui ne vont pas manquer d'augmenter chez les vaticans et les producteurs de fruits et légumes, les divisions entre socialistes, et entre socialistes et communistes, ne peuvent que la favoriser.

« L'opposition commence à naître », observe M. Jean Poudevigne, conseiller général U.D.F. du Gard et ancien député. L'un de ses collègues, M. Paul Gache, président départemental de l'U.D.F., reconnaît volontiers que le travail commencé depuis le 10 mai est « une œuvre de longue haleine ». Les deux formations de l'opposition enregistrent de nouvelles adhésions, constatent un regain de militantisme, voient apparaître de nouvelles vocations. Reste à convaincre : « Dans le Midi, la gauche est conservatrice et les modes sont les éléments de progrès », répète, confiant, M. Delmas.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Des hommes neufs pour une gauche de tradition

(Suite de la page 23.)

Dans le Gard, la ligne de clivage passe plutôt entre les tenants de la vieille machine socialiste et les partisans du renouveau. Ceux-ci devaient, pour s'affirmer, rompre l'alliance traditionnelle avec le P.C.F. à Nîmes et présenter une liste socialiste au premier tour des élections municipales. La situation, marquée par la progression de la droite aux élections cantonales de mars dernier, incite à la prudence, que le P.C.F. soucieux de conserver une mairie qu'il détient depuis dix-huit ans, ne cesse de recommander. M. Emile Jourdan, ancien député, a donc l'occasion de l'élection cantonale partielle, rendue nécessaire par le décès de son premier adjoint, Robert Jouis, pour se déclarer prêt à conduire de nouveau une liste d'union de la gauche en mars 1983.

Dans l'Hérault, le congrès de Valence, marqué par le vote d'une motion commune à tous les courants du P.S., en octobre 1981, a, par la force des choses, mis un point d'orgue aux querelles intestines. M. Fréche, ayant repris à M. Delmas, en juin, le siège de la première circonscription, se consacre à la gestion de la ville et à son mandat législatif. M. Gérard Saumade, élu président du conseil général en mars 1979, et M. Jean-Pierre Vignau, revenu au conseil régional après son élection au conseil général la même année, se partagent la responsabilité du département. Il reste que, lorsque M. Fréche se prépare à quitter Montpellier pour un voyage à l'étranger, il annonce au conseil municipal, imprévu, que l'intérim sera assuré par son premier adjoint. Celui-ci, M. Vignau, n'assiste pas à la séance et ne paraît pas à l'hôtel de ville pendant l'absence du maire. Simples séquences ? On laisse dire, du côté de M. Vignau, qu'il ferait sûrement un meilleur candidat que M. Fréche en mars prochain, mais qu'il se refuse à provoquer un nouvel affrontement pour le contrôle de la mairie.

Le quota féminin du P.S.

Le report des élections régionales crée une difficulté à M. Vignau, qui aurait pu profiter de la bataille des municipales pour tenter de s'imposer comme candidat à la présidence de la région en composant une liste offrant des emplois aux inétistants et correspondant aux équilibres souhaités par les responsables départementaux. Dès lors que le conseil régional va demeurer composé des parlementaires et des représentants départementaux et municipaux, les mêmes causes, produisant les mêmes effets, risquent de reproduire la situation qui avait entraîné le maintien à la présidence, en avril

dernier, de M. Edgar Tailhades, sénateur du Gard, âgé de soixante-dix-huit ans. Entre M. Vignau, qui bénéficie de l'appui de M. Séné, son beau-père, et M. Gérard Delfau, élu sénateur en septembre 1980 à la faveur d'une rivalité de courants, et qui compte sur son influence à la direction du P.S., dont il est l'un des secrétaires nationaux, la rivalité bat son plein. M. Delfau vient d'ailleurs d'être désigné comme délégué régional du P.S.

La clarification ne progresse guère plus dans les Pyrénées-Orientales, où M. René Soum, élu député en juin 1981, après avoir été désigné comme candidat au titre du quota féminin imposé par le P.S., a fort à faire pour s'imposer à côté de M. Michel Jomain et Pierre Estève. Depuis la mort de Gaston Pams, en février 1981, et la maladie de M. Léon-Jean Grégory, qui a quitté la présidence du conseil général en mars dernier, M. Alduy reste, à la mairie de Perpignan, le

dernier représentant du triumvirat qui avait longtemps régné sur le département. Le P.S. devrait, pour s'assurer la prééminence sur les « P.O. », prendre cette mairie l'an prochain, ce qui paraît difficile. M. Alduy démentant au point de vue de divers cercles du pouvoir catalan.

Restent la Lozère et l'Aude, où la situation est nette : le P.S. régit ici, la droite là. Forte fédération, structurée en milieu rural, l'Aude a, depuis 1978, un « patron » en la personne de M. Robert Capdeville, qui avait renoncé, en 1978, à solliciter le renouvellement de son mandat de député pour se consacrer à la présidence du conseil général. Ici, pas de recul à l'élection européenne, en dépit d'une campagne du P.C.F. aussi vigoureuse que dans les autres départements : le parti s'est mobilisé, les électeurs sont restés fidèles. Les socialistes audois manquent rarement l'occasion de faire remarquer à leurs camarades béraultais ou gar-

dois qu'ils gagneraient à s'inspirer de leur exemple.

La victoire de 1981 a eu un autre effet majeur au sein de la gauche languedocienne : le parti communiste, qui, depuis 1978, se montrait particulièrement violent dans sa polémique contre le P.S., a rejoint celui-ci dans l'union. Il a obtenu un poste de vice-président au conseil régional et il fait campagne pour la reconduction des équipes municipales élues en 1977, en insistant sur le danger que représente la droite. Il s'agit, pour les communistes, de préserver les positions qu'ils avaient conquises au fil des années à Nîmes, Alès, Béziers et Sète notamment.

Attitude unitaire

Le P.C.F. connaît lui aussi un problème de renouvellement de ses personnalités dirigeantes. Le retrait de M. Roger Roucaute, lors des élections législatives de 1978, s'était soldé par un recul. M. Adrienne Horvath conservant cependant la circonscription au P.C.F. Pour éviter tout risque aux élections municipales, M. Roucaute sera candidat à sa propre succession à Alès, de même que M. Jourdan à Nîmes, M. Paul Balmigère à Béziers et M. Gilbert Martelli à Sète. Déjà en 1981, M. André Tourné avait été maintenu dans la deuxième circonscription des Pyrénées-Orientales et l'avait emporté, tandis que deux « espoirs » du parti, M. Barbère dans l'Hérault et M. Bernard Deschamps dans le Gard, devaient céder leur circonscription à leur rival socialiste.

La deuxième difficulté pour le P.C.F. provient du fait que sa progression dans la région s'est faite en opposition aux socialistes. Les communistes avaient su intégrer à leur politique la défense de l'identité régionale et celle de la viticulture, menacée au sein du Marché commun. Le ralliement de M. Emmanuel Maffre-Baugé, candidat en 1979 sur la liste communiste à l'élection européenne, avait été l'un des succès marquants de cette orientation, de même que la décision du gouvernement, en 1981, de poursuivre l'exploitation du gisement houiller de Ladrecht, dans le Gard, au terme d'une bataille portée à bout de bras par le P.C.F. et la C.G.T. L'attitude unitaire adoptée par les communistes après le 10 mai assure aux socialistes un répit, mais n'efface pas le fait que, dans cette région comme dans toutes celles où le P.S. domine traditionnellement, il n'y a d'espoir de développement pour le P.C.F. qu'au détriment de ceux dont il est aujourd'hui l'allié.

PATRICK JARREAU.

VOIX DU PAYS

Le possible développement

Ceux qui ont lutté pour vivre au pays ont un grand espoir. Celui de voir enfin se concrétiser les énormes possibilités de développement de notre région. L'élargissement du Marché commun à l'Espagne la condamnerait à perdre vignes et usines pour devenir, selon l'élégante formule giscardienne, la « bronze-cul » de l'Europe. Elle a choisi un gouvernement qui fait de la reconquête du marché national et de l'emploi ses priorités. Elle a choisi la décentralisation tant attendue.

L'essentiel est, à nos yeux, que tous les intéressés s'emparent de ces possibilités.

L'action populaire qu'appelle la politique nouvelle peut ainsi obtenir la développement régional en maints domaines. D'abord l'axe agricole, qui peut devenir créateur d'emplois, car nous ne produisons ni trop de légumes ni trop de fruits ou de vin. Et ce dernier est infiniment supérieur à la bibine italienne. Le charbon cévenol, les futurs surrégénérateurs de Marcoule, le solaire catalan, peuvent compenser notre déficit régional et contribuer à l'effort pour l'indépendance énergétique nationale.

La façade maritime ainsi qu'une bonne desserte ferroviaire et fluviale confirment les possibilités de développement. Sète doit notamment être classée port national et avoir vocation industrielle. La recherche scientifique basée sur l'université de Montpellier, la création scientifique sous toutes ses formes, l'enseignement et la formation professionnelle, l'information, sont ancrés chez nous sur de solides réalités. Elles fondent les propositions que nous avons formulées fin 1981 pour contribuer à l'élaboration du plan régional.

On le voit, en Languedoc-Roussillon ce n'est pas la volonté d'entreprendre qui manque. Cependant, ceux qui ont noyé nos mines, cassé nos usines, condamné la vigne, accumulent les obstacles aux changements. Un grand affrontement a lieu. Dans la nouvelle situation politique, les mineurs de l'Ardèche ont pu gagner. L'action pour le développement est engagée tous azimuts. Les ouvriers de Belle à Perpignan, ceux de Cameud à Béziers, les mineurs de bauxite, les ouvriers des chimiques du bassin de Thau, les viticulteurs, les pêcheurs, et tant d'autres, interviennent pour construire la région nouvelle.

Nés ici, le « Travailler et décider au pays », le « Vivre » que créaient cinquante mille Occitans et Catalans au printemps 1980 prenant chair aujourd'hui.

MYRIAM BARBERA,

membre du comité central du parti communiste français, secrétaire du comité régional.

4èmes journées internationales

IDATE

18 - 19 - 20 octobre 1982 / Montpellier

sous le patronage du Ministère des P.T.T. du Ministère de la Communication, et avec le concours du CNET

l'expérimentation sociale en télématique

• Trois ans après le rapport NORA MINC... OU EN EST-ON ?

• L'expérimentation... POURQUOI FAIRE ?

• L'expérimentation... DE QUOI PARLE-T-ON ?

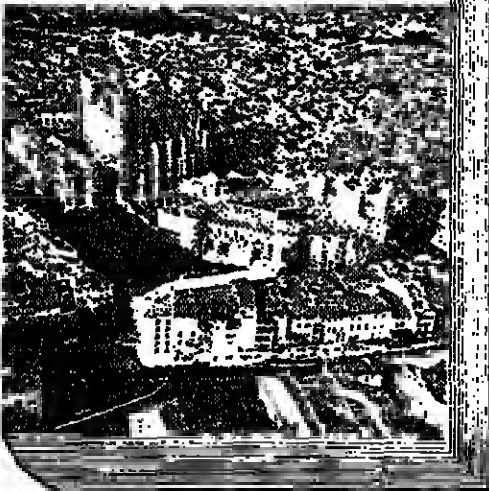
IDATE / BUREAUX DU POLYgone 34000 MONTPELLIER / TEL. (67) 65.48.48

Histoire d'oc. Pays d'oc. Langue d'oc.

atlas et géographie de la France moderne

LANGUEDOC ET ROUSSILLON

r. Ferras - h. Picheral - b. Vielzeuf



Atlas et géographie de la France moderne. Languedoc et Roussillon, par R. Ferras, H. Picheral et B. Vielzeuf. 376 p., 48 p. de cartes en couleur, 32 p. de photos couleur, 32 p. d'illustrations noir et blanc. Relié, 180 F.

Flammarion

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le rugby à XIII contre XV

DIMANCHE 23 MAI. Soudain, des coups de klaxon violent le silence d'une fin d'après-midi. Ils n'en finissent plus. Un long cortège de voitures éclairées de rouge et de jaune ou plutôt de sang et d'or, les célèbres couleurs du XIII catalan qui vient de remporter sa cinquième titre de champion de France. C'est de bonne guerre. Les supporters se font un plaisir, sur le chemin du retour, de venir narguer les villes rivales : Carcassonne et Lézignan, dont les équipes sont « tombées » sur le chemin du championnat.

Le rugby, ici, c'est bien plus qu'un jeu. C'est une question d'honneur, une raison de vivre, une cause qui autorise tous les excès. L'existence de milliers de personnes dans l'Aude s'organise autour de ce sport, qui a la particularité d'être double : d'un côté, le XV, de l'autre, le XIII. Voilà pourquoi l'Aude est coupée en deux depuis près de cinquante ans. Ses habitants se déterminent selon leur préférence : ils sont quinzistes ou treizistes. Entre ces deux camps, quand le courant ne passe pas, ou s'il passe, c'est pour faire des étincelles.

Le partage est curieux : l'est et l'ouest du département sont quinzistes. Cela correspond à la zone d'influence du Racing Club narbonnais, d'une part, et du Rugby olympique castelnaudrien, d'autre part. Au milieu, le XIII domine. Il a ses équipes-locomotives : l'A.S. Carcassonne, le F.C. Lézignan et le S.C. Limoux. Carcassonne représente toutefois une particularité, puisque ce fief treiziste est à présent mené par les exploits d'une équipe quinziste, l'U.S. Carcassonne, dont les supporters sont de plus en plus nombreux. Si, ailleurs, chacun campe plus ou moins sur ses positions, il en va tout autrement dans le chef-lieu audois, où, constamment, les adversaires sont face à face. Entre quinzistes et treizistes, des haines s'accumulent au pied de la cité. Au mieux, on s'ignore ou on se méprise. Mais parfois, au hasard d'une rencontre dans un bistrot neutre, le ton monte très vite, le pastis aidant, et il arrive que pleuvent les coups de poing.

C'est d'ailleurs pour éviter ce genre de désagréments que la plupart des cafetiers arborescent leur étiquette rugbistique. Ils se coupent

ainsi définitivement d'une partie de la population, mais ils sauvent leurs meubles. Chaque Carcassonnais a tout intérêt à ne pas aller se désaltérer à l'aveuglette. Tel commerçant a perdu sa clientèle pour avoir été vu plusieurs fois dans un bistrot ennemi. Tel autre a vu ses ambitions politiques ruinées simplement parce qu'il avait affiché ses préférences rugbistiques. Ce n'était pas celles de la majorité.

Les élus sont tenus plus que tout autre d'être prudents. Jusqu'à ces dernières années, pour mener une carrière politique à Carcassonne, il fallait être socialiste et treiziste. Les maires successifs ne manquaient pas un seul match de l'A.S.C. XIII. Avec les progrès de plus en plus nets de l'équipe quinziste, l'affaire se complique. Les élus sont bico embêtés. Et si le XV devenait majoritaire ? Aucun d'eux n'a encore trouvé la recette pour faire admettre le principe de la double appartenance. Par la force des choses, le XIII étant le rugby du pouvoir local, l'équipe à XV est devenue un pilier de l'opposition. Si bien que, en simplifiant à peine, les treizistes passent pour être à gauche et les quinzistes

sont rejetés à droite. Ce sentiment est renforcé au niveau départemental par le fait que les municipalités où domine le XV sont soit de droite (Castelnaudry, Quillan), soit soutenues par la droite (Narbonne). Enfin, ne prétend-on pas à Carcassonne que le président de l'U.S.C. XV, M. Jacques Talmier, a récemment démissionné de son poste pour tenter de conquérir la municipalité en 1983 ?

La guerre des rugby s'est entretenue bien sûr par les supporters, et les journalistes locaux ont imité à bien peser chaque mot de leurs comptes rendus. Pour une phrase seulement, tel journal, aussitôt catalogué quinziste, perdait beaucoup de ses lecteurs treizistes, et vice versa. La surveillance des journalistes tourne à l'obsession chez certains supporters. Pour des articles qui lui avaient déplu, l'amicale des supporters de l'U.S. Carcassonne XV a décidé dernièrement d'interdire l'accès du stade carcassonnais à deux journalistes de Midi Olympique. Comme dans les westerns, les portraits des deux journalistes devaient être affichés à l'entrée du stade.

Quand arrive l'époque des rencontres capitales, la fièvre monte jusque dans le plus lointain village des Corbières. En milieu rural, surtout dans le monde vigneron, on vibre pour le jeu à XIII. Terra d'Oc, mensuel occitaniste, qui se veut aussi l'organe des comités d'action viticoles, émette à longueur d'articles les louanges de ce rugby hérétique, né dans les années 30 d'une sécession de plusieurs équipes qui claquaient la porte de la Fédération française de rugby. Rugby de résistance, baptisé « cathare » par certains, le jeu à XIII symbolise à merveille la lutte des viticulteurs du Midi pour « travailler et vivre au pays ».

R. B.

BERNARD REVEL.

Tambourin, jeu de terroir

Le tambourin est, en Languedoc, héritage d'une culture, avec les joutes, plus connues de l'extérieur, le sport du terroir. Son aire d'activité ne dépasse la vallée de l'Hérault que pour aller établir une tête de pont sur l'Orb à hauteur de Béziers.

La Fédération française du jeu de la balle au tambourin a son siège à Montpellier.

« Le jeu du tambourin, nous a dit le docteur Rouquette, écrivain de langues française et occitane, se confond avec celui de la longue paume. Son origine se perd dans la nuit des temps. Au chant VIII de l'Odyssée Homère chante la partie de paume jouée par Nausiclée et ses compagnes non loin d'Ulysse endormi. Les Grecs jouaient à la « phaininda » dont les règles étaient celles qui régissent le tambourin du vingtième siècle. Pour les Romains, le jeu gagna la Gaule. Le Moyen Âge en fit un de ses divertissements favoris. Délaissé ensuite par les rois, le noble et le bourgeois, le peuple d'Oc l'accueillit et le transforma. »

Le tambourin est un sport collectif. Sur un terrain de 80 mètres de long sur 20 de large, divisé en deux en son milieu, par une ligne appelée « basse », il oppose deux équipes de cinq joueurs. Chacun d'eux tient à la main un tambourin, tendu de peau, dont ils se servent à la manière d'une raquette de tennis. Comme au tennis, la balle est bonne à la volée et au premier bond. Les jeux se font en 60 points, comptés de 15 en 15. Pourquoi ce compte curieux ? Aucune réponse satisfaisante n'a été donnée encore à cette question. Les parties se disputent en 10, 13, 16 ou 19 jeux selon l'âge ou la catégorie. Si deux équipes arrivent à égalité à 9-9, 12-12, 15-15 ou 18-18, il y a match nul.

Le service — ou la mise en jeu — est assuré par un batteur à l'aide d'un tambourin prolongé d'un manche d'environ 1 mètre de long. En général, les échanges sont longs et variés.

La saison s'étend de mai à septembre. L'an dernier, Courmousson, village proche de Montpellier, a dominé ses adversaires, enlevant le championnat national devant Balaruc-les-Bains et Vendémian, la coupe aux dépens de Balaruc et le premier tournoi féminin. Un beau triplé ! L'hiver se déroulent des tournois en salle par équipes de trois.

Le tambourin est formé d'un cercle en micocoulier tendu de peau de chèvre ou de porc. Les Italiens préféraient la peau de chèvre refendue. Aujourd'hui, la membrane est en matière plastique, une sorte de nylon fabriqué en Allemagne et traité en Italie, mais elle est toujours appelée « peau ».

C'est, par excellence, le passion des villages. Les grands terrains sont à Pézenas, en plein centre ; à Balaruc-les-Bains, entre le bleu du ciel et le bleu de l'étang de Thau ; à Gignac, encastré dans les maisons de pierre, ou à Courmousson, sur de hauts cyprès, fiers et mélancoliques.

Les grands joueurs sont aussi des ruraux. Léopold Bellas est l'aîné dont les jeunes cherchent à suivre les traces. Louis Ganivenc, de Balaruc ; Régis Bousquet, de Pézenas ; Claude Barral, de Gignac, ou, parmi les espoirs, Christian Mirabel, de Courmousson, sont ceux qui ont fait le nom du football, Imbernon au rugby ou Monclar et Chucot au

basket. Hélian Coste, de Vendémian, un joueur ayant déjà une longue carrière, demeure le meilleur batteur de l'équipe nationale.

Sous des formes différentes, le jeu du tambourin est pratiqué à l'étranger. Pour favoriser le développement, la représentation, la défense et la publicité des « sports de ballon et de balle, dits jeux de paume », plusieurs fédérations nationales ont fondé la Confédération internationale des jeux de paume. Cette confé-

dération réunit les fédérations royale belge de balle pelote paume, néerlandaise de balle pelote paume, italienne Palla Tamburello, italienne Pallone Elastico (ou balle au poing), et les françaises du jeu de paume, du jeu de balle au tambourin, de longue paume (qui se pratique avec une raquette allongée), de ballon au poing (qui se joue en Hollande, en Belgique et en Italie) et de balle à la main. Son siège est à Rome. Sa langue officielle est le français.

R. B.

BERNARD REVEL.

Montpellier, l'entrepreneuriante.

Epauler les initiatives.

Aider à vous décentraliser, c'est notre métier : débrouiller les chebeux administratifs, frapper aux bonnes portes, débloquer des crédits...

Le temps, c'est de l'argent !

Vous créez une entreprise... bravo !

Nous allons vous chouchouter, guider vos premiers pas, favoriser votre croissance...

Venez nous voir, nous déplaçons des montagnes !

DISTRICT URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

rue de la Spirale - Le Polygone

34000 Montpellier - Tél. : (67) 64.34.34

Le cœur battant du languedoc.

DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Grande brouille sur les radios libres

PRÈS de trente radios libres dans le département, dont une vingtaine groupées autour de Perpignan, les Pyrénées-Orientales n'ont pas échappé à la vague déferlante de la F.M.

Dans cette grande mêlée ouverte, il faut maintenant jouer des coudes pour glisser sa fréquence entre les autres.

Aussi l'anniversaire du 10 mai était bien loin d'être unanime et il était même question parfois d'an d'écouter sur les ondes.

On a, en effet, pu entendre ce qui pourrait ressembler à des règlements de comptes. Les deux plus anciennes radios (Rose at Stéreo-68), associées dans l'anniversaire de leur ancienneté se démentent des satisfactions, tandis que cinq autres radios, ayant formé pour l'occasion un réseau, diffusaient un programme unique non seulement de musiques, mais aussi de reproches et d'évocations de coups bas.

Mais il y a un an où on était en ? Curieusement, la seule radio libre que l'on entendait bien, et qui disposait d'un assez large auditoire, était une station locale espagnole Radio-Olot. Les programmes, mais aussi la musique actuelle, avaient séduit les auditeurs de ce côté des Pyrénées, qui suivaient régulièrement des émissions comme « Pilar a mijito » où l'on parlait trois langues : le castillan, le catalan et le français.

Devant ce succès, Radio-Olot programmait un hit-parade français, qui était assuré par les deux fondateurs du Stéreo-68. Parmi eux, un des pionniers de la radio dans le département, Yvon Fabre, un acharné qui émettait déjà et était saisi en 1978 sous le nom de Radio-68. Dans les galeries marchandes comme chez les coiffeurs Stéreo-68 est certainement la radio libre la plus écoutée. Un émetteur de 2 kW, bien au-dessus des normes, pour faire entendre, très loin dans le département, de la musique, des dédicaces, des jeux avec les auditeurs. Depuis quelques mois, la station avait la collaboration d'un ancien animateur de Radio-Andorre, Arty Parrera, victime de la fermeture de la station à y e un an. Une sorte de caution « professionnelle » qui n'était pas sans flatter l'amour-propre des fondateurs de Stéreo-68. Et puis le 31 mai dernier, c'est l'hémorragie : toute l'équipe d'animation ou presque passe dans le maquis et disparaît de l'antenne. Ce n'était pas la première saignée, déjà plusieurs animateurs avaient quitté Stéreo-68 pour créer le plus souvent leur propre radio (Radio-Plus, Radio-Cristal, Radio-Pacific...).

Dans le préhistoire des radios libres, Radio-Rose émettait aussi au temps du cache-cache avec le brouillage. Depuis, elle s'est « calée » sur un auditoire qui ne demande que de la musique variée presque vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Le premier été socialiste voyait naître rapidement des radios projetées de longue date. Animée par des militants de l'I.P.C. (indépendantistes de la Paix), Radio-Arrels (« racines » en catalan) a pour objectif d'être de catalaniser les ondes : musique et informations culturelles sont en catalan.

Un auditoire déjà ciblé, tout comme celui de Radio-Trabucayre ouverte aux associations et aux syndicats. Cette dernière expérience animée par l'union départementale C.F.D.T. a été interrompue il y a quelques mois, mais Gérard Suarez n'a pas dit pour autant son dernier mot.

Au cœur de l'hiver, comme les amandiers, c'est la grande floraison. Fréquence-Verta, dont l'émetteur occupe une position de choix dans la plaine, a choisi de faire participer à la réalisation des émissions un éventail très large de personnes qui tentent de définir, avec semble-t-il un certain succès, les bases d'une

radio « temps libre ». Radio-Castillet-Service, dont les antennes sont ouvertes du lundi au vendredi aux heures des bureaux de la mairie, ou presque, a pour président de l'association loi de 1901, Paul Aiduy, le maire de Perpignan. Musique et informations municipales sur cette radio service, « jour d'un adjoint », selon le maire de Perpignan, qui ne se désintéresse pourtant pas lui non plus de ce moyen de communication.

Que veut R.L.I. ?

Radio-Libre-Internationale a dès sa naissance proposé une grille de programme bien structurée. C'est peut-être la radio la plus ambitieuse. Avec des capitaux privés, cette radio, dont les studios sont au cœur de la ville, naquit pas de projets. Un des actionnaires qui a travaillé dans la diffusion de presse à Barcelone, et s'occupait rapidement le titre de collaborateur de Pierre Lazareff, a cependant la qualité de disposer de la double nationalité française et espagnole. En créant un émetteur en Espagne R.L.I. serait dans la situation des radios périphériques et augmenterait sa puissance et par là son audience. Les capitaux privés investis ne le sont pas en pure innocence.

Enfin, la dernière née à Perpignan est Radio du fond de la ville, animée par un groupe de libertaires. Curieusement, c'est peut-être, au niveau de la radio, ce qui est le plus élaboré, les cassettes sont mixées et travaillées avant d'être diffusées à l'antenne, évitant ainsi les blancs et les bavouillages.

Dans le département, des radios émettent un peu partout (Céret, Ille-sur-Têt, Thuir, Bourg-Madame, Rivesaltes...).

Font-Romeu dispose de deux stations : Pyrénées-Radio-2000 et Font-Romeu-Pyrénées catalanes qui consacrent l'après-midi du mardi à l'évocation d'un métier de la montagne. Sur la côte, Radio-Barcarès-Méditerranée vient de naître avec un émetteur puissant et le soutien de la municipalité. Un « Goliat » des vacances et des stations nomades, ce qu'on entend jusqu'à Perpignan. L'émetteur est à quelques kilomètres d'une radio « garde champêtre », qui, depuis deux mois, émet pour le village de Saintes-Maries-de-la-Mer et ses environs immédiats dans un rayon de 10 kilomètres. Les associations, les clubs sportifs la font marcher, et au lieu de sortir les chaises sur la place on écoute maintenant Radio-Azur.

De cette trentaine de radios, lesquelles resteront lorsque, à la fin de l'année, Radio-France, disposant des installations de FR 3 — radio, créera une radio locale de service public ? La maquette préparée par le quotidien l'Indépendant aura sans doute aussi déjà vu le jour. Il y aura encore du remue-ménage sur la modulation de fréquence est dit, la commission Hottel ne devant se prononcer pour les Pyrénées-Orientales que vers le mois d'août.

JEAN-CLAUDE MARRE.

REPÈRES

89,6 Station du Sud. 90 Perpignan F.M. 90.9 Radio-Barcarès. 91,5 Radio-Castillet-Service. 92,1 France-Inter. 92,6 Radio-Barcarès-Méditerranée. 93,5 Stéreo-68. 94,1 Radio du fond de la ville. 94,7 Radio-Rose. 95,5 Fréquence-Verta. 97,2 France-Musique. 99,2 Radio-Cristal. 99,8 France-Culture. 100,4 Radio-2. 100,5 Radio-Libre-Internationale. 101 Radio-Trabucayre. 101,5 Radio-Pacific. 102, Radio-Arrels. 102,5 Evangile-66. 102,9 Radio-Azur. 103 Radio-Perpignan. 104 Eldorado. 104,8 Radio-Plus. 105 Radio-RAF.

« Le Monde » et les régions

Sous le titre « Une semaine avec », le Monde a publié onze suppléments régionaux :

NORD-PAS-DE-CALAIS

(mai 1976)

AQUITAINE

(novembre 1976)

FRANCHE-COMTE

(avril 1977)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

(novembre 1977)

ALSACE

(juin 1978)

RHÔNE-ALPES

(janvier 1979)

LIMOUSIN

(juin 1979)

PAYS DE LA LOIRE

(décembre 1979)

BOURGOGNE

(juin 1980)

POITOU-CHARENTES

(décembre 1980)

HAUTE-NORMANDIE

(novembre 1981).

هكذا من الأصل

سكيا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le mètre	Le mètre TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENCE	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mètre	Le mètre TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENCE	31,00	36,45

* Distinctions selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

IMPORTANTE ENTREPRISE CHIMIQUE située en **BELGIQUE** DANS LE SUD LUXEMBOURG recherche pour son service DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION **JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE** DOMINANTE GÉNIE CHIMIQUE

La technicité des installations et la contrainte du service
contiennent en plus des compétences techniques :

- grande disponibilité,
- sens de l'organisation,
- aptitude au commandement,
- capacité de travail en équipe,
- esprit de synthèse et de décision,
- fort potentiel d'évolution.

Une expérience industrielle de 3 à 5 ans, ainsi qu'une
bonne connaissance de la langue anglaise seraient très
appréciées.

La fonction exige d'habiter dans la région ou d'être prêt à
s'y installer.

Faire offre manuscrite avec C.V. à RÉGIE PRESSE,
s/n° T 033.926 M. 85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.



Responsables de zone Moyen-Orient / Asie-Pacifique 250.000 F

Les Parfums GIVENCHY S.A. (180 millions de chiffre d'affaires en
1981, dont 70% à l'export), recherchent deux Responsables de
Zone Export, l'un pour le Moyen-Orient, l'autre pour l'Asie et le
Pacifique. Basés au siège à Paris et placés sous l'autorité du Direc-
teur Export de la Société, ils auront la responsabilité du secteur
géographique qui leur sera confié : définition des objectifs commerciaux en
liaison avec la Direction, développement actif des ventes, établissement des
budgets, organisation de l'animation promotionnelle, contrôle de la distribu-
tion... Cette activité nécessite principalement un rapport commercial person-
nel suivi et direct auprès des agents et des clients. Ces postes conviennent à
des cadres commerciaux confirmés, dotés d'une formation commerciale supé-
rieure (ou équivalente), ayant acquis une solide expérience de la vente à l'export
de produits de luxe et possédant une connaissance approfondie du secteur
géographique correspondant. La pratique courante de l'anglais est indispen-
sable. Des déplacements nombreux et réguliers sont à prévoir (plus de 50% du
temps). La rémunération annuelle sera liée à l'expérience des candidats et
pourra atteindre 250.000 francs. Écrire à Christine CHABAUD sous le Ref.
A2233M pour le Moyen-Orient et A2234M pour l'Asie-Pacifique.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Export: responsable zone Afrique basé Paris

Nous sommes une très importante entreprise française produits
grand public.
Notre expérience dans l'implantation sur des marchés étrangers
est largement prouvée à travers des formules variées propres à
l'entreprise ou en association avec des partenaires locaux.

Nous recherchons l'un des trois chefs de zone de notre structure.
Directement en prise avec le directeur export, il a sous ses ordres trois
cadres confirmés responsables de secteurs géographiques définis.

En relation permanente avec la structure marketing du siège, sa mission
essentielle est le développement des ventes en quantité et rentabilité.

Homme d'organisation, de promotion, de suivi de gestion de nos
organisations en Afrique, vous pouvez prouver une expérience
réussie de plusieurs années dans des responsabilités export.

Diplômé d'études supérieures commerciales, bon négociateur,
au tempérament opérationnel, vous êtes à l'aise dans les structures
développées d'une grande société. Très mobile, vous passerez
environ 100 jours par an sur votre zone.

Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui écrire sous réf. 6562M,
1 rue de Berri - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE Filiale d'un grand établissement public - recherche pour :

• Séjours résidentiels outre-mer

ou

• Résidence en France avec missions à l'étranger

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (Option informatique)

début d'expérience en informatique de gestion
(référence 9825/A)

INGÉNIEURS INFORMATIQUES (Ecoles d'ingénieurs)

- IBM 43XX (OS-VSI / CICS / DLI)
- BURROUGHS B 19XX (DMS2 / GEMC01)
- HP 3000 (IMAGE 3000)
- CII-HB DPS7 (G. COS / TDS / IDS21)

(référence 9825/B)

Adresser curriculum vitae, prétentions et disponibilité sous
référence correspondante à :



SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

ENTREPRISE INDONÉSIENNE DE TRAVAUX PUBLICS DONT LE SIÈGE SE TROUVE À JAKARTA (INDONÉSIE) cherche

EXPERT EN CONSTRUCTION DE BARRAGES

Pour la durée du chantier de construction d'un barrage
à SULAWESI.

Grâce à son expérience il sera le CONSEILLER
TECHNIQUE des techniciens indonésiens de cette
entreprise pour l'étude du projet, l'organisation du
chantier, la réalisation des travaux, le respect du
budget et la tenue du programme.

Cette mission passionnante à accomplir dans un pays
plein de charme requiert une large compétence
technique alliée à une grande diplomatie.

Ingénieur de formation GRANDES ÉCOLES
(Centrale, Ponts, T.E. ou A.M.).

Le candidat devra justifier d'au moins une dizaine
d'années d'expérience dans les techniques de
construction et d'organisation de chantier de barrage.

La vocation internationale de cet emploi implique une
parfaite maîtrise de la langue anglaise et une grande
disponibilité pour s'expatrier environ trois ans en
INDONÉSIE.

Le candidat sélectionné devra être libre très
rapidement.

Merci d'adresser votre candidature, prétentions,
curriculum vitae et photo récente à
COMINDO S.A. - 9, rue Royale, 75008 PARIS.
Il sera répondu rapidement à toutes les candidatures.

A 30 ANS LES RESPONSABILITÉS D'UN MANAGER AUTONOME

Une présence dans 34 pays, 15.000 personnes, une croissance de 30 %, la
gestion de plus de mille exploitations, c'est le groupe SODEXHO l'un des
leaders mondiaux de son activité.

En Afrique, en Moyen-Orient, en Amérique du Sud, nous vous proposons
de superviser plusieurs exploitations : poste de direction des services de
gestion hôtellière (restauration, hébergement, maintenance, loisirs...) que
nous assurons sur les grands chantiers de TP ou les sites pétroliers.
Vous bénéficierez des avantages liés à l'expatriation.

Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école ou université), vous
avez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste opé-
rationnel. Vous parlez anglais et/ou espagnol, et savez que les qualités
humaines sont encore plus importantes que les connaissances techni-
ques.

Vous avez l'esprit pionnier, êtes ambitieux et efficace, d'une grande mobi-
lité géographique, vous saurez saisir les opportunités de carrières excep-
tionnelles qu'offre notre groupe.

Merci d'adresser votre
candidature sous réf. 8263
au service recrutement
international.

3, av. Newton
78390
Bois d'Arcy
France



SODEXHO

IMPORT-EXPORT
Cherche collaborateur pour
travaux et s'occuper de
nouveaux produits et marchés. Ré-
munération par commission
exclusive. Tél. : 874-70-40.

URGENT IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour CHANTIER EN AFRIQUE **INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS**

responsable de matériel TP Ce
poste exige plusieurs années
d'expérience dans matériel TP
et gestion de parc engins.

Ecr. avec CV à Sté IOTA 1, rue
Tour de l'île Case Postale 344
1211 GENEVE 11.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONES

296-15-01

A.M.C.M. S.A.

Atelier Mécanique Construction Moulés S.A.

CH - 2114 FLEURIER

Entreprise dynamique dans le domaine du moulage par
injection recherche cadres :

- Responsable du département injection
- Responsable de la construction des moulés

Plusieurs années d'expérience sont indispensables.
Nous offrons une activité intéressante, indépendante et
bien rémunérée.

Faire offre écrite ou téléphoner à M. Leroy :
6038 61.31.31.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux



Jeune ingénieur production/entretien

Nord

Pour maintenir dans nos fabrications l'innovation et l'avance technologique qui nous ont
permis d'être aujourd'hui aux premières places sur nos marchés, il nous faut renforcer la
structure de l'usine et créer ce poste.

C'est ainsi que, collaborateur immédiat du Directeur, vous prenez en charge les trois ateliers
de production et celui d'entretien, au total 75 personnes.

Vous êtes responsable de la qualité des produits, de l'organisation et de la gestion de la
production, vous établissez le plan de charge à court et moyen terme de l'entretien, vous
organisez les essais demandés par le labo, les achats... Vous jouez aussi un rôle primordial
dans l'animation et la formation du personnel et être attentif à la situation sociale.

Cette mission est celle d'un jeune ingénieur AM, IDN, ECL... en début de carrière, bon
spécialiste en électro-mécanique et ayant déjà vécu l'expérience du commandement en
atelier. Nous appartenons à un groupe important et diversifié facilitant par la suite les
évolutions de carrière.

Merci d'adresser votre dossier sous référence IP610M à SEFOP.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



THOMSON-BRANDT GGP

Ingénieur électronicien moyens de réglages / contrôle ESE, INPG,...

Premier constructeur européen d'électronique Grand Public (T.V. AUDIO, VIDEO) nous recherchons pour l'une de nos
usines (1000 pers) située région Centre, le CHEF DE SERVICE MOYENS DE RÉGLAGES / CONTRÔLE.

Leader d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens supérieurs, il est le maître d'œuvre de tous les équipements réglages
contrôle de l'usine.

Objectif prioritaire : améliorer la qualité des produits et la productivité. Interface avec les B.E., il participe en outre à la
conception des nouveaux produits pour en automatiser la fabrication.

L'essentiel de ses responsabilités l'entraîne à nouer de nombreux contacts avec les différents sites européens du Groupe
(anglais indispensable).

Nous désirons confier ce poste à un ingénieur électronicien confirmé (4 à 5 ans d'expérience minimum). Opérationnel pour
aimer, coordonner, diriger, c'est avant tout un novateur soucieux de faire appliquer le fruit de ses analyses.

Cette situation peut déboucher, à terme, vers des perspectives intéressantes de carrière, en France ou à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 82229 à :

Selecom

225, rue du Fbg Saint Honoré - 75008 PARIS - Tél. : 755.89.36.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

VOTRE AVENIR NOUS INTERESSE

Nous sommes des leaders et nous désirons continuer notre expansion avec des hommes et des femmes décidés à réussir, possédant une forte valeur potentielle et prêts à se donner à fond dans notre métier qui est dur mais passionnant.

Profil du poste, 23 ans minimum.
Formation commerciale supérieure: ESC, SCIENCES PO ou niveau universitaire équivalent. IUT, Ingénieur avec quelques années d'expérience commerciale ou autodidacte de niveau équivalent.

- Vous aurez les moyens de réussir mais vous devez être:
- enthusiaste et combatif,
- commercial, doué pour les contacts humains,
- responsable, apte à diriger et à animer du personnel,
- gestionnaire consciencieux, disponible et travailleur.

Nous recherchons immédiatement pour débiter en qualité de **RESPONSABLE COMMERCIAL** dans nos magasins de BORDEAUX.

10 CANDIDATS DE VALEUR

qui, après avoir fait leurs preuves durant deux années dans cette fonction, pourront accéder suivant leurs résultats, à des postes de plus en plus importants.

Nous sommes une grande chaîne d'hypermarchés française et notre avenir est lié, comme l'est actuellement notre réussite, à la valeur de nos collaborateurs. Formation complémentaire assurée.

Salaire de départ en rapport avec compétences, ou 1^{re} expérience professionnelle réussie, et évoluant avec les résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à:

TÉLÉFORMATION

B.P. 101,
59016 LILLE CEDEX.
Discrétion et réponse assurées.



Directeur du Personnel

210 000 F/an +

De formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, vous justifiez d'une expérience convaincante de responsable du personnel, acquise pour partie en usine. Vous avez une bonne pratique du droit du travail, parler l'anglais. Dans ce cas, vous pouvez devenir, rapidement, le successeur de notre Directeur du Personnel.

Nous sommes, à 2 heures de Paris, une entreprise à taille humaine (400 personnes dont 50 cadres), filiale d'un important groupe chimique multinational, leader sur plusieurs segments du marché.

Rattaché au Directeur Général, vous définirez avec lui une politique de personnel imaginative, que vous mettrez en œuvre en assistant la hiérarchie, assurant les relations avec les partenaires sociaux ainsi qu'en suivant et contrôlant la gestion et l'administration du personnel (gestion informatique par système intégré; animation d'une équipe de 4 personnes).

Merci d'adresser rapidement votre candidature ou de téléphoner sous référence 32610 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS
Tél : 255.15.53

Filiale d'un important groupe industriel français, nous fabriquons des systèmes de revêtements spécifiques à l'industrie et au bâtiment, nous recherchons pour la région Nord-Pas-de-Calais

Ingénieur de vente, chimiste

technicien confirmé et excellent vendeur

très autonome, aimant le terrain et la négociation mais sachant aussi préparer et organiser son action.

Missions :

- reprendre et développer la clientèle existante (le C.A. actuel de 2 millions de Francs peut facilement tripler en 2 ans),
- rechercher de nouveaux marchés,
- participer au lancement des produits nouveaux,
- être à l'écoute des clients pour faire remonter l'information.

Pour réussir dans cette fonction, il est nécessaire d'avoir une expérience de quelques années dans un service d'assistance technique à la vente ou dans la vente de produits industriels. Connaissance de l'anglais appréciée. Rémunération : fixe importante et intéressement. Voiture personnelle. Formation aux produits assurée tant à l'usine qu'au siège.

Résidence souhaitée : région Lille ou Valenciennes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73614/M à Mme CLERE, S&L-CEGOS, Tour Chénouet, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

**sélé
CEGOS**

Personnel et banque en Alsace

Vous avez, à juste titre, déduit que le poste est à pourvoir au Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine. Et vous connaissez la position prédominante que nous occupons dans cette région. Nous ne tenons pas pour autant à ce que vous soyez issu(e) du secteur bancaire. Nous vous demandons, en revanche, obligatoirement une expérience de la fonction Personnel, acquise au cours d'une carrière d'une dizaine d'années, pas beaucoup plus.

Expérience nécessaire en effet pour devenir l'adjoint de notre Directeur du Personnel. Il entend vous associer de très près à ses responsabilités; plus particulièrement en ce qui concerne la gestion des ressources humaines, les relations sociales et l'animation de la fonction Personnel, tant au siège que dans nos succursales et agences. C'est avec vous - et selon votre profil particulier - qu'il veut définir le contour exact de vos attributions. Mais vous voyez déjà bien quel type d'expérience peut nous intéresser le plus. Nous pensons par ailleurs que la nature du poste requiert des candidats une formation supérieure.

Les consultants de Sirca, qui nous aident pour ce recrutement, vous donneront en vous recevant un complément utile d'information sur le contexte dans lequel ce poste est à prendre. Précisez-leur, sous référence 822 736M les raisons de votre candidature.

Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

directeur commercial adjoint

chargé de l'Administration des Ventes
région ANGERS 49

170.000 +

Entreprises (450 p.) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits en aluminium, alliage de zinc, plaques, destinées au BÂTIMENT SECONDE ŒUVRE recherche un Directeur Commercial Adjoint.

Dépendant du Directeur Commercial et en relation étroite avec les Services Informatique, Production, Méthodes et Recherche :

- il gère le carnet de commandes jusqu'aux expéditions
- il établit et suit le tableau de bord commercial
- il entretient les relations avec les clients, les fournisseurs, les transporteurs et dans une certaine mesure avec les représentants.
- il collaborera à l'élaboration de la politique commerciale de l'entreprise et dirigera le personnel de son service (25 p.).

Ce poste conviendrait à un candidat expérimenté, connaissant de préférence le milieu professionnel concerné et ayant l'habitude et le goût du travail en équipe. Adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 82434-M à Danielle DERREY.

ouest recrutement La Terre au Jau - Route de Cantenay Epihard 49000 Angers qui le traitera confidentiellement.

INFORMATIS COMMERCEAUX

Recherche pour ses agences de TOULOUSE-NANTES

ayant expé. de la vente de services informatiques SSI ou Constructeurs.

Réelle possib. de promotion pour diplômés de valeur.

26, r. Daubenton, 93 337-89-22.

Cabinet de Révision Compta-ble et Conseil de Gestion

Recherche de candidats

Postes évolutifs pour candidats préparant Expertise Comptable. Bonnes conditions d'emploi.

Déplacements France

et étranger.

Postes à pourvoir au plus tard en septembre.

Séminaires références exigées. Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions à

CONTINENTALE D'AUTOT S.A.

13008 MARSEILLE.

GROUPES D'ÉLECTRONIQUE

INTERNATIONAL

recherche pour faire face à son développement pour

l'EXPORT

8 INGÉNIEURS

de « gros calibre », niveau 3A,

38 ans d'expérience, une grande expérience en logiciel système temps réel appliqués à la

TÉLÉPHONE TEMPORÉLLE.

Il est prévu de fréquents déplacements en Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord,

pays de l'Est, etc.

LES SALAIRES SÉRIENT ÉLEVÉS, 250.000 F + pour

LES ÉLÉMENTS COMPÉTENTS

3 ans d'expérience en logiciel temps réel.

Formation téléphonique assurée. Lieu de travail : NANTES.

Eur. et réf. 33368 à D.E.S. 140, r. de Courcelles, Paris-17^e.

ENTREPRISE TRAVAUX SOUTERRAINS recherche pour

chef chantier FRANCE SUD-EST

JEUNE INGÉNIEUR

MÊME DÉBUTANT

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

CONVULSÉ

Ad. C.V. 5/réf. 11535 à

PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS cedex 02 qui trans.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A ARRENS recherche

JEUNE INGÉNIEUR

expérience industrielle, 1 à 3 ans pour contacts industriels et études techniques et financières de projets d'innovation.

ANVAR PICARDIE

Maison de l'innovation, 18, rue Cormont, 80000 AMIENS. Tél. 03.20.91.64-67.

Per. Société Sud-Ouest rech. : Ingénieur chimiste : format, chimie indust. Environ 35 ans, sans responsab., devant diriger fabrication et contrôle. Rémunération 150.000 F/an, expé. : 5 ans indust. chimique. Eur. Havre Bergues 24100/2730.

LA RÉUSSITE EXISTE nous l'avons rencontrée

1976 : Première unité BRICHOE DORÉE / 1982 : 60

Une société entrepreneuriale, qui pour réussir s'en donne les moyens par une structure solide

recherche **DES DIRECTEURS DE RÉGION** Réf. 1001 P.A.

basés en province rattachés au Directeur-général FRANCE

Vous serez responsable du développement de votre région : Encadrement, Gestion, Résultats.

Votre formation supérieure et votre expérience antérieure d'animation d'une équipe, vous permettent d'accéder à 30 ans minimum, à ce poste de RESPONSABLE.

Rémunération : 160/180.000 F/an

DES SUPERVISEURS

Réf. 1002 P.A.

basés en région vous serez le lien direct entre des responsables d'unités et la direction régionale, le garant de la prestation.

Homme de terrain, 28 ans minimum, gestionnaire, vous savez motiver une équipe de vente et vous bénéficiez d'une expérience commerciale réussie dans un secteur économique proche (distribution alimentaire, etc.)

Rémunération : 90/130.000 F/an

Vous serez reçu à Paris, Lyon, Rennes, Nancy, Marseille ou Bordeaux

Merci d'adresser C.V. + Photo en précisant la Réf. et la ville choisie à :

SOCIÉTÉ LA BRICHOE DORÉE - Département recrutement 105 A, avenue de Crimée - 35100 RENNES

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT RÉGIONALE

(Centre de la France)

recherche

UN DIRECTEUR

pour sa division hydraulique

Il sera chargé de la mise en œuvre de projets d'aménagement agricole, d'irrigation, de construction de barrages et de centrales hydroélectriques.

A la fois sur le plan technique (Direction du bureau d'études et des chantiers) et sur le plan financier et administratif.

Une expérience professionnelle d'une dizaine d'années est indispensable. La rémunération de base est de 170.000 F par an, mais pourra être revue en fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. et photo à

SOMIVAL, 46, bd Pasteur, 63000 CLERMONT-FERRAND.

directeur financier

SAINT ETIENNE

Responsable devant le P.D.G. et après période d'adaptation au secteur d'activité, de la supervision des services comptables, du contrôle de gestion de la gestion de la trésorerie, des relations avec les banques et de l'ensemble des problèmes financiers.

Ce poste exige :

- Une formation études Supérieures (Ecole Supérieure de Commerce).
- Une expérience - minimum 5 ans - acquise à un poste similaire.
- De solides connaissances en informatique.

Envoyer vos candidatures sous référence 830-M à :

L.T.M. CONSULTANTS

85, avenue de Villiers

75017 Paris

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

(C.A. environ 1200 millions, 2000 personnes avec ses filiales)

recherche

CHEF SERVICE COMPTABILITE

(60 PERSONNES)

Il prendra la responsabilité des problèmes comptables, des comptes d'exploitation et bilans, comptes clients et fournisseurs, déclarations fiscales, gestion courante de la trésorerie, consolidation du bilan.

Priorité sera donnée à un comptable de haut niveau (D.E.C.S., Expert Comptable) ayant 5 à 10 ans d'expérience de la fonction acquise si possible à la fois dans le secteur de la distribution et en cabinet d'expertise, ayant également une bonne connaissance générale de l'informatique lui permettant de dialoguer avec le service spécialisé de l'entreprise.

Ecrire avec C.V. manuscrite, photo et prétentions à la Direction du Personnel à HUET et LANOE S.A. B.P. 1827 - 37018 TOURS CEDEX.

Message à des jeunes Ingénieurs X - MINES - PONTS - CENTRALE

Les succès de votre première expérience professionnelle vous ont convaincu :

Vous souhaitez faire une

carrière plus dynamique

au sein d'un grand groupe privé.

Vous désirez animer une équipe, sur le terrain pour commencer.

Vous aimez vivre en province.

Alors, prenez des responsabilités dans l'une de nos 15 unités établies dans des

métropoles régionales

Vous y développerez votre goût d'entreprendre dans le cadre d'une gestion très décentralisée.

Nous vous remercions d'exprimer vos motivations sous référence M/116/K à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur les postes avant de vous recevoir.

mcp

CABINET Henri PHILIPPE

106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

emploi régionaux

Patron
d'une unité
de production

Des salaires

Ingénieurs
Ingénieur production
250 000 F

Jeune ingénieur
votre avenir dans la

Bureau d'études

Région Grenoble

ADJOINT

سكزا من الأصل

550 من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Patron d'une unité de production

Ingénieur Arts et Métiers ou similaire, 35-40 ans :

- désireux de trouver un poste de direction autonome à larges responsabilités,
- souhaitant le cadre de vie d'une agréable petite ville du centre de la France avec un salaire de 270 000 F.

vous avez assumé des responsabilités dans une unité de production :

La direction d'un groupe industriel important recrute le Directeur d'une de ses unités de production (250 personnes). Véritable patron de son unité, dépendant directement de la Direction Générale Holding, il sera responsable de la production et des coûts dans le cadre du budget annuel qu'il aura établi et fait approuver en collaboration avec les différents services holding.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 82.06.7M, à :

Jean-Pierre TRICARD SÉLECTION
37/39 avenue de Clichy - 75017 Paris

Développement commercial portuaire

220.000 F

Côte Atlantique - Un important établissement public, à caractère industriel et commercial, recherche le responsable de son service Développement Commercial. Rattaché au Directeur du Développement, il assurera, dans une grande autonomie, la gestion d'un service englobant une dizaine de personnes, avec pour tâches principales l'élaboration d'études économiques théoriques, l'entretien et le développement de la clientèle, les relations avec la Presse et les organismes extérieurs, etc... Ce poste, basé dans une importante ville portuaire, ne peut convenir qu'à un homme de terrain, véritable spécialiste du transport maritime, âgé de 35 ans au moins, autodidacte ou diplômé, et pouvant impérativement justifier d'une expérience professionnelle de dix années minimum, acquise au sein d'un service commercial, bureau de cotations, ou d'affrètement... d'une entreprise maritime : Marine Marchande, Port Autonome, Compagnie de navigation, Bureau de Transit, etc... La réussite à ce poste implique une certaine disponibilité, un sens aigu de la négociation et des qualités de contacts prononcées. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle brute de départ, de l'ordre de 220.000 francs, tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu.

Ecrire à G. MINS.
Réf. A/158M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Directeur des ventes

Rhône-alpes

Futur directeur commercial - Fournitures industrielles - Cette moyenne entreprise du secteur mécanique est filiale d'un groupe leader sur son marché. Elle est spécialisée dans la production et la vente aux industriels de produits techniques, soit directement pour les fabrications sur devis, soit par l'intermédiaire d'un réseau de distributeurs. Elle recherche pour poursuivre son expansion un Directeur des Ventes. Reportant au Directeur Général, il prendra en charge dans un premier temps la responsabilité de l'accroissement du chiffre d'affaires sur la France, développer, structurer et dynamiser un réseau de représentants exclusifs, négociera avec les gros clients, organisera l'administration des ventes, sélectionnera les nouveaux vendeurs. Progressivement, sa réussite devra lui permettre de définir les stratégies marketing à moyen et long termes, et d'occéder en deux ans aux fonctions de Directeur Commercial. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation supérieure technique de préférence et possédant une expérience de la vente de 5 ans minimum (dont 23 ans à un poste d'animation d'équipe commerciale). Elle aura été acquise dans le secteur des produits techniques destinés aux industriels et couvrant idéalement tant la vente sur devis, que la vente par un réseau de distributeurs. La rémunération sera fonction de l'acquis et du potentiel du candidat retenu. Elle sera de l'ordre de 200.000 francs par an.

Ecrire à D. DE VERNEUIL.
Réf. A/3645M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Société Européenne de Propulsion Bordeaux Des missiles aux matériaux industriels

Créée en 1969, la Société Européenne de propulsion est aujourd'hui leader dans le domaine civil et militaire, et développe sans cesse des technologies très avancées.

Dans l'optique du remplacement des produits métalliques par des matériaux plus performants, ses chercheurs mettent au point de nouveaux **MATÉRIAUX COMPOSITES**, s'ouvrant à des industries les plus variées : **AÉRONAUTIQUE, AUTOMOBILE, OFFSHORE...**

Pour renforcer ses équipes SEP recherche deux :

Ingénieurs confirmés

Ingénieur production

220 000 F +

Ingénieur plans et spécifications

180 000 F

C'est un poste important puisqu'il s'agit de diriger l'exécution des **FABRICATIONS COMPOSITES** diverses destinées à la propulsion et à l'aéronautique. L'effectif compte 130 personnes réparties en 4 ateliers, chacun ayant un responsable. Les moyens sont conséquents (valeur 60 MF) et variés (fabrication de caoutchoucs, bobinage, drapage, presses autoclaves). Il travaillera en étroite relation avec le patron du département, créateur de ces activités, des ingénieurs spécialisés et des services Méthodes et Ordonnancement.

Ce poste est destiné à un ingénieur mécanicien ou chimiste pouvant justifier d'une expérience de 5 à 10 ans d'industrie, dont une partie aura été consacrée à la production avec encadrement d'ateliers importants (animation, conditions de travail, sécurité). Son aptitude à assimiler des techniques nouvelles et variées appliquées à des fabrications diverses (prototypes, répétitives, petites séries) comme sa connaissance des machines et outillages doivent lui permettre d'évoluer vers des responsabilités plus élargies. (Réf. LM/2478).

Intégré à notre Bureau d'Etudes, il aura la responsabilité de la tenue des bases de Plans définissant nos matériels (gestion de leur évolution, mise à jour). Il s'agit d'un travail de gestionnaire, ouvert au dialogue avec les Ingénieurs d'Etudes, nos architectes.

Ce poste est destiné à un ingénieur ou Cadre Technique, pouvant justifier d'une expérience d'environ 10 années en Bureau d'Etudes et disposant des qualités requises pour gérer un tel ensemble. (Réf. LM/2479).

Merçi d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous la référence choisie à OCS - notre Conseil, qui vous assurera la confidentialité de votre candidature.

Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

Jeune ingénieur électronicien, votre avenir dans la commande numérique...

Un grand groupe français très réputé vous offre au départ un poste dans son **Bureau d'études hard**

Si vous connaissez déjà les **microprocesseurs** et les **périphériques**, votre progression n'en sera que plus rapide au sein d'une équipe d'une quinzaine d'ingénieurs dotés de gros moyens et en contact direct avec la production.

Voici l'occasion de vous faire une référence de première valeur et de développer votre carrière dans notre groupe qui offre de multiples possibilités. Lieu de travail : ville de province agréable.

Merçi d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. BEM/LM à notre Conseil qui garantira la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

Région Grenoble

Le Chef d'un établissement industriel, de 1300 personnes, recherche un

ADJOINT

Agé de 30 à 35 ans. Diplômé d'études supérieures (Sciences PO - DROIT ou équivalent), il a une première expérience de la gestion du personnel en milieu industriel et plus particulièrement de l'évaluation des postes et du recrutement.

Homme de contact, organisé, méthodique, il possède de grandes qualités d'analyse et de synthèse.

Rattaché directement au chef du personnel, il l'assistera notamment dans les domaines suivants : droit social, information, recrutement, gestion des carrières, relations avec les partenaires sociaux.

Dans un premier temps, des études ponctuelles lui seront confiées dans ces différents domaines.

Adresser C.V. prétentions et photo s/référence 8329/L à **CONTEXTE Publicité 74**, rue Bachevalin 69363 LYON CEDEX 07, qui transmettra.

CLEMESSY

Dans le cadre de son développement Clemessy S.A. recherche pour MULHOUSE

LE RESPONSABLE DE SON ACTIVITÉ

CONTRÔLE ET RÉGULATION

(marché français)

romps au métier d'entrepreneur à l'animation d'une équipe jeune et dynamique, aux négociations commerciales.

Sa mission consistera à assurer dans le cadre d'une gestion décentralisée, la force autonome d'action.

Le management et le développement de l'activité, en liaison étroite avec l'ensemble des unités territoriales de la société.

Nous garantissons une discrétion absolue aux candidatures que nous vous demandons de nous adresser avec C.V. détaillé photo et prétentions à **CLEMESSY S.A.** service Emploi.

18, r. de Thann. B.P. 18, 68057 MULHOUSE CEDEX.

CLEMESSY

Secrétaire général holding région Orléans

Groupe industriel important regroupant 4 unités de production (1000 personnes) recrute pour étoffer l'équipe Direction Holding, un Secrétaire Général expérimenté, de formation juridique, qui aura plus particulièrement à charge :

- la mise en place des procédures,
- l'administration du personnel,
- le suivi des problèmes sociaux et juridiques,
- l'ensemble des questions administratives.

Il sera directement rattaché au Président Directeur Général.

Nous recherchons un homme d'expérience, 40-55 ans, ayant de solides notions financières, juridiques et de gestion de personnel, désireux d'apporter sa collaboration à la mise en place de la société holding.

La rémunération, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 300 000 F/an.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 82.06.6M à :

Jean-Pierre TRICARD SÉLECTION
37/39 avenue de Clichy - 75017 Paris

JPTS
Jean Pierre Tricard Sélection

CCMC

1250 Collaborateurs
3 centres de traitement

Avec un CA progressant régulièrement de 30%, par an depuis 1962, nous sommes devenus l'une des premières Sociétés de prestation de services et de traitement informatique.

Notre développement prend aujourd'hui une dimension internationale.

Pour mieux contrôler et organiser notre gestion, notre Direction Générale cherche à renforcer son service Audit en intégrant un

AUDIT INTERNE

« Chef de mission »

Homme d'ouverture et de responsabilité :

- il veillera à la bonne application dans la Société de la politique prévisionnelle et budgétaire définie par la Direction Générale,
- il proposera et aidera à mettre en œuvre les solutions permettant d'optimiser la gestion et les procédures.

Ce poste requiert des compétences techniques sanctionnées par un Diplôme type ESC, MAÎTRISE DE GESTION plus DECS. Il nécessite une expérience de 3 à 4 ans dans un Cabinet Comptable utilisant les normes anglo-saxonnes ou dans un Groupe International.

Poste à pourvoir près de LYON
Déplacements à prévoir.

Merçi d'adresser votre candidature, avec prétentions sous réf. 5681 au Service Recrutement Carrières - BP 6129 - 43061 ORLÉANS CEDEX.

CCMC



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ingénieur d'affaires

Il s'intégrera au département équipements spécialisés pour développer l'activité d'Entreprise Générale, principalement dans le domaine des micro-centrales hydrauliques et de l'économie d'énergie. Il sera responsable de la gestion et de la réalisation d'affaires en particulier la supervision des chantiers. Le poste conviendrait à un ingénieur généraliste ayant des connaissances en électricité, mécanique, génie civil et une expérience de 3 à 5 ans. Il effectuera des déplacements courts mais fréquents.

Envoyer C.V. sous réf. 706 à Direction du Personnel 202 quai de Cléchy 92111 Cléchy Cedex.

S.O.F.R.E.L.

Site de fabrication et de réalisations électroniques recherche

CADRES COMMERCIAUX H.F. pour ses agences, de Paris, Toulouse et Lyon.

Les candidats auront 30 à 40 ans, une formation électronique de base. Renforcer d'une expérience commerciale réussie dans la négociation d'affaires d'ingénierie électronique. La mission sera de développer les ventes des produits de télétransmission appliquée à la gestion de processus industriels (eau, chauffage...). La clientèle à visiter étant : les D.D.A., D.D.E., collectivités locales, bureaux d'études. Les territoires étant d'au minimum 10 départements autour de la base de départ, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Adresser C.V. et prétentions à S.O.F.R.E.L. Le Plessis, 33330 Vern-sur-Seiche.

UNE DES PRINCIPALES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DU LITTORAL MEDITERRANEE

INGENIEURS DEBUTANTS GRANDES ECOLES

X - MINES - PONT - CENTRALE - etc.

Elle est un des premiers constructeurs français d'ensembles industriels de mécanique mécano-soudée et de chaudronnerie de très grande dimension.

Du fait son activité traditionnelle de construction navale, elle connaît une forte expansion dans le secteur des matériels offshore, mais aussi dans des secteurs divers de biens d'équipements industriels :

- thermique, chaudières et turbines H.P. ;
- installations spéciales pour le nucléaire ;
- usines d'incinération de déchets industriels et urbains ;
- escaliers mécaniques de grand débit.

Elle propose à des jeunes ingénieurs une carrière évolutive et variée à travers :

- soit ses services d'études et de conception ;
- soit l'animation de grands services de fabrication et de montage ;
- soit des postes de négociation ou de gestion de très haut niveau.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 806 M à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS



Centre d'Enseignement et de Recherche Appliquées au Management

POUR FAIRE FACE AU DEVELOPPEMENT DE SES NOUVEAUX PROGRAMMES LE CERAM RECRUTE DES

PROFESSEURS ET ASSISTANTS-PROFESSEURS EN MANAGEMENT, MARKETING ET FINANCE

Les candidats doivent faire la preuve :

- d'un potentiel élevé dans le domaine de la recherche appliquée, de l'enseignement et du conseil aux entreprises ;
- de fortes capacités d'autonomie, de dynamisme, d'initiative ;
- d'une aptitude au travail en équipe et à la gestion par projet ;
- La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Ecrire au CERAM - Sophia Antipolis - BP 20 - 06561 Valbonne Cedex. Le CERAM est un établissement au caractère scientifique de Valbonne-Sophia Antipolis.



Laboratoires Wellcome

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DE REPUTATION INTERNATIONALE recherche pour sa

DIVISION DIAGNOSTICS

1 Technico-Commercial

Secteur : Ouest/France

- Ayant une formation BT-BTS - analyses biologiques ou équivalent, et technicien confirmé de laboratoire d'analyses médicales.
- Les responsabilités porteront sur la promotion et la vente de notre gamme de réactifs.
- Une préférence sera donnée aux candidats pouvant justifier d'une expérience de la vente dans ce domaine.
- Stage de formation assuré - véhicule fourni - nombreux avantages sociaux (possibilité d'avoir pour candidat de valeur).

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : Direction du Personnel

LABORATOIRES WELLCOME S.A.

159, rue Nationale 75440 PARIS CEDEX 13

Chef de production

1978 : 80 000 poulets/jour
1982 : 270 000 poulets/jour

Animateur des structures de notre unité d'abattage de volailles, notre Chef de Production se chargera plus spécifiquement :

- du contrôle qualité,
- de l'application des méthodes,
- de la gestion des effectifs - 350 personnes.

Pour occuper ce poste opérationnel et dynamique, nous recherchons un cadre de 30 à 40 ans, compétent dans la gestion des méthodes de production et à la personnalité affirmée qui lui permettront d'assurer pleinement sa fonction. Disposant de ses propres budgets d'exploitation, il rendra compte à la Direction Générale dont il est le proche collaborateur.

La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et à la formation. Poste basé à BRIEC (I.D.E.T. - Finistère). Adresser votre candidature à CAPFOR BRETAGNE S.A. - 11, Boulevard de Kerpuelen - 29000 QUIMPER - Tél. : (98) 95.14.30 - Sous réf. CP.2128.

CAPFOR

NANTES - PARIS - LYON - BREST - QUIMPER - ROUEN - SAINT-NAZAIRE

Contrôleur de gestion

Littoral Atlantique

ORGANISME BANCAIRE à forme Mutuelle recherche JEUNE CADRE formation I.T.B.

Ayant déjà une expérience pratique en Contrôle Gestion, Elaboration et Suivi Budget Prévisionnel, Analyse des Ecart, capable de gérer une Trésorerie à court et moyen termes.

Ecrire avec C.V. détaillé + photo et prétentions sous réf. 546 à M. FRANCOISE, CAPFOR S.A. - 11 Bd G. Guist'hau - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR

NANTES - PARIS - LYON - BREST - QUIMPER - ROUEN - SAINT-NAZAIRE

LA ROCHE SUR YON-VENDEE SEPRO

constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.

Nommé un français dans sa spécialité recrute pour son secteur ROBOTIQUE

INGENIEUR D'AFFAIRES ELECTRO-MECANICIEN

AM, INSA ou équivalent

Débutant ou quelques années d'expérience.

Après une période de formation assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à SEPRO - DIRECTION DU PERSONNEL 87X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche un ingénieur sur contrat pour participer à la direction des études et à la surveillance de la réalisation d'opérations importantes d'infrastructure et d'équipements industriels.

Profil recherché : - Diplômé ingénieur E.T.P. ou équivalent ;

- Expérience en génie civil et équipements d'immeubles industriels ;
- Age : de 30 à 40 ans.

La rémun. mens. nette proposée est de 7.000 à 7.600 F.

Ecr. en envoyant C.V. et photo à Monsieur le Chef de la Section du Personnel, direction des constructions et armes navales, B.P. n° 10, 50115 CHERBOURG NAVAL.

SOCIETE INTERNATIONALE DE CONSTRUCTION D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

recherche pour

UN INGENIEUR-ELECTRONICIEN CONFIRME

RESPONSABLE d'essais et de mise en service d'ensembles de vitesse variable et d'automatismes, dont il connaît les domaines d'application.

Capable d'ANIMER une équipe dynamique de techniciens après-vente.

Des connaissances en régulation, automates programmables et commandes numériques seraient appréciées.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 8340/L à CONTESSÉ Publicité 74, rue Bechevelin 69363 Lyon Cedex 07, q.1r.

RECHERCHONS TECHNICIEN DE HAUT NIVEAU

ayant déjà acquis connaissance et expérience sur :

- Les asservissements de précision en vitesse et position avec force inerte mécanique (rotative d'imprimerie) ;
- Les lignes d'arbres électriques à commande actionnelle ;
- Electronique de carreaux mécaniques, électronique de puissance (chargeurs de fréquence, convertisseurs, etc.).

- Devra piloter une équipe de techniciens de laboratoire et de service après-vente.
- Langue anglaise exigée.
- Salaire proposé + de 250 000 F.

Ecrire avec C.V. et photo à CONTROLE ET AUTOMATION rue Auguste-Hodin, B.P. 63-29 45063 ORLÉANS CEDEX

La banque de l'économie sociale

recherche

pour son agence de ROUEN

un GRADÉ de BANQUE

CLASSE III ou IV

responsable des services opérations bancaires (comptabilité, portefeuille, service caisse).

Ce poste requiert :

- bonne connaissance de la comptabilité et des opérations bancaires ;
- ouverture aux techniques informatiques.

Formation minimum demandée : B.F. ou I.T.B. en cours.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prêt à N. 2153 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

STE D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

appartenant à groupe international recherche pour usine 100 Kms Nord de Paris

CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

INGENIEUR A. et M. ou formation électromécanique.

- 10 ans expérience dans industrie automobile ou grandes séries ;

- relevant du Directeur de l'Etablissement, il sera responsable de la gestion des investissements, des automatisations, de l'étude et de la réalisation des travaux neufs, du service des Méthodes et de la maintenance des équipements ;

- il devra faire évoluer les méthodes de travail avec l'objectif d'amélioration de la productivité.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à N. 1960 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉPARATION PHARMACEUTIQUE DE ROUEN

recherche

Jeune Ingénieur Informaticien

(H. ou F.) chef de projet

Pour concevoir et coordonner le développement d'applications sur mini et micro-ordinateurs diffusés à plusieurs centaines d'usagers dans notre clientèle.

Adresser C.V. détaillé à Directeur Informatique CERP ROUEN 39-41, rue des Augustins 76000 ROUEN

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, matériaux de construction, PARIS, C.A. du Groupe : 150 millions de F, 200 personnes, recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Véritable manager, il assurera :

- la politique commerciale, la coordination et la gestion financière des sociétés du Groupe.

Profil recherché :

- une formation supérieure (HEC, Sup. de Co.)
- une expérience minimum de 10 ans dans des fonctions de responsabilité commerciale et de gestion
- une aisance et un goût des contacts
- des qualités d'animateur
- une certaine connaissance des problèmes informatiques.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 2.566 M à PUBLIPANEL 20, rue Richer - 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra. Discretion assurée.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche

un(e) Chargé(e) d'Etudes Marketing

pour assurer la mise en œuvre, la réalisation des études et le suivi des dossiers sous-traités auprès des cabinets.

La suite technique et les suggestions feront partie de sa mission.

Formation supérieure scientifique (économie - statistiques) complétée par la connaissance des études psychosociologiques et des techniques d'études de marché acquises en plusieurs années dans un cabinet d'étude.

Adr. C.V. phot., sal. et prêt. sous réf. 5585 à CNCA. Recrutement Carrières 75710 Paris Brune

ENTREPRISE TRAVAUX SOUTERRAINS

INGENIEUR D'AFFAIRES

40 ans environ.

Le candidat doit être spécialiste de travaux souterrains et avoir une bonne connaissance des mines et du génie civil. Il doit obligatoirement avoir fait l'essentiel de sa carrière en entreprise de travaux publics.

Grande autonomie et grande liberté d'action. Déplacements fréquents.

Adr. C.V. et prêt. s/réf. 11533 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmet.

VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :

- une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP de CO, Sciences PO, etc.) ;
- le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E. ;
- une capacité de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.

VOUS RECHERCHER :

- une vie active qui suppose une certaine mobilité.

LE GROUPE

bail équipement

UNE DES TROIS PREMIERES SOCIETES DE CREDIT BAIL MOBILIER

recherche

attachés de direction

soit, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de crédit bail en aidant les P.M.E. à résoudre leurs problèmes d'investissement et de financement de voitures.

Résidence : grande ville de province.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions au Service Ou Personnel - BP 35 22, Place Vendôme - 75021 Paris Cedex 01.

L'une des plus importantes entreprises nationales

recherche

POUR SES SERVICES PARISIENS ET SES CENTRES REGIONAUX IMPLANTÉS DANS LES GRANDES VILLES DE PROVINCE

DOCTEURS EN DROIT ET DIPLOMÉS DE SCIENCES POLITIQUES

INGENIEURS ELECTRO-TECHNICIENS ELECTRONICIENS ET INFORMATIENS (TOUTES CATEGORIES D'ECOLLES)

Libérés des obligations militaires. Age maximum 30 ans. Disponibles sous 3 mois.

Envoyer C.V. photo + prétentions sous n° 227.765 à REGIE-PRESSE, 63 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

La Direction

15 ans

chef de groupe

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

INGENIEURS ET

La Direction

15 ans

150 من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La Direction Générale d'une chaîne de magasins indépendante et en forte expansion
(produits diversifiés - 15 unités + - 400 personnes) implantée en Bretagne, Normandie, Ile de France et Champagne, siège à Paris, étoffe ses structures commerciales en créant deux postes :

chef de groupe

Accédant à un large degré d'autonomie après intégration, chef d'orchestre d'une partition commerciale originale axée sur l'opportunité et la promotion, il organise le développement des ventes, coordonne les actions promotionnelles, fixe les objectifs et contrôle les résultats, supervise l'approvisionnement et la tenue des magasins.

Intervenant dans le choix et la promotion des hommes, il veille à la mise en application d'une politique rigoureuse de gestion du personnel auprès des responsables d'unités qu'il encadre, assure la formation, l'animation et le suivi des équipes en place. Il rend compte à la Direction Générale et Administrative à Paris.

Ce poste de liaison, d'animation et de contrôle, implique mobilité et engagement personnel et convient à un cadre commercial de 40 ans environ.

Issu du terrain ou diplômé d'une école commerciale, il a dans chaque cas accédé à un niveau de responsabilités régionales dans les secteurs de la grande distribution ou des réseaux de vente de produits grande consommation / biens d'équipement.

Rémunération : fixe + intéressement aux résultats + frais. Réf. A 7/582.

adjoint chef de groupe

Avec un niveau de responsabilité reflète du Chef de Groupe, et sur sa délégation, il tient un rôle complémentaire et exécutif au niveau de l'animation des équipes de vente, de la coordination, du contrôle et de l'inspection des ventes sur le plan quantitatif (état des stocks - réapprovisionnement des magasins - rotation des marchandises) et qualitatif (suivi des promotions - méthodes de vente - analyse des résultats).

Ce poste qui requiert mobilité et goût du terrain convient à un jeune commercial attiré par l'inspection des ventes et pouvant justifier d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur de la grande distribution, la vente de biens d'équipement ou de produits grande consommation.

Il rend compte avec son Chef de Groupe à la Direction Générale et Administrative à Paris.

Rémunération : fixe + intéressement + frais. Réf. A 8/582

Si l'un de ces postes vous intéresse, merci d'écrire aux consultants d'OGIVES sous la référence choisie, en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente.

OGIVES

département conseil en recrutement - 12, rue de Chazelles 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CNEH

Ingénieurs et scientifiques

Le Centre National de l'Équipement Hospitalier a pour vocation l'étude de matériels et équipements médico-techniques de technologie avancée, en vue d'homologation décernée par le Ministère de la Santé. Il recrute : des **INGÉNIEURS** Electroniciens diplômés d'une grande école d'ingénieurs, ou universitaires (doctorat de 3^e cycle), ayant une spécialisation dans les domaines suivants : médecine nucléaire, protection contre les rayonnements, génie bio-médical, biochimie, biologie et capables de conduire, en liaison avec les constructeurs et le corps médical, des études impliquant des essais et des expérimentations en milieu hospitalier.

Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pour ces postes quelques déplacements de brève durée sont à prévoir.

Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre dossier de candidature s/réf. 22055/M.

Séle-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE Cedex.

**Séle
CEGOS**

Membre de SYNTec

PARIS

Jeune Cadre Export pour Gestion des ventes

Société industrielle française, de renommée mondiale, nettement leader sur notre marché, nous faisons 85 % de notre C.A. à l'exportation.

Pour assister l'un de nos directeurs de zone, nous recherchons un jeune cadre ayant une expérience de 2 ans environ de l'exportation de produits industriels, sur le plan administration-gestion ; suivi de l'exécution des contrats, politique de prix.

Eloignement associé à l'activité de son directeur il sera en rapport avec nos clients, nos usines, nos agents...

Ces fonctions, qui impliquent une parfaite connaissance de l'anglais, s'adressent à un diplômé d'études supérieures - spécialisation commerce extérieur appréciée - sachant allier rigueur et activité et maîtriser intelligemment un ensemble de problèmes variés, d'une certaine complexité.

Adresser lettre man., C.V., détail, photo, sous référence 71622/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

**Séle
CEGOS**

Membre de SYNTec

INGENIEURS

débuter dans l'informatique dans un premier temps, nous vous proposons de vous former aux méthodes d'une informatique évoluée (MERISE, PAC, MEMOSCOPE...).

Dans un second temps, vous deviendrez les Chefs de Projets d'applications de gestion industrielle et technique.

Le caractère de l'entreprise permet ensuite des évolutions de carrière en C.A.O., méthodes, réalisation...

Merci d'adresser votre candidature sous référence 74264 à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

SAINT-GOBAIN RECHERCHE Jeune ingénieur

Le projet sur lequel vous serez amené à travailler concerne la mise au point de nouveaux procédés d'élaboration du verre et notamment de four-pilotes. Il s'agit pour nous, dans ce domaine comme ailleurs, d'innover et de préparer notre avenir industriel proche. Toutes vos connaissances en thermique, électricité, mécanique des fluides, matériaux, régulation seront utilisées et enrichies : vous vous situez au plus haut niveau technique.

En même temps, vous dirigez et animez l'équipe de techniciens chargés de la construction et des essais, suivez les travaux des sous-traitants et coordonnez l'ensemble du projet.

C'est une mission à la fois de recherche et de réalisation.

Le poste est à pourvoir à Aubervilliers. Merci d'adresser votre dossier à SEFOP s/réf. J1613M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTec

FORSETI

SLIGOS

Division Moyens de Paiement De l'informatique à la monétique

SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration et la mise en place des expériences de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multicartes, mise en place de « home banking », ingénierie de cartes de paiement à l'exportation). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir le leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquies une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher

**pour concevoir et développer des systèmes originaux
faisant appel à des techniques avancées**

Des Ingénieurs grandes écoles
(X, Télécom, Centrales, Mines, Ponts...) désireux d'assumer rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants.

Missions :
- La définition globale des nouveaux systèmes en liaison avec de nombreux intervenants, leur expérimentation et leur mise en place,
- ainsi que la définition des mécanismes qui devront en assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.

Ces postes conviendront à des ingénieurs ayant acquis une expérience de 2 à 7 ans chez un constructeur, un utilisateur ou une SSSI, dans l'un des domaines suivants : applications bancaires sur gros systèmes - réseaux - mini et micro-informatique.

La connaissance de l'anglais sera appréciée. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée.

Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. 73613/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

PUBLICIS

**Promodès
Caen**

**un ingénieur mini-micro
tenté par les réseaux**

Groupe de la distribution (CA 11 000 MF), nous prenons résolument le virage de l'informatique car c'est la clé de notre rentabilité. Nous disposons déjà d'un parc de matériels disséminés sur l'hexagone : HB 61 et 64, DPS 7, QUESTAR, MICRAL... Il faut les relier par des réseaux : connecter les terminaux MSI aux MINIS 6, mettre en place une architecture DSA : et ce n'est qu'un début.

Vous êtes ingénieur ESE, ENST... ou équivalent et avez appris en deux à trois ans, sur une plate-forme de développement minis/micros, à manier l'oscillo et le fer à souder avant d'aborder les protocoles de transmissions. Vous souhaitez aujourd'hui compléter votre formation aux télécoms pour devenir un spécialiste réseau sur main-frame.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4168LM) à : Carrières de l'Informatique.



Bankers Trust Company

L'une des dix premières banques américaines.
Nous cherchons

**un analyste confirmé sur PDP, 140 000 F +,
responsable informatique de la succursale parisienne**

Nos traitements sont réalisés en temps réel sur PDP 11/70 à travers un réseau qui relie les capitales européennes à Londres. Votre mission est double : assurer la bonne marche du quotidien, réaliser avec les utilisateurs les extensions du système qui seront programmées en BASIC Plus II à Londres ou par vous-même.

Après votre maîtrise, vous avez acquis en 4 à 5 ans une solide pratique sur PDP ou matériel équivalent, de préférence en milieu bancaire sinon sur des applications financières. Votre anglais - fluant - va vous permettre de tirer le meilleur parti de votre stage à Londres puis vous prenez en main notre informatique en France. De larges perspectives d'évolution à l'étranger dans l'informatique du groupe vous sont offertes.

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4169 LM) à : Carrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Planification et contrôle de gestion

Paris

usinar Premier sidérurgiste français, ce groupe industriel (effectif de 30.000 personnes) cherche à renforcer sa direction planification et contrôle de gestion, qui a autorité fonctionnelle sur les divisions du groupe, en recrutant un cadre de haut potentiel. Sous l'autorité du Directeur et au sein d'une équipe en relation avec les autres directions, divisions et établissements, il sera plus particulièrement chargé d'élaborer et d'adapter des procédures (plans-budgétaires de gestion), de coordonner les travaux de planification, de suivre la réalisation des budgets dont il effectuera les synthèses et d'émettre toute proposition susceptible d'accroître l'efficacité du système d'information. Ce poste évolutif conviendra à un cadre diplômé d'études supérieures, âgé d'au moins 27 ans, et possédant une expérience d'au moins 3 années dans des fonctions financières en milieu industriel. Les connaissances informatiques peuvent être considérées comme un atout supplémentaire. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A2225M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Assistant chef de produit

Paris

Produits de grande consommation - Secteur des collectivités - L'une des filiales d'un puissant groupe industriel français spécialisée dans la production et la distribution d'articles d'entretien, développe considérablement son département collectivités et crée un poste d'assistant chef de produit, intégré à une petite équipe marketing, il devra assurer, à terme, la fonction complète d'un chef de produit sur l'ensemble de la gamme des produits collectifs existant et à créer. Ce poste s'adresse à un candidat (ou une candidate) diplômé de l'enseignement commercial supérieur, débutant et motivé par la fonction marketing dans une structure rigoureuse, au sein d'un groupe offrant de réelles possibilités d'évolution. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A2230M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE DE LABORATOIRE recherche

UN INGÉNIEUR CHEF DE VENTE EXPORTATION (ACTIF ET MOTIVÉ)

- Formation supérieure de biochimie ou de biologie.
- Expérience dans la vente d'instrumentation scientifique de laboratoire à l'exportation.

FONCTIONS :

- Direction et animation d'une équipe de 10 personnes ;
- Mise en place d'une organisation commerciale et administrative efficace ;
- Négociations des relations clients fournisseurs ;
- Coordination de l'activité avec les autres départements de la Société.

• Salaire intéressant (et prime de vente proportionnelle aux résultats).

CE POSTE PEUT ÉVOLUER VERS UN POSTE DE DIRECTION COMMERCIALE Discretions assurées.

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo sous n° T 033.924 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Roumure, 75002 PARIS.

LE CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE

Forme

DE FUTURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

qui, à l'issue d'une formation privée très complète (COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT) d'une durée de quatre mois, pourront se voir confier au vu des résultats obtenus un poste au sein de notre SOCIÉTÉ ou d'autres ENTREPRISES BAC + 2 minimum. Adr. C.V. lettre manuscrite, photo et dispon. au repos. CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE 121, rue de Tiquette, 75015 PARIS

GROUPE BANCAIRE recherche

ATTACHE DE CLIENTÈLES

pour son agence de Saint-Maur (94)

- maîtrise de gestion des entreprises ou équivalent ;
- attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur dans lequel il aura la responsabilité du développement des activités du Groupe, auprès de clientèles "privées" et "entreprises".

Poste autonome et évolutif à l'intérieur d'une unité décentralisée, demandant dynamisme, initiatives, goût des contacts et de la négociation.

Adresser C.V. + photo s/réf. 8702 à : PIERRE LUCIAUX 220 75063 PARIS cedex 02 qui transmettra.

le facteur humain dans la fiabilité des systèmes

Une grande entreprise du secteur nucléaire constitue une cellule de recherche et d'études du facteur humain dans la fiabilité des systèmes. Elle recherche

ingénieurs généralistes psychologues, psychosociologues ergonomes

Dans chacune des disciplines une formation complémentaire est souhaitable (Sciences Physiques, Biologie, Sciences Humaines).

Le programme de travail de l'équipe doit permettre la prise en compte du facteur humain dans des domaines tels que : • Etudes probabilistes du risque, • Conception ergonomique des salles de commande, • Amélioration de la forme des procédures, • Définition des programmes de formation.

Une formation au fonctionnement des installations nucléaires est prévue. Déplacements prévisibles sur les sites et à l'étranger. Anglais souhaitable.

Ecrire sous réf. 82-30-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de la recherche



LONDRES

EUREQUIP
Département Recrutement
15, av. d'Exlan - 75116 Paris
HOUSTON

UN ANALYSTE CONCEPTEUR CHEF DE PROJET

29 ans minimum, 150 à 190.000Frs

ROLE : en relation avec les utilisateurs depuis la pré-étude jusqu'à la mise en place finale du projet dans les services concernés.

PROFIL : • formation supérieure, de préférence Ingénieur (ayant suivi si possible une option informatique en dernière année), • connaissance de la gestion de production impérative, si possible en chimie • expérience de la réalisation (programmation 1/2 ans, analyse organique 2/3 ans), langues PL1, COBOL des grands systèmes I.B.M., de leurs logiciels MVS, TSO/SP, CICS, DL1 • Projets de type COBOL seraient appréciés.

Adresser CV et prétentions s/réf. 8206 D ou téléphoner pour rendez-vous à : CIB INFORMATIQUE 10 Bd Malherbes - 75008 Paris Tel. : 265.91.40

Discrétion assurée.

Bureau d'Etudes FRANCIS LEFEBVRE

NEUILLY-SABLONS recherche

FISCALISTE CONSULTANT EXPERIMENTE

- De formation supérieure pour second Chef de Service
- Ayant de bonnes connaissances en comptabilité et Anglais courant.

Perspectives de carrière intéressantes pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite et photo au :

3, Villa Emile Bergerat

92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

RATP

Jeunes Ingénieurs travaux neufs

X, Centrale, Mines ou Ponts...

Si vous souhaitez prendre part à la renommée de la RATP en France et à l'étranger, sachez saisir l'opportunité d'y vivre une aventure riche d'expérience humaine et d'exploits techniques.

Vous pourrez au service des études : participer à la conception de nouveaux ouvrages, puis ensuite dans le service de la réalisation :

- organiser les travaux,
- préparer et gérer les marchés,
- contrôler le suivi des travaux.

Vous approfondirez vos connaissances techniques, développerez votre sens de l'organisation, du contact humain au sein de l'équipe et à l'égard des entreprises ou administrations auxquelles la RATP s'adresse. C'est une carrière évolutive, aux responsabilités importantes que nous vous proposons. Des missions à l'étranger, de courte ou de longue durée, sont à prévoir. Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à RATP, Direction du Personnel, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

RATP RATP RATP

RATP

Jeunes Ingénieurs

électroniciens, électromécaniciens, mécaniciens ENSTA, ESEA, ESME, ENSEM, ESTACA, ENSL

Développer un grand service public

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs dynamiques et enthousiastes. Vous serez, grâce à vos compétences et votre formation adaptée, la possibilité de débuter une carrière évolutive dans les services d'exploitation, d'entretien des installations fixes et du matériel roulant (tram ou métro).

Votre aptitude à l'encadrement, le sens des décisions et des relations humaines concourront à développer notre entreprise.

Notre volonté est d'aller toujours plus loin dans le développement de nos services et nous nous attachons en permanence à l'amélioration et au progrès de nos techniques dans les domaines de l'alimentation en énergie, du pilotage automatique, des systèmes électromécaniques, de l'entretien des voies.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à la Direction du Personnel, RATP, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

RATP RATP RATP

chef de projet informatique pour conjuguer banque et international.

Une petite trentaine d'années, un diplôme d'ingénieur ou de Sup' de Co, et une expérience d'environ cinq ans sur gros systèmes dans un environnement DB/DC acquise en milieu bancaire, voilà ce que nous vous demandons pour devenir chef de projet dans notre service informatique parisien.

Nous sommes une banque d'affaires internationale en forte croissance : nous repensons l'ensemble de nos applications : venez concevoir avec les utilisateurs, nos systèmes de demain puis conduire leur réalisation. Vous aurez besoin de vous « débrouiller » en anglais, surtout si l'étranger vous tente.

Notre consultant, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire (réf. 4171 LM) à « Centres de l'Informatique ».

ESSO CHIMIE

La Défense

jeune ingénieur aujourd'hui chef de projet demain

Filiale du groupe EXXON, nous transférons nos applications de gestion sur un 4331, et vous proposons de prendre en charge l'analyse et la réalisation en COBOL d'applications portant sur la comptabilité, le marketing ou la distribution.

Vous êtes ingénieur formé à bonne école, vous venez en 1 à 2 ans de faire vos premières armes en informatique et vous cherchez à consolider votre expérience dans un groupe industriel offrant de larges ouvertures de carrière.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 4103 LM) à « Centres de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue royale - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

GROUPE C. THERMIC

1621, route d'Orléans, 45840 Sandillon.

recherche pour régions NANTES, ROUEN, PARIS SUD, PONTOISE, MELUN, ORLÉANS, LE HAVRE, NIMES.

TECHNICO-COMMERCE

Age minimum 19 ans, niveau : CAP, BEPC, BAC, expérience professionnelle de 1 à 3 ans (assurances, vente aux particuliers etc...). Débutants acceptés - formation assurée, rémunération élevée pour diplôme de valeur. Statut V.R.P. - Vocation nécessaire.

Objectif Les meilleurs deviendront chef des ventes d'un secteur.

Tél. pour rendez-vous (38) 41-04-22.

M. RICHARD ou se présenter le mardi 8 juin de 10 h à 17 h.

NOVOTEL ORLÉANS LA SOURCE. En cas d'impossibilité adresser C.V. + photo pour étude de candidature.

Importante multinationale, spécialisée en composants électroniques, recherche

ingénieur des ventes

(Paris sud)

Formation ou connaissance de l'électronique ou de l'informatique appréciée. Salaire de base minimum 100.000F + commissions + voiture fournie.



Ecrire avec CV + photo, ou tél. le mercredi 9 juin au 266.36.81 30, rue d'Astorg 75008 Paris.

EUREQUIP

Eurequip Société Française de Conseil intervient dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement. Sa mission : aider les hommes de l'entreprise à conduire son évolution, mobiliser 180 consultants en équipes pluridisciplinaires.

EUREQUIP recherche :

ingénieurs grandes écoles : Mines, Centrale...

ingénieurs informaticiens

MBA

(ou équivalent français)

psychologues, psychosociologues (disposant d'un Doctorat en Sciences Humaines ou d'une formation de base en Sciences Physiques, Biologiques ou Economiques)

Par une approche globale de l'Entreprise et des Hommes, ces consultants interviennent sur des problèmes tels que : développement des ressources humaines, stratégie, organisation, accès à la maîtrise industrielle, urbanisme, conception et insertion des systèmes d'information dans l'entreprise.

Les candidats retenus seront âgés d'au moins 28 ans, avec 2 à 5 ans d'expérience professionnelle, la maîtrise d'une deuxième langue (anglais ou espagnol) et une réelle disponibilité pour travailler à l'étranger.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 82-31-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP - BP 30 - 92420 Vanvreson, qui examinera confidentiellement votre candidature.

PARIS LONDRES HOUSTON

صكنا من الأصل

500 من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

pour l'une de ses principales usines situées dans le Sud-Ouest de la France.

JEUNE INGÉNIEUR

ÉLECTRICITÉ- RÉGULATION

Diplômé d'une grande école, électrotechnicien, et ayant de fortes connaissances en électronique.

Il aura la responsabilité du maintien en bon fonctionnement des installations électriques et régulation de l'usine, tout en contribuant à la détermination des travaux à effectuer et à leur réalisation.

Il élabore le budget des travaux électriques et régulation et assure le suivi des coûts.

Ce poste, formateur et évolutif, et qui exige des qualités humaines aussi bien que techniques, s'adresse particulièrement à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience.

Adresser dossier et candidature précisant la rémunération souhaitée, sous référence A2, à C.F.A. (DPRS) B. P. 133, 92200 NEUILLY.

PA

Direction du personnel 250.000 F

Notre client est la filiale française (400 personnes, 2 établissements) d'un des grands groupes mondiaux de la construction électrique. Elle prévoit, dans le cadre d'une nouvelle stratégie de développement, une forte croissance de ses effectifs dans les trois à cinq ans à venir. Elle recherche un Responsable de Personnel apte à créer véritablement la fonction Direction du Personnel dans l'entreprise. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, et en liaison fonctionnelle avec le Directeur du Personnel du Groupe, il devra élaborer et mettre en œuvre une véritable politique de gestion du personnel : recrutement, promotion, formation, rémunération... tout en assurant une administration du personnel efficace. Il sera également chargé des relations sociales et des contacts avec les organismes socio-professionnels. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation supérieure, ayant acquis, dans l'industrie, une expérience assez complète de la fonction. Il sera rompu aux méthodes de sélection du personnel. La pratique de l'anglais est souhaitée. Le poste est à pourvoir dans la grande banlieue Nord de la région parisienne. La rémunération annuelle, fonction du niveau de compétence du candidat, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à Ph. LESAËGE. Réf. A/2225M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

PA

Directeur de département «systèmes automatisés» 250.000 F

Paris - Une importante société d'ingénierie informatique, dont les activités initialement centrées sur la réalisation de logiciels de base sont maintenant étendues à différents domaines d'applications relevant des techniques de pointe, recherche un Directeur de Département. Son rôle est polyvalent : responsabilité du développement commercial, des études, de l'animation de son équipe. Créateurs d'intervention de son département : systèmes automatisés environnement appliqué à l'aéronautique : bancs de contrôle, de tests et d'essais ; simulation. Ce poste est destiné à un ingénieur grande école ou équivalent, possédant une bonne expérience de l'informatique temps réel, homme de contact, tout aussi à l'aise dans les activités techniques que dans les responsabilités de gestionnaire ; il sera fortement motivé par la négociation commerciale. Le niveau de rémunération, de l'ordre de 250.000 francs annuel, prendra compte de l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé à Paris. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client, prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Réf. 8/5768M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

INGENIEUR D'ETUDES

Vous avez au moins 2 à 3 ans d'expérience en informatique, dans la mise en place de systèmes conversationnels avec bases de données, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (I.N.S.A., A.M., ENSI, ou M.I.A.G.E.), une importante société d'INGENIERIE basée à SURESNES vous offre un poste d'INGENIEUR D'ETUDES.

La connaissance des systèmes D.E.C. serait un atout supplémentaire.

Bonne maîtrise de l'anglais exigée.

Salaire proposé en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo) sous réf. D05 à notre Conseil qui traitera chaque dossier en toute confidentialité.

SMCI 115 bis, avenue Albert 1er 92500 RUEIL-MALMAISON

PA

Directeur du personnel et des relations humaines 230.000 F

Un important groupe américain, réputé pour la qualité de ses services, recherche le Directeur du Personnel et des Relations Humaines de sa filiale française (près de 300 personnes). Basé dans la banlieue Nord de Paris, et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général de cette société, il sera responsable de l'ensemble des problèmes liés à la politique du personnel et à une gestion dynamique des ressources humaines dans une entité en forte expansion : analyse des fonctions et établissement des fiches de description de postes ; structure des rémunérations ; détermination des conditions d'emploi, recrutement, formation, relations avec les partenaires sociaux (Comité d'Entreprise, syndicats...). Ce poste ne peut convenir qu'à un véritable professionnel des Relations Humaines, âgé de 30 ans minimum, parlant couramment l'anglais, et doté d'une solide formation supérieure (ou pouvant justifier d'une expérience équivalente). Le candidat retenu aura déjà occupé des fonctions similaires au sein d'une entreprise du secteur secondaire ou tertiaire, et devra posséder, notamment, une réelle connaissance des différents problèmes liés à la formation et aux négociations syndicales. La rémunération annuelle globale, comprenant une voiture de fonction, sera de l'ordre de 230.000 francs. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/2225M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

PA

Directeur commercial 240.000 F

Vente directe - Un groupe de société, réputé dans son secteur et spécialisé dans la vente directe de produits détergents lessivants et entretien du corps, recherche son Directeur Commercial. Basé dans la proche banlieue nord de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate du Président-Directeur Général et dans un contexte de Direction par objectifs, sera chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques commerciales, de marketing et de distribution, nécessaires au développement des ventes sur le territoire national. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 33 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (type HEC, ESSEC, ESC...), parlant couramment l'anglais, ayant exercé des responsabilités commerciales dans la distribution de biens de grande consommation, et pouvant démontrer ses aptitudes à dynamiser un réseau commercial étendu. Une première approche des produits concernés et de la vente directe serait très appréciée. La rémunération annuelle fixe sera de l'ordre de 200.000 francs et sera assortie d'un bonus qui pourra atteindre 3 mois de salaire. Une voiture de fonction sera fournie. Ecrire à J. M. JACLOT. Réf. A/2226M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

CHEF DU PERSONNEL 180.000 +

Nous sommes une société de distribution de produits électroniques, filiale d'un grand groupe français et récemment implantée à Saint-Quentin en Yvelines. Nous représentons aujourd'hui 500 personnes (750 en '83) dont 300 appartenant à la fonction commerciale, et 200 M de C.A. pour 82.

Nous recherchons un homme désireux avoir un rôle très opérationnel englobant tous les aspects de la gestion des ressources humaines.

Outre la gestion quotidienne, sa préoccupation prioritaire sera de mettre en place stratégies et outils nécessaires pour accompagner le développement rapide de la société (gestion des emplois et des carrières, politique de rémunération, formation).

Nous sommes particulièrement sensibles à des candidats jeunes, ayant acquis à la suite d'études supérieures (Droit, Sciences Po...), une première expérience solide de la fonction, de préférence dans une société de distribution.

Pour un premier contact, écrire sous réf. 179M à Catherine ROZES.

plein.emploi
10 rue du Mail 75002 PARIS

PA

Responsable développement technique Paris

«Connectique» - Cette filiale d'un très puissant groupe industriel français recherche pour la banlieue sud-ouest de Paris, le responsable du développement de ses nouveaux produits dans le domaine de la «connectique». Dépendant de la Direction Technique et de la Direction de la politique produite de la société, il assurera une large responsabilité concernant les problèmes de conception, spécifications techniques, études, maquettes, prototypes, dossiers d'industrialisation, pré-séries, qualification industrielle et homologation, suivi de la qualité, recherche de nouvelles technologies, relations avec la marketing et les ventes... Il dirigera une équipe de 5 ingénieurs ou techniciens et un petit atelier de maquette. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 30 ans, possédant une solide expérience du développement des produits d'interconnexion utilisés dans les secteurs de l'électronique, de l'industrie basée sur des télécommunications. Cette expérience aura pu être acquise soit en études, soit en production, la connaissance des procédés de fabrication et des outillages étant appréciée. De fréquents mais courts déplacements sont à prévoir en province (lunes) et à l'étranger. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2227M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

PA

Responsable des ventes 200.000 F

Fournitures de bureaux - Un groupe international spécialisé dans la fabrication et la diffusion d'une large gamme de fournitures diverses pour machines à écrire, système de traitement de texte et ordinateur, recherche le responsable des ventes de sa filiale française en voie de constitution. Basé à Paris et placé sous l'autorité du Directeur Général de la société mère située en Angleterre, il aura pour mission principale d'assurer le développement des ventes auprès d'une clientèle de distributeurs et d'O.E.M. Il aura également à élaborer et à appliquer la politique marketing la mieux adaptée à la conquête du marché français. Il sera, enfin, chargé de mettre en place les structures et les hommes nécessaires au développement de la filiale française. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une solide formation commerciale et pouvant justifier à la fois d'une expérience réussie de la vente sur ces types de marchés (distributeurs et O.E.M.) et d'aptitudes réelles au Management. Le contexte international implique une pratique courante de l'anglais. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 200.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J. M. JACLOT. Réf. A/2228M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL CHIMIQUE

plus de 1000 personnes
situé à Asnières-Gennevilliers
recherche

un(e) adjoint(e) au chef du service administratif du personnel

VOUS AVEZ :

- environ 35 ans,
- le niveau BTS ou DUT si possible,
- des connaissances en comptabilité,
- une expérience de l'administration et de la gestion du personnel (travaux comptables, paye informatisée, bilan social...),
- le sens du commandement est demandé (équipe de 6 personnes).

NOUS VOUS OFFRONS :

- une rémunération intéressante (minimum 100.000/an).

Adresser C.V. lettre manuscrite et prétentions à No 37.398 à Contesse Publicité 80, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

PA

Adjoint chef comptable 120.000 F

Un important établissement financier de dimension nationale et en expansion constante recherche, pour son siège situé à Paris, l'Adjoint de son Chef Comptable. Il sera chargé de seconder ce dernier dans l'ensemble des problèmes comptables, fiscaux et réglementaires concernant la société et ses filiales, ainsi que dans l'animation et l'organisation du service composé d'une quinzaine de personnes et fortement informatisé. Ce poste conviendrait à un candidat (ou une candidate) âgé d'au moins 26 ans, d'un niveau d'études supérieur (ESG, DECS...), disposant d'une solide expérience comptable et fiscale dans une grande entreprise, familiarité avec l'utilisation de l'informatique et, si possible, ayant déjà dirigé une équipe. La rémunération, qui pourra atteindre 120.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2231M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

PA

Ingénieur commercial Paris

Le groupe international D.S.M. spécialisé dans la chimie lourde dérivée du gaz naturel et du pétrole, développe progressivement une chimie plus élaborée dans des domaines comme les tensio-actifs, les résines ou les produits chimiques fins destinés aux industries les plus diverses (cosmétique, pharmacie, peinture, etc...). Dans le cadre de ce développement, la filiale française souhaite intégrer un Ingénieur commercial qui sera chargé de vendre certains de ces produits sur le territoire national. Rendant compte à la Direction des Ventes France, doté d'une grande autonomie, il travaillera en liaison avec la Direction Marketing du groupe et les services techniques concernés. Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste ayant des aptitudes commerciales et l'expérience de la vente industrielle. Cependant, dans le cadre de cette recherche, les candidatures d'ingénieurs chimistes débutants seront examinées. La pratique orale courante de l'anglais ou de l'allemand est impérative. La rémunération, fonction de l'expérience acquise, saura motiver un candidat de valeur dont la voiture est fournie. Ecrire en précisant salaire actuel à Christiane ROUSSEL. Réf. A/2232M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON - BRANDT

Le développement très rapide des activités de notre branche nous a amené à créer de nouvelles équipes travaillant sur des concepts nouveaux. Afin de les étoffer, nous recherchons des

INGENIEURS

DE FORMATION GRANDE ÉCOLE

Ils ont nécessairement des connaissances dans le domaine de l'électronique et dans le suivi d'un produit : de sa conception à son industrialisation. Suivant leurs compétences et affinités, ils seront orientés vers des responsabilités dans le domaine de l'électronique, de la micromécanique ou de la mécanique de vol au sein d'une équipe de direction de programme.

La connaissance de l'anglais est nécessaire. Quelques déplacements sont à prévoir.

Merci d'écrire à Monsieur PERRIN, Service du Personnel, THOMSON BRANDT, 52, Champs-Élysées.

Maitre à bord

Décider. Prendre des risques... Et les assumer. Vous dépasser chaque jour. Vous réaliser et vous épanouir, être en un mot réellement maître à bord, vous alimenter.

Dès votre premier emploi, avec votre diplôme d'études supérieures, c'est possible.

Importante société française d'hypermarché, nous sommes prêts à vous confier la responsabilité d'un rayon, que vous managerez en « patron ». Vous déciderez de vos prix, de vos promotions, sélectionneriez vos produits.

Vous fixerez vos objectifs... et le reste à suivre pour les atteindre. Vous recruterez, formerez et motiverez votre équipe...

Ces tâches multiples, variées, exigeront de vous beaucoup de dynamisme, de volonté, d'enthousiasme... et de travail. Mais être maître à bord ne signifie pas naviguer en solitaire. L'appui d'un encadrement disponible, d'une formation complète et de techniques de gestion très perfectionnées vous aidera à maintenir le cap !

Que diriez-vous de tenter ce challenge, et de prouver vos qualités de navigateur ? Pour davantage de renseignements sur ces postes, à pourvoir en Bannière Parisienne et en Normandie, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M 1981 à

MEDIA 84
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MERLIN GERIN

14.000 personnes - 4 milliards de chiffre d'affaires en 1981 dont 43% à l'exportation - Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique.

La progression de notre C.A. - nous dépasserons les 5 milliards en 82 - témoigne du dynamisme de nos forces de vente en France et dans le monde entier. Pour renforcer ces équipes, nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX AYANT LE GOUT DU CHALLENGE

Ingénieurs diplômés en électrotechnique, électronique, mécanique, ils ont une première expérience de la négociation acquise en entreprise ou dans le domaine de l'ingénierie.

Plusieurs types de postes sont actuellement offerts :

INGENIEURS D'AFFAIRES EXPORT

Ils sont responsables du pilotage de projets depuis la négociation technique, commerciale, contractuelle, jusqu'à la mise en route sur site.

Postes à Paris et Grenoble.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXPORT

Pour une ligne de produits, ils sont responsables du développement des ventes et de leur suivi, d'actions d'information et de promotion auprès de la clientèle et de la force de vente.

Postes à Grenoble.

INGENIEURS COMMERCIAUX FRANCE

Ils sont responsables du développement de l'implantation de MERLIN GERIN auprès d'un secteur de clientèle soit pour les produits électrotechniques, soit pour les produits d'automatique.

Postes à Paris

Quelques postes spécifiques :

RESPONSABLE DE ZONE AFRIQUE

A la direction de l'étranger, il est responsable des implantations de MERLIN GERIN dans ces territoires, participe à la définition de la stratégie de développement commercial avec l'ensemble des départements, en assure la réalisation.

Poste à Grenoble.

GERANTS DE PRODUITS

Pour une ligne de produits, ils définissent la stratégie commerciale par secteur de marché et les moyens à mettre en œuvre, participent à l'élaboration du cahier des charges des produits futurs.

Postes à Grenoble et Rouen.

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Rattaché au responsable de zone Moyen-Orient, il sera l'interface entre MERLIN GERIN et les bureaux de liaison sur le terrain. Pays concernés IRAK, ARABIE, EGYPT, PAKISTAN.

Poste basé à Grenoble.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. MTM 184 en précisant le type de poste choisi à : MERLIN GERIN 38050 GRENOBLE CEDEX.



SOPAD Nestlé.

recherche pour une usine de province un

INGÉNIEUR

DE

FABRICATION

- Disponible actuellement ou dans les prochains mois, il assistera les chefs de production locaux et aura en charge diverses études relatives aux produits et aux procédés, avant d'exercer des responsabilités hiérarchiques.

- Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR, INA, ENSIA... ou à un INGÉNIEUR CHIMISTE ENSCP, INSA, HEI... intéressé par l'industrie agro-alimentaire, débutant ou possédant 1 à 2 années d'expérience.

Ecrire avec C.V. détaillé à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 COURBEVOIE CEDEX.

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour LEVER INDUSTRIEL, société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de détergents, un

INGENIEUR DE PRODUCTION

PRODUITS CHIMIQUES

Sous l'autorité du Directeur d'usine, le titulaire du poste est chargé de l'ensemble des services de production. Il est directement responsable des domaines suivants : matières premières, production, coûts de production, respect des standards, plannings de fabrication et de livraison. Il dirige un département de 50 personnes et a des contacts étroits avec le chef du laboratoire et le responsable entretien.

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés - 3 à 5 ans minimum - de formation (ingénieur (chimiste de préférence), Anglais nécessaire. Perspectives de carrière aux dimensions d'un Groupe International. Le poste est basé à BOBIGNY (Banlieue Est de Paris)

Adresser C.V., photo et prétentions à UNILEVER-FRANCE SERVICES, 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08 sous la réf. Xx/82.

FRANCE CABLES ET RADIO

Nous sommes un important groupe de Sociétés d'Ingénierie

en **TÉLÉCOMMUNICATIONS** et **INFORMATIQUE**. Pour faire face à la nécessité de développer de façon importante nos services de **RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATION PAR SATELLITES**, nous recherchons plusieurs Collaborateurs Spécialistes des Stations Terrestres :

- **JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**
ayant 2 années d'expérience acquise dans une société spécialisée dans les systèmes de transmissions.
- **TECHNICIENS SUPÉRIEURS ÉLECTRONIQUE CONFIRMÉS**
ATP ÉLECTRONICIENS
ayant de 5 à 10 années d'activité dans le domaine :
- des transmissions par satellites, ou
- des transmissions numériques, ou
- de la commutation électronique.
Ils seront chargés de l'installation et de la mise en service d'équipements de transmissions.
- **TECHNICIENS EXPÉRIMENTÉS**
ayant 3 années d'expérience dans la mise en place d'équipements électroniques et électrotechniques.
Mobilité requise pour tous déplacements en France et/ou à l'étranger.

Adresser votre candidature avec curriculum vitae et photo à FRANCE CABLES ET RADIO, Direction du Personnel, 73, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

L'ORGANISATION ?

Nous en avons une conception à la fois traditionnelle dans notre rigueur d'approche mais aussi résolument progressiste dans les prolongements vers l'informatique ou le bureautique qui naissent de nos interventions.

QUI SOMMES NOUS ?

ISO, Filiale "Informatique et Organisation" du Groupe Compagnie Générale des Eaux.
Le développement rapide de nos prestations tant internes au Groupe qu'externes, nous conduit à rechercher des

ingénieurs en organisation confirmés

Le profil requis est celui de candidats de formation Grande École (Scientifique ou de Gestion), ayant une expérience au moins de 5 années acquise au sein d'un Cabinet d'Organisation.

Les projets qui vous seront confiés sont de haut niveau.

Si vous souhaitez lier votre développement de carrière à notre propre courbe de progression, écrivez sans tarder sous référence 12.09.OC/454 à notre Conseil, ADEQUATION 52/64 avenue E. Zola, 75015 Paris.



هكذا من الأصل

150 من الأمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Société d'étude et de développement de matériels faisant appel aux techniques les plus avancées dans les domaines nucléaire et spatial et dans celui des systèmes automatisés, la SODERN offre à de JEUNES INGENIEURS la possibilité de participer au renforcement de sa capacité d'innovation.

La SODERN recherche pour ses Services d'Etudes :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDE ÉCOLE

- Pour la conception de matériels embarqués sur satellites;
- Pour le développement de matériels informatiques et de logiciels sur microprocesseurs;
- Pour la mise en œuvre de composants optoelectroniques intégrés dans des équipements spatiaux.

Adresser CV, manuscrit, photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL-BREVANNE.

Demain, nos systèmes informatiques : CAO, communication électronique...

Gérer le présent est souvent intéressant ; préparer l'avenir, toujours passionnant. Un des grands de l'électronique mondiale et disposant des moyens informatiques parmi les plus avancés et les plus puissants existant en France, nous entendons rester dans l'élite. Une petite équipe, à Paris, définit une politique et fait des prévisions à long terme. En particulier pour les systèmes de CAO et de communication électronique ; aucune nouveauté dans les domaines des réseaux, de la messagerie électronique, de la télématique, de la bureautique, etc., ne nous laisse indifférents.

Ingenieur de formation de base électronique ou informatique, vous êtes devenu(e), après au moins cinq ans d'expérience, très averti(e) des problèmes de transmission et de communication. Quand on vous parle d'intelligence artificielle, vous savez aussi ce qu'il en est. Vous êtes capable de vous situer au niveau des ensembles : un esprit système donc, mais pas un esprit systématique car, au contraire vous êtes très ouvert(e) au dialogue avec les utilisateurs. Vous êtes préoccupé(e) de coller de près à l'évolution technique.

Notre équipe technique doit se renforcer car le challenge devant nous est de taille. Un poste est plus orienté CAO, un autre vers la communication électronique. Dans l'un et l'autre, nous construisons notre informatique de demain. Les consultants de Sirca nous aident dans ce renforcement ; ils traiteront confidentiellement la candidature que vous leur adresserez sous référence 822 735M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(biens d'équipements)
C.A. 1,6 milliard
recherche

auditeur comptable

Rattaché au Siège parisien de la Société

- Mission :**
- auditer les comptes d'une trentaine d'établissements et filiales en France et à l'Etranger (75 % du temps)
 - élaborer les bilans fiscaux étrangers
 - participer à l'amélioration de la définition et à la mise en œuvre des procédures comptables de la société

- Profil :**
- formation niveau expertise comptable
 - expérience de plusieurs années des aspects comptables et fiscaux de la fonction comptable acquise dans une société industrielle
 - apte aux relations à tous niveaux
 - anglais souhaité

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
N. 2161-PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

NOUS VOUS PROPOSONS UN AVENIR AUJOURD'HUI.

La SPI - SOCIÉTÉ POUR L'INFORMATIQUE, filiale de PECHINEY UGINE KUHLMANN est, dans le domaine en pleine évolution des sociétés de service et de conseil en informatique, une référence de premier ordre. Notre centre de traitement, exceptionnel par sa taille (équipé IBM - 3081 et 3033), l'importance de son réseau (plus de 1000 terminaux et 10.000 telex), la variété de ses applications (Télégestion) constitue un environnement à peu près unique. La SPI, c'est aussi 280 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs. Fidèles à leur entreprise, ils vous proposent de les rejoindre aujourd'hui pour participer à leur succès de demain.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPélec, INP Grenoble - Toulouse

Quelle qu'ait été votre formation en Grande Ecole, vous avez une place chez nous. A l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives vous permettant d'envisager une carrière à votre dimension.



Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et savons apprécier la compétence : pour bâtir notre avenir et garantir notre succès, nous comptons sur vous.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations, en adressant votre candidature à François LARROQUE
SPI - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY
PECHINEY UGINE KUHLMANN

telesystemes centres
recherche pour son département D 66 un

INGENIEUR SYSTEME

De formation ingénieur ou équivalent, il a si possible une expérience sur H8 66. Il sera chargé du suivi et de l'optimisation du système d'exploitation, de l'assistance aux utilisateurs et à l'exploitation (base de données, réseaux).

Poste à pourvoir très rapidement à MEUDON.

Adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions à
Monsieur LAPEGUE - TELESYSTEMES CENTRES
2, rue Mansart - 92130 Meudon - Tél : 834 75 66.



DATA 100 S.A., société du Groupe Northern Telecom, 2^e constructeur de matériel de communication d'Amérique du Nord, dispose en France d'une gamme complète des systèmes informatiques répartis, dont 650 sont déjà installés chez plus de 300 clients.

UN RESPONSABLE LOGISTIQUE

Il aura une formation de gestionnaire (type ISG). Il sera parfaitement bilingue anglais. Il aura acquis une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion : - des achats, - des stocks, - des transports nationaux et internationaux. Il sera en contact permanent avec les clients, le siège européen en Angleterre, les transitaires. Rattaché au Responsable de l'Administration des Ventes, il travaillera en collaboration avec les divers services internes (technique, commercial, financier).

Adresser dossier de candidature à :
DATA 100 S.A. Service du Personnel
R.N. 185 - La Bourdonnière - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Cii Honeywell Bull

recherche pour son
**SERVICE QUALIFICATION COMPOSANTS :
INGENIEURS ELECTRONICIENS**

Ils auront la responsabilité de la qualification et du suivi qualité des circuits intégrés VLSI utilisés pour la conception des matériels de la compagnie. Ces postes impliquent de nombreux contacts avec les unités d'études, de production et les fournisseurs. Les candidats recherchés sont des débutants diplômés d'une école d'ingénieurs en électronique. Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 318 M à Cii Honeywell Bull PC 06021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS

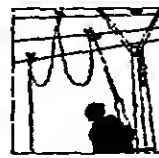
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Première entreprise européenne spécialisée dans le matériel de protection du personnel contre les accidents électriques (de la basse à la très haute tension), leader sur le marché français, 50% du C.A. export.



Responsable de bureau d'études

Rattaché à la Direction générale, vous serez le centre nerveux technique de notre entreprise. Vous participerez rapidement au Comité de Direction, à l'élaboration du programme technique et prendrez en charge la totalité des études jusqu'au lancement en fabrication.

Vous devrez faire preuve d'une technicité polyvalente (fonderie, plastiques, électricité, électronique...) mais également avoir une constante préoccupation du prix de revient, être ouvert à la concertation avec les services intéressés (Direction industrielle, marketing, commerciale, export) et être le véritable animateur de votre service.

Ce poste offre une réelle opportunité pour un ingénieur généraliste **Centre de Lyon, Arts et Métiers**, qui, ayant acquis une bonne expérience de bureau d'études et éventuellement de production, souhaite élargir son champ d'action et s'impliquer dans la réussite d'une entreprise dynamique.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. BEC/LM à notre Conseil qui vous garantira la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

Les SSCI et les distributeurs nous connaissent bien et savent que nous nous appuyons sur eux pour diffuser nos matériels (micro, mini et péri-informatique de gestion) auprès des moyennes et grandes PME.

Si vous souhaitez promouvoir nos produits dans ces circuits en tant qu'ingénieur d'affaires, nous vous offrons le choix entre deux régions : **Paris ou Lille**.

Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 52206 M.

Chef des Ventes "Distribution"

Notre société, filiale d'un groupe américain, porte un nom de réputation mondiale, fabrique et commercialise des biens d'équipement pour le bâtiment.

Dans le cadre du développement de son service commercial, elle recherche un Chef des Ventes spécialement chargé de la grande distribution de ses produits auprès de concessionnaires et certains clients directs importants.

Dépendant du Directeur Commercial, le candidat animera et contrôlera une force de vente de 15 cadres, participera à l'élaboration du plan marketing et le mettra en œuvre. Enfin, il proposera toutes modifications utiles du système de distribution et des conditions de gestion.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune candidat diplômé d'une école commerciale, très entreprenant, ayant acquis une première expérience de la distribution par concessionnaires exclusifs, capable de s'intégrer rapidement à une équipe soudée et dynamique.

• Larges possibilités d'évolution en fonction des performances.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 206181 à ORION 35, rue de Rocher 75008 PARIS. Réponse et discrétion assurées.



Groupe International du Secteur Para-Pétrolier

(CA + 3 Milliards de FF.) recherche pour son Siège à Paris,

Chef du service trésorerie internationale

Le poste :

Au sein de la Direction Financière chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous dirigerez le service TRÉSORERIE et assurerez à ce titre, avec une équipe de 7 personnes, la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie francs et devises (Encaissements, décaissements, budgets, prévisions...), les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, et la gestion du risque de change.

Votre profil :

Agé au minimum de 30 ans, vous pouvez faire état d'une expérience financière orientée sur la trésorerie internationale, acquise au sein de la Direction Financière d'une grande Entreprise ou dans une importante Banque d'Affaires.

Vous maîtrisez opérationnellement, vous êtes, si possible, diplômé d'Etudes Supérieures, mais nous attacherons surtout au prix à votre expérience dans la fonction Trésorerie Internationale.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 2992, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - plusieurs usines en France et à l'étranger

Nous poursuivons, au sein de la compétition internationale, une politique volontariste de développement : notre Chiffre d'Affaires a été multiplié par 2 en 5 ans. Notre expansion nécessite le recrutement de plusieurs

Ingénieurs production confirmés et débutants FORT POTENTIEL

(Mines, Centrale, Ponts et Chaussées, Arts et Métiers)

NOUS EXIGEONS :

- le goût d'entreprendre,
- la force de persévérer,
- le courage de diriger,
- une disponibilité et une mobilité totales,
- la connaissance de l'anglais (Unité aux USA).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence CD/LM à notre conseil qui garantira la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

SOCIÉTÉ EN TRÈS FORTE EXPANSION

(350 Millions de Francs de C.A.)

Filiat d'un grand constructeur informatique américain (plus 1 Milliard Dollars de C.A.)

recrute

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Fortes expériences comptabilité française et US + anglais courant indispensables.

Poste ouvert tant sur le plan de la rémunération que des responsabilités.

Pour plus de renseignements adressez votre carte de visite sous réf. 40417 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra



ORGANISATEUR BANCAIRE de bon niveau (classe VI ou VII)

PROFIL SOUHAITE :

- maîtrise des relations avec l'informatique pour la conception et le suivi opérationnel de systèmes de gestion automatisés
 - sens de l'organisation et de la mise en œuvre des procédures et méthodes
 - connaissance approfondie des techniques bancaires notamment des services aux Grandes Entreprises
 - niveau d'études supérieures
 - éventuellement expérience de l'audit bancaire.
- Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 5586 à CNCA Recrutement Carrières 75710 PARIS BRUNE

Société MORS recherche pour sa Division Aéronautique BRION-LEROUX

UN INGENIEUR D'AFFAIRE FRANCE

Formation électronique

Anglais indispensable. Pour prospection, négociation et suivi d'affaires auprès des avionneurs, motoristes et équipementiers français.

UN INGENIEUR D'AFFAIRE EXPORT

Formation électronique

Anglais indispensable. Allemand souhaité. Pour prospection, négociation et suivi d'affaires auprès des avionneurs, motoristes et équipementiers étrangers.

Envoyer C.V. et prétentions à BRION-LEROUX 2 & 4, rue Isaac Newton 93155 LE BLANC-MESNIL

Plus de 300 ingénieurs de haut niveau ont rejoint la division des engins tactiques

AU COURS DE CES 3 DERNIERES ANNEES

Ces jeunes gens sont un témoignage de notre capacité à maîtriser les techniques de pointe les plus avancées.

Le succès de nos activités nous conduit à poursuivre le développement de notre savoir-faire en faisant appel aux



INGENIEURS DE NOS GRANDES ECOLES NATIONALES ELECTRONICIENS ET AERONAUTICIENS

DEBUTANTS OU EXPERIENCE RECENTE

Les candidats retenus devront dans le cadre de nos principales Directions Etudes, Essais et Unités de développement et d'application de matériels prototypes :

- Participer à la mise au point de nouveaux systèmes industriels
- Concevoir et réaliser des équipements d'avant garde dans des domaines très variés
- Préparer et exécuter des essais sur avant projets et projets nouveaux.

Connaissance de la langue anglaise appréciée. Libérés des obligations militaires.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 82 061 CABINET CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS.

aerospatiale

1ère ENTREPRISE AERONAUTIQUE EXPORTATRICE D'EUROPE

LE GROUPE DES ACTIVITES MEDICALES DE THOMSON CSF offre à un

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

(ENSEIGNANT, ESE ou équivalent) l'opportunité de prendre en charge l'étude et le développement de nouveaux matériels utilisés en télévision numérique médicale.

Cet ingénieur, ayant de préférence quelques années d'expérience, devra être capable non seulement de diriger une équipe mais de se familiariser très rapidement avec les techniques très particulières et très avancées utilisées en imagerie numérique.

Une compétence dans le domaine vidéo sera très appréciée.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous réf. 37452 à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra Discretion assurée

Société industrielle leader sur son marché recherche un jeune

CHEF DE ZONE

appelé à devenir

DIRECTEUR COMMERCIAL

- Sa mission : Animer une clientèle existante et prospecter de nouveaux marchés dans le secteur des collectivités, circuits cinémas et théâtres. Basé à Paris, des déplacements en France sont à prévoir pour plus de 50 % du temps.
- Il faut : Un diplôme d'une école (HEC, Sup. de Co. ou équivalent) et une expérience réussie de la vente. Il est offert : Un produit compétitif et des perspectives intéressantes de carrière. Anglais indispensable.

Envoyer curriculum-vitae manuscrit + photo à M. J. FUCHS, 8, rue des Ecoles, 75005 Paris.

مكتبات الأصل

150 من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UN GROUPE DE SOCIÉTÉS DE PRESTATIONS DE SERVICES SOLIDE ET DEVANT ENCORE PROGRESSER AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE DIVERSIFICATIONS EN COURS, recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dépendant du Directeur Général, il aura l'entière responsabilité des services comptables, crédit-contrôle, généraux et les relations avec les banques.

Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, disposant d'une réelle expérience d'un poste similaire en entreprise.

De bonnes connaissances de l'informatique et une bonne pratique du contrôle budgétaire sont nécessaires.

Le poste est situé à Paris.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + date de disponibilité + rémunération actuelle ss No 37650, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Directeur général

Industrie du meuble

Société industrielle française de sièges haut de gamme, leader dans sa branche, affiliée à une société allemande, recherche son

DIRECTEUR GENERAL.

Il dirigera l'ensemble des activités industrielles, commerciales et administratives de la société en France.

La fonction exige un **manager d'envergure** ayant une **solide expérience de la direction d'une société industrielle**, acquise de préférence dans l'industrie du meuble.

Habitué aux méthodes modernes de gestion, il dirigera la société et ses hommes dans un esprit d'efficacité et de rentabilité.

Sa stratégie sera l'adaptation permanente de la société et de ses produits à l'évolution du marché.

Une bonne connaissance de la langue allemande serait utile pour le dialogue avec la maison mère.

Pour prendre contact, veuillez vous adresser sous réf. 2231 à M. Herterich :

Deutsch-französische
Unternehmensberatung
Klaus W. Herterich

44, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. 563.49.24

interconseil

Elargir et valoriser une première expérience de la fonction personnel...

C'est ce que vous propose le Groupe POMPE GUINARD, 1^{er} constructeur français de pompes, en vous offrant à COURBEVOIE (900 personnes) le poste de

Chef du service des affaires sociales (siège)

Après une formation juridique ou école de commerce, option personnel, vous avez pris un premier contact avec la fonction Personnel. Vous avez eu compétence et fait la preuve de votre capacité d'écoute : nous vous proposons de valoriser cet acquis en prenant en charge progressivement la gestion du personnel de notre siège social.

Votre mission :

- la gestion prévisionnelle du personnel,
- le recrutement (siège et agences),
- le bilan social,
- la politique salariale,
- la préparation et la participation au C.E.,
- l'administration du personnel.

La réussite dans ce poste pourra vous amener à des responsabilités plus étendues au sein du Groupe POMPE GUINARD.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 532/LM à notre Conseil qui garantira toute discrétion.



Raymond Poulin Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

POUR NOTRE DIRECTION DU PERSONNEL

UN BRAS DROIT

Dans notre entreprise, c'est la qualité qui compte. La qualité des hommes : leur volonté d'avancer, leur compétence.

Notre responsable du personnel recherche son adjoint : un professionnel de la fonction, ayant 3 à 5 ans d'expérience. Avec la hiérarchie, il recherchera les moyens du développement des hommes : l'évaluation des performances, la formation, l'information, la gestion des hommes, leur évolution dans l'entreprise.

L'entreprise ? purement commerciale, elle est la filiale très autonome de l'un des premiers groupes Français, une expansion régulière, très dynamique, une diversification permanente, une équipe très jeune et volontaire (nos directeurs ont 30 ans).

Dimension européenne, enrichissante pour un généraliste de la fonction personnel : 80 de nos commerciaux sont Anglais, Belges, Hollandais, Allemands, Italiens, Autrichiens et Suisses.

Intéressé, non ?
Contactez notre conseil à COPERS, Philippe Gombaud, (CV + photo + rémunération actuelle), 1 rue Moncey 75009 Paris.

COPERS



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe pour les recherches et développements avancés recrute pour son département systèmes d'information un

CHEF DU SERVICE TRAITEMENT DES DONNÉES

Matériel : — deux IBM 4381 sous DOS/VSE
— un IBM 168 sous OS/MVS

Le titulaire du poste sera pour mission :
— fournir un service de traitement de l'information et assurer une disponibilité et qualité de services pour tous les utilisateurs.
— proposer la mise à jour permanente (3 à 5 ans) de la Compagnie en matière de matériels et logiciels de base.

Le candidat devra :
— avoir une expérience de 5 ans dans la fonction ;
— posséder des qualités d'encadrement (60 personnes) et d'organisation.

La rémunération proposée tiendra compte de l'expérience du candidat.

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recrute, pour sa Division de ventes Bureautique

UN JEUNE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Intéressé par les techniques d'organisation, l'informatique et la vente

Après quelques années passées dans un groupe de spécialistes produits (chargés de l'assistance technique aux ventes), il pourra rejoindre les forces de vente en tant qu'ingénieur Technico-Commercial.

Formation : HEC/ESSEC/ESCP, option Informatique, ou École Supérieure d'Ingénieurs, option Informatique ou équivalent.

Anglais indispensable.

2 à 3 années d'expérience de vente de systèmes bureautiques ou dans un Service Informatique seraient très appréciées.

Déplacements fréquents en France

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 40141 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

Des postes évolutifs pour jeunes ESC, Sciences Eco...

Fonction Commerciale

La Banque Populaire Région Sud de Paris (BICS) offre à de jeunes Diplômés issus d'une École de Commerce (option Gestion Financière) ou possédant une maîtrise de Sciences Économiques (mention Économie d'Entreprises), la perspective d'une carrière bancaire.

Après une période de formation rémunérée de 18 mois, ces jeunes débutants seront intégrés à son équipe d'ATTACHES COMMERCIAUX.

Ils seront chargés de la prospection du marché des particuliers et des entreprises. A moyen terme, les meilleurs éléments pourront se voir confier des responsabilités dans le réseau des agences.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en RÉGION PARISIENNE, pour le 1^{er} Septembre 1982.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à

Banque Populaire

BICS
Direction du Personnel
55, Avenue Aristide Briand
92120 MONTROUGE

PAPETERIES
BILLY-STENAY
recherche pour ses services
Administratifs
et Financiers

SECRÉTAIRE STENOGRAPHIQUE CONFIRMÉE

Minimum 5 ans d'expérience professionnelle.
Connaissances en droit des Séta appréciées.
Rémunération d'entreprise.

Candidature à adresser :
Service des rel. Sociales
86 rue Pasteur
94400 VITRY-sur-SEINE.

Nous recherchons un
DESSINATEUR DE B D
même non encore doté pour un
personnage de BD réaliste. En-
voyez photocopies de spéci-
mens représentatifs de votre
graphisme + références à
PUBLI-MART et JOURN
3, rue des Gravières 92200
Neuilly 91 7804 qui transmettra.

THOMSON-BRANDT

Ingénieur électronicien contrôle-qualité.

Le service Contrôle-Qualité (35 personnes) de notre Département RADIO - ÉLECTRONIQUE - ACOUSTIQUE (produits Hi-Fi, Radio, Vidéo), situé en banlieue Nord, teste nos différents produits par rapport aux normes de qualité et d'adaptabilité du marché.

L'expansion de ce service nous incite à créer un poste d'ADJOINT AU RESPONSABLE CONTRÔLE QUALITÉ.

Votre mission porte sur deux axes essentiels :

- au plan technique, bien sûr : superviser l'analyse des appareils, assurer la gestion de la qualité,
- au plan social également : vous serez l'interlocuteur du personnel et responsable de sa gestion (formations, promotions).

Pour mener à bien cette mission, vous bénéficiez d'une expérience de deux à trois ans minimum, idéalement dans un service Qualité, où vous avez assumé des responsabilités d'encadrement. Votre sens relationnel et votre ascendant naturel primorci pour ce poste, très évolutif, destiné à une personnalité dotée d'un fort potentiel de développement.

Votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) est à adresser, sous référence R2238 à

Selecom

225 rue du Fbg Saint Honoré - 75100 PARIS-755.89.36

CADRE RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE PRODUITS TECHNIQUES, MULTI-SUCCURSALES, 800 PERSONNES, recherche

cadre confirmé

35 - 40 ans

Formation supérieure, 5 à 10 ans d'expérience gestion personnel pour résidence métropole Nord avec nombreux déplacements de courte durée.

Susceptible de prendre à court terme la responsabilité des relations humaines et de participer au Comité de Direction.

La rémunération annuelle, déterminée en fonction de la compétence et de l'expérience, ne sera pas inférieure à 180.000 F.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 37420 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

System-Assist

qui occupe la première place en France dans le domaine des prestations d'assistance système pour les utilisateurs de matériels IBM et compatibles, recherche des

**Ingénieurs Spécialistes
Architecture et Exploitation
Réseau IBM**

pour prendre en charge plusieurs missions, dont des études de moyens de secours de réseaux abordant des problèmes d'exploitation de systèmes et de transfert de données.

Expérience réelle exigée :

ACF/VTAM, ACF/NCP

Si vous êtes décidé à prendre la responsabilité complète de projets avec une grande autonomie d'action, rejoignez l'équipe **SYSTEM-ASSIST**.

Déplacements possibles en France et à l'étranger.

Réelles possibilités d'évolution.

Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Envoyer CV et prétentions, sous référence FPE/SG3
12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

MOTOROLA SEMICONDUCTEURS S.A.
recherche pour ses bureaux
**ASSISTANT (E)
DE DIRECTION
ADMINISTRATIVE**
bilingue anglais
ayant expérience
en informatique
et gestion commerciale.
Disponible très rapidement.
S'adresser : M. FLEURY
ou M. BESSE
MOTOROLA
SEMICONDUCTEURS S.A.
15, avenue de Ségur,
75007 PARIS.
Tél. : (1) 556-91-01.

Part-Time English-French
Translator
For Agricultural research
Institute 16 7th English Mother
Tongue Only previous
experience and good typing
essential Write to n° 40716 M.
BLEU, 17, rue Lohol,
94307 Vincennes cedex.
Who will forward.

Sté distribution en pleine
expansion pr siège Paris 17^e

**COMPTABLE - RÉF. 1
RESPONSAB. COMPT.
FOURNISS - RÉF. 2**

Ces deux postes nécessitent
d'avoir le DECS OU BTS com-
ptable. Une bonne connaissance
en informatique et 2 ans min.
expérience. Horaires individua-
lisés. Ecrire en précisant la ré-
férence du poste n° 06197
AMEP-PA 27 - 1, Bd Foy
75008 - Paris.

CONSTRUCTEUR DE ROBOTS INDUSTRIELS

- 1) INGÉNIEUR COMMERCIAL
- 2) INGÉNIEUR SUPPORT AVANT - APRÈS VENTES

LA SOCIÉTÉ :

Basée aux U.S.A. et en R.F.A., construit une nouvelle gamme de robots indus-
triels de technologie particulièrement avancée. Crée une société de commerce-
lisation à Paris, couvrant les marchés français, belge, espagnol et italien.

RECHERCHE :

- 1) Un ingénieur commercial susceptible d'évoluer vers la direction de la société
française à fin 1983.
Qualités exigées : forte personnalité, 5 ans minimum d'expérience commerciale
ou technico-commerciale dans une spécialité connexe, sens des responsabilités
et de l'organisation de son travail, langues appropriées.
- 2) Un ingénieur support avant-après ventes.
Devra assister les sociétés commerciales par l'étude des applications et propo-
ser des solutions robotiques.
D'autre part, conseiller nos clients sur les meilleures méthodes pour l'utili-
sation efficace et rentable des robots.
Allemand exigé, Anglais apprécié.

Pour ces deux positions, une forte motivation est exigée.

En contrepartie, la société offre la possibilité de carrières exceptionnelles dans une spécialité appa-
rte à des développements considérables dans les années à venir.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à CETAL
90, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS

(Éventuellement sous double enveloppe avec mention : Ne pas transmettre à Société X.)

Discrétion totale assurée.



**RESPONSABLE
DE L'AUDIT
INTERNE**

Au sein des services centraux du Groupe, le département AUDIT
INTERNE, rattaché au Secrétaire Général, a pour fonction d'effec-
tuer dans les sociétés filiales des missions périodiques d'audit
opérationnel et d'évaluation du contrôle interne, ainsi que de
révision comptable. La structure actuelle de l'équipe est de
6 personnes. Le responsable actuel vient d'être promu.

Nous cherchons son remplaçant.

Ce cadre devra être diplômé d'une grande école de gestion, études
éventuellement complétées par un diplôme d'expertise comptable.
Il aura acquis une expérience d'environ 5 ans de préférence en
cabinet. La connaissance des méthodes d'audit anglo-saxonnes
est souhaitable. Des compétences en informatique seraient très
appréciées, de même que la pratique de l'espagnol et de l'anglais.
Les déplacements à envisager nécessitent une grande disponibilité.

Ecrire : GROUPE DARTY - Direction des Relations Sociales,
Tour Rosny II - 93118 ROSNY SOUS-BOIS CEDEX.

Une importante Société de Service Informatique à Paris développe ses
activités dans tous les domaines touchant à la Gestion de la Trésorerie
des Entreprises. Elle recherche un

Spécialiste Trésorerie

Nous proposons :

- l'utilisation des techniques informatiques les plus avancées,
- de réelles responsabilités techniques et commerciales,
- de larges perspectives de développement,
- une rémunération motivante,
- une ambiance jeune et sympathique.

Nous apprécierions :

- quelques années d'expérience en Trésorerie,
- la pratique de la Trésorerie Internationale,
- la participation à un projet d'informatisation,
- un excellent contact humain,
- une aptitude à la négociation commerciale.

Adressez vos candidatures (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, et
rémunération souhaitée) à : Mme J. HATCHADOURIAN, 27, route des Gardes,
92190 MEUDON, qui nous transmettra.

**jeune
juriste**

PARIS 180.000 F

Recherché par un Important Groupe
français (plus de 20 milliards de CA)
aux activités diversifiées et largement
tournées vers l'étranger.

Il devra effectuer un travail très varié
au sein de l'équipe juridique restreinte
de la holding : conseil aux filiales, con-
sultations, contrats, droit des sociétés,
droit international, etc.

Ce poste convient à un Juriste, gé-
néraliste diplômé d'enseignement su-
périeur et ayant acquis une expérience
de 4 à 7 ans soit au sein d'un Groupe,
soit en cabinet d'avocats ou de conseil-
lers juridiques.

Rémunération pouvant atteindre
180.000 F si c'est pleinement justifié.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous
réf. 6435-M à I.C.A., 5, Rue d'Hauteville,
75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Régie Publicité

recherche

pour le magazine ECHAPPEMENT
(C.E.S.P. Juillet 82 - O.J.D. 81-134607 ad
Un 2^e Chef de Publicité

Il devra assurer le développement et la vente de ce support
auprès du marché potentiel « Grand Public ».

Les candidats devront justifier :

- d'une expérience similaire sur un mensuel ;
- de 5 années minimum d'expérience professionnelle ;
- d'une connaissance générale du marché publicitaire et des
agences de publicité.

Envoyer C.V. complet + lettre manuscrite accompagnée
d'une photo récente et de vos prétentions à

PROFIL 18/30

Service du Personnel
7, rue de Lille, 75007 PARIS.

GROUPE MULTINATIONAL

recherche

pour ses bureaux parisiens,

acheteur confirmé

secteur

Quincaillerie/Outillage/
Matériaux/Sanitaires

Connaissances export
et anglais indispensables

Position cadre - Avantages sociaux

Envoyer lettre manuscrite avec CV,
photo et prétentions sous No 37.310

à Contesse Publicité 20, avenue
de l'Opéra 75040 Paris

Cedex 01 qui transmettra

IMPORTANT GROUPE
PHARMACEUTIQUE recherche pour
son CENTRE INFORMATIQUE
PARIS 5ème

**UN ANALYSTE
INFORMATIQUE
DE GESTION**

Formation Ingénieur Grandes Ecoles
ou Études Supérieures.

Niveau Maîtrise + formation spécialisée
type I.A.E.

Connaissance de l'anglais appréciée,
2 à 5 ans d'expérience.

Poste à pourvoir de suite.

Envoyer C.V. manuscrit à No 37833
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

BANQUE INTERNATIONALE (16^e)

recherche en vue du développement
de ses opérations

DEUX COLLABORATEURS (TRICES)

De formation supérieure, ayant quelques années d'expérience bancaire dans le domaine
international.

Ces deux cadres devront avoir une large ouverture d'esprit.

Capables de faire preuve d'initiative, ils devront également être en mesure de s'intégrer
aisément dans une petite équipe.

De bonnes connaissances juridiques de base sont nécessaires pour le premier poste.

L'autre réclame une excellente maîtrise des opérations internationales.
Il est également souhaitable d'être un bon vendeur (vendeuse) (conception, montage,
syndication, placement).

Pour ces deux postes une excellente pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous n° 033.906 M à
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Secteur tertiaire (Ouest de Paris)

Filiale d'un groupe français de dimension mondiale,
nous sommes leader dans notre activité.

Pour lancer notre nouveau plan informatique qui va mettre en œuvre les moyens les plus évolués
informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux de télétransmission, base de données, nous
renforçons nos équipes de développement.

Nous recherchons :

Administrateur de données

Votre mission : participer à la conception du système d'information de l'entreprise, élaborer
la structuration logique puis physique des données, mettre en œuvre un SGBD, assurer la
maintenance et cohérence du système. Votre profil : diplômé de l'enseignement supérieur.
Expérience réussie dans une fonction analogue. Connaissance approfondie d'un SGBD aux
normes CODASYL.

Concepteur de réseau

Votre mission : assurer la conception puis la mise en œuvre et le suivi d'un réseau de mini-
micro-ordinateurs pour des applications impératives de gestion. Votre profil : diplômé de
l'enseignement supérieur, expérience des problèmes de télé-réseaux, télématique. Connaissance
approfondie des réseaux DIGITAL.

Informaticien confirmé

Votre mission : prendre en charge les problèmes de méthode et l'organisation des relations avec
les utilisateurs. Votre profil : diplômé de l'enseignement supérieur. Généraliste de l'informatique
de gestion, homme de dialogue et de synthèse.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris,
sous référence 7323, qui transmettra. Intention sur envoi

STÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - CA 200 MF

ACTIVITE INTERNATIONALE IMPORT-EXPORT,
recherche pour sa
DIVISION AUTONOME MECANIQUE GÉNÉRALE

futur

responsable administratif

chargé dans un premier temps de l'Administration des ventes

- 35 ans minimum, Formation Administrative, Comptable, Comptabilité ou Technique. Expérience
effective et opérationnelle de l'Administration commerciale (Import-Export), si possible
en PME industrielle ou en unité désaffectée. Anglais usuel. Pratique des procédures et
enseignements du commerce extérieur.
- Son rôle premier, sous l'autorité directe de DG de la Division, consiste à prendre en charge
l'Administration de l'activité commerciale, de la commande au règlement final : procédures
administratives et financières liées à la gestion des commandes clients et fournisseurs, suivi
auprès des agents et sous-traitants, contacts permanents Banques, Assurances et Sûreté.
- Compte tenu de développement de la Division, il étendra progressivement son action à la
gestion des stocks et aux services généraux liés à la totalité des services administratifs.
- Poste basé à EVRY (91).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 87-M4 GUILLOIN Sélection (réponse et discrétion
assurées)

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Filiale d'une entreprise multinationale dont le secteur d'activité est le loisir et la
culture, notre client assure la gestion des sociétés du groupe. Il recherche un

**Responsable
comptabilité générale**

Paris 140 000 F

Sous les ordres du Chef Comptable, il sera responsable de la comptabilité
générale de trois sociétés :

- leur apportera les éléments nécessaires à l'établissement des bilans trimestriels et
fiscaux,
- fournira mensuellement les comptes d'exploitation,
- assurera le contrôle des comptabilités auxiliaires,
- dirigera et animera une équipe de 7 personnes, qu'il formera à l'utilisation du
nouveau système informatique mis en place depuis peu.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de niveau DECS. Son
expérience dans un service comptabilité d'une multinationale l'a familiarisé avec
les techniques de reporting. Il a utilisé l'informatique comme outil de gestion et
a dirigé une équipe.

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle
traite confidentiellement sous la référence 5024/LM.



Département Conseil en Recrutement
135, Avenue de Wagram
75017 PARIS Tél. : (1) 227.96.49.

صكزامت الامم

150 من الأمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune psychologue, débutez dans la fonction personnel

Si vous êtes attiré par un poste très formateur : C'est l'opportunité qui vous est proposée par l'une des filiales commerciales (600 personnes) d'un grand Groupe Industriel français.

Après une période de formation, nous vous confierons un large éventail de responsabilités, aux plans relationnel et administratif : gestion administrative du Personnel, gestion des embauches et recrutements ETAM et A.M. études sur les qualifications.

A terme, vos premiers succès et votre désir d'engagement vous permettront d'élargir le champ de vos responsabilités au sein de notre Groupe.

Ce poste est à pourvoir en proche Banlieue Nord.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. R2 230 à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

la grande exportation

demande une approche approfondie des financements possibles (DRE, COFACE), ainsi qu'une attention particulière dans la rédaction des contrats et documents contractuels d'engineering clés en main pour des montants de plusieurs centaines de millions de francs.

Assurer cette responsabilité et des tâches annexes d'administration du commercial en sein de la filiale française (sise à RUEIL - 92) d'une des premières sociétés d'engineering cimentier sur le plan mondial est un challenge susceptible d'intéresser un jeune diplômé de grande école (E.C.P., E.C.S.C., E.S.C.), ayant une formation juridique complémentaire et quelques années d'expérience de financements et de rédaction de contrats à la grande exportation et parlant couramment l'anglais (une deuxième langue : allemand ou espagnol, est souhaitée).

Les candidats intéressés adresseront une lettre manuscrite, leur C.V. et photo en indiquant la rémunération souhaitée sous réf. RC 7801/76 au

Colbert M. FREMONT
50, avenue du Général de Gaulle - 92130 Issy les Moulineaux



Groupe G.E.E.

DIVISION PRODUITS

LEADER DANS LE DOMAINE DE L'ECLAIRAGE DE SECURITE, cette division qui a pour vocation de développer et fabriquer des produits électroniques professionnels de grande diffusion associant des accumulateurs, crée le poste de

CHEF DE MARCHÉ EXPORT

pour mettre en œuvre la politique commerciale en assurant l'interface entre le marketing et les réseaux export et analyser les possibilités de développement des marchés.

De formation supérieure, vous avez pour tenir ce poste une expérience d'environ 5 ans en marketing de produits industriels ou en ventes à l'exportation.

Vous parlez couramment anglais.

Adresser votre candidature sous référence M 12-20 à SAFT, Direction des Ressources Humaines 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS.

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE
A VOCATION ELECTRONIQUE, recherche

adjoint au responsable du service rédaction-traduction

INGENIEUR, DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE, il aura à diriger et développer un service spécialisé dans la rédaction et la traduction de notices techniques, et pourra se voir confier la responsabilité du service dans un délai d'un an.

Une expérience de 7 à 8 ans lui est demandée dans une activité similaire, pendant laquelle il aura acquis de solides connaissances dans les domaines suivants :

- conception de documentations et notices techniques (réalisation, normes, etc)
- relations avec certaines activités complémentaires (bureau de dessin, composition de textes, etc)
- contacts commerciaux et prospection
- anglais technique courant.

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 37901 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SCOR

Premier réassureur français Adjoint au directeur Allemagne, Pays-Bas, Autriche

Nous renforçons la structure du département commercial chargé des affaires avec ces pays et nous recherchons un cadre expérimenté en assurance directe ou en réassurance pour lui confier des responsabilités à la fois techniques et commerciales.

Il participe à la définition de la politique commerciale vis-à-vis de ces pays dont il étudie les marchés. Il négocie et gère les traités et entretient des relations avec les sociétés d'assurances cédantes. Il anime et coordonne l'activité interne du département (une dizaine de personnes) et assure les liaisons avec les autres départements.

Ce poste nécessite une très bonne pratique de la langue allemande et, de préférence, une connaissance du marché allemand de l'assurance. Basé à Paris, il impliquera, à terme, des déplacements de courte durée à l'étranger.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. 4551 M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

Important fabricant de matériel de chauffage : convecteurs électriques, chauffe-eau électrique recherche pour son

SERVICE TECHNIQUE

Ingénieur débutant

Mines DOUAI, ENSAIS, INSA, ENSI ou équivalent

pour programmation sur ordinateur, assistance clientèle, formation et information du personnel et de la clientèle.

Adresser lettre man., C.V., photo et prétentions s/référence 669 à

publival 27 route des Gardes 92190 MEUDON

SAXBY

Département

"AUTOMATISMES"

recherche

INGENIEURS

Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience des candidats.

Postes d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SAXBY, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cedex 11.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ EXTÉRIEURE recherche pour la région parisienne

TROIS COLLABORATRICES OU COLLABORATEURS

Qui devront, dans un premier temps :

- Prendre contact et conclure des contrats de location dans un secteur géographique donné.
- Dans un deuxième temps :

- Après résultats, prendre en charge une succursale au niveau départemental.

Nous vous assurons :

- Un stage de formation ;

- Une rémunération motivante : fixe + prime, intéressement.

Nous vous demandons :

- Débutant : niveau D.U.T. ou D.E.U.G. ;

- Autodidacte : 5 ans d'expérience de négociation commerciale, désireux de réussir et de progresser ;

- Posséder un véhicule (indemnités kilométriques).

Envoyer C.V., photo et prétentions à SIE DAUPHIN, Département Banlieue, 15, rue de Milan, Paris (9^e).

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL PUBLIC
PARIS
recherche

INFORMATICIEN

Diplômé grande école ou université.

Conception et développement de logiciels dans le domaine des arts graphiques dans un environnement de télétraitement. Analyse et programmation système (connaissance assembleur IBM 370 souhaitée).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à REGIE-PRESSE sous réf. T 033.922 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

BANQUE PARIS

recherche

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

- Diplômé Grande Ecole
- Expérience 3-4 ans.

Envoyez C.V. photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1, Place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 20498.

ingénieurs

LOGICIEL

Nous vous proposons plusieurs orientations :

- Vers le contrôle industriel, si votre expérience et vos connaissances en mini et temps réel sont confirmées.

- Vers le télétexte avec une bonne connaissance de la micro-programmation.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest au sein d'une importante société spécialiste des communications.

Adresser votre C.V. détaillé à INFORLEC chargé de votre recrutement - 15, rue du Fbg Montmartre - 75009 PARIS

DÉPARTEMENT TRANSMISSION



recherche pour REGION D'ORSAY (91)

ACTIVITE RESEAUX DE TRANSMISSION

RESPONSABLE LABORATOIRE D'ETUDES

Il coordonnera une équipe d'environ 20 personnes chargée de différents projets au niveau étude et conception de matériels dans le domaine des réseaux de transmission.

Les projets nécessitent la mise en œuvre de microprocesseurs et des technologies haute fréquence, haut débit.

Il devra également assurer une coordination technique avec le service développement prototypes et éventuellement avec la fabrication.

35 ans minimum de formation supérieure en électronique, il aura environ 10 ans d'expérience dans un service études avec si possible responsabilité d'encadrement. Réf. SE/CA

ACTIVITE TECHNOLOGIE COMPOSANT

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé des études et essais techniques de caractérisation et de qualification d'éléments (petits moteurs connectiques enfilables, etc.) entrant dans des équipements électroniques de très haute fiabilité.

De formation supérieure, il aura si possible des connaissances en mécanique et en physique. réf. TE/CH

ACTIVITE SOUS-MARINE

Se fournisseur mondial de systèmes de liaisons téléphoniques sous-marines

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il participera à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous-marines.

Outre des connaissances en logique et informatique il devra être disponible pour effectuer des déplacements de quelques mois en France ou à l'étranger (durée globale annuelle de l'ordre de 100 jours). réf. SMR

Adresser C.V. et prétentions à CIT ALCATEL Service Recrutement Cadres - 10bis, rue Louis-Lormand B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS en précisant la référence du poste choisi.

consultants marketing management

Nous souhaitons renforcer notre équipe et recherchons la collaboration d'

INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES, DOUBLE FORMATION SOUHAITABLE (MBA, INSEAD, ISA...)

ET/OU EXPERIENCE 2/3 ANS DANS L'INDUSTRIE (MARKETING, GESTION, DISTRIBUTION).

Ces collaborateurs devront progressivement prendre en charge des interventions de haut niveau en milieu industriel dans un cadre international.

Anglais et/ou Allemand courant indispensables.

Une présentation des activités de notre Société vous sera donnée à réception de votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé adressée sous référence 6455 M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherches des

SPECIALISTES EN LOGICIEL

pour participer au développement de projets avancés en matière de génie logiciel et en particulier à ses projets de compilateur et d'environnement liés au langage ADA.

Les candidats auront une formation supérieure (Grande Ecole, Doctorat de 3^{ème} cycle, M. Sc. Ph. D.). Une expérience dans les domaines suivants : langages, compilateurs, logiciels de base, systèmes temps réel, méthodes et outils de développement, sera particulièrement appréciée.

Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la réf. 427 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Organisateur confirmé

Nous sommes une Compagnie d'Assurances de dimension européenne, orientée principalement vers les risques industriels.

Votre profil : une solide formation orientée de préférence vers l'organisation administrative et/ou l'informatique de gestion, une bonne pratique de l'analyse fonctionnelle.

Votre mission : participer au sein d'équipes à l'élaboration et au suivi de projets transactionnels importants, aider l'ensemble des départements à améliorer leur efficacité. Vous serez rattaché à notre service Méthodes/Organisation.



vous prie d'adresser CV et prétentions à M. Marichez
Allianz - BP 24 - 75761 Paris Cedex 16

Importante Banque Internationale recherche pour son Département Formation UN CADRE classe V,VI

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera un praticien confirmé des opérations bancaires. Il sera chargé de l'élaboration de supports pédagogiques et de l'animation de séminaires en France et à l'étranger.

Il pourra, s'il le souhaite, prendre à terme la direction du département formation d'une filiale étrangère.

Après une expérience réussie dans le métier de formateur, un retour promotionnel vers l'exploitation constitue une étape normale de carrière.

Adresser lettre + C.V. sous référence 4864/JN à
M. CHASSERY - 110, rue du Colonel Fabien
92160 ANTONY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN
15.000 personnes, recherche pour son Siège Social à PARIS

AUDITEUR INTERNE

Au sein d'une nouvelle équipe, il sera chargé d'effectuer des missions d'Audit comptable et opérationnelles tant en France qu'à l'étranger (environ 40% du temps).

Le poste conviendrait à un diplômé ESSEC, Sup de Co, ou équivalent avec DECS de préférence ayant quelques années d'expérience de cabinet d'audit ou d'auditeur interne d'un groupe.

Anglais nécessaire et espagnol souhaité.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à ORION, 35 rue du Rocher 75008 PARIS sous référence 4153 à Claude LAMY.



DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES
Centre de BORDEAUX-PESSAC

INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU COURTE EXPERIENCE (2 ANS).

Pour participer au DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES AVIONIQUES dans le domaine des HYPERFREQUENCES ET DES RADARS AEROPORTES.

Pour ces postes, il est offert :

- une formation à des techniques évoluées
- des conditions de travail particulièrement favorables dans une unité en plein développement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 94 - 33607 PESSAC.

B.R.D.C.
cherche COUVREUR OQ3
Téléphone : 358-23-31
après 18 heures.

BANQUE PRIVEE PARIS (8°)

recherche
**UN DIRECTEUR
ADMINISTRATIF**
35 à 45 ans
ayant parfaite connaissance :
- de la Comptabilité et réglementation bancaire,
- des problèmes informatiques,
- du droit fiscal et social,
pour coordonner les services de la Comptabilité, du Personnel et de l'Administration générale.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à
M. 1180, DELOHME
98, rue de la Victoire,
75008 PARIS, qui transmettra.

MINISTÈRE des RELATIONS EXTERIEURES recherche **2 INGENIEURS INFORMATIQUES**

débuts ou ayant 02 années d'expérience pour poursuivre l'installation du Service des Communications (télédistribution, bases de données, micro-ordinateurs, etc.) et créer un réseau moderne de communications international au sein d'une petite équipe internationale.

Transmettre C.V., photo et prétentions à M. EVAIN, Ministère des Relations Extérieures, Service des Communications, 37, rue d'Orléans, 75007 Paris.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR NATIONAL PAPIER IMPRESSION ECRITURE

recherche
pour son siège Parisien
**CHEF DE VENTES
PROVINCE**

Poste exigeant connaissance du papier.
Déplacements fréquents et séjours d'urgence commerciale.

Nous offrons : Responsabilités et rémunération en conséquence.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. 40453 M. BLEU 17 rue Labat 93007 Vincennes cedex.

SYSECA TEMPS REEL

(nouvelle dénomination de la S.I.E.A. AUTOMATON)
SSCI en forte expansion.
(870 personnes)
recherche

INGENIEURS

2 ans et +, connaissant :
- Techniques filz, numériques,
- Systèmes temps réel,
- Radars.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, n° 1811 à SYSECA TEMPS REEL, Service du personnel, 315, Boulevard de la Colonne, 92123 Saint-Clément Cedex.

Ministère de la Défense
Centre d'Essai en Vol Tech.

INGENIEUR ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour gestion du personnel
**INGENIEURS
ANALYSTE-PROGRAMMEURS**
pour calcul scientifique
Adresser C.V. au Service du personnel
Centre d'Essai en Vol
Base d'Essai de Brétigny
91220 BRÉTIGNY/ORGES.

HOPITAL SEMI-PUBLIC

proche banlieue Ouest Paris
recherche
**CHEFS
SERVICES COMPTABLES**
(D.E.C.S. ou EXPERTISE)
150/180.000
Ecrire C.V., n° 30-87
34013 NANCY CEDEX
ou appeler le 10 335-42-83
pour détails.

ETABLISSEMENT FINANCIER

RECHERCHE pour son SERVICE
**GESTIONNAIRE
POSSEDAIRE CLIENTÈLE**
Ecrire ETS JEU
48, 19 St-Denis, Paris (10°).

CONSEILS COMMERCE (P. ou F.)

Centre d'Informations Financières recherche
**CONSEILS
COMMERCE (P. ou F.)**
- Débutants ou expérimentés
- excellentes perspectives
- formation assurée
Tél. pr. V. M. ALMAC
953-20-00

CONSORTIUM EUROPÉEN recherche HOTELLES STANDARD.

destiny - Anglais
Références exigées.
COMPTABLE II HME
expérimenté
Ecrire ou téléphoner pr. C.V., 51, r. du Temple, Paris-2°.
Tél. : 277-82-82 +.

Une importante société de presse et de communication (Paris) recherche pour un de ses journaux, périodique « Grand Public » et à fort tirage, un candidat de premier plan pour prendre en charge la :

DIRECTION ARTISTIQUE

Responsable de la politique artistique du journal et de ses produits complémentaires et capable d'imaginer et de proposer de nouvelles créations graphiques, il dirigera et organisera le travail des maquettistes, photographes et photographes. Il assurera la gestion administrative et technique du service artistique ainsi que les relations avec la fabrication.

Adresser votre C.V. et salaire actuel (réf. : 122) à :
ESPACE ET COMMUNICATION
8, rue Balzac, 75008 PARIS
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALISÉE

recherche

UN CADRE

- Ingenieur ou titulaire d'une maîtrise de sciences.
- Débuts ou ayant un à deux ans d'expérience pour participer au développement de la fonction documentaliste à l'intérieur d'une Direction de Recherches.
- Bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais souhaitées.
- Expérience ou formation en documentation appréciée.

- Possibilité d'être affecté ultérieurement dans un service technique.

- Lieu de travail : BANLIEUE NORD.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photographie à :
REGIE PRESSE sous n° 227.806 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Premier groupe français d'études de marché, nous sommes amenés à mettre en place et utiliser les nouvelles possibilités offertes par les technologies de pointe : informatique, bureautique, temps réel, micro-ordinateur, et recherches.

ingénieur organisation MIAGE...

Il est nécessaire d'avoir une première expérience d'un ou deux ans en organisation et/ou en analyse, la connaissance du matériel I.B.M. ainsi que l'habitude des contacts directs avec l'utilisateur final.

Dans un premier temps, il prendra en charge certaines applications existantes et à terme leur développement.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions.

A.C. NIELSEN COMPANY, Direction des
Recherches Humaines, M. Louis LEBRON,
26, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.



UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour la Société FRALIB
(Roya, Lipton, l'Éléphant), un

RESPONSABLE CLIENTS NATIONAUX

Le poste :
Au sein de la Direction des Ventes, le titulaire du poste assure le développement des ventes auprès des centrales et groupements d'achats nationaux, interprète les objectifs marketing de la société en fonction des besoins de ces grands clients et leur propose des actions personnalisées.

Le profil :
- Formation Ecole de Commerce
- Expérience indispensable de la grande distribution de 4 à 5 ans
- Connaissance souhaitée du secteur des produits alimentaires.

Le poste est basé dans la proche banlieue ouest de Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions (réf. JIX/82)
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICE
8, Avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



distribution JEUNE RESPONSABLE DE L'EXPANSION

La filiale (1,7 milliard de CA) d'un des premiers Groupes Français de la distribution conduit une politique active de développement de ses grandes surfaces de vente, en ouvrant chaque année 4/5 supermarchés d'une superficie supérieure à 800 m². Pour bien maîtriser ce développement, il est créé un poste de jeune responsable de l'expansion des grandes surfaces en région parisienne. Il a pour mission principale de négocier, après avoir étudié les implantations économiquement possibles, l'achat des terrains ou constructions, de participer au dépôt du permis de construire et de s'assurer du suivi des dossiers, en liaison avec les autres services concernés de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur ayant des connaissances particulières dans le domaine juridique. Il a acquis, de préférence, une première expérience (2 ans) dans le domaine des négociations foncières et/ou immobilières. C'est à la fois un homme de rigueur (partie juridique) et un homme de contact (négociations avec Administrations, maires, promoteurs, notaires...).

Le secteur économique, la taille et le dynamisme de l'entreprise permettent une évolution de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4040 X à
EGOR S.A.
8 rue de Berni 75008 Paris.



PARIS LYON MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

DEPARTEMENT EXPORTATION EUROPE

Société leader secteur PETROCHIMIE

recherche

INGENIEUR

(Etudes Supérieures Physiques, Chimie, Mécanique ou équivalence)

Ayant 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel (Technico-Commercial, Fabrication ou Recherche Appliquée), pour assumer :

- RESPONSABILITE DEVELOPPEMENT APPLICATION -
- PROMOTION ET GESTION VENTES D'UN PRODUIT MATIERE PLASTIQUE, en liaison avec les Agents locaux du secteur TOUTE EUROPE DE L'OUEST (sauf Royaume Uni, Allemagne, Italie).

Poste exigeant : effective aptitude à la gestion, dynamisme commercial, ingéniosité, aisance sociale et autonomie.

Langue indispensable : anglais courant

Nombreux déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en mentionnant dernier salaire à Madame DENQUIN - CLE MARKETING CARRIERES 41, bid des Capucines 75002 PARIS

Honeywell

recherche pour PARIS et LYON

jeunes ingénieurs technico-commerciaux

pour promotion et vente de systèmes et services dans le domaine du conditionnement d'air, économies d'énergie et maintenance des bâtiments du tertiaire.

Anglais souhaité.

Adresser CV et prétentions sous référence ARB à la Direction du Personnel
4, Avenue Ampère 78390 BOIS D'ARCY.

Secteur tertiaire
(Ouest de Paris)

Filiale d'un groupe français de dimension mondiale,
nous sommes leader dans notre activité.

Pour lancer notre nouveau plan informatique qui va mettre en œuvre les moyens les plus évolués (informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux de télétraitement, base de données), nous renforçons nos équipes de développement. Nous recherchons :

Chefs de projets Analystes

Analystes programmeurs

Nous demandons :

- une formation supérieure ou au moins 2 ans d'expérience dans la fonction
- la pratique du COBOL et l'expérience d'applications inter-actives.

Seraient appréciées : une connaissance des mini-ordinateurs DIGITAL (VAX - PDP) une expérience de bases de données une pratique des problèmes de réseaux.

Envoyer C.V. photo et prétentions à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 7326 (mention sur envoi).

COFAP

media system

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPACIALE

C.N.R.S.
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

- Diplômé grande école (ESE, SUP-AERO, ENS-SEINT, ENREA, INSA, ou diplôme équivalent).
- Député des O.M. Pour conception et réalisation de prototypes : étude, mise au point et recette de prototypes : connaissance des circuits électroniques analogiques digitaux et des systèmes à microprocesseurs, indispensable.
- Expérience des techniques optiques souhaitée.

Envoyer curriculum vitae à
C.N.R.S. AERONAUTIQUE
B.P. 3 - 91370
VERMERE-LE-BUSSON.

CLINIQUE CHIRURGICALE de SAINT-DENIS

20 Av. Maurice Berteaux
15° Gare St-Lazare rech.
INFIRMIERES D.E.
Service JOUR

INFIRMIERES-RES D.E.

Serv. NUIT. Salaire 6.200 F
après période d'essai
INFIRMIER-RES D.E.
BLOG OPERATOIRE
Salaire 6.200 F
année d'ancienneté
Tél. pour RV 914-21-27.

QUARTZ HIFI

leader de la Hi-Fi Vidéo
recherche
PARIS

DIRECTEUR DE MAGASIN

Agé d'une trentaine d'années, il dirigera une unité de 8 personnes (plus de 10 millions de C.A.) une expérience sérieuse de la distribution est exigée.

Curriculum vitae et prétentions à :
B.T.S. d'agent Administ.
62800 - PUTEAUX.

Sté de Crédit Bail
en plein développement
située à
PARIS DANS LE 8°
recherche
d'urgence pour son service
GESTION DES CONTRATS

UN (E) ASSISTANT (E)

Formation I.U.T. gestion ou
B.T.S. d'agent Administ.
Envoyer C.V., photo, prétentions sous n° 035967 M
REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur - Paris 2°

هكذا من الله جل

Montpellier, l'entrepreneuriat.

Epauler les initiatives.

Aider à vous décentraliser, c'est notre métier : débrayer les écheveaux administratifs, frapper aux bonnes portes, débloquer des crédits...

Le temps, c'est de l'argent !

Vous créez une entreprise... bravo ! Nous allons vous chouchouter, guider vos premiers pas, favoriser votre croissance...

Venez nous voir, nous déplaçons des montagnes !

DISTRICT URBAIN DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
rue de la Spirale - Le Polygone
34000 Montpellier - Tél. : (67) 64.34.34

Le cœur battant du languedoc.

ODOUL AGENT
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

LE MONDE
met chaque jour à la disposition
de ses lecteurs des rubriques
d'annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

économie

SOCIAL

L'AIDE A L'ENFANCE

« Gérer le présent pour préparer l'avenir »

Rouen. — L'ANPASE (Association nationale des personnels de l'aide sociale à l'enfance) a tenu ses journées d'étude et de perfectionnement, du 2 au 4 juin, à Rouen autour des thèmes : « Aide ?... », « Solidarité ? » (1). Cette association, qui fête cette année son vingtième anniversaire, regroupe à la fois des éducateurs, des assistants sociaux, des assistantes maternelles, des psychologues, etc. exerçant auprès d'enfants et de familles en difficulté. L'ANPASE s'interroge sur les incidences réelles que le « 10 mai » et l'urgence dans le langage quotidien de termes comme « changement », « concertation », « décentralisation », ont pu produire sur l'exercice de leur profession, marquée par des valeurs morales plus ou moins traditionnelles. « Ne risquons-nous pas un certain défonctionnement entre les habitudes d'aide des professionnels d'aujourd'hui — car ils traitent de cas individuels — et les nouvelles formes d'aide communautaire comme peut le faire penser un esprit de solidarité ? », a demandé d'entrée de jeu M. Chapellier, président de l'association, ajoutant : « Nous nous posons de nombreuses questions sur l'évolution que l'idée de solidarité va entraîner dans nos relations avec les quatre pôles essentiels qui supportent et les actions et les aides sociales : l'Etat, les collectivités locales, les structures d'aide et le milieu professionnel. Les usagers, dans le contexte de la décentralisation. » Et les enjeux sont d'importance car l'ASE (Aide sociale à l'enfance), qui agit soit sous forme d'aide financière (par les allocations mensuelles), soit par la présence de travailleurs sociaux au sein des familles, soit par le placement des enfants en établissement ou dans des familles d'accueil, intervient chaque année auprès d'environ cent mille enfants pour un budget approchant 9 milliards de francs. D'autant que le chômage exacerbe des situations marginales et conduit les familles à demander de l'aide là où en d'autres temps elles auraient fait face. « On voit de plus en plus de familles, dira un éducateur, qui vont de ville en ville, où elles espèrent tous les secours qu'elles peuvent en attendre et repartent un peu plus dégradées. »

C'est donc sur fond de crise que M. Jean-Pierre Rosenczweig, représentant M^{me} Georgina Dulox, secrétaire d'Etat chargée de la famille, a invité les participants « à gérer le présent pour préparer l'avenir, car les familles et les enfants en crise dans les quartiers ne peuvent attendre », et a exposé les quatre objectifs que le ministère s'est fixés pour l'ASE. Il s'agit : « de mieux inscrire l'aide sociale à l'enfance dans la vie locale ; de reconnaître les usagers de l'aide sociale à l'enfance dans leurs droits pour sortir d'un processus d'assistance et de charité ; adapter le dispositif d'accueil de l'aide sociale à l'enfance grâce à une gamme complète de possibilités d'hébergement ; et de créer les conditions d'une politique départe-

mentale de protection de l'enfance par le biais de la décentralisation. » Pour terminer, M. Rosenczweig a souligné : « Rien ne se fera sans la mobilisation des travailleurs sociaux et de tous les personnels de l'action sociale. » Il a pris pour exemple les réunions qui se déroulent actuellement « pour préparer l'été » et éviter que ne se reproduisent les grandes explosions de violence qui ont eu lieu l'an dernier dans certaines régions. « Il y a des signaux qui signalent le danger. A nous de les repérer et d'y répondre plus vite et avec plus de cohésion. »

CHRISTIANE GROSSE.

(1) ANPASE, maître départementale de l'enfance, 93, rue d'Esquermes, 99000 Lill.

SIDÉRURGIE

Le rythme de réduction des capacités de production est très insuffisant estime la commission européenne

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). — Les efforts entrepris dans la C.E.E. pour moderniser la sidérurgie européenne sont très insuffisants. Au rythme actuel de réduction des capacités, l'appareil de production sera largement excédentaire en 1985. Tel est le ton dominant du projet de communication aux Dix que la Commission de Bruxelles doit adopter dans les prochains jours. Les réflexions de Bruxelles interviennent quelques semaines avant que le gouvernement n'arrête son plan de restructuration de la sidérurgie nationale. Les ministres de l'industrie de la Communauté doivent pour leur part se pencher, le 8 juin à Luxembourg, sur la situation du marché de l'acier.

Les avertissements du rapport sur les objectifs 1985 dans le secteur sidérurgique sont catégoriques : les excédents de capacité seront plus élevés cette année-là qu'en 1980 et atteindront 55 millions de tonnes pour la production d'acier et 45 millions de tonnes pour celle de produits finis, chiffres inacceptables pour la viabilité économique du secteur et qui ne peuvent être compensés par des mesures de contrôle du marché. Cette évolution prévisible, compte tenu des données actuelles, est à mettre, poursuit la Commission, à la charge du gouvernement national : « Le retour à un équilibre structurel dépend pour une large part de l'attitude des pouvoirs publics (...). Leur responsabilité est largement engagée puisqu'elle opère directement dans le cadre des aides octroyées à l'industrie sidérurgique », alors qu'elles affectent les ajustements économiques en maintenant artificiellement les excédents de capacité. »

Aussi la Commission estime-t-elle que les Etats membres doivent accélérer de façon impérative le rythme de diminution des capacités, d'autant plus que le code des aides élaboré par les Dix, rappelle Bruxelles, interdit l'octroi de subventions au-delà de 1985 et que le contingentement obligatoire de la production au titre de l'article 58 de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) ne peut se prolonger indéfiniment (il doit être en principe révoqué jusqu'à juin 1983). Faute d'efforts vigoureux et soutenus, conclut la Commission, sur ce point, les entreprises les moins compétitives se trouveront à brève échéance dans une situation économique et sociale intenable. »

Estimant que « produire, socialiser, présenter un poids insupportable

pour les budgets publics et pour l'économie en général », la Commission plaide pour la recherche d'une compétitivité de la sidérurgie européenne qui tienne compte « des réalités réalistes en matière de coûts et de prix ». Elle résume implicitement à ce sujet que les prix pratiqués par les entreprises de la C.E.E. sont artificiellement élevés en raison du contingentement de la production. Dans ces conditions, poursuit Bruxelles, il faut se rapprocher des niveaux établis par les concurrents plus performants. La Commission ne dit pas explicitement que les sidérurgistes des Dix doivent s'aligner sur les performances de leurs concurrents japonais, mais le rapport note un peu plus loin : « Il est reconnu que les coûts de production communautaires sont largement supérieurs à ceux du Japon mais sont en dessous des coûts nord-américains. » Il indique aussi que « le degré de compétitivité des Dix doit être évalué en rapport avec la demande actuelle et prévisible en sidérurgie des installations les plus performantes (de la C.E.E.) s'approche remarquablement de celui des Japonais et dépasse largement celui des sidérurgistes nord-américains. »

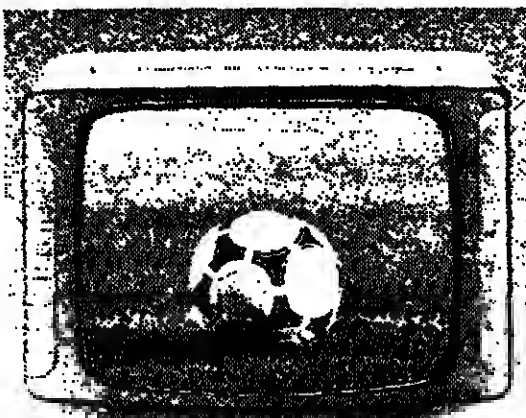
Le projet de recommandations ne se prononce pas sur le coût social qu'implique la détermination d'un objectif proche du modèle japonais. Il se limite à rappeler que, de 1973 à 1980, la sidérurgie communautaire a perdu deux cent cinquante mille postes de travail. Mais un calcul rapide, se basant sur le nombre d'installations qu'il faudrait fermer, permet d'avancer qu'environ deux cent mille emplois supplémentaires devraient être supprimés d'ici à 1985.

MARCEL SCOTTO.

Publicité

194 téléviseurs sont testés par la Fnac

30 seulement sont retenus pour leur qualité



Parce que, pour le Mondial, les Français vont acheter 400 000 téléviseurs.

L'électronique évolue très vite aujourd'hui. Et une technique dépasse constamment ce qui était hier la technique de pointe. Or le ballon rond du Mondial va fournir à beaucoup de Français le prétexte et l'occasion de changer de téléviseur.

Mais lequel choisir devant un mur d'images où des dizaines de téléviseurs plaident leur cause et tentent de séduire l'œil avec des images qu'on ne retrouvera peut-être pas chez soi de la même qualité...

Réactualisant la sélection permanente qu'effectue son Laboratoire d'essais, la Fnac vient donc d'effectuer une sélection technique de dernière heure. Juste avant le coup d'envoi d'un Mondial

qui, comme à l'habitude, va mobiliser des millions de téléspectateurs.

Sur le marché français, il existe actuellement 215 modèles de téléviseurs. Mais tous ne sont pas d'une même qualité. Ou ne proposent pas les mêmes services.

Le Laboratoire d'essais de la Fnac a donc pris en compte la fiabilité de tous les principaux téléviseurs actuels. Mais aussi (car rien ne s'arrête au Mondial), la possibilité d'utiliser votre téléviseur autrement que pour suivre telle passe fantastique ou tel coup franc.

Car, déjà, le magnétoscope est le complément naturel du téléviseur. Demain, vous y projetterez sans doute non seulement vos films mais vos photos. Demain, il sera le point central

d'une véritable chaîne audiovisuelle.

Il est donc important que le téléviseur acheté aujourd'hui puisse accepter tout ce que nous réserve demain.

C'est la raison de cette sélection faite par la Fnac. Et qui n'est basée que sur l'apparence, car elle prend en compte non seulement l'image d'aujourd'hui, mais tout ce que demain (en l'ignorant encore) vous exigerez de votre téléviseur.

4 ans de garantie Fnac pour ces 30 téléviseurs

Un document complet sur ces 30 téléviseurs est disponible dans toutes les Fnacs.

مكتبة الامم المتحدة

150 من الأمل

mie

FINANCE
préparer l'aven

réduction des capex
est très insuffisante
Commission européenne

SOCIAL

LA RÉFORME DES CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le C.N.P.F. menace de « faire démissionner » ses administrateurs

Pour protester contre la diminution de sa représentation dans les futurs conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, le C.N.P.F. a menacé de « faire démissionner » ses quelque trois mille trois cents représentants.

Dans une note, datée du 3 juin, rendue publique le 6 juin, le C.N.P.F. se livre à une critique dévastatrice du projet de réforme des œuvres de sécurité sociale — qui devrait être soumis au conseil des ministres au 9 juin — notamment à propos de la part qui lui sera faite dans les futurs conseils d'administration. Rappelant tout d'abord que le système actuel « rend obligatoires l'accord entre employeurs et syndicats » en leur assurant une part égale des sièges, le C.N.P.F. s'indigne du « rôle de figurants que l'on veut donner aux administrateurs patronaux, les entreprises privées des cotisations quatre fois plus importantes que les salariés, et l'on voudrait qu'ils acceptent trois fois moins de sièges ? Au nom de quelle logique ? », interroge-t-il.

Rappelant qu'en 1959, à l'origine de la création du régime d'assurance chômage, l'État et les partenaires sociaux s'étaient entendus sur un partage égal des charges entre l'assurance chômage (UNEDIC) et l'aide publique, le C.N.P.F. remarque que la part assurée par les entreprises n'a cessé de croître depuis. Elle atteignait 55,5 % en 1980 contre 27,5 % seulement assurée par l'État (les 16,8 % restant étant à la charge des salariés. Ajoutant que le coût de l'indemnisation du chômage a été multiplié par 39 de 1970 à 1981, le C.N.P.F. invoque l'aggravation du chômage et l'amélioration des prestations sociales comme causes premières de l'alourdissement des charges. Il estime ainsi que les entreprises ne peuvent pas supporter de charges nouvelles sans multiplier le nombre des faillites et à accroître le chômage, et qu'une augmentation de la cotisation des salariés déjà lourde (0,84 % de la masse salariale) risque de freiner la consommation et d'être contreproductive. « L'État doit donc prendre ses responsabilités », conclut Notes et documents.

Après avoir rappelé l'importance du budget de cette institution — 510 milliards de francs de prestations et de cotisations, le C.N.P.F. met en garde solennellement l'opinion et les pouvoirs publics : « La Sécurité sociale, risque d'aller à l'abîme, affirme-t-il, car la réforme proposée par le gouvernement « au sein des derniers jours à l'assouplissement des dépenses alors que la Sécurité sociale court un déficit ». « Nous n'assisterons pas impuissants au naufrage de la Sécurité sociale », conclut le C.N.P.F. « ce sera un drame pour l'économie et pour les Français ».

A la veille de la rencontre du 8 juin entre le patronat et les organisations syndicales pour étudier le problème du financement de l'assurance chômage, le C.N.P.F. lance un cri d'alarme. Soulignant l'ampleur du dérapage financier de l'assurance chômage, le C.N.P.F. estime dans le dernier numéro de sa publication mensuelle Notes et documents, le déficit, pour 1982, à 27 milliards de francs, soit plus du tiers des dépenses indemnificatrices prévues pour la même année.

Le bureau confédéral de la C.G.T. proteste, dans une lettre adressée au P.-D.G. de l'État, contre l'émission « Droit de réponse » du samedi 5 juin, qui avait pour titre « Des syndicats, pour quoi faire ? ». Il estime que cette émission a constitué « une véritable agression contre les travailleurs et leurs organisations syndicales », en donnant notamment la parole (le jour anniversaire du meurtre de Pierre Maitre, militant cégétiste tué à Reims en 1977 par des membres de la C.F.T.) à M. Auguste Blanc, secrétaire général de la Confédération des syndicats libres (C.S.L.), ex-C.F.T.

« La C.G.T. poursuit le bureau confédéral de la C.G.T. et couvre une opération antisyndicale, dont les auteurs ont voulu, de toute évidence, donner une image du syndicalisme français de nature à entraîner le doute, la confusion, le découragement. Des interlocuteurs honnêtes ont pu être amenés à donner une caution impersonnelle à cette provocation, dont seuls la droite et le grand patronat pourront tirer bénéfice. »

[Par cette dernière phrase, le bureau confédéral de la C.G.T. désavoue implicitement le militant cégétiste qui a participé, samedi soir, à l'émission de Michel Polac. Tous les syndicats ouvriers étaient, en effet, représentés dans ce « Droit de réponse » et plusieurs militants — dont celui de la C.G.T. — ont, du reste, protesté à l'émission, contre la présence de M. Auguste Blanc. Chacun a, en tous cas, pu s'exprimer.]

LE CONGRÈS DE LA MÉTALLURGIE C.G.C.

« Nous sommes décidés à demander la démission de Mme Questiaux », affirme M. Marchelli

De notre envoyé spécial

Reims. — Solidarité, rigueur, austerité, il en a été longuement question au premier-dernier congrès de la Fédération de la métallurgie C.G.C. qui s'est achevé le 5 juin. Si, parmi les 280 délégués, quelques cadres ont estimé qu'effort et rigueur seraient nécessaires pour permettre à l'économie française de reconquérir sa compétitivité, d'autres, reflétant un sentiment plus dominant, se sont inquiétés d'une solidarité dont l'encadrement ferait, une fois encore, les frais. « Le personnel d'encadrement n'a-t-il pas été floué par ses propres dirigeants ? » a lancé un délégué de Haute-Normandie. On demandait le départ de M. Barre. On l'a eu. Maintenant on recueille...

Avant d'être officiellement reçu par le président de la Fédération, avec 93,6 % des suffrages exprimés, M. Paul Marchelli a dressé le 4 juin un très vigoureux réquisitoire contre le gouvernement et sa politique. Les premiers applaudissements ont crepité lorsque, à la moitié de son discours, M. Marchelli a dénoncé les « rétrogrades » de Mme Questiaux, ses idées

« saugrenues et dangereuses », en affirmant : « Nous sommes bien décidés à demander sa démission. » Le délégué général de la C.G.C. a poursuivi : « C'est d'un grand dessein économique et industriel dont nous avons besoin, c'est aussi la reconnaissance officielle d'une hiérarchie de valeurs incitatrice à l'effort, à la responsabilité et à l'initiative que nous exigeons. Si l'un des sacrifices à faire, tous les Français doivent y participer, et pas seulement l'encadrement. Le gouvernement n'obtiendra rien de nous, sinon notre ferme hostilité, s'il continue à manipuler sa mécanique égalitariste à notre détriment. »

Tout en avertissant la majorité que, si elle poursuit les mêmes orientations, « nous lui ferons la guerre et elle perdra le pouvoir », M. Marchelli, sensible à certaines interventions de militants, a critiqué aussi le patronat, dénonçant le « manque de courage à l'égard de la réduction des risques » de nombreux employeurs. — M.N.

AU GRAND JURY R.T.L. - « LE MONDE »

« Une politique d'austérité témoignerait d'un échec de la gauche » déclare M. Henri Krasucki

« Une politique d'austérité, revenant au « barriisme », serait inacceptable pour les travailleurs et cela témoignerait d'un échec de la gauche », a affirmé M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., le 6 juin au « Grand jury R.T.L. - le Monde ». « Rigueur, effort, solidarité, ce sont des mots qui n'ont rien de rébarbatif. Au contraire ! Le problème, c'est de savoir de quelle rigueur il s'agit. Est-ce se serrer la ceinture ou bien est-ce faire, de façon cohérente, une politique de progrès ? Cela n'a pas la même signification ni les mêmes conséquences. (...) Mais il serait absurde pour un gouvernement de gauche de faire une politique d'austérité qui aurait le même résultat et qui serait même pire qu'avant, avec les conséquences sociales que l'on connaît. » M. Krasucki « ne pense pas que le gouvernement nous propose cette austérité ».

A propos des conflits Citroën et Talbot, le futur secrétaire général de la C.G.T. a estimé qu'il régnerait dans ces entreprises « un régime féodal ». « Il ne faut donc pas s'étonner qu'au

jourd'hui le système ait explosé. Les travailleurs ont dit : ça suffit ! Et nous nous sommes trouvés parmi eux. (...) Ce qui est nouveau, c'est que le gouvernement actuel ne les admet plus. (Les agissements des « nervis » et ne les protège plus. Il agit correctement. Je dois le dire, et je m'en félicite. La police ne sert plus, (les agissements des nervis) Quant à la présence de policiers de gauche, c'est traditionnelle et constante dans le mouvement ouvrier. Ce n'est pas une présence violente. »

« Aucune autosatisfaction »

Evoquant le 41^e congrès de la C.G.T., du 13 au 18 juin à Lille, M. Krasucki a assuré que « nous allons consacrer le temps qu'il faut pour examiner la situation de notre organisation. Nous allons le faire sans esprit d'autoflagellation. En effet, la C.G.T. s'est beaucoup battue et a beaucoup fait pour défendre les intérêts des travailleurs, mais nous ne ferons preuve d'aucune complaisance, d'aucune autosatisfaction. » Tout en confirmant son intention de rencontrer la C.F.D.T., il a estimé que lors de son congrès de Metz cette centrale avait confirmé « une orientation vers une certaine austérité de gauche. Ce n'est pas notre position. C'est une façon de tirer le gouvernement dans une direction qui, selon nous, n'est pas la bonne. (...) L'issue n'est pas dans l'austérité, dans une solidarité limitée aux seuls problèmes des salariés. L'issue, c'est une politique nouvelle économique, sociale, de développement industriel, de développement de l'emploi — mais l'emploi ne se développera que si l'industrie se développe elle-même. C'est une politique de réduction des inégalités, d'accroissement de la justice et des libertés pour les travailleurs. Il y a donc une différence entre nos positions, a M. Krasucki, « également assuré qu'on ne recourra pas aux problèmes de la sécurité sociale et de l'assurance-chômage en disant que les fonctionnaires doivent payer ».

LA C.G.T. PROTESTE CONTRE L'ÉMISSION « DROIT DE RÉPONSE » CONSACRÉE AUX SYNDICATS

Le bureau confédéral de la C.G.T. proteste, dans une lettre adressée au P.-D.G. de l'État, contre l'émission « Droit de réponse » du samedi 5 juin, qui avait pour titre « Des syndicats, pour quoi faire ? ». Il estime que cette émission a constitué « une véritable agression contre les travailleurs et leurs organisations syndicales », en donnant notamment la parole (le jour anniversaire du meurtre de Pierre Maitre, militant cégétiste tué à Reims en 1977 par des membres de la C.F.T.) à M. Auguste Blanc, secrétaire général de la Confédération des syndicats libres (C.S.L.), ex-C.F.T.

« La C.G.T. poursuit le bureau confédéral de la C.G.T. et couvre une opération antisyndicale, dont les

Un sondage Ifres UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS SONT PARTISANS DE L'AUSTÉRIÉTÉ

La politique économique du gouvernement est « plutôt un succès » pour 15 % des Français, mais « plutôt un échec » pour 40 %, révèle un sondage effectué par l'Ifres entre le 2 et le 4 juin pour le Journal du Dimanche.

Trente-sept pour cent des personnes interrogées ont répondu que la politique du gouvernement n'était ni un succès, ni un échec.

A la question : « Le gouvernement doit-il, selon vous, choisir une politique d'austérité », 58 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative, 32 % par la négative.

Les questions suivantes portaient d'une certaine façon sur la forme que pourrait prendre une politique d'austérité. Le sondage révèle ainsi que 76 % des Français sont partisans du blocage des prix (32 % sont contre), que 74 % accepteraient un blocage des salaires « si les prix étaient ex-

trêmement bloqués » (21 % disent refuser).

A la question : « Êtes-vous prêt à faire des sacrifices sur votre pouvoir d'achat ? », 51 % répondent par l'affirmative, 46 % disent non. De même à la question : « À partir de quel revenu mensuel par famille le pouvoir d'achat pourrait-il selon vous être réduit au nom de la solidarité », 6 % seulement de réponses situent le seuil en dessous de 7 000 F, 41 % entre 7 000 F et 12 000 F, 28 % de 12 000 F à 15 000 F.

Interrogés sur la priorité que le gouvernement doit donner au chômage ou à l'inflation, 76 % de personnes interrogées ont répondu « le chômage ».

Enfin, 64 % des personnes interrogées estiment que « tout le monde doit s'y mettre », alors que 32 % jugent « qu'il faut faire payer les plus favorisés ».

LE NOUVEAU CANON NP 125: UN CHAMPION.



Jusqu'à maintenant, seuls les grands modèles de copieurs offraient une gamme complète de fonctions. Et qui dit grand modèle dit prix élevé. Mais Canon a mis fin à cela avec le nouveau NP 125: il ressemble à un mini copieur classique, et ne coûte pas plus cher. Pour tant, les autres mini copieurs ne peuvent pas copier sur lui...

Il agrandit. Vous agrandissez de 20% en 20% jusqu'au format désiré.

Il réduit. Avec le NP 125 vous pouvez réduire des documents de A3 à A4 et de B4 à A4.

Il vous fait faire des économies. Pour la plupart des copieurs, c'est le chèque qui permet à l'image de se fixer sur le papier; le NP 125, lui, utilise un procédé à froid vous réalisant jusqu'à 50% d'économie d'énergie. Il sort des copies instantanées. Silencieux en position d'attente, le NP 125 est toujours prêt à fonctionner, sans préchauffage. Les copies sortent instantanément.

Le NP 125 répond parfaitement aux besoins des petites sociétés. Il fait gagner du temps et de l'argent aux grandes en leur permettant de décentraliser leur service de copie.

Le nouveau Canon NP 125. Les performances d'un grand copieur pour le prix d'un petit.

Pour tout renseignement sur le NP 125 ou les autres Copieurs Canon, veuillez vous adresser comme suit: France: Canon France S.A., 93854 La Plaine-Montmorency Cedex. Tél.: 01 555 4223. Suisse: White-Ribach S.A., Industriestrasse 12, CH-8390 Dietikon. Tél.: 01 833 36 36. Belgique: Canon Copieurs Belgium S.A., 33 Blvd. du Roi, 1000 Bruxelles. Tél.: 02 513 29 66. Pour les autres pays européens: Canon Europa N.V., P.O. Box 7507, 1008 AC Amsterdam, Pays-Bas. M 23

Nom: _____
Société: _____
Adresse: _____
Tél.: _____

Canon Photocopieurs

LE PREMIER MINI COPIEUR QUI AGRANDIT ET RÉDUIT.

LOGEMENT

SELON LES AGENTS IMMOBILIERS

Le marché donne des signes de redressement

« Expectative inquiète ». Ces deux mots expriment bien l'état d'esprit des agents immobiliers. « La crise a été grave », a déclaré M. Michel Fagot, directeur du groupe conjoncture de la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.). Cependant, « 56 % de nos adhérents pensent que nous nous dirigeons vers une solution positive ».

Après un premier trimestre qui représente « la période la plus mauvaise que la pierre ait traversée », un « nouveau frémissement » s'est manifesté dès les premiers jours d'avril. Ce sont les appartements anciens et récents qui font l'objet de cette reprise des transactions, et les spécialistes n'hésitent pas à dire que ce secteur va prendre dans les mois à venir « une part très importante du marché » : 60 % des agents immobiliers interrogés ont constaté une baisse de 10 % des prix. La période semble favorable pour acheter.

La demande demeure forte, mais des freins existent, et notamment « la réticence pour les vendeurs particuliers, qui ont été inattentifs par l'augmentation exagérée des prix, à diminuer leurs prétentions, alors qu'ils assistent à une accélération générale et importante des prix de la vie quotidienne ».

Le marché des appartements neufs, en revanche, reste très déprimé et 90 % des villes sont touchées, la Côte d'Azur n'étant pas épargnée. Par rapport au premier trimestre 1981, on constate encore une chute du nombre de ventes : depuis septembre 1981 on a vendu, en moyenne, soixante appartements neufs par mois, à Paris, et si l'on inclut l'Ile-de-France, 1 000 ventes par mois, soit une diminution de 30 % du nombre des transactions. Le stock à Paris est en légère hausse (2 000 appartements contre 1 600 en 1980), ce qui représente trente mois de vente, ainsi qu'en Ile-de-France (24 000 contre 18 000), soit vingt-trois mois de ventes. On constate également un ralentissement de la hausse des prix, qui est d'environ 1 % par mois.

Les prix cependant restent trop élevés, les rares acheteurs s'étant dirigés vers des opérations dont le coût se situe entre 10 000 et 18 000 francs le mètre carré. Dans la petite couronne parisienne, on vend entre 8 000 et 13 000 francs le mètre carré.

En fait, dit M. Fagot, « le neuf souffre d'une insuffisance de produits et de prix trop élevés par rapport à la salubrité actuelle de la clientèle ». Ce qui accroît, bien sûr, l'attrait pour les appartements anciens ou récents dans le centre. Le phénomène le plus marquant semble bien l'écart accru de la courbe du pouvoir d'achat et de celle des prix, alors que le désir d'accéder à la propriété reste grand.

Quant au marché locatif, il reste le plus perturbé. Les professionnels attribuent cette perturbation aux rémouvements provoqués par la loi Quillot sur les rapports entre bailleurs et locataires (1). La demande de logements locatifs reste d'autant plus forte que de nombreux ménages doivent renoncer à l'accession à la propriété, tandis que l'offre est, en constante diminution, 17 % des propriétaires bailleurs ayant tendance à retirer leurs appartements du marché locatif. Quant à la tendance des propriétaires bailleurs à mettre leurs biens en vente, elle est le fait de 15 % d'entre eux, surtout dans la tranche d'âge de trente-cinq à quarante-cinq ans.

Il faut sans aucun doute attendre la mise en place de la loi et son fonctionnement pour savoir si cette asphyxie, due en grande partie aux comportements, est temporaire ou durable.

(1) Ce projet de loi pourrait être définitivement adopté le 10 juin, les représentants des deux Assemblées au sein de la commission mixte paritaire étant parvenus dans la nuit du 3 au 4 juin à un compromis. Il porte notamment sur l'application des accords collectifs aux immeubles de plus de six logements (au lieu de cinquante comme le demandait le Sénat) et sur le délai de vacances accordé (dix-huit mois au lieu d'un an demandé par le Sénat et deux ans par l'Assemblée nationale).

BANQUES

UN PETIT QUI N'A PLUS PEUR DU GROS

« L'autre » Crédit agricole veut pouvoir distribuer des prêts à taux bonifiés

Le Crédit mutuel agricole et rural (CMAR) sur le point de fonder une banque centrale. A sa prochaine assemblée générale, « l'autre » Crédit agricole demandera que, dans le cadre de la réforme bancaire, il puisse distribuer lui aussi des crédits à taux bonifiés.

L'autre Crédit agricole ? Dans les années 20, les caisses rurales qui avaient vu le jour depuis 1894 furent invitées, pour bénéficier des aides de l'Etat, à se situer par rapport à un organisme central qui deviendrait la Caisse nationale de crédit agricole en 1927. Le plus grand nombre accepta cette tutelle : d'autres, plus précisément celles inspirées alors par les catholiques, refusèrent, estimant que ce rapprochement nuirait à leur indépendance. Le groupe Crédit agricole prospéra et prit un envol définitif à partir de 1960, puisqu'il devint le seul canal par lequel les aides de l'Etat, sous forme de bonifications d'intérêts, pouvaient être distribuées. Ce monopole a servi sa puissance.

Les caisses du Crédit mutuel agricole et rural, qui ne relèvent donc pas de la Caisse nationale, se sont regroupées en 1946 en une Fédération centrale du Crédit agricole mutuel et ont pris le contrôle d'une banque

inscrite, la Banque française de l'agriculture, afin de disposer elles aussi d'une banque centrale. Entre 1960 et 1975, « l'autre » Crédit agricole, encore appelé Crédit « libre » par opposition avec le Crédit « officiel » (la C.N.C.A. est un établissement public), a végété : « A part deux ou trois régions, nous avons à peine suivi l'inflation ». A partir de 1975, il y a comme un « frémissement », explique le secrétaire général de la Fédération centrale, M. Paul Beaulieu. Le besoin d'une concurrence commence à se faire sentir chez les agriculteurs, et un certain ras-le-bol du monopole se manifeste, notamment chez les opposants au syndicalisme officiel. En dépit de la réglementation européenne, le crédit « libre » n'a pas obtenu la possibilité de financer les plans de développement, le monopole, cette fois encore, étant donné au crédit « officiel ». L'équipe dirigeante laisse faire, tenant surtout à rester dans l'ombre.

Le droit de choisir

Puis arrivent un nouveau président, M. Elie Jonnard (de l'Entraide rurale à Lille), élu en 1979, et un nouveau secrétaire général, en 1980, qui entendent faire sortir le crédit

« libre » de sa marginalité. Pas question pour eux, affirment-ils, de vouloir concurrencer le Crédit agricole. D'ailleurs, ils ne le pourraient pas (1). Mais ils militent pour que les agriculteurs puissent avoir le droit de choisir leur établissement bancaire. Pour cela, il faut donc que les établissements disposent ensemble des aides que l'Etat apporte à l'agriculture par le biais du crédit. Sous la présidence de M. Glébard d'Estaing, le crédit « libre » est à peine entendu. Depuis le 10 mai, il a pris espoir, car le gouvernement révoque précisément à une banalisation du Crédit agricole. Elle se traduit par la mise à disposition des bonifications d'intérêts soit à l'ensemble des banques, soit à celles des banques qui ont une spécificité en agriculture. Cette seconde solution, celle de la concurrence limitée, qui convient parfaitement au crédit « libre », est aussi celle à laquelle pense M. Dolors. D'ailleurs, ont expliqué les responsables de la Fédération, « notre raisonnement est partout compris » par les dirigeants actuels. Il est bien reçu, sauf peut-être chez le ministre de l'Agriculture, qui « devant se concilier les agricul-

teurs, cherche du même coup à faire plaisir au Crédit agricole ».

Dans ce domaine, l'ambiguïté reste totale. Nombre de paysans sont favorables à un régime de concurrence pour ne plus être contraints de passer devant un guichet unique, mais « leurs dirigeants ne sont pas libres de parler », estime M. Paul Beaulieu. Ils sont trop prisonniers de la structure qu'ils ont contribué à mettre en place. Ainsi la F.N.S.E.A. ne va pas « se moullier » dans ce débat, tandis que le nouveau président du C.N.J.A. se fait considéré sur ce point comme plus souple que son prédécesseur. Sans se moullier, la F.N.S.E.A. a quand même désigné son secrétaire général adjoint, M. Louis Lauga, pour faire un exposé lors de l'assemblée du Crédit mutuel agricole et rural, le 9 juin.

JACQUES GRALL

(1) Le CMAR est sur le point d'être implanté dans le Nord, en Picardie, en Normandie, dans le Centre-Est, le Sud-Est et l'Ouest atlantique. Il dispose de 464 agences servant 200 000 déposants. Le bilan du groupe atteint les 10 milliards et le montant des dépôts s'élève à 4 milliards contre, pour le Crédit agricole, respectivement 562 milliards et 402 milliards.

LES BANQUES DANOISES BOYCOTTERAIENT LES CRÉDITS EN ECU

De notre correspondante

Copenhague. — Dans son dernier numéro, le périodique de langue danoise *Bf-Avisen*, diffusé par le bureau d'information de la commission européenne à Copenhague, a publié, en première page, un article qui a soulevé aussitôt d'assez vives polémiques. Son auteur, qui signe seulement par trois initiales, s'y étend de ce que les milieux d'affaires danois — principalement les industriels et les agriculteurs — qui ont pourtant tellement de difficultés pour trouver des moyens de financement acceptables, aient boudé complètement jusqu'ici les emprunts en ECU. Il laisse clairement entendre que, en réalité, les banques danoises les boycottent systématiquement parce que les crédits traditionnels leur rapportent davantage.

Les porte-parole des trois grandes banques du royaume se sont défendus vigoureusement contre ces accusations, en arguant que jamais personne ne les avait priés de chercher à contracter des emprunts en ECU ; mais que, si jamais ce cas se présentait, ils seraient tout à fait prêts à s'acquiescer et qu'une telle opération ne leur rapporterait pas moins qu'un emprunt traditionnel. Ils ont ajouté qu'une telle opération serait d'ailleurs très compliquée à cause des facturations qu'elle exige, ce qui ne peut donc rendre les emprunts en ECU populaires. Enfin, compte tenu des inconvénients des emprunts en ECU, les représentants des banques ne voient pas pourquoi ils les conseilleraient à leurs clients de préférence aux crédits traditionnels. — C.O.

Gestionnaires - Futurs Gestionnaires vers l'Action par la Réflexion

UN DIPLOME NATIONAL DE 3^e CYCLE

- LE CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (DESS)
- UNE FORMATION A LA GESTION
- 3 FORMULES D'ENSEIGNEMENT adaptées à vos besoins

FORMULES « classiques » en :	FORMATION PERMANENTE en « journées bloquées »
9 mois d'études à plein temps	18 mois d'études une journée par semaine dans le cadre de la formation continue, sans interruption de la vie professionnelle
18 mois d'études à temps partiel en soirée	

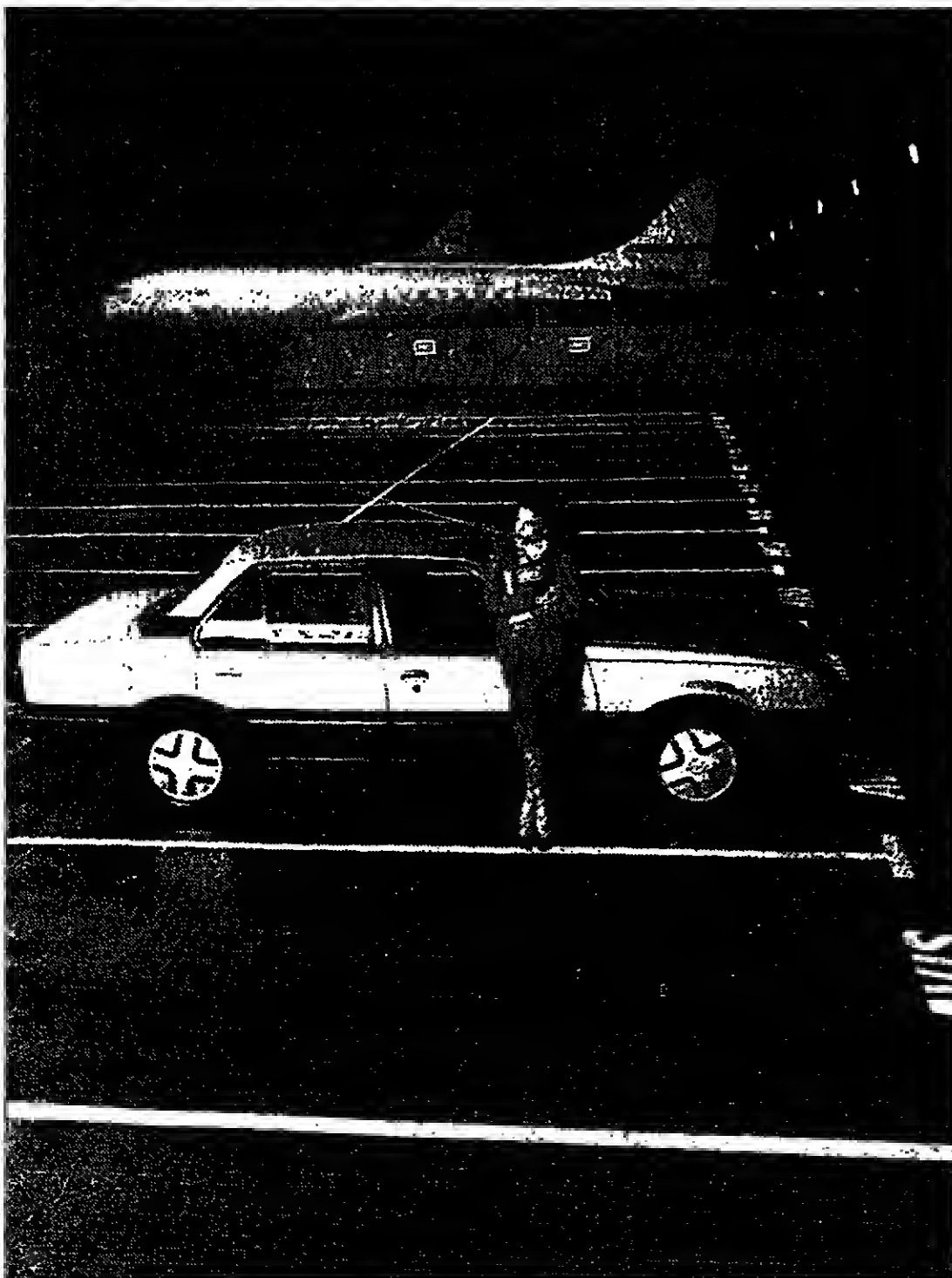
RENSEIGNEMENTS :	G. ROSILLETTE	554.40.10
M. BLONDIN	557.62.52	

RENSEIGNEMENTS :	G. ROSILLETTE	554.40.10
P. BORGES	557.28.41	
P. FLOCH	557.28.41	

LES DATES

- Inscription : jusqu'au 22 Septembre 82
- Début des cours : 1^{er} Octobre 82
- Test d'entrée : 2 Octobre 82

IAE Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Berges 75740 PARIS Cedex 15

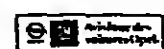


Chaque fois que votre avion prend du retard, pensez à cette publicité.

Voici en effet de quoi soulager tous ceux qui ont loué une voiture et dont l'avion a du retard. Dans la mesure où le retard est annoncé, il y aura toujours une hôtesse Avis pour les attendre.

En dehors de la bienveillante patience de ses hôtesse, qui, en d'autres siècles, aurait été qualifiée d'angélique, Avis vous propose toute une gamme de services : un parc de véhicules de 4 CV à 16 CV, ayant rarement plus d'un an, contrôlés et nettoyés avant chaque location, un service d'assistance 24 heures sur 24, plusieurs formules de location qui vont de la journée à une durée de plusieurs mois, la possibilité partout en France de louer une voiture partout dans le monde.

La prochaine fois que votre avion ne tient pas ses horaires, nous faisons le pari que vous penserez d'autant plus de bien d'Avis et de sa publicité.



Opel Kadett 1200S

AVIS

LOCATION DE VOITURES ET DE CAMIONS

هكذا من المصلي

LA RÉUNION DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT A EVRY

Les postiers s'inquiètent de l'amputation de leur budget et des lenteurs de la déconcentration des pouvoirs au sein de leur administration

Réforme des services postaux, déconcentration, prélèvements budgétaires, limitation des investissements, nouveaux rapports sociaux dans l'entreprise... les sujets de discussion ne manquaient pas pour les trois cents délégués à l'Assemblée générale de l'Amicale des chefs d'établissement des postes et télécommunications réunis du 2 au 5 juin à Evry. Sujets de discussion mais aussi d'indignité devant les lenteurs et les atarismes qui semblent presider à la mise en place du « changement » dans une administration dont les pesanteurs ne

[illegible]

s'expliquent pas seulement par l'importance des effectifs (quatre cent cinquante mille agents).

Les dix-huit mille chefs d'établissement des P.T.T. (patrons du bureau de poste, de centres téléphoniques ou financiers, de services territoriaux ou nationaux), sans vouloir apparaître comme « réactionnaires » face à une évolution qu'une bonne partie d'entre eux appellent d'ailleurs de leurs vœux, souhaitent en effet ne pas être les victimes de ses ratées.

ciation Poste de l'amicale, qui trouvait que, malgré les améliorations en matière d'investissement, l'investissement, « la situation de départ est telle que l'effort laisse subsister des pénuries », M. Dancet a rappelé son gros souci actuel : l'intégration massive du personnel appelé au service cette année, les quinze mille emplois nouveaux ajoutés au personnel existant, la retraite et aux mouvements internes aboutissant, dans la seule région parisienne, à soixante-dix mille changements de poste dans l'année. « On ne peut pas infecter tout ce personnel sans difficulté », a conclu M. Dancet. Quant aux

Cet effort, les conditions économiques schématiques et les renseignements plus circonstanciés, M. Leung ne l'a pas caché : « Nous sommes, a-t-il dit dans des interviews budgétaires, pas toujours faciles, dans une période de négociations dures ». Après que ses bénéfices eurent été amputés de 3,2 millions de francs

difficultés financières, il les a abordées avec un certain fatalisme : « La conjoncture est difficile, a-t-il reconnu. Nous sommes des fondateurs, donc solitaires, nous gouvernons des entreprises isolées, nous devons être objectifs, nous ne dépendons pas ». Au moins a-t-il pu assurer à ses interlocuteurs qu'ils seraient « associés à la nouvelle

difficultés financières, il les a abordées avec un certain fatalisme. « La conjoncture est difficile », a-t-il dit. Nous sommes en présence de « fonctionnaires » lors de décisions « gouvernementales » ; nous devons tenir compte d'objectifs qui nous dépassent largement. » Au moins a-t-il pu assurer à ses interlocuteurs qu'ils seraient « associés à la nouvelle politique » et qu'ils auraient à appliquer la « décentralisation » dont il devenait le garant. Il a maintenant mesurer les risques comme « les avantages. » Ne vous attendez plus à ce que la direction centrale vous tienne la main comme par le passé. »

JAMES SARAZIN.

JAMES SARAZIN.

CADEAUX • CADEAUX
bijoux
"sur mesure"
PRÉCIEUX • ORIGINAUX
L'ATELIER 210

Le poste, une grande malade ?
Pourtant convalescente si l'on en
croit son nouveau directeur gé-
néral, M. Jacques Dancet. A M. Clau-
de Branchu, président de l'Asso-

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	GROSS PER HOUR		ON MOVS.		BEER MOVS.		SEX MOVS.	
	Per Hour	Per Hour	Per Hour	Per Hour	Per Hour	Per Hour	Per Hour	Per Hour
\$ E. U.	6,190	6,190	80	300	130	210	340	470
\$ Can.	4,970	4,970	120	40	130	50	210	60
Yan. (100)	2,510	2,510	120	20	320	220	180	150
D.M.	2,550	2,600	345	175	320	305	300	300
W. (100)	2,540	2,540	345	175	320	305	300	300
P. (100)	12,750	12,750	345	100	140	100	630	80
P. (100)	2,495	2,495	345	350	620	635	1,040	1,000
P. (100)	2,495	2,495	345	350	620	635	1,040	1,000
P. (100)	11,000	11,000	250	345	570	740	1,770	2,000

TAUX DES EURO-MONNAIES

[illegible]

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

M. HECTOR DE GALARD

directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur »

L'organigramme du « Nouvel Observateur » vient d'être sensiblement modifié : si M. Jean Daniel demeure directeur, le nom de M. Claude Perdriel, en revanche, disparaît pour laisser place au président de la Société éditrice.

M. Rector de Galard, rédacteur en chef, devient directeur de la rédaction. Il a pour adjoint Charles Lemaire, jusqu'à l'ad-
dacteur en chef.

Enfin, la rédaction en chef comprend trois titulaires : Mme Josette Allia (qui était auparavant directrice de la presse à la présidence de la République), M. Pierre Benichou et Albert

Du Roy (qui avait quitté l'*'Express'* lors de la crise de mai 1961).

Le 30 mars 1961, à Paris, Rector de Galard est réédacteur diplomatique à Combat de 1947 à 1957, puis chef du service de politique étrangère de l'Assemblée nationale (1958-1960). Simultanément, il est rédacteur en chef de La Nef.

Nommé directeur en chef de l'Union en 1960, Rector de Galard occupe la même fonction au Nouvel Observateur dont il devient, en novembre 1960, membre du conseil d'administration. En janvier 1976, il est administrateur de la Société éditrice du Nouvel Obser-

Du Roy (qui avait quitté l'*Express* lors de la crise de mai 1981).

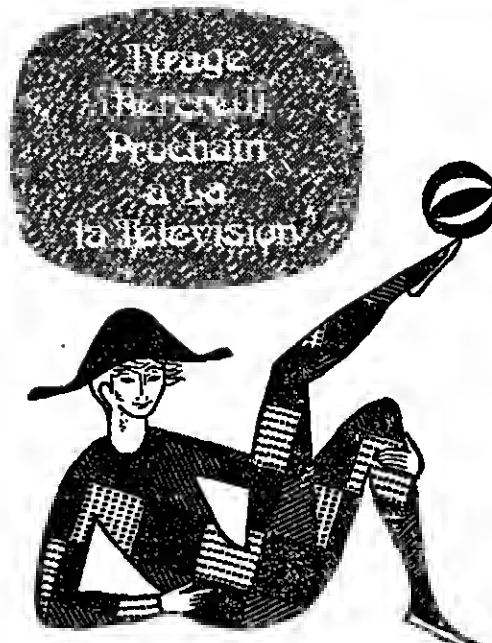
[Né le 30 mars 1921, à Paris, Hector de Galard est rédacteur diplomatique à Combat de 1947 à 1957, puis chef du service de politique étrangère de France-Observateur (1950-1959). Simultanément, il est rédacteur en chef de La Nef.

Nommé directeur en chef de France-Observateur en 1959, Hector de Galard occupe les mêmes fonctions au Nouvel Observateur dont il devient, en novembre 1963, membre du comité de direction. Depuis décembre 1976, il est administrateur de la société éditrice du Nouvel Observateur.]

loterie nationale

ARLEQUIN

vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre



87 APR 1

CADEAUX • CADEAUX
bijoux
"sur mesure"
PRÉCIEUX • ORIGINAUX
L'ATELIER 210

des bijoux qui font vraiment plaisir
au Prix Fabricant.
TRANSFORMATIONS - RÉPARATIONS
218, Bd Raspail 75014 Paris - Tél. : 320 88 03

POUR ISOVER, LA DECOUVERTE CONTINUE.

Pour Isover, l'aboutement de nouvelles découvertes est la volonté permanente d'offrir aux chercheurs et aux constructeurs des solutions techniques et des services toujours plus riches. La découverte continue, car elle n'a jamais cessé.

Pour vous, des hommes et des services.

27 groupes d'action commerciaux, une aide technique sur les chantiers, un centre de recherches, un service de documentation et d'information... Isover, c'est à votre service pour résoudre vos problèmes de réhabilitation, de terminaison, vos problèmes de réalisation d'applications particulières.

Pour vous, une société nationale, leader mondial.

Fabilité, sécurité et qualité de la marque. Isover, c'est la gamme de produits et de techniques la plus complète pour vous permettre d'apporter la solution optimale à chaque problème d'isolation.

Pour vous, une distribution toutes régions.

1.500 Distributeurs-Conseils sur tout le territoire... Isover, c'est pour vous l'assurance de disposer de sa gamme et de son savoir technique, quelle que soit la situation géographique de votre chantier.

LA CONQUÊTE DE L'ISOLATION

ISOVER SAINT-GOBAIN

PUBLICIS

V 360

CONJONCTURE

M. Anicet Le Pors : les salaires ne sont pas cause d'inflation

M. Anicet Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a successivement visité, depuis vendredi à juin, Toulouse, Pau et Tarbes où il a été reçu par les maires de ces villes.

A Tarbes, le ministre a signé avec le maire communiste, M. Paul Chastellain, un contrat de solidarité portant sur soixante-douze emplois, au bénéfice du Centre d'action sociale municipal. Il a notamment déclaré à propos de la politique générale du gouvernement : « Adaptation de la politique actuelle, qui : changement de cap, non. Certains voudraient nous persuader aujourd'hui de la nécessité de l'assouplir en fondant l'argument sur une thèse bien connue et rabâchée par la droite dans le passé : le prétendu cycle infernal

des salaires et des prix. Or, je tiens à l'affirmer posément mais fermement, les salaires ne sont pas la cause de l'inflation. En effet, les salaires ne représentent que 36 % du produit intérieur brut de la France. Le coût salarial horaire est en France de 24 % inférieur à celui de la République fédérale d'Allemagne.

« D'autres ont prétendu expliquer nos difficultés actuelles par une hausse salariale excessive au cours du premier trimestre de cette année. Cette hausse a été de 4,8 %, mais dans ce chiffre 1,6 % tient à la réduction opérée de la durée du travail, ce qui a été d'ailleurs presque automatiquement compensé par des gains de productivité. Si l'on enlève donc ce 1,6 %, il reste 3,2 %, c'est-à-dire exactement la hausse observée des prix pendant le premier trimestre. On ne peut donc pas dire que les salaires aient provoqué la hausse des prix. Certes, on ne peut qu'être d'accord avec le premier ministre demandant que soient évitées les hausses nominales excessives de salaires, mais cela n'est pas contradictoire avec l'objectif de maintien d'ensemble du pouvoir d'achat. »

TRANSPORTS

M. FITERMAN S'EFFORCE DE RAASSURER LES ROUTIERS

M. Charles Fiterman, ministre des transports, s'est appliqué le 5 juin, à calmer les appréhensions des transporteurs routiers au sujet des réformes envisagées dans le projet de loi d'orientation des transports.

Prenant la parole, au Havre, devant le congrès de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA), le ministre a affirmé qu'il ne fallait pas encourager l'italianisme ou la bureaucratie des transports ; au contraire, « tout le monde gagnerait, si l'on dit, et renonce à toute idée préconçue sur son dé-marche et ses propositions. Il n'y aura pas d'un côté réponse au rail et de l'autre la guerre aux routiers. »

Toutefois, le ministre a réclamé une réduction du temps de travail des conducteurs routiers. « Ce secteur, a-t-il dit, ne peut pas rester à l'écart du mouvement qui traverse notre société et qui vise à améliorer les conditions de vie de chacun. » Il a promis, à ce sujet, qu'il répondrait à un accord sur les conditions de travail par une nouvelle réévaluation de la tarification routière obligatoire.

UNE PRÉCISION DE M. TOUBON (R.P.R.)

A la suite de la publication, dans le Monde du 5 juin, du compte rendu des travaux de l'Assemblée nationale du jeudi 3 juin, intitulé : « Faute de traces au Palais-Bourbon, nous avons reçu une lettre de M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, qui nous demande de compléter la relation de ses propos. Répondant à M. Belorgey (P.S.), qui l'avait qualifié de « subversif », M. Toubon avait déclaré : « Je répondrai seulement que, sur le sujet très grave qu'est le danger-garde du droit de grève sous le couvert duquel certains militants politiques et syndicaux se livrent à des déprédations, à des occupations, à des blocs, M. Belorgey a fait l'intervention la plus snob qui puisse être ! Ce donneur de leçons à trois mille années-huitième de son sujet, nous a fourni une image exacte, parfaite et douloureuse de ce que sont les socialistes mondains ! »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CREDIT COOPERATIF BANQUE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT COOPERATIF

Les assemblées générales de la CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF et de la BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT COOPERATIF se sont tenues sous la présidence de M. Jacques MOREAU, le 27 mai, à leur nouveau siège social, installé depuis le 24 mai 1982 au Parc de la Défense, 21 rue des Trois-Fontaines à NANTERRE (Seine-Saint-Denis), où sont regroupés l'ensemble des services centraux du groupe.

Pour la première fois, l'assemblée de la B.F.C.C. a été organisée par sections, deux assemblées régionales ayant eu leurs délégués à l'assemblée générale.

Au cours de l'assemblée 1981, les versements de crédits à moyen et long termes du Crédit coopératif ont atteint 2.063 milliards de francs (dont 70,6 millions de francs pour la seule Caisse centrale) soit une progression de 30 % par rapport à 1980. Le développement de l'activité de crédit s'est réalisé au profit des organismes de l'économie sociale dont la part dans les versements du groupe a atteint 74 %.

S'agissant des ressources, le groupe a enregistré une croissance particulièrement rapide des dépôts collectés par la B.F.C.C. en augmentation de 40 % par rapport à la fin de l'exercice 1980.

La Caisse centrale et la B.F.C.C. ont réalisé en 1981 un bénéfice avant impôt, amortissements et provisions, respectivement de 21,1 millions de francs et de 19,5 millions de francs. Leurs assemblées générales ordinaires ont décidé de distribuer 1.815.000 francs aux associés de la CAISSE CENTRALE et 1.710.000 francs à ceux de la B.F.C.C.

Une assemblée générale extraordinaire a été prévue pour le 24 juin 1982 afin de mettre le statut de la B.F.C.C. en harmonie avec les dispositions de la loi du 17 mai 1982 portant création du statut de société coopérative de banque.

S'agissant de la Caisse centrale, une assemblée générale extraordinaire a adopté des modifications des statuts. Ceux-ci ont été mis en harmonie avec les dispositions du décret du 27 février 1982 relatif à l'organisation de la Caisse, et prévoient notamment que dorénavant le président et le directeur général ne seront plus nommés par décret, mais élus par le conseil d'administration, leur nomination devant être agréée par les pouvoirs publics. Les nouveaux statuts prévoient d'autre part la possibilité pour la Caisse centrale de distribuer une ristourne coopérative.



ELF-GABON

Société anonyme au capital de 25,5 milliards de francs C.F.A. Siège social : Port-Gentil (Gabon)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ELF-Gabon s'est réunie le 3 juin 1982 à Paris-15e (7 rue Némours) sous la présidence de M. André Tarsila. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui ont enregistré un bénéfice de 2.410 millions de F.C.F.A. et a fixé la dividende de cet exercice à 8.000 F.C.F.A. par action (soit 120 FF).

Un acompte de 2.400 F.C.F.A. par action (soit 36 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1981, le complément de 5.600 F.C.F.A. (soit 72 FF), auquel s'ajoute un dividende d'impôt de 25,50 FF pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du vendredi 18 juin 1982 aux gérants des établissements bancaires suivants (en contrepartie du coupon n° 25) :

AN GABON :
— Union gabonaise de Banque ;
— Crédit Lyonnais ;
— Banque Nationale de Paris ;
— Banque de Paris et des Pays-Bas ;
— Banque Varnes et Commerciale de Paris ;
— Crédit Commercial de France ;
— Crédit Industriel et Commercial ;
— Crédit du Nord ;
— Société Générale.

EURAFRANCE

Le conseil d'administration, qui s'est tenu sous la présidence de M. Michel David-Weill, a pris connaissance des comptes consolidés d'EURAFRANCE pour l'année 1981.

Le conseil d'administration a nommé M. Jean Candolle directeur de la société.

Le conseil d'administration a décidé de verser à EURAFRANCE pour l'année 1981, 134,9 F par action, contre 34,4 millions de francs, soit 214 F par action pour l'année 1980, marquant ainsi une progression de 141 %.

Le bénéfice net courant consolidé ressort à 273,9 millions de francs.

SPIE BATIGNOLLES

PREMIER EXPORTATEUR FRANÇAIS DE TRAVAUX

SB ■ Près de F 14 milliards de chiffre d'affaires T.T.C. prévus en 1982 : une grande Société du Groupe EMPAIN-SCHNEIDER.

■ Des chantiers dans plus de 50 pays.

■ Trois axes d'activités : l'énergie, les transports, les ensembles industriels.

■ Diversification vers des technologies avancées : offshore, automatismes industriels, bâtiments industrialisés.

■ De 1977 à 1981 : chiffre d'affaires + 111 %, bénéfice net + 310 %, distribution + 199 %.

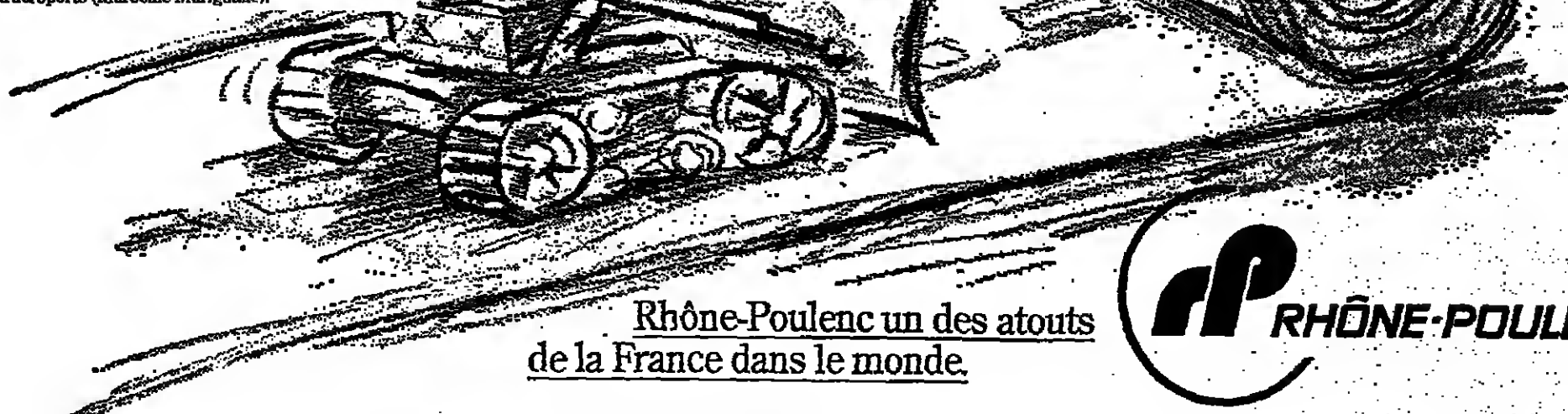
Augmente actuellement son capital pour assurer son développement et la poursuite de ses objectifs par émission de F 125 d'UNE action nouvelle pour TROIS anciennes (naissance : 1^{er} janvier 1982 souscription : du 3 juin au 2 juillet 1982).

Une note d'information qui a reçu le visa de la C.O.E. N° 82-73 en date du 18 mai 1982 peut être obtenue, sans frais, du siège de la Société et dans les établissements chargés de recevoir les souscriptions. BALO du 24 mai 1982.

SB Société anonyme au capital de F 144.804.000
Siège social : 23, rue de la République, 92514 Puteaux
R.C.S. Nanterre B 842 348 874

LE TEXTILE NOUS OUVRE DE NOUVELLES VOIES.

Bidim® est un géotextile non tissé de renommée mondiale, qui, grâce à ses qualités filtrantes et mécaniques élevées, facilite la construction des voies de communication sur les terrains marécageux et sensibles à l'eau tels que les autoroutes, les voies de chemin de fer (TGV Paris/Lyon) et pistes d'aéroports (Marseille Marignane).



Rhône-Poulenc un des atouts de la France dans le monde.



مكتبة الأصيل

150 من الامل

SOCIÉTÉ
FINANCIÈRE

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes en millions de francs

Au 27-5-1982

ACTIF

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

2) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT

3) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

4) OBLIGATIONS

5) AUTRES ACTIFS

6) DIVERS

7) TOTAL

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

28 mai 4 juin

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

BOURSE DE PARIS Comptant

4 JUIN

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

BOURSE DE PARIS Comptant

4 JUIN

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

VALEURS % de cours Dernier cours

LA VIE DES SOCIÉTÉS

S.E.V. - Le chiffre d'affaires consolidé

du groupe S.E.V., réalisé sous les marques

Cité, Marché et Paris-Rhône, s'est élevé,

en 1981, à 2,8 millions de francs, en augmen-

tation de 3,4 %, ce qui correspond à une

hausse d'activité, en valeur réelle, de 6 %,

due à la contraction de la production de vé-

hicules.

Les efforts d'économie et d'adaptation

ont permis de réduire l'exploitation, avec

un bénéfice consolidé de 7,9 millions de

francs contre une perte de 7,6 millions de

francs en 1980. Mais, du fait de charges

exceptionnelles dues aux dépôts de pers-

nel et à la cessation des activités d'équi-

pement domestique, le compte des pertes et

profits pour 1981 est en déficit aggravé

(9,4 millions de francs contre 7,7 mil-

lions de francs).

Au niveau de la holding S.E.V., la per-

te globale est de 116,3 millions de francs,

en raison des provisions constituées sur les

risques de participation.

Pour 1982, les résultats devraient rede-

venir bénéficiaires si le redressement de la

conjoncture dans l'automobile se poursuit et

si le niveau d'inflation reste raisonnable.

Le bénéfice net s'effondrera par les

résultats consolidés de la Générale Occi-

dentale, les autres opérations réalisées par

le groupe permettant d'envisager des résul-

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. MALOUMES : « Le paix et le vent », par Joe H. Brown ; « Une politique à courte vue », par Alberto Vivanco ; « Bonne foi, bon droit, bonne date », par Christian Caubet ; « Réplique à Michel Tota », par Jean-Alphonse Bernard.
- ÉTRANGER**
- 3 à 6. LE SOMMET DE VERSAILLES
- 7 à 9. PROCHE-ORIENT
- « Le Yémen écartelé » (1), par Eric Racleau.
- L'invasion du Sud-Libon par les forces israéliennes.
9. LE CONFLIT DES MALOUMES
- Les troupes de choc britanniques resserrent leur étau autour de Port-Saïd.
10. EUROPE
- R.F.A. : les élections régionales de Hombourg.
- POLITIQUE**
10. La fin du congrès de la Jeunesse communiste.
11. Le parti démocrate français pré-casse la création d'un comité de liaison de l'opposition.
- SOCIÉTÉ**
12. MÉDECINE : la préparation de la réforme hospitalière.
- CULTURE**
13. DANSE : le Kirin au Palais des congrès.
- EXPOSITION : Ipoustéguy.
- ROCK : The Cure.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
17. La chute des effectifs syndiqués à la C.G.T.
- 17-18. Tolvaan veut développer ses échanges avec l'Europe.
20. ENTRE VENTS ET MARÉES : la risque d'entreprendre et l'assurance.
21. Les notes de lecture d'Alfred Sanry.
- SPORTS**
22. TENNIS : la victoire de Mats Wilander aux Internationaux de France de Roland-Garros.
- AUTOMOBILISME : Watson vainqueur dans la confusion à Detroit.
- RUGBY : Dax bat et égale Narbonne au challenge Du Manoir.
- ÉCONOMIE**
- 42-43. SOCIAL : l'aide à l'enfance : gérer le présent pour préparer l'avenir.
44. BANQUES : L'ouïre - Crédit agricole veut pouvoir distribuer des prêts à taux bonifiés.

RADIOTELEVISION (15) INFORMATIONS - SERVICES - (16) :

Troisième âge ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (27 à 41) ; Carnet (12) ; Programmes spectacles (14 et 15) ; Bourse (47).

Véritable paille japonaise 14 F le m². Soit 70 F le rouleau de 5m50, 90 F le rouleau de 7m30. Stock limité. 100000 m² de moquettes et revêtements muraux en stock à des prix incroyables. ARTHEC 5% de remise sur présentation de cette annonce.

4, bd de la Bastille, 75012 PARIS. Tél. 340.72.72. ouvert de 9h à 19h sans interruption.

LATREILLE

POUR HOMMES COSTUMES D'ÉTÉ depuis 750 F

POUR DAMES ROBES D'ÉTÉ depuis 320 F

62, rue St André-des-Arts 6^e 329 44 10 - Parking privé - Carrière sur demande.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 juin 1982 a été tiré à 484 631 exemplaires.

A B C D E F G H

PRÉSIDIÉE PAR LE DIRECTEUR RÉGIONAL DU TRAVAIL

Les négociations chez Talbot rencontrent de grandes difficultés

Ces négociations entre les syndicats et la direction de Talbot-Poissy, sous la présidence du directeur régional du travail d'Ile-de-France, ont repris le 7 juin à Saint-Germain-en-Laye. Une première séance de négociations, rendue possible à l'issue de contacts entre les syndicats, la direction et M. Chazal, directeur des relations du travail, s'est tenue le 6 juin au soir sur les salaires, les classifications et les conditions de travail. Un seul point d'accord est intervenu : la direction a accepté de verser dès juin un acompte sur le treizième mois.

La C.G.T. a demandé l'annulation des élections professionnelles qui se sont déroulées, sous le contrôle de quatre-vingt inspecteurs du travail, en mars et en mai et avaient donné, pour les délégués du personnel et pour le comité d'entreprise, la majorité à la C.S.L. Selon la C.G.T., des « témoignages récents montrent que des fraudes et des pressions avaient eu lieu en dehors des bureaux de vote ». La direction s'y oppose, indiquant que le scrutin n'a pas été contesté dans les délais légaux. Un journaliste de l'humanité, M. Jean-Michel Cordier, a déposé plainte auprès de la gendarmerie de Poissy à la suite d'une « agression » dont il a été victime.

Aux portes des usines Talbot, à Poissy (Yvelines), bloquées par la grève depuis le 2 juin, les grilles sont closes ce 7 juin, à 6 h 30. La direction a fait savoir que, pour des raisons techniques, en particulier pour les contrôles de sécurité, le personnel de fabrication devait rester chez lui. Seul le personnel de bureau et l'encadrement devaient se rendre à leur poste. Mais plusieurs centaines d'ouvriers, presque tous immigrés, sont tout de même venus comme pour un matin ordinaire.

MACHINE 35 — 35x106. Certains ignoraient la décision de la direction. D'autres, la majorité, tentent à vérifier qu'on ne faisait pas entrer les ouvriers non grévistes. « G.S.L. assassin ! », « Le Picard, les mouchards, c'est fini ! », lancent les plus volubiles, dénonçant la pratique forcée des cadeaux et des verres de pastis offerts aux contre-maîtres. « C'était la mafia, dit l'un d'eux. Des cadeaux pour les uns, rien pour les autres. Des salaires de 2700 F sur la chaîne. Pour le

(Publié)

Micro-informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 60 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir à programmer ?

DECISION informatique, sous-titré « Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION

Ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

FERMETÉ DU DOLLAR 6,20 F

Le dollar s'est vivement raffermi lundi matin 7 juin, en liaison avec les événements du Liban. Son cours est passé, à Francfort, de 2,358 DM à 2,38 DM, à Paris, de 6,15 F à 6,20 F après 4,21 F et à Tokyo, de 243 yens à 246 yens. La banque centrale d'Allemagne et du Japon ont dû intervenir pour défendre leur monnaie.

Cette aggravation de la tension au Moyen-Orient, le report à plusieurs mois de toute décision sur la stabilisation des monnaies a incité les opérateurs à acheter des dollars, sur le marché de New York, le cours de l'once est passé de 318 dollars à 325 dollars environ.

Les mises à disposition des personnels de l'éducation nationale. — Le Bulletin officiel de l'éducation nationale du 3 juin publie une instruction de M. Alain Savary concernant les « mises à disposition de membres des personnels de l'éducation nationale au bénéfice des mouvements et associations protestant l'enseignement public de l'éducation nationale ». Ce texte tend à « préciser, clarifier et régulariser » la procédure permettant à des « associations habilitées » essentiellement des œuvres périelles et post-scolaires — de bénéficier du concours de personnels, notamment d'enseignants, relevant du ministère de l'éducation nationale, payés par lui et mis à leur disposition. Cette instruction, qui instaure une « convention » entre l'association demanderesse et le ministère, tend à épuiser et à contrôler une situation qui, dans le passé, avait donné lieu à de nombreux abus (le Monde du 30 septembre 1981).

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES.

LOOK DE CHARMÉ TISSUS COURURE TISSUS DECORATION PRIX DE CHOC!

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

AU TCHAD

N'Djaména est tombée aux mains des forces de M. Hissène HABRE

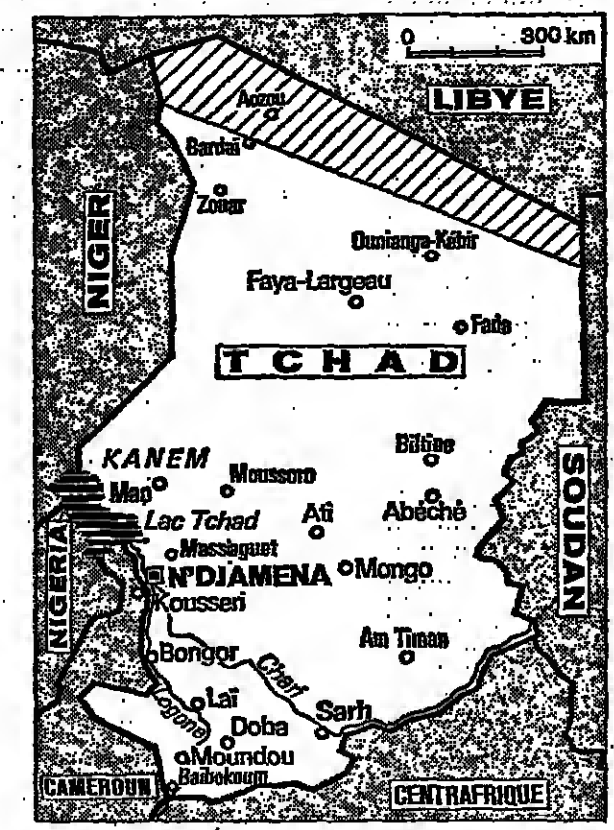
Au terme d'une offensive engagée en novembre 1981, N'Djaména est passée sous le contrôle des Forces armées du Nord de M. Hissène Habré, tôt dans la matinée, de ce lundi 7 juin après quarante-cinq minutes de combats. On ignore le sort du président M. Goukouni Oueddei.

Des infiltrations de combattants de M. Habré avaient eu lieu ces derniers temps à N'Djaména, où quelques souterrains et soldats des Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei étaient encore stationnés dimanche. Les petites garnisons de deux autres tendances, celles de

MM. Acyl Ahmadi et Ramzougé, avaient fait savoir qu'elles demeureraient « neutres » si elles n'étaient pas attaquées. Les FAN seraient passées à l'attaque des 7 heures du matin. À 8 h 30, elles s'étaient assurées le contrôle total de la ville. La ville de Mongo s'était ralliée aux FAN la veille et celle de M. Mangabé l'avant-veille.

Dernier obstacle sur la route de N'Djaména, la ville de Massaké, située à 80 kilomètres au nord de la capitale tchadienne, était passée sous contrôle des forces armées du nord, samedi soir après cinq heures de combats. Le président Goukouni Oueddei avait, cependant, affirmé, dans la soirée du même jour, qu'il n'avait aucune intention de négocier avec les forces des FAN.

D'autre part, les violents affrontements armés qui opposent, depuis jeudi, au sud du Tchad (le Monde des 6 et 7 juin), les partisans et les adversaires du colonel Abdelkader Karamé, au sein même de la coalition des forces armées tchadiennes (FAT), qui dirige, ont pour but de lui faire perdre le contrôle de cette région, la plus riche du pays. Les combats qui se déroulent à Mondou, ville de quarante-cinq mille habitants, ont été précédés par l'indépendance par les forces armées civiles et les officiers des FAP d'une motion contre le colonel Karamé, en sa qualité de principal dirigeant du Sud. La réaction adoptée à l'unanimité le 29 mai dernier, dénonce « les manœuvres de division et de subversion » du colonel Karamé ainsi que les « exactions répétées de son commandement contre la population » et la « gestion catastrophique » de la zone méridionale (qui comprend cinq provinces) du Tchad.



En Iran

QUARANTE CIVILS SONT TUÉS AU COURS DU BOMBARDEMENT DE LA VILLE D'ILAM PAR L'AVIATION IRAKIENNE.

Téhéran (A.F.P.). — Quarante personnes au moins ont été tuées et plus de deux cents blessées, au cours d'un bombardement par des avions irakiens de la ville d'Ilam (chef-lieu de la province du même nom) à plus de 500 kilomètres à l'ouest de Téhéran. Selon la radio de Téhéran, les appareils irakiens ont attaqué dans la matinée au moment où se déroulait dans les rues de la ville un défilé organisé pour commémorer le soulèvement du 5 juin 1978. Selon la radio, les victimes « étaient des civils, hommes, femmes et enfants innocents ».

Des dizaines de maisons, ainsi qu'une mosquée, ont été détruites au cours du bombardement, a ajouté la radio.

M. Mir Hossein Mousavi, premier ministre iranien, a déclaré que la réponse de l'Iran à ces bombardements « sera celle qui a toujours été jusqu'à présent donnée aux agresseurs ». Il a qualifié ce raid de « réponse à ceux qui parlent de paix, de cessez-le-feu et de conciliation en ignorant les crimes du régime hérétique » irakien.

« Les maîtres et les protecteurs de Saddam » (Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien), a poursuivi le premier ministre dans une intervention diffusée par Radio-Téhéran, « discrédités par les victoires récentes des combattants de l'Islam, traitent et attaquent les zones résidentielles ou bombardent des civils sans défense pour rendre son honneur à une armée démantelée ».

J.-C. H.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se taper à la tâche, que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à régner. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt. 945 chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 94028 Avignon Cedex.

"BON GRATUIT"

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt 945, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 94028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé "Les Lois Éternelles du Succès".

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

A la Règle à Calcul L'HP-IL ET LES NOUVEAUX PÉRIPHÉRIQUES DU HP 41

Le système d'interface HP-IL, mis au point par Hewlett-Packard, permet à votre calculateur HP 41C ou HP 41CV de dialoguer avec une variété de périphériques compatibles tels que des unités de stockage de masse ou des imprimantes. Le résultat : un système de calcul économique et portable.

La boucle d'interface permet de relier jusqu'à 30 périphériques à votre HP 41. Les nouveaux périphériques existant actuellement sont une unité de cassette digitale et une imprimante possédant de nouvelles fonctions.

L'unité HP 82161 A est un lecteur de cassette haute performance ayant une capacité de stockage de 131 000 octets par cassette. L'accès rapide aux informations, n'importe où sur la bande, fait de ce périphérique un dispositif idéal de stockage de masse.

L'imprimante thermique 82162 A possède les mêmes fonctions que celles de l'imprimante 82143 A auxquelles s'ajoutent d'autres possibilités de nouveaux modules viennent également compléter votre système HP 41, extension fonction 82180, extension mémoire 82181, module temps 82182. Ainsi, grâce à l'interface HP-IL, votre HP 41 atteint la puissance et la souplesse d'utilisation de systèmes de calcul beaucoup plus onéreux.



HEWLETT-PACKARD

"La Règle à Calcul" distributeur agréé des calculateurs Hewlett-Packard France.

Micro Expo 15/19 juin 1982 Stands 158/169

La Règle à Calcul 65/67 Bd St-Germain, 75005 Paris

Tél. 325.68.88 - Tél. 220.64.44 FAX 1303 BAC

Mo 24/2/82

صلى الله عليه وسلم